

BABILANIBARO

MES CÉLÉBRITÉS POLITIQUE

LIVRE POLITIQUE

FOND BLANC DISPONIBLES A BABILANIBARO

Billy nankouman TRAORÉ
07/04/2019

MES CÉLÉBRITÉS POLITIQUE

Félix Houphouët-Boigny



Félix Houphouët-Boigny, en mai 1962.

Fonctions

Président de la République de Côte d'Ivoire

27 novembre 1960 – 7 décembre 1993
(33 ans et 10 jours)

Élection	<u>27 novembre 1960</u>
Réélection	<u>7 novembre 1965</u> <u>29 novembre 1970</u> <u>16 novembre 1975</u> <u>12 octobre 1980</u> <u>27 octobre 1985</u> <u>28 octobre 1990</u>
Premier ministre	<u>Alassane Ouattara</u>
Prédécesseur	<i>Poste créé</i>
Successeur	<u>Henri Konan Bédié</u>

Premier ministre de Côte d'Ivoire

1^{er} mai 1959 – 3 novembre 1960
(1 an, 6 mois et 2 jours)

Prédécesseur	<u>Auguste Denise</u>
Successeur	<u>Alassane Ouattara</u> (indirectement)

Ministre d'État de la France

13 mai 1958 – 19 mai 1961
(3 ans et 6 jours)

Président

René Coty
Charles de Gaulle

Gouvernement

Pierre Pflimlin
Charles de Gaulle III
Michel Debré

Ministre de la Santé publique et de la Population de la France

6 novembre 1957 – 14 mai 1958
(6 mois et 8 jours)

Président

René Coty

Gouvernement

Félix Gaillard

Prédécesseur

Bernard Lafay

Successeur

André Maroselli

Ministre d'État de la France

12 juin – 30 septembre 1957
(3 mois et 18 jours)

Président

René Coty

Gouvernement

Maurice Bourgès-Maunoury

Ministre délégué à la présidence du Conseil de la France

1^{er} février 1956 – 21 mai 1957
(1 an, 3 mois et 20 jours)

Président

René Coty

Gouvernement

Guy Mollet

Prédécesseur

Gaston Palewski

Successeur

Georges Galy-Gasparrou
Michel Soulié
Jean Meunier

Président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire

24 mars 1953 – 30 novembre 1959
(6 ans, 8 mois et 6 jours)

Prédécesseur

Victor Capri Djédjé

Successeur

Philippe Yacé

Biographie

Nom de naissance	Dia Houphouët
Date de naissance	<u>18 octobre 1905</u>
Lieu de naissance	<u>N'Gokro, Afrique-Occidentale française (AOF)</u>
Date de décès	<u>7 décembre 1993</u> (à 88 ans)
Lieu de décès	<u>Yamoussoukro, Côte d'Ivoire</u>
Nationalité	<u>ivoirienne</u>
Parti politique	SAA <u>RDA</u> <u>PDCI</u>
Conjoint	<u>Marie-Thérèse Houphouët-Boigny</u>
Diplômé de	<u>École William Ponty</u> <u>École de médecine de l'AOF</u>
Profession	Médecin, planteur
Religion	<u>Animisme</u> (1905-1915) <u>Catholicisme</u> (1915-1993)
Résidence	<u>Palais présidentiel d'Abidjan</u>



Présidents de la République de Côte d'Ivoire
Premiers ministres de Côte d'Ivoire

Félix Houphouët-Boigny (serait né **Dia Houphouët** le 18 octobre 1905 à N'Gokro (Yamoussoukro) selon la biographie officielle - mort le 7 décembre 1993), surnommé « le sage » ou même « Nanan Boigny » ou « Nanan Houphouët » ou encore « le Vieux » (au sens africain du terme), est le « père » de l'indépendance de la Côte d'Ivoire.

Successivement chef traditionnel, médecin, planteur, dirigeant syndical, député en France, ministre de gouvernements français, président de l'Assemblée nationale ivoirienne, maire d'Abidjan, Premier ministre ivoirien et premier président de la Côte d'Ivoire de 1960 à 1993, Félix Houphouët-Boigny tient un rôle de premier ordre dans le processus de décolonisation de l'Afrique, et domine jusqu'à la fin de sa vie, la scène politique de son pays natal.

Partisan de la [Françafrique](#) (une étroite collaboration avec l'ancienne métropole, on lui prête d'ailleurs la paternité de ce terme), il parvient de cette façon à développer économiquement la [Côte d'Ivoire](#), notamment dans le secteur agricole, faisant de son pays un îlot de prospérité dans un continent miné par la pauvreté ; on parle alors de « [miracle ivoirien](#) ». Mais si l'exportation de [cacao](#) et de [café](#) a fait la richesse de la Côte d'Ivoire, elle a également provoqué des difficultés dans les [années 1980](#), après la chute brutale des cours des matières premières. Dès lors, son régime dominé depuis l'indépendance par un [parti unique](#), le [PDCI](#)^[1], miné par une [corruption](#) endémique^[2], devient de plus en plus insupportable pour la population touchée de plein fouet par la crise économique.

Toutefois, cette coopération avec la France ne s'arrête pas au seul plan économique. S'appuyant sur les [réseaux d'influence français en Afrique](#) de [Jacques Foccart](#), proche du [général de Gaulle](#), qu'il connaissait personnellement^[3], il mène une politique qui se traduit par un soutien inconditionnel et mutuel des deux pays, permettant à la France de garder, entre les influences des [États-Unis](#) et de l'[Union soviétique](#), le contrôle de son « pré carré » pendant la [guerre froide](#)^[4]. En échange, Félix Houphouët-Boigny, l'homme de la [France](#) en [Afrique](#), se taille une place toute particulière sur la scène africaine, notamment en [Afrique francophone](#) et dans le [golfe de Guinée](#), où son influence fut grande.

Sommaire

- [1 Les années de formation](#)
 - [1.1 Origines et éducation](#)
 - [1.2 Un « médecin africain » engagé](#)
 - [1.3 Un chef de canton et un dirigeant syndical](#)
- [2 Un acteur majeur de la scène politique française](#)
 - [2.1 Un député plaidant la cause des Africains](#)
 - [2.2 Le fondateur du RDA et la période communiste](#)
 - [2.3 La réhabilitation et l'entrée au gouvernement](#)
 - [3 À la tête de la Côte d'Ivoire](#)
 - [3.1 Un partisan de l'autonomie](#)
 - [3.2 L'instauration du pouvoir personnel](#)
 - [3.2.1 Le faux « complot de janvier 1963 » et dictature](#)
 - [3.3 Houphouët face aux chefs de l'opposition](#)
 - [3.3.1 Gbagbo symbole de l'opposition](#)
 - [3.3.2 Wodié l'autre opposant](#)
 - [3.4 La prospérité des années 1960 et 1970](#)
 - [3.5 Impuissant face à la crise ivoirienne](#)
 - [3.5.1 Une économie au bord de la banqueroute](#)
 - [3.5.2 L'apparition de tensions sociales](#)
 - [3.5.3 Les fastes du régime](#)
 - [3.5.4 La succession et l'après Houphouët](#)
- [4 Une politique africaine « particulière »](#)
 - [4.1 Le fossoyeur de l'AOF](#)
 - [4.2 L'unité africaine selon Houphouët-Boigny](#)
 - [4.3 L'homme de la France en Afrique](#)
 - [4.3.1 La déstabilisation des régimes révolutionnaires](#)
 - [4.3.2 Un alignement sur la France](#)
 - [4.3.3 Un soutien réciproque](#)

- [5 Vie privée](#)
 - [5.1 La famille Houphouët](#)
 - [5.2 Ses relations en politique](#)
 - [5.3 Le prix Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix](#)
- [6 Fonctions gouvernementales](#)
 - [6.1 En France](#)
 - [6.2 En Côte d'Ivoire](#)
- [7 Distinctions](#)
- [8 Ouvrage](#)

Les années de formation

Origines et éducation

Félix Houphouët-Boigny naît, selon sa biographie officielle, le [18 octobre 1905](#) à [N'Gokro](#)^[5]. Toutefois, un doute subsiste sur l'exactitude de cette date ; chez les [Baoulés](#), l'état civil n'existait pas encore à l'époque et il est donc fort probable que sa naissance soit antérieure à 1905^[6].

Originaire d'un petit royaume [akouè](#) polythéiste, il est le fils d'un dénommé [Houphouët](#)^[7] qui lui donne à l'origine comme prénom *Dia*, pouvant signifier dans sa langue, prophète ou magicien^[7]. Le nom de son père provient du baoulé *ufue*. Ce nom expiatoire est donné aux enfants nés aux abords d'un village ou dans une famille où plusieurs enfants sont morts successivement avant sa naissance^[8]. De son nom d'origine *Dia Houphouët*, il y ajoute postérieurement le nom *Boigny* signifiant *le bélier* en baoulé^[8]. *Dia Houphouët-Boigny* est le petit-neveu de la [reine Yamouso](#) et du chef du village, [Kouassi N'Go](#)^[7]. Lorsque ce dernier est assassiné en [1910](#), le jeune *Dia* est appelé à lui succéder à la tête de la chefferie^[7]. En raison de son jeune âge, son beau-père *Gbro Diby* (son père étant déjà mort) devient régent^[9].

Compte tenu de son rang, l'administration coloniale décide de l'envoyer à l'école du poste militaire de *Bonzi* situé près du village^[9] puis, en [1915](#), à l'école primaire supérieure de [Bingerville](#), ce malgré les réticences de sa famille^[7]. Cette même année à *Bingerville*, il se convertit au [christianisme](#), considérant cette religion comme le signe de la modernité et un obstacle à l'islamisation : il se fait baptiser *Félix*^[7].

Brillant élève, il intègre, en [1919](#), l'[École normale William Ponty](#) où il obtient son diplôme d'instituteur^[10] et enchaîne, en [1921](#), avec l'[École de médecine de l'AOF](#) dont il sort major en [1925](#)^[5]. Ces études de médecine étant enseignées de manière incomplète par le colonisateur, Houphouët ne peut prétendre qu'à la carrière d'un « médecin africain »^[10], médecin au rabais^[6].

Un « médecin africain » engagé



Un cacaoyer avec les gousses de fruits à différents stades de maturation.

Le [26 octobre 1925](#)^[9], Houphouët commence sa carrière en tant que médecin-auxiliaire à l'hôpital d'[Abidjan](#)^[11] où il fonde une « Amicale » regroupant le personnel médical indigène^[7]. L'entreprise tourne court ; l'administration coloniale voit d'un très mauvais œil cette association qu'elle assimile à une formation syndicale^[7] et décide de le muter, le [27 avril 1927](#)^[9], au service de [Guiglo](#) où les conditions sanitaires sont particulièrement éprouvantes^[12]. Toutefois, faisant preuve de véritables aptitudes professionnelles, il est promu à [Abengourou](#), le [17 septembre 1929](#)^[9], à un poste réservé, jusque-là, aux Européens^[7].

À Abengourou, Houphouët est confronté aux injustices dont sont victimes les cultivateurs de cacao indigènes exploités par les colons^[13]. Décidé à agir, il prend la tête, en [1932](#), d'un mouvement de planteurs africains hostile aux grands propriétaires blancs et à la politique économique du colonisateur qui les favorise^[6]. Le [22 décembre](#)^[13], il rédige, sous un pseudonyme, un article engagé « On nous a trop volés » qui paraît dans un éditorial socialiste^[11] publié en Côte d'Ivoire, le « Trait d'union »^[13].

L'année suivante, Houphouët est appelé à prendre ses fonctions de chef de village^[9] mais, préférant poursuivre sa carrière, se désiste en faveur de son frère cadet Augustin^[14].

Cependant, afin de se rapprocher de son village, il obtient sa mutation à [Dimbokro](#) le [3 février 1934](#)^[9] puis à [Toumodi](#) le [28 juin 1936](#)^[9]. Si jusque-là, Houphouët a fait preuve de réelles qualités professionnelles, son attitude déplaît ; en septembre [1938](#), son chef de service lui demande de choisir entre son poste de médecin et son engagement dans la politique locale^[13]. Le choix est fait en [1939](#), son frère décède, il lui succède à la tête du royaume^[7].

Un chef de canton et un dirigeant syndical

En devenant chef, Houphouët devient l'administrateur du canton d'Akouè, représentant trente-six villages^[7]. Il reprend également en charge la plantation familiale qui est alors l'une des plus importantes du pays, et parvient à la développer en diversifiant les cultures de [caoutchouc](#), de [cacao](#) et de [café](#)^[7] ; il devient ainsi un des plus riches planteurs africains^[6].

Le [3 septembre 1944](#)^[7], il fonde, en accord avec l'administration coloniale^[7], le Syndicat agricole africain (SAA) dont il devient le président. Regroupant les planteurs africains mécontents de leur sort^[10], le SAA, anticolonialiste et antiraciste^[6], revendique de

meilleures conditions de travail, une hausse des salaires et l'abolition du [travail forcé](#)^[7]. Ce syndicat rencontre rapidement le succès et reçoit l'appui de près de 20 000 planteurs^[7], ce qui déplait fortement aux colons qui vont jusqu'à porter plainte contre Houphouët^[9]. L'écho de ce syndicat est tel qu'il se rend, au début de [1945](#), à [Dakar](#) pour expliquer la démarche du SAA au gouverneur général de l'[AOF](#), [Pierre Coumarie](#)^[7].

En octobre 1945, Houphouët est projeté sur la scène politique ; le gouvernement français, décidé à faire participer ses colonies à l'assemblée constituante, organise l'élection de deux députés en Côte d'Ivoire : l'un représentant les colons, l'autre les autochtones^[7]. Houphouët se présente et, grâce aux nombreux soutiens qu'il a acquis par son action syndicale, est élu au premier tour avec plus de 1 000 voix d'avance^[5]. Malgré cette victoire, l'administration coloniale décide d'organiser un second tour, le [4 novembre 1945](#), qu'il remporte avec 12 980 voix sur 31 081 suffrages exprimés^[5]. Pour son entrée en politique, il décide d'ajouter Boigny, signifiant « bélier » (symbole de son rôle de meneur)^[9] à son patronyme, devenant ainsi Félix Houphouët-Boigny.

Un acteur majeur de la scène politique française

Un député plaidant la cause des Africains



Le palais Bourbon, siège de l'Assemblée nationale.

LOI n° 46-645 du 11 avril 1946 tendant à la suppression du travail forcé dans les territoires d'outre-mer.

L'Assemblée nationale constituante a adopté,

Le Président du Gouvernement provisoire de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Le travail forcé ou obligatoire est interdit de façon absolue dans les territoires d'outre-mer.

Art. 2. — Tous moyens ou procédés de contrainte directe ou indirecte aux fins d'embaucher ou de maintenir sur les lieux du travail un individu non consentant feront l'objet d'un texte répressif prévoyant des sanctions correctionnelles.

Art. 3. — La présente loi abolit tout décret et règlement antérieur sur la réquisition de la main-d'œuvre, à quelque titre que ce soit.

La présente loi, délibérée et adoptée par l'Assemblée nationale constituante, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 11 avril 1946.

FÉLIX GOUIN.

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République :

Le ministre de la France d'outre-mer,
MARIUS MOUTET.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,
PIERRE-HENRI TEITGEN.

Fac-similé de la loi n°46-645 tendant à la suppression du travail forcé, Paris, 11 avril 1946

À l'[Assemblée nationale](#), Houphouët-Boigny est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer^[51]. Il s'attelle à mettre en application les revendications du SAA. Un projet de loi tendant à la suppression du travail forcé est ainsi adopté par l'Assemblée le [11 avril 1946](#) sous le nom de loi Houphouët-Boigny^[51]. Le [3 avril 1946](#), il propose d'unifier la réglementation du travail dans les territoires d'Afrique ; ce sera chose faite en [1952](#)^[51]. Enfin, le [27 septembre 1946](#), il dépose un rapport sur le système de santé des territoires d'outre-mer qu'il invite à réformer^[51].

Houphouët-Boigny milite également en faveur de l'[Union française](#). Ce projet qui prévoit d'ériger les colonies en des départements et territoires français, est loin de faire l'unanimité chez les parlementaires métropolitains qui craignent de voir la France devenir la colonie de ses colonies^[51]. Tentant de les rassurer, Houphouët-Boigny leur répond qu'il n'existe, « à l'heure actuelle », aucun risque pour que les Africains submergent les parlementaires européens, mais, qu'en revanche, une telle union permettrait de stopper la double politique menée par la France : l'une « métropolitaine et démocratique », l'autre « coloniale et réactionnaire »^[51].

Après l'adoption de la constitution de la IV^e République, il est réélu sans difficulté avec 21 099 voix sur 37 888 des suffrages exprimés^[51]. Toujours membre de la Commission des territoires d'outre-mer (dont il devient secrétaire en [1947](#) et [1948](#)), il est nommé, en [1946](#), à la Commission du règlement et du suffrage universel^[51]. Le [18 février 1947](#), il propose de réformer en profondeur le système des conseils généraux des territoires de l'[AOF](#), de l'[AEF](#) et du Conseil fédéral afin qu'ils soient plus représentatifs des populations autochtones^[51]. Il réclame également, à de nombreuses reprises, la création d'assemblées locales en Afrique afin que les indigènes puissent faire l'apprentissage de leur autonomie et de la gestion^[51].

Le fondateur du RDA et la période communiste

Le [9 avril 1946](#)^[15], Houphouët-Boigny transforme, avec l'aide des Groupes d'études communistes d'Abidjan, le SAA en [Parti démocratique de Côte d'Ivoire](#) (PDCI)^[16]. Ce dernier devient lui-même, après le Congrès de Bamako du [18 octobre 1946](#), une section territoriale du tout nouveau parti inter-africain : le [Rassemblement démocratique africain](#) (RDA) dont il est le président^[17].

Pas assez nombreux pour former un groupe parlementaire^[18], les élus africains sont contraints à s'apparenter à un des grands partis existants pour pouvoir siéger au Palais Bourbon^[11]. Le RDA s'affilie alors avec le [PCF](#), seule formation politique ouvertement [anti-colonialiste](#)^[6]. Houphouët-Boigny justifie lui-même cette alliance par le fait qu'elle semblait, à l'époque, être la seule solution pour se faire entendre :

« Dès avant la création du RDA, cette alliance avait servi notre cause : en mars 1946, l'abolition du travail obligatoire fut adoptée à l'unanimité, sans vote, grâce à notre alliance tactique »^[19]

Au fur et à mesure que la guerre froide s'affirme, l'alliance communiste devient de plus en plus préjudiciable pour le RDA, d'autant plus qu'en 1947, le PCF passe dans l'opposition. L'administration française manifeste une hostilité grandissante au RDA et à son président qu'elle apparente à un « Staliniens »^[51]. Les tensions atteignent leur apogée au début

de [1950^{\[10\]}](#), quand, à la suite d'un incident, la quasi-totalité de la direction du PDCI est arrêtée^[20]. De dangereuses émeutes éclatent en Côte d'Ivoire^[21]. Pour désamorcer la crise, le [président du Conseil, René Pleven](#), confie à son ministre de la France d'outre-mer, [François Mitterrand](#), la mission de détacher le RDA du PCF^[11].

Conscient d'être dans une impasse, Houphouët-Boigny accepte de rompre avec les communistes en octobre [1950^{\[5\]}](#) et oriente le RDA vers une gauche modérée. Lors des élections législatives de 1951, il présente une liste commune avec le parti de Mitterrand, l'[Union démocratique et socialiste de la Résistance](#) (UDSR) dont l'affiliation devient officielle en [1952^{\[5\]}](#).

La réhabilitation et l'entrée au gouvernement

Conservant l'image d'un communiste, bien que s'en défendant, il est le seul député RDA réélu en Côte d'Ivoire en [1951^{\[5\]}](#). C'est pourquoi, il prononce le [24 août 1951](#) un discours à l'Assemblée nationale où il conteste le résultat des élections qu'il déclare entaché de fraudes. Il dénonce aussi l'instrumentalisation des députés d'outre-mer comme « machines à voter »^[5]. Houphouët-Boigny et le RDA vivent alors une véritable période de purgatoire avant de renouer avec le succès en [1956^{\[21\]}](#) ; lors des élections de cette année, le grand parti de masse africain reçoit 502 711 voix sur 579 550 suffrages exprimés^[5]. Son chef, désormais, fait figure de modéré^[5].

Nommé membre de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du règlement et des pétitions, Houphouët-Boigny entre également au gouvernement le [1^{er} février 1956](#) en qualité de ministre délégué à la présidence du Conseil dans le [gouvernement Guy Mollet](#) ; poste qu'il occupe jusqu'au [13 juin 1957^{\[5\]}](#). Sa principale réalisation, dans ces fonctions, est la création d'une organisation commune de régions sahariennes qui permettrait d'assurer l'indépendance énergétique de l'Union française^[5], et de contrer les revendications territoriales [marocaines](#) dans le Sahara^[22].

Par la suite, Houphouët-Boigny devient ministre de la Santé publique et de la Population dans le [gouvernement Félix Gaillard](#) du [6 novembre 1957](#) au [14 mai 1958](#). Il essaie de réformer le code de la santé publique^[5].

Il est à de nombreuses reprises, ministre d'État sous :

- le [gouvernement Maurice Bourgès-Maunoury](#) du [13 juin](#) au [6 novembre 1957^{\[5\]}](#)
- le [gouvernement Pierre Pflimlin](#) du [14](#) au [17 mai 1958^{\[5\]}](#)
- le [gouvernement Charles de Gaulle \(3\)](#) du [1^{er} juin 1958](#) au [8 janvier 1959^{\[5\]}](#)
- le [gouvernement Michel Debré](#) du [8 janvier](#) au [20 mai 1959^{\[23\]}](#)

En cette qualité, il participe à l'élaboration de la politique africaine de la France, notamment dans le domaine culturel^[10]. Sous son impulsion seront créés le Bureau des étudiants de la France d'outre-mer, et l'[Université de Dakar^{\[10\]}](#). Le [4 octobre 1958](#), Houphouët-Boigny est un des signataires, aux côtés de [De Gaulle](#), de la [constitution de la V^e République^{\[24\]}](#). Le dernier poste qu'il occupe est celui de ministre conseiller du gouvernement Michel Debré du [23 juillet 1959](#) au [19 mai 1961^{\[23\]}](#).

À la tête de la Côte d'Ivoire

Un partisan de l'autonomie

À la suite de l'adoption, le [23 juin 1956](#), de la [loi-cadre Defferre](#) donnant l'autonomie aux colonies africaines, une élection territoriale est organisée en Côte d'Ivoire le [3 mars 1957](#), au cours de laquelle le PDCI remporte une victoire écrasante^[25]. Houphouët-Boigny, qui occupait déjà les fonctions de ministre en France, de président de [l'Assemblée territoriale](#) depuis [1953](#) (ayant succédé à [Victor Capri Djédjé](#)) et de maire d'Abidjan depuis novembre [1956](#)^[25], décide de placer à la vice-présidence de la Côte d'Ivoire [Auguste Denise](#)^[26], même s'il reste, pour [Paris](#), le seul interlocuteur de la colonie^[16].

Le [7 avril 1957](#), le chef du gouvernement du [Ghana](#), [Kwame Nkrumah](#), en déplacement en Côte d'Ivoire, appelle toutes les colonies d'Afrique à prendre leur indépendance^[27] ; Houphouët-Boigny lui rétorque alors :

« Votre expérience est fort séduisante... Mais en raison des rapports humains qu'entretiennent entre eux Français et Africains et compte tenu de l'impératif du siècle, l'interdépendance des peuples, nous avons estimé qu'il était peut-être plus intéressant de tenter une expérience différente de la vôtre et unique en son genre, celle d'une communauté franco-africaine à base d'égalité et de fraternité. »^[28]

Contrairement à de nombreux dirigeants africains qui réclament une indépendance immédiate, Houphouët-Boigny souhaite une transition en douceur au sein de l'« ensemble français »^[16] car, selon lui, l'indépendance politique sans l'indépendance économique ne vaut rien^[15]. Aussi, donne-t-il rendez-vous à Nkrumah dans dix ans afin de voir lequel des deux eut choisi la meilleure voie^[28].

Tout naturellement, il fait campagne pour le « oui » lors du référendum pour la Communauté franco-africaine, proposé par de Gaulle le [28 septembre 1958](#)^[29]. Seul son protégé [guinéen](#), [Ahmed Sékou Touré](#) ose dire « non » préférant, à l'inverse d'Houphouët-Boigny, « la liberté dans la pauvreté à la richesse dans l'esclavage »^[30]. Malgré ce succès, la communauté franco-africaine s'écroule peu de temps après, poussée par la [fédération du Mali](#) qui souhaite l'indépendance. Le [7 août 1960](#), Houphouët proclame à contrecœur, l'indépendance de la Côte d'Ivoire^[31].

L'instauration du pouvoir personnel

Articles connexes : [Événements du Guébié](#), [Parti nationaliste \(Côte d'Ivoire\)](#) et [LIDHO](#).

Houphouët-Boigny prend officiellement la tête du gouvernement ivoirien le [1^{er} mai 1959](#)^[32]. Il ne souffre d'aucune opposition en ce qui concerne les partis rivaux, le [PDCI](#) les ayant tous neutralisés en [1957](#) (devenant *de facto* unique)^[25], mais il est en revanche, confronté à une opposition interne. Des nationalistes radicaux, menés par [Jean-Baptiste Mockey](#), se dressent ouvertement contre sa politique francophile^[26]. Pour résoudre ce problème, Houphouët-Boigny décide de se débarrasser de cet opposant en fomentant, en septembre [1959](#), le « complot du chat noir » où Mockey, accusé d'avoir tenté de l'assassiner avec des fétiches maléfiques, est exilé^[33].

En [1960](#), Houphouët-Boigny se lance dans la rédaction d'une nouvelle [constitution](#). Il s'inspire de la [constitution américaine](#) qui établit un exécutif puissant, et de la [constitution](#)

[française de 1958](#) qui limite certains pouvoirs du législatif^[34]. Il transforme donc l'Assemblée nationale en une simple [chambre d'enregistrement](#) votant les lois et le budget^[35] ; les députés sont désignés directement par lui^[35], et le PDCI, totalement inféodé au président, doit se contenter de servir comme simple intermédiaire entre les masses populaires et l'État^[36].

Le faux « complot de janvier 1963 » et dictature

Mais, malgré ces mesures, des protestations émanent encore de l'intérieur, principalement des Jeunesses du rassemblement démocratique africain de Côte d'Ivoire (JRDACI). Pour les faire taire, Houphouët-Boigny profite du putsch réalisé au [Togo](#) et qui ébranle toute l'[Afrique francophone](#)^[37] pour les accuser de « menées subversives d'inspiration communiste »^[38] ; trois ministres, sept députés et 129 autres personnes issus des JRDACI sont alors incarcérés^[39]. Toutefois, ce faux « complot de janvier 1963 » n'a pas le succès escompté puisqu'un fort sentiment d'injustice se développe, avec de nouvelles contestations^[40]. Houphouët-Boigny réagit en août 1963, cette fois-ci de façon beaucoup plus radicale. Les nouveaux « comploteurs » désignés sont les sympathisants communistes ivoiriens appuyés par les dirigeants africains progressistes ([Kwame Nkrumah](#), [Ahmed Ben Bella](#), [Gamal Abdel Nasser](#)), mais aussi les francs-maçons, les tenants du multipartisme, les anciens opposants au PDCI, les jeunes diplômés revenus de France imprégnés d'idéologie marxiste-léniniste, et certaines régions du pays qui exprimaient une certaine antipathie envers le régime (pays [Sanwi](#) et Bété de Gagnoa)^[41]. Un climat de terreur s'abat sur la Côte d'Ivoire avec la création, le [26 août](#), d'une [milice](#) au service du parti regroupant 6 000 hommes, et l'arrestation, durant un an, de très nombreux « mauvais citoyens » dont sept ministres (Jean-Baptiste Mockey) et six députés^[42]. Houphouët-Boigny gouverne dès lors en [dictateur](#). Les détails ne seront vraiment connus qu'en 1997, avec le livre de l'un des « comploteurs » Samba Diarra, *Les Faux Complots d'Houphouët-Boigny*^[43].

Toutefois, ayant consolidé son pouvoir, il libère les prisonniers politiques en [1967](#)^[44]. Il est réélu président à chaque élection sans aucune opposition.

Afin de déjouer toute tentative de putsch, le président ivoirien réduit au strict minimum les [Forces armées nationales de Côte d'Ivoire](#) (FANCI), créées le [27 juillet 1960](#). La défense est alors confiée aux forces armées françaises qui, par le traité de coopération en matière de défense du [24 avril 1961](#), stationnent à [Port-Bouët](#) et peuvent intervenir dans le pays à la demande d'Houphouët-Boigny ou lorsqu'elles considèrent que les intérêts français sont menacés^[45]. Elles interviennent ainsi lors des tentatives sécessionnistes organisées par les monarchistes du [Sanwien 1959](#) et [1969](#)^[46], puis, en [1970](#), lors de la création d'un groupement politique non autorisé, le [Mouvement éburnéen](#) mené par Kragbé Gnagbé, que le président ivoirien accuse de vouloir faire sécession^{[47][46]}.



Siège de la RTI.



Enregistrement d'une émission d'alphabétisation, en 1966.

Cette décennie est marquée par le développement de la RTI ([Radiodiffusion télévision ivoirienne](#)), radio et télévision rattachées au ministère des Forces armées.

Jean-Pierre Bruneau (responsable technique de la branche "Alphabétisation" 1965-1967) précise concernant la RTI:

Son rôle est notoire dans deux domaines :

- L'alphabétisation en brousse : chaque case à « palabre » de chacun des principaux villages de Côte d'Ivoire est équipée en deux ans d'un groupe électrogène, d'un mat de réception de 13 mètres et d'une télévision, recevant ainsi en direct les cours d'alphabétisation réalisés par une équipe française.
- La parole politique : souvent des émissions politiques sont organisées avec de fréquentes interventions du président d'Houphouët-Boigny..

[\[réf. nécessaire\]](#)

Houphouët face aux chefs de l'opposition

Gbagbo symbole de l'opposition

[Laurent Gbagbo](#), syndicaliste actif dans les années 1970 dont l'enseignement est jugé « subversif », est emprisonné avec son épouse [Simone Ehivet Gbagbo](#) à [Séguéla](#) et à [Bouaké](#) de [mars 1971](#) à [janvier 1973](#) par Houphouët. Après sa libération, il travaille comme chercheur à l'Institut d'histoire, d'art et d'archéologie africaine de l'Université d'Abidjan, et en devient le directeur en [1980](#).

Laurent Gbagbo se fait connaître lors des manifestations étudiantes du [9 février 1982](#), dont il est un des principaux instigateurs, et qui provoquent la fermeture des universités et des grandes écoles. C'est durant cette année qu'il crée dans la clandestinité notamment avec [Simone Gbagbo](#), le futur [Front populaire ivoirien](#) (FPI). Son exil en [France](#) est l'occasion de promouvoir le FPI et son programme de gouvernement. Bien qu'idéologiquement proche du PS et personnellement de Guy Labertit, le gouvernement socialiste français tente de l'« ignorer » afin de ménager Houphouët^[48]. Ce n'est que trois ans plus tard que Gbagbo obtient son statut de réfugié politique, et ce grâce à un recours^[48]. Cependant, il subit des pressions françaises pour retourner dans son pays, Houphouët s'inquiétant de le voir développer un réseau de contacts, et trouvant que « son remuant opposant serait beaucoup moins encombrant à Abidjan qu'à Paris »^[49].

En [1988](#), il rentre en Côte d'Ivoire, Houphouët lui ayant implicitement accordé son pardon en déclarant que « l'arbre ne se fâche pas contre l'oiseau »^[50]. Le [28 octobre 1990](#) a lieu l'élection présidentielle, avec pour la première fois une candidature autre que celle de Félix Houphouët-Boigny : celle de Laurent Gbagbo. Ce dernier remporte 18,3 % des suffrages, ce qui lui confère le statut de chef de l'opposition. Lors des élections législatives du [25 novembre 1990](#) le [FPI](#) obtient 9 sièges sur 175 ; Gbagbo, lui-même, est élu dans la circonscription de [Ouaragahio](#) où se trouve sa ville natale^[51].

En [mai 1991](#), puis en [février 1992](#) ont lieu d'importantes manifestations étudiantes. Le 18 février ([Alassane Ouattara](#) étant alors premier ministre), Laurent Koudou Gbagbo est arrêté, et condamné le 6 mars à deux ans de prison^[52] mais il est libéré en août.

Wodié l'autre opposant

Dès [1961](#), [Francis Wangah Romain Wodié](#), le membre fondateur de la [LIDHO](#), du [SYNARES](#)^[53] et ancien président de la section ivoirienne d'[Amnesty International](#) est harcelé par le régime de Félix Houphouët-Boigny pour ses activités jugées « subversives », du fait de son engagement [syndicaliste](#)^[54]^[55]. Un an plus tard il est emprisonné pour peu de temps. En [1973](#), toujours harcelé par le régime présidentiel, il s'exile en [Algérie](#). Ce n'est qu'en [1990](#) lorsque le multipartisme est autorisé, que Francis Wodié en profite pour créer le [PIT](#)^[56], parti marginal de l'opposition. Élu [député](#) de [Cocody](#) la même année, il est le seul parlementaire de son parti^[57].

La prospérité des années 1960 et 1970



Félix Houphouët-Boigny, lors d'une cérémonie officielle d'arrivée aux [États-Unis](#) avec [Richard Nixon](#) le [9 octobre 1973](#).

Si Houphouët-Boigny était un [dictateur](#), il n'était pas moins conscient des réalités du marché. Il opte pour le [libéralisme](#) économique afin de bénéficier de la confiance de nombreux investisseurs étrangers, notamment [français](#). Les avantages accordés par son code des investissements de [1959](#), permettent aux entreprises étrangères de rapatrier jusqu'à 90 % de leurs bénéfices dans leur pays d'origine (les 10 % restants étant obligatoirement réinvestis en Côte d'Ivoire)^[58]. Il développe également une politique de modernisation des infrastructures avec, notamment, l'édification du quartier d'affaires du Plateau à [Abidjan](#) (sur le modèle nord-américain) où des hôtels de luxe accueillent touristes et hommes d'affaires. Ainsi, la Côte d'Ivoire connaît une croissance de 11 à 12 % durant la période de [1960](#) à [1965](#)^[44]. Le PIB, multiplié par douze (en volume constant) entre 1960 et [1978](#), passe de 145 à 1 750 milliards de francs CFA^[59], tandis que la balance commerciale ne cesse d'enregistrer des excédents^[59].

L'origine de cette réussite économique est née du choix du président de privilégier le [secteur primaire](#) au [secondaire](#)^[111]. De cette manière, l'agriculture intensive connaît un développement fulgurant : entre [1960](#) et [1970](#), les cultures de [cacao](#) triplent leur production atteignant 312 000 tonnes^[60], celles de [café](#) augmentent de moitié, passant de 185 500 à 275 000 tonnes^[60] tandis que les exportations de [bois](#) passent entre [1950](#) et [1965](#) de 90 000 à 1 250 000 tonnes^[44]. Si ces derniers représentent 80 % des exportations de la Côte d'Ivoire, celles de [bananes](#) s'élèvent tout de même en 1965 à 150 000 tonnes et celles d'[ananas](#) à 40 000 tonnes^[44]. Par ailleurs, les cultivateurs du nord sont vivement encouragés à développer la culture du [coton](#) dans leur région^[161]. Toutefois, l'État ivoirien, par l'intermédiaire de la [Caisse de stabilisation et de soutien des prix des productions agricoles](#) (Caistab) qui garantit, chaque année, un prix d'achat minimum aux productions des planteurs (inférieur à ceux du marché mais jugé satisfaisant), se garde le monopole sur les exportations de café, de cacao et de coton. Des ressources considérables sont ainsi dégagées pour financer les projets nationaux^[61].



[Brasserie Solibra](#) à Abidjan

Bien que n'étant pas le pilier de l'économie ivoirienne, le secteur secondaire connaît, lui aussi, un essor spectaculaire grâce à l'industrie légère, notamment dans l'[agroalimentaire](#) avec l'installation de [minoteries](#), d'huileries et de [conserveries](#), et dans la transformation avec la mise en place de [filatures](#) et de [scieries](#)^[161]. Ainsi, entre 1960 et [1973](#), la production industrielle enregistre un taux de croissance annuelle moyen de 20 %, faisant passer sa part dans le PIB de 15 à 25 %. Le chiffre d'affaires de la grande et petite industrie passe alors, pour cette période, de 13,5 à 164 milliards de francs CFA, tandis que pour la période de [1973](#) à [1983](#), il est multiplié par 8,5, atteignant 1 170 milliards de francs CFA^[60].

Cet essor économique modifie profondément le mode de vie des Ivoiriens^[161], entraînant une accentuation de l'exode rural et la hausse du revenu annuel moyen par ménage qui atteint 500 000 francs CFA en [1980](#)^[62]. Une forte demande de céréales « modernes » émerge alors en Côte d'Ivoire, notamment en ce qui concerne le [maïs](#) et le [riz](#) ; cette nouvelle demande étant, comme partout en Afrique, assimilée à une promotion sociale^[161]. Des efforts sont aussi enregistrés dans le domaine de l'[éducation](#) : en [1975](#), le [taux de scolarisation](#) pour l'instruction primaire était de 17,3 %, de 5,1 % pour l'instruction secondaire et de 0,5 % pour l'instruction supérieure^[62] ; en 1985, le taux d'alphabétisation était de 57,3 % pour les personnes âgées de plus de 15 ans^[62].

Ces progrès, liés pour l'essentiel au domaine économique, font du pays d'Houphouët-Boigny, une réussite rare en matière de [décolonisation](#), un îlot de prospérité dans la région du [golfe de Guinée](#). La Côte d'Ivoire devient même un pays d'[immigration](#) pour la région : la forte main-d'œuvre étrangère (principalement [burkinabé](#)), nécessaire à la mise en œuvre

et à l'entretien des plantations autochtones, représente dans les [années 1980](#), plus du quart de la population ivoirienne^[63].

Le « miracle ivoirien », comme on l'appelle, vaut à Houphouët-Boigny de gagner une image de « Sage de l'Afrique », tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Il est, alors, surnommé respectueusement « le Vieux »^[11].

Impuissant face à la crise ivoirienne

Une économie au bord de la banqueroute



Félix Houphouët-Boigny et [Nicolae Ceausescu](#) en [1977](#)

Toutefois, le système économique instauré en coopération avec la France est loin d'être sans défaut. La Côte d'Ivoire d'Houphouët connaît, en fait, une « croissance sans développement ». La croissance ivoirienne dépend des capitaux, initiatives et cadres fournis de l'étranger ; elle n'est donc pas auto-centrée et auto-entretenu mais engendrée et entretenue de l'extérieur^[44]. Le modèle ivoirien ne débouche pas automatiquement sur du développement.

À partir de [1978](#), l'économie ivoirienne connaît un sérieux ralentissement du fait de la chute brutale des cours mondiaux du café et du cacao^[64]. Cette chute est cependant perçue comme une conjoncture passagère puisque ses impacts sur les planteurs sont atténués par la Caistab qui leur assure un revenu décent^[65]. Dès [1979](#), afin d'enrayer la chute des prix, l'État tente de s'opposer à la tarification des matières premières par un boycott des cours mondiaux. Mais, appliquant seule cette résolution, la Côte d'Ivoire enregistre, entre [1980](#) et [1982](#), plus de 700 milliards de francs CFA de perte^[66]. Par ailleurs, la Côte d'Ivoire est victime, en [1983](#) et [1984](#), d'une sécheresse qui ravage près de 400 000 hectares de forêt et 250 000 hectares de café et de cacao^[66]. Pour faire face à cette situation, Houphouët-Boigny se rend en 1983, à [Londres](#), pour négocier un accord sur le café et le cacao avec les négociants et les industriels ; mais, l'année suivante, ces derniers le rompent et laissent la Côte d'Ivoire s'engouffrer dans la crise^[16].

Même la production de pétrole off-shore et l'industrie pétrochimique ivoiriennes développées dans le but d'alimenter la [Caistab](#), sont touchées par la [récession économique](#) mondiale à la suite du contre-choc pétrolier de [1986](#)^[16]. L'État, qui achète alors les récoltes des planteurs au double des prix pratiqués sur le marché^[67], s'endette lourdement. En mai [1987](#), la dette extérieure atteint 10 milliards de dollars, obligeant Houphouët-Boigny à suspendre unilatéralement les remboursements de la dette^[16]. Refusant de brader son cacao, il gèle en juillet les exportations afin de forcer les cours mondiaux à augmenter. Mais, cet « embargo » échoue^[16]. En novembre [1989](#), il se résigne à liquider

son énorme stock de cacao aux grands négociants^[68]. Gravement malade, il nomme un Premier ministre (poste inoccupé depuis 1960), Alassane Ouattara, qui instaure des mesures d'austérité^[67].

L'apparition de tensions sociales

Du temps de la croissance économique, un climat général d'enrichissement et de satisfaction permettait à Houphouët-Boigny de maintenir et de maîtriser les tensions politiques intérieures^[69] ; sa dictature débonnaire, où les prisonniers politiques sont quasi-inexistants, est relativement bien acceptée par la population. Mais, à la fin des années 1980, la crise économique entraîne une sévère dégradation des conditions de vie des classes moyennes et des populations urbaines défavorisées^[70] ; selon la banque mondiale, la population vivant en deçà du seuil de pauvreté passe de 11 % en 1985 à 31 % en 1993. Malgré la prise de certaines mesures telles que la réduction du nombre de coopérateurs français qui passe de 3000 à 2000 en 1986, libérant ainsi mille postes pour de jeunes diplômés ivoiriens, le gouvernement ne parvient pas à endiguer la montée du chômage et la faillite de nombreuses entreprises^[67].

De fortes agitations sociales secouent alors le pays, créant un véritable climat d'insécurité^[68]. L'armée se mutine en 1990 et 1992, et le 2 mars 1990 des manifestations contestataires sont organisées dans les rues d'Abidjan avec des slogans, jusque-là inédits, tels que « Houphouët voleur » et « Houphouët corrompu »^[6]. Ces manifestations populaires obligent le président à lancer une démocratisation du régime aboutissant, le 31 mai, à l'autorisation du pluralisme politique et syndical. Lors de l'élection présidentielle du 28 octobre 1990, le « vieux » est confronté, pour la première fois, à un adversaire, Laurent Gbagbo^[71]. Cela ne l'empêche pas, pour autant, d'être réélu pour un septième mandat avec 81,68 % des suffrages^[71], au grand dam de son opposant du FPI qui, dénonçant une manipulation du Code de la nationalité, réclame la différenciation nette entre nationaux et étrangers émigrés, dans la mesure où ces derniers disposent pratiquement des mêmes droits civiques, politiques et sociaux que ces premiers, et offrent quasi-automatiquement leurs suffrages à leur protecteur : Houphouët-Boigny^[72]. Gbagbo va même plus loin, en revendiquant une reconnaissance juridique des droits des nationaux sur la terre, remettant en cause les propriétés acquises, depuis des décennies, par les planteurs burkinabés dans l'Ouest et le Sud-Ouest forestier^[72].

Les tensions vont atteindre leurs paroxysmes en 1991 et 1992. Lassé de devoir supporter une nouvelle manifestation étudiante, Houphouët-Boigny, qui avait déjà déclaré « Entre l'injustice et le désordre, je préfère l'injustice »^[73], envoie dans la nuit du 17 au 18 mai 1991, ses para-commandos occuper le campus de la cité universitaire de Yopougon. De nombreuses exactions y sont perpétrées par l'armée^[6]. Devant ces violences restées impunies, la Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire organise à Abidjan, le 13 février 1992, une manifestation qui se termine par l'interpellation d'une centaine de personnes^[71]. Le 18, c'est au tour du FPI d'organiser à Abidjan, une manifestation qui dégénère en émeute, avec l'arrestation de 300 personnes dont Laurent Gbagbo et René Dégni-Ségué, président de la Ligue ivoirienne des droits de l'homme^[71]. Les deux hommes, condamnés le 6 mars à deux ans de prison ferme, sont amnistiés par Houphouët-Boigny le 24 juillet^[71].

Les fastes du régime



Félix Houphouët-Boigny, avec l'ambassadeur [Georges Ouégnin](#) lors d'une cérémonie officielle, dans les [années 1990](#).



Détail d'un vitrail de la [Basilique Notre-Dame de la Paix](#), sur lequel Félix Houphouët-Boigny est représenté en dessous de Jésus.

Dès [1977](#), une affaire de malversation, au sujet de la « surfacturation » de trois sucreries, ébranle le gouvernement. Aucun procès n'a lieu mais des mesures sont immédiatement prises^[74]. Le [23 juin 1977](#) une loi anti-corruption est adoptée, le [20 juillet 1977](#) neuf ministres sont limogés, et, en vue de moraliser la vie publique, Houphouët-Boigny fait don à l'État de ses plantations de Yamoussoukro^[16]. Lors des élections législatives de [1980](#), il permet aux électeurs de choisir parmi une multitude de candidats afin d'éliminer un certain nombre de barons du régime^[68].

La corruption n'en est pas pour autant endiguée. Elle se fait même de plus en plus visible lors de la crise économique^[66]. En [1983](#), un nouveau scandale financier secoue la classe dirigeante au sujet de la LOGEMAD, un organisme d'État chargé de reverser à des particuliers les loyers des logements occupés par des fonctionnaires^[75] ; lors de cette affaire, il s'avère que cet organisme profite essentiellement aux responsables politiques qui, après avoir fixé des baux administratifs, récupèrent l'argent versé par l'État par le biais de logements leur appartenant^[76].

Le président est, lui-même, impliqué dans cette affaire puisque sa famille touche, de cette manière, 6 700 000 Francs CFA par mois de l'État^[76]. D'ailleurs, durant sa présidence, il profite très largement des richesses de la Côte d'Ivoire puisqu'à sa mort en [1993](#), sa fortune personnelle est estimée entre sept et onze milliards de dollars^[77]. Au sujet de cette colossale fortune, il déclare en 1983 :

« Les gens s'étonnent que j'aime l'or. C'est parce que je suis né dedans »^[11]

Ainsi, le dirigeant ivoirien acquit une dizaine de propriétés en [région parisienne](#) (dont [l'hôtel de Masseran](#) dans le [7^e arrondissement de Paris](#), rue Masseran, avec un parc de 8 590 m²), une propriété à [Castel Gandolfo](#) en [Italie](#), et une maison à [Chêne-Bourg](#) en [Suisse](#)^[77]. Dans ce pays, il détient également des sociétés immobilières telles que SI Grand Air, SI Picallpoc ou Interfalco, et de nombreuses actions dans des bijouteries et horlogeries prestigieuses comme [Piaget](#) et Harry Winston^[77]. C'est aussi en Suisse qu'est placée sa gigantesque fortune dont il ne cache pas l'existence, bien au contraire :

« Quel est l'homme sérieux dans le monde qui ne place pas une partie de ses biens en Suisse. »^[77]

Outre cette corruption endémique et cette immense fortune, Houphouët s'adonne à des dépenses somptuaires. En 1983, la [capitale est transférée](#) dans son village natal à [Yamoussoukro](#), officiellement pour soulager [Abidjan](#)^[16]. Il y construit, aux frais de l'État, de nombreux édifices jugés démesurés par certains à l'époque, tels qu'un [Institut Polytechnique](#), fréquenté par des étudiants de toute l'Afrique de l'Ouest, ou bien un [aéroport international](#). Le plus pharaonique projet est la [Basilique Notre-Dame de la paix](#), de béton et d'acier, employant le plan classique de [Saint-Pierre du Vatican](#), plus grand lieu de culte chrétien au monde^[78]. Financée sur ses fonds personnels^[11], elle est réalisée entre [1985](#) et [1989](#) par le Libanais [Pierre Fakhoury](#) et la société française [Dumez](#) pour un coût total de 1 à 1,5 milliard de francs français^[78]. Il l'offre au pape [Jean-Paul II](#) qui la consacre le [10 septembre 1990](#)^[78].

Le déploiement d'un tel faste, alors même que l'économie nationale s'effondre, n'a pas l'effet escompté par Houphouët, sinon alimenter le mécontentement de la population^[79].

La succession et l'après Houphouët

Cette crise économique, sociale et politique englobe également le problème de sa succession à la tête de la Côte d'Ivoire. Depuis l'élimination en [1980](#) de son « dauphin » [Philippe Yacé](#), qui était président de l'Assemblée nationale et donc « de plein droit président de la République » en cas de vacance du pouvoir^[16], Houphouët-Boigny retarde autant qu'il peut la nomination officielle de son successeur. Sa santé, de plus en plus fragile^[68], attise les convoitises entre ses différents « héritiers » potentiels qui se mènent, entre eux, une véritable guerre. Finalement, le Premier ministre [Alassane Ouattara](#), qui assure l'essentiel du pouvoir depuis 1990 du fait des hospitalisations répétées du président à l'étranger^[6], est écarté au profit de son protégé [Henri Konan Bédié](#), président de l'Assemblée nationale. En décembre [1993](#), en phase terminale d'un cancer, le « vieux » est ramené d'urgence dans son pays afin qu'il y meure. Il est maintenu en vie artificiellement pour que les dernières dispositions soient mises au point concernant sa succession^[80]. En accord avec la famille, Félix Houphouët-Boigny est débranché le [7 décembre](#)^[80].

À la mort du Président, l'unité du pays, symbolisée par ses obsèques grandioses et consensuelles le [7 février 1994](#), est toujours maintenue. Une importante délégation française y assiste, composée de son ami le président [François Mitterrand](#), du Premier ministre [Édouard Balladur](#), des présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, [Philippe Séguin](#) et [René Monory](#), de [Valéry Giscard d'Estaing](#), de [Jacques Chirac](#), de son ami [Jacques Foccart](#) et de six anciens Premiers ministres^[81].

La couverture médiatique de cette mort est importante. [Jean-Karim Fall](#) est le premier à annoncer la mort du président ivoirien^[82].

Pour commémorer sa mort, le 7 décembre 1993, deux rues ont pris le nom de 7 décembre à Abidjan. Le boulevard du [Sept-Décembre](#), à Koumassi, et son prolongement, la rue du [Sept-Décembre](#) à Marcory Zone 4.

Après sa mort, la Côte d'Ivoire est dirigée par [Henri Konan Bédié](#) mais ce dernier n'a ni sa carrure, ni son charisme. Il suscite par des rivalités personnelles avec [Robert Guéï](#), [Laurent Gbagbo](#) et l'ancien Premier ministre [Alassane Ouattara](#), la mise en place en [1995](#) du

concept d'[ivoirité](#). La « [nation](#) » ivoirienne prônée par Houphouët a ainsi évolué avec ses successeurs en un avatar xénophobe à l'origine du [conflit politico-militaire](#) ouvert en [2002](#).

Une politique africaine « particulière »

Le fossoyeur de l'AOF

Jusqu'au milieu des [années 1950](#), les colonies françaises d'Afrique noire étaient regroupées administrativement au sein de deux grands ensembles : l'[Afrique-Équatoriale française](#) (AEF) et l'[Afrique-Occidentale française](#) (AOF). Rattachée à l'AOF, la Côte d'Ivoire finance, à elle seule, les deux tiers de son budget^[83]. Souhaitant libérer la Côte d'Ivoire de la « pesante » tutelle de l'AOF^[11], Houphouët-Boigny prône une Afrique des patries qui préférerait créer des richesses plutôt que de partager la misère avec les autres territoires. Il participe ainsi activement à la rédaction et à l'adoption de la [loi-cadre Defferre](#) qui, en plus de donner l'autonomie aux colonies africaines, relâche les liens unissant les différents territoires et accorde de très larges compétences aux Assemblées locales^[84].

Cette loi-cadre est loin de faire l'unanimité parmi ses compatriotes africains. Le dirigeant sénégalais, [Léopold Sédar Senghor](#), est le premier à s'insurger contre ces projets de « balkanisation » de l'Afrique, arguant que les territoires coloniaux « ne correspondent à aucune réalité : ni géographique, ni économique, ni ethnique, ni linguistique ». Pour lui, le maintien de l'AOF en un État fédéral leur permettrait de pouvoir détenir une crédibilité politique plus forte, de se développer de manière harmonieuse, et d'émerger culturellement en tant que véritable peuple^[85]. Sur ces points de vue, Senghor est rejoint par la majorité des membres du [RDA](#), regroupée derrière [Ahmed Sékou Touré](#) et [Modibo Keita](#) qui mettent Houphouët en minorité lors du congrès de [Bamako](#) en [1957](#)^[86].

Mais, le problème du fédéralisme se pose réellement en [1958](#), lors du référendum proposé par de Gaulle au sujet de la [Communauté franco-africaine](#). Les colonies ont le choix d'acquérir le statut d'État membre à titre individuel, ou de le partager en se groupant^[87].

Pour Houphouët-Boigny, le choix est simple :

« Quoi qu'il adviene, la Côte d'Ivoire adhèrera directement à la communauté franco-africaine. Pour les autres territoires, libre à eux de se grouper entre eux avant de donner leur propre adhésion. »^[87]

La Côte d'Ivoire accède à la souveraineté nationale. Houphouët-Boigny remporte, ainsi, une première victoire face aux tenants du fédéralisme ; victoire qui, d'ailleurs, est le terreau du futur « miracle ivoirien » puisque, entre [1957](#) et [1959](#), les recettes du budget ivoirien progressent de 158 %, atteignant 21 723 000 000 francs CFA^[88]. Malgré cette « réussite »,

Houphouët-Boigny est bien décidé à enrayer définitivement l'hégémonie du [Sénégal](#) en [Afrique de l'Ouest](#) ; un véritable affrontement politique s'engage entre les dirigeants ivoirien et sénégalais. Houphouët-Boigny refuse de participer à la conférence interafricaine de [Dakar](#) du [31 décembre 1958](#) qui doit poser les bases de la fédération des États d'Afrique francophone^[87]. Il sabote même toute combinaison territoriale dont le contrôle politique lui échapperait^[89] ; en coopération avec la [France](#), il parvient à convaincre la [Haute-Volta](#), le [Dahomey](#) et le [Niger](#) de ne pas adhérer à la [fédération malienne](#)^[90] qui, composée du Sénégal et du [Soudan français](#), finit par éclater en août [1960](#).

L'unité africaine selon Houphouët-Boigny

À l'instar de [Charles de Gaulle](#) qui refusa toujours une Europe intégrée, Houphouët-Boigny s'oppose à l'idée d'[États-Unis d'Afrique](#) proposée par [Kwame Nkrumah](#)^[191] qui remet en cause les souverainetés nationales récemment acquises. Toutefois, le dirigeant n'est pas contre l'unité africaine qu'il conçoit sous la forme d'une coopération au cas par cas.

Le [29 mai 1959](#), il crée en coopération avec [Hamani Diori](#) (Niger), [Maurice Yaméogo](#) (Haute-Volta) et [Hubert Maga](#) ([Dahomey](#) - actuel [Bénin](#)), le conseil de l'Entente. Cette organisation régionale, fondée dans le but d'entraver la fédération malienne, est très souple et assure trois fonctions majeures :

- Elle permet la gestion commune de certains services publics tels que le port d'Abidjan institué en établissement public ou la ligne de chemin de fer Abidjan-Niger^[192].
- Elle garantit un fonds de solidarité entre les pays membres, alimenté à plus de 90 % par la Côte d'Ivoire^[192].
- Elle assure le financement de divers projets de développement au moyen de prêts consentis aux États membres à des faibles taux d'intérêts, prêts alimentés à 70 % par la Côte d'Ivoire^[193].

Houphouët-Boigny prévoit même, en [1966](#), d'accorder la double nationalité aux ressortissants des pays du conseil de l'Entente, mais le projet est abandonné sous la pression de la rue^[194]. Le président ivoirien s'engage donc à soutenir financièrement ses alliés, en échange de leurs allégeances respectives à la Côte d'Ivoire^[195].

Dans les années 1960, il est le seul chef d'État noir d'Afrique à entretenir des relations diplomatiques avec la [dictature militaire brésilienne](#)^[196].

Ambitieux, le dirigeant ivoirien conçoit de plus grands desseins pour l'espace francophone d'Afrique ; il prétend le regrouper au sein d'une grande organisation dont le but serait de se soutenir mutuellement^[197]. Le projet se concrétise le [7 septembre 1961](#), lors de la signature de la charte donnant naissance à l'Union africaine et malgache (UAM)^[198], regroupant douze pays francophones dont le Sénégal de Senghor^[198]. Des accords sont signés et resserrent la solidarité des États francophones, notamment dans les domaines économique, militaire, et des postes et télécommunications^[198]. Mais en mai [1963](#), la création de l'[Organisation de l'unité africaine](#) (OUA) vient perturber ses plans : les tenants du panafricanisme exigent la dissolution de tous les regroupements régionaux dont l'UAM^[199] ; le président ivoirien cède à contrecœur, et transforme, en mars [1964](#), l'UAM en Organisation africaine et malgache de coopération économique et culturelle^[100].

Considérant l'OUA comme une voie de garage^[101], d'autant plus que [Paris](#) y est hostile^[102], il décide de créer l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM), une organisation purement francophone et concurrente à l'OUA, qui voit le jour en [1965](#)^[103]. Ce bloc « modéré et modérateur » regroupe, en son sein, seize pays dont le but est de briser les velléités révolutionnaires en Afrique^[103]. Mais, au cours des années, estimant cette organisation trop inféodée à la France, huit pays membres quittent l'OCAM^[104].

En [1974](#), Houphouët-Boigny et Senghor mettent de côté leurs querelles et s'unissent afin de contrecarrer les plans du [Nigeria](#) qui vise à s'imposer en Afrique de l'Ouest, au détriment de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, par la création d'une grande organisation inter-linguistique, la [CEDEAO](#)^[105]. Les deux homologues créent, dans le but d'entraver le fonctionnement de la CEDEAO, la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) qui supprime les anciennes unions douanières dans la région francophone^[105]. Mais, ayant reçu l'assurance, de la part du Nigeria, que seraient maintenues les organisations francophones antérieures, les fondateurs de la CEAO décident de rejoindre la CEDEAO en mai [1975](#)^[106].

L'homme de la France en Afrique

Tout au long de sa présidence, Houphouët-Boigny s'entoure de conseillers français dont l'influence s'étend à tous les domaines, notamment politiques avec Guy Nairay, chef de cabinet du président de [1960](#) à [1993](#), et Alain Belkiri, secrétaire général du gouvernement ivoirien^[107]. Cette diplomatie spécifique, la « [Françafrique](#) » comme il la nomme lui-même, lui permet de conserver des liens très privilégiés avec l'ancienne métropole, faisant de lui le principal allié de la [France](#) en [Afrique](#)^[6]. Ainsi, à chaque nouvelle « aventure » africaine où s'implique l'un des deux pays, ils s'apportent, mutuellement, un soutien inconditionnel ; Houphouët-Boigny nouera même, avec le « Monsieur Afrique » de l'Élysée, [Jacques Foccart](#), de véritables liens d'amitié^[6].

La déstabilisation des régimes révolutionnaires



Le président guinéen Ahmed Sékou Touré

En octroyant l'indépendance à la [Guinée](#) par le « non » au [référendum du 28 septembre 1958](#), [Ahmed Sékou Touré](#) a non seulement défié le [général de Gaulle](#) mais aussi le tenant du « oui » africain, Houphouët-Boigny^[30]. Il opère donc immédiatement une mise en quarantaine de [Conakry](#) et l'exclusion du Parti démocratique guinéen du RDA^[108]. Les tensions sont telles entre les deux hommes qu'il fomente en coopération avec le [SDECE](#) des complots contre le régime de Sékou Touré^[109] ; en janvier [1960](#), Houphouët-Boigny livre en masse des armes aux anciens rebelles de la région de Man, et incite, en [1965](#), ses homologues du conseil de l'Entente à prendre conjointement part à une tentative de renversement^[110]. En [1967](#), il suscite la création du Front national de libération de la Guinée (FNLG), véritable réserve d'hommes prêts à contribuer à la chute de Sékou Touré^[111]. S'il ne parvient jamais à le renverser, le dirigeant ivoirien ne lui pardonne cependant jamais son « non », et déclare même à son sujet en [1966](#) :

« Je suis d'accord avec Sékou Touré pour reconnaître avec lui mon crime : celui de l'avoir fait ce qu'il est »^[112]

Dès l'indépendance de la Guinée, ses rapports avec son voisin ghanéen [Kwame Nkrumah](#) se dégradent aussi considérablement après que ce dernier eut apporté un soutien financier et politique à Sékou Touré^[113]. Par ailleurs, convaincu que Nkrumah soutient les sécessionnistes Sanwi en Côte d'Ivoire^[113], Houphouët-Boigny tente, par tous les moyens, d'isoler et de discréditer le régime ghanéen. Il accuse Nkrumah de vouloir déstabiliser son régime lors des faux complots de [1963](#), et appelle, en [1965](#), les États francophones à boycotter la conférence de l'[OUA](#) prévu à [Accra](#) en septembre^[114]. Finalement, Nkrumah est éliminé en [1966](#) par le coup d'État auquel le président ivoirien prend part en mettant son pays à la disposition des conspirateurs, qui s'en servent comme base de départ et d'arrivée à leurs missions^[114].

Toujours en collaboration avec Foccart, Houphouët-Boigny participe aux complots menés contre le régime révolutionnaire de [Mathieu Kérékou](#) au [Dahomey](#), notamment lors de la tentative de putsch du [16 janvier 1977](#) dirigé par le mercenaire français [Bob Denard](#)^[115]. Il agit aussi en [Angola](#) où, afin de lutter contre les [marxistes-léninistes](#) installés au pouvoir depuis [1975](#), il apporte son soutien à [Jonas Savimbi](#) de l'[UNITA](#) qui mène une véritable [guerre civile](#) meurtrière dans le pays^[116].

Un alignement sur la France

Houphouët-Boigny participe également à la [crise congolaise](#). En novembre [1960](#) à l'ONU, afin de soustraire le [Congo-Léopoldville](#) de l'influence de [Patrice Lumumba](#), accusé de sympathies communistes, le dirigeant ivoirien apporte son soutien au président [Joseph Kasa-Vubu](#), adversaire déclaré de Lumumba^[117], puis, s'alignant sur la France, au très controversé [Moïse Tshombe](#)^[118]. Ce dernier, désavoué par une grande partie de l'Afrique, se voit ainsi défendu avec ardeur par Houphouët-Boigny qui le fait même intégrer, en mai [1965](#), dans sa toute nouvelle organisation, l'OCAM^[119]. Son appui à Tshombe est tel, qu'après le renversement de celui-ci en novembre [1965](#) par le général [Mobutu](#), le président ivoirien soutient en [1967](#), le plan Kerilis proposé par les services secrets français qui vise à ramener au pouvoir le dirigeant congolais déchu^[120]. L'opération est un échec. En réaction, Houphouët-Boigny décide de boycotter la réunion du 4^e sommet annuel de l'[OUA](#) tenu en septembre [1967](#) dans la capitale zaïroise^[120].

Houphouët-Boigny est aussi un des principaux responsables du drame biafrais. Jugeant le [Nigeria](#) comme potentiellement dangereux pour les États du « pré carré français », [Jacques Foccart](#) envoie en [1963](#), à Houphouët-Boigny, le [lieutenant-colonel](#) Raymond Bichelot en mission pour suivre de près l'évolution politique de ce pays^[121]. L'occasion d'affaiblir le géant anglophone se présente en mai [1967](#), lorsque le lieutenant-colonel [Odumegwu Emeka Ojukwu](#) entreprend la [sécession du Biafra](#). Les hommes de la francAfrique soutiennent alors les sécessionnistes qui, en passe d'être matés, peuvent, grâce aux [mercenaires](#) et armes fournis en masse depuis [Abidjan](#) par Jean Mauriceau-Beaupré (l'« homme de confiance » détaché par Foccart en Côte d'Ivoire), résister et engager une guerre civile particulièrement meurtrière^[122]. Par la fin des [années 1960](#), les États du « pré carré français » se désolidarisent subitement et ouvertement de la politique menée, dans cette affaire, par la Côte d'Ivoire et la France^[123]. Isolés sur la scène internationale, les deux pays décident d'interrompre leur assistance à Ojukwu qui finit par s'exiler en Côte d'Ivoire.

À la demande de Paris, Houphouët-Boigny noue des relations avec l'[Afrique du Sud](#) en octobre [1970](#), justifiant son attitude par le fait que :

« Les problèmes de la discrimination raciale, si douloureux, si affligeants, si révoltants qu'ils soient pour notre dignité de Nègres, ne doivent pas se régler, à notre avis, par la force. »^[124]

Il propose même à l'[OUA](#), en juin [1971](#), de le suivre dans cette décision. Mais, loin de faire l'unanimité, sa proposition est rejetée^[125]. Ce refus ne l'empêche pas, pour autant, de poursuivre ses tentatives d'approche avec le régime de [Pretoria](#) qui se concrétisent en octobre de la même année par une rencontre semi-officielle, dans la capitale sud-africaine, d'une délégation ivoirienne de haut rang avec le Premier ministre sud-africain [John Vorster](#)^[16]. Houphouët-Boigny reçoit John Vorster en présence du président [sénégalais Léopold Sédar Senghor](#) à [Yamoussoukro](#) en [septembre 1974](#). Par ailleurs, soucieux de l'influence communiste en Afrique, il rencontre lui-même Vorster à [Genève](#) en [1977](#), après les interventions soviéto-cubaines en Angola et en Éthiopie^[16]. Jusqu'à la fin sa présidence, les relations avec l'Afrique du Sud se poursuivent de façon plus officielles puisque le [25 octobre 1988](#), une rencontre est organisée à [Yamoussoukro](#) entre Houphouët-Boigny et le président [Pieter Botha](#) puis, l'an suivant, avec son successeur [Frederik de Klerk](#)^[126].

Un soutien réciproque

Si Houphouët-Boigny s'aligne le plus souvent sur la politique menée par la France, le président ivoirien influence également la France dans sa politique africaine.

Après la prise de pouvoir au [Burkina Faso](#) par le jeune militaire révolutionnaire [Thomas Sankara](#), le « vieux » noue, très rapidement, une relation des plus houleuses avec son voisin. Les tensions atteignent leur paroxysme en [1985](#) : la Côte d'Ivoire accuse les autorités burkinabès d'être impliquées dans une tentative de complot et d' enrôler de force de jeunes étudiants ivoiriens au Faso, dans des camps d'entraînement en [Libye](#)^[127]. Houphouët-Boigny réagit en invitant le capitaine dissident Jean-Claude Kamboulé à se réfugier en Côte d'Ivoire afin qu'il organise l'opposition au régime sankariste^[128]. En [1987](#), Sankara trouve la mort au cours du [putsch](#) qui le renverse. L'implication de Houphouët-Boigny est probable. Le président ivoirien aurait profité des dissensions de l'organe dirigeant le Burkina Faso, pour prendre contact avec [Blaise Compaoré](#), le n° 2 du régime. Ensemble, ils auraient organisé en [1987](#) à [Korhogo](#), conjointement avec l'Élysée, [Laurent Dona Fologo](#), [Robert Guéï](#) et Pierre Ouédraogo, le renversement de [Thomas Sankara](#)^{[129],[130],[131]}.

Houphouët-Boigny pousse également la France, lors de la [guerre civile libérienne](#), à soutenir et à armer la rébellion du [seigneur de la guerre Charles Taylor](#), dans le but de accaparer une partie des richesses du Liberia^[6].

Vie privée

La famille Houphouët



Félix Houphouët-Boigny et son épouse [Marie-Thérèse Houphouët-Boigny](#) avec [John F. Kennedy](#) et [Jackie Kennedy](#) en 1962

Félix Houphouët-Boigny descend d'aristocrates polythéistes akouè par sa mère, Kimou N'Dri (dite N'Dri Kan)^[132], décédée en [1936](#)^[9]. En revanche, en ce qui concerne les origines de son père, des doutes subsistent. En effet, officiellement originaire de la communauté N'Zipri de Didiévi^[132], N'Doli Houphouët serait décédé peu de temps après la naissance d'Augustin^[9], bien qu'aucune information fiable n'ait jamais été donnée à son sujet ; Félix Houphouët-Boigny interrogé, rétorque d'ailleurs : « Que voulez-vous donc savoir de l'étranger ? »^[133]. Ce manque de clarté donne lieu à toute sorte de rumeurs dont une, particulièrement répandue, veut que son père soit un [musulman](#) originaire du [Soudan](#), prénommé *Cisse*^[133]. En tout cas, de cette union, Félix Houphouët-Boigny eut deux sœurs aînées, Faitai décédée en [1998](#)^[134] et Adjoua décédée en [1987](#)^[135] ainsi qu'un frère cadet, Augustin décédé en [1939](#)^[132].

Bien que [catholique](#) pratiquant, il épouse en [1930](#) à Abengourou^[136], une métisse ivoiro-sénégalaise, Kady, de son vrai nom Khadija Racine Sow ([1913-2006](#))^[137], fille d'un riche commerçant [sénégalais](#) Ali Racine Sow de confession musulmane^[136] et d'une mère Baoulé d'origine princière. Les deux familles respectives opposées à cette union (il se dit d'ailleurs que le père de Khadija aurait tenté d'attenter à la vie de son futur beau-fils pour l'empêcher d'épouser sa fille), finissent toutefois par accepter ce [mariage mixte](#) qui est, dit-on, le premier jamais célébré en Côte d'Ivoire^[136]. De cette alliance naissent cinq enfants : Félix (décédé en bas âge), Augustin, François, Guillaume et Marie^[132], tous élevés dans la foi catholique^[136].

Finalement, Houphouët divorce et se remarie en [1952](#) à la jeune catholique [baoulé Marie-Thérèse Brou](#) avec qui il n'a eu aucun enfant^[136] mais avec laquelle il en adopte deux :

- Hélène en [1960](#)^[138], née en [1955](#)^[138] et petite-fille du roi des Baoulé Anoungbré^[132]
- Olivier Antoine en [1981](#)^[138].

Le mariage connaît des scandales : en [1958](#), son épouse commet une escapade en [Italie](#)^[136] tandis que lui collectionne les maîtresses et a, en [1961](#), un enfant hors-mariage avec Henriette Duvignac qu'il reconnaît : Florence (décédée en [2007](#))^[139].

À sa mort en [1993](#), Félix Houphouët-Boigny ne laisse aucun testament écrit sinon un legs verbal en faveur de l'État ivoirien^[177]. Ses héritiers reconnus, et tout particulièrement Hélène, mènent depuis, un combat contre l'État ivoirien afin de récupérer une partie de l'immense fortune d'Houphouët qu'elle affirme être une succession « privée » devenue « d'État »^[138].

Ses relations en politique

Article connexe : [Relations ivoiro-américaines](#).

Parmi ses amis et artisans de la décolonisation on compte [Auguste Denise](#), [Ernest Boka](#), [Modibo Keita](#), le [Général de Gaulle](#), [Mathieu Ekra](#), [Germain Coffi Gadeau](#), [Philippe Yacé](#), [Arsène Usher Assouan](#)... Son amitié avec [Victor Capri Djédjé](#), se détériore lors de l'inauguration du [Port autonome d'Abidjan](#) en [1951](#). Vers [1970](#), arrivent sur la scène politique ivoirienne et internationale ses jeunes protégés dont il a financé pour certains l'instruction : [Denis Bra Kanon](#), [Gustave Kouassi Ouffoué](#), [Alphonse Djédjé Mady](#), [Henri Konan Bédié](#), [Auguste Debray](#), [Djéni Kobina](#)... Sur le plan international, il est en contact privilégié avec de nombreux hommes politiques français parmi lesquels [Jacques Chirac](#) qu'il compte parmi ses jeunes protégés. Au [Gabon Omar Bongo](#) est également son jeune protégé.

Dans le contexte de la [Guerre froide](#), Houphouët-Boigny établit entre [1967](#) et [1969](#), d'éphémères relations diplomatiques avec l'URSS^[140]. Ces relations ne sont rétablies qu'en février [1986](#)^[140]. Quant à la [Chine](#), ce n'est que le [3 mars 1983](#), qu'il établit des rapports diplomatiques avec la [République populaire de Chine](#) et qu'il la reconnaît être l'unique gouvernement légal représentant le peuple chinois tout entier ; il cesse alors ses relations avec [Taiwan](#)^{[141][142]}.

Le prix Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix



Le siège de la [Fondation Félix-Houphouët-Boigny](#), à [Yamoussoukro](#).

Afin de laisser à la postérité l'image d'un homme de paix^[Note 1], il crée en [1989](#) un [prix pour la recherche de la paix](#) parrainé par l'[Unesco](#)^{[144][145]}, entièrement subventionné par des fonds extrabudgétaires apportés par la [Fondation Félix-Houphouët-Boigny](#)^[146]. Ce prix qui porte « le nom du Président Félix Houphouët-Boigny, doyen des chefs d'État africains, apôtre infatigable de la paix, de la concorde, de la fraternité et du dialogue pour résoudre tout conflit à l'intérieur comme à l'extérieur des États »^[146], est attribué chaque année par un Jury international, composé de onze personnalités originaires des cinq continents, qui décerne un chèque de 122 000 euros^[147].

Fonctions gouvernementales

En France

- Député à l'[Assemblée nationale française](#)
- Ministre délégué à la présidence du Conseil du [gouvernement Guy Mollet](#) (du [1^{er} février 1956](#) au [13 juin 1957](#))
- [Ministre d'État](#) du [gouvernement Maurice Bourgès-Maunoury](#) (du [13 juin](#) au [6 novembre 1957](#))
- Ministre de la Santé publique et de la Population du [gouvernement Félix Gaillard](#) (du [6 novembre 1957](#) au [14 mai 1958](#))
- [Ministre d'État](#) du [gouvernement Pierre Pflimlin](#) (du [14](#) au [17 mai 1958](#))
 - [Ministre d'État](#) du [gouvernement Charles de Gaulle \(3\)](#) (du [1^{er} juin 1958](#) au [8 janvier 1959](#))
- [Ministre d'État](#) du [gouvernement Michel Debré](#) (du [8 janvier](#) au [20 mai 1959](#))
 - Ministre conseiller du [gouvernement Michel Debré](#) (du [23 juillet 1959](#) au [19 mai 1961](#))
- Il fut aux côtés de de Gaulle et de Michel Debré lors de la signature de la constitution de 1958.

En Côte d'Ivoire

- Président de l'Assemblée nationale ([24 mars 1953](#) au [30 novembre 1959](#))
 - [Maire d'Abidjan](#) (de [1956-1960](#))
 - Premier ministre (du [1^{er} mai 1959](#) au [3 novembre 1960](#))
 - Ministre de l'Intérieur (du [8 septembre 1959](#) au [3 janvier 1961](#))
 - Président de la République, Ministre des Affaires Étrangères (du [3 janvier 1961](#) au [10 septembre 1963](#))
- Président de la République, Ministre de la Défense, Ministre de l'Intérieur, Ministre de l'Agriculture (du [10 septembre 1963](#) au [21 janvier 1966](#))
- Président de la République, Ministre de l'Économie et des Finances, Ministre de la Défense, Ministre de l'Agriculture (du [21 janvier 1966](#) au [23 septembre 1968](#))
 - Président de la République, (du [23 septembre 1968](#) au [5 janvier 1970](#))
 - Président de la République, (du [5 janvier 1970](#) au [8 juin 1971](#))
 - Président de la République, Ministre de l'Éducation nationale (du [8 juin 1971](#) au [1^{er} décembre 1971](#))
- Président de la République (dans les différents autres gouvernements du [1^{er} décembre 1971](#) au [7 décembre 1993](#))

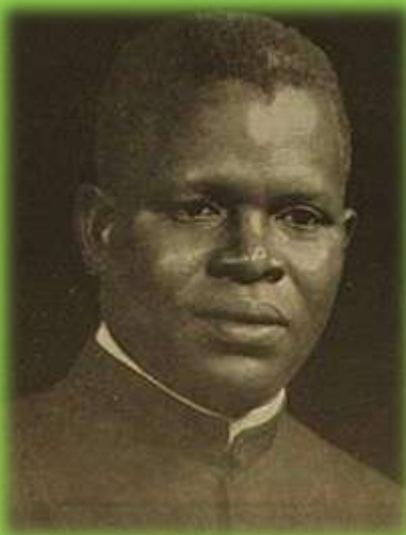
Distinctions

- [Docteur honoris causa](#) de l'[université Cheikh-Anta-Diop](#) (1973)^[148]

Ouvrage

- *Mes premiers combats*, Numéro 1, [1994](#) (ISBN 978-2863916131)

Fulbert Youlou



Fulbert Youlou vers 1959.

Fonctions

Président de la République du Congo

21 novembre 1959 – 15 août 1963
(3 ans, 8 mois et 25 jours)

Prédécesseur

Création du poste

Successeur

Alphonse Massamba-Débat

Premiers ministres du Congo-Brazzaville

8 décembre 1958 – 21 novembre 1959
(11 mois et 13 jours)

Président

René Coty
Charles de Gaulle

Prédécesseur

Jacques Opangault

Successeur

Poste aboli

Biographie

Surnom

L'Abbé

Date de naissance

9 juin 1917

Lieu de naissance

Madibou (AÉF)

Date de décès

5 mai 1972 (à 54 ans)

Lieu de décès

Madrid (Espagne)

Nationalité

française
congolaise

Parti politique

UDDIA



Premiers ministres du Congo-Brazzaville
Présidents de la République du Congo

Fulbert Youlou (1917-1972) fut le premier président de la République du Congo de 1959 à 1963.

L'abbé Fulbert Youlou est l'un des personnages les plus controversés du Congo-Brazzaville, à tel point que durant des décennies, il fit l'objet d'un anathème dans son pays.

Pourtant, à ses débuts, celui qu'on appelait l'« Abbé » était apparu à ses concitoyens comme une sorte d'homme providentiel. C'est lui qui, en août 1960, avait conduit son pays à l'indépendance. Lui qui, en décembre 1960, avait organisé une grande conférence intercontinentale à Brazzaville, au cours de laquelle il vanta les bienfaits du libéralisme économique et condamna le communisme. Trois ans plus tard, la prospérité économique n'était toujours pas au rendez-vous, alors que le gouvernement déployait un faste insolent^[1]. Youlou le « modéré » décevait. Sa décision d'imposer en août 1963, le monopartisme en emprisonnant les dirigeants syndicaux fut l'élément déclencheur de la révolution des « Trois Glorieuses ». La France refusa, alors, d'aider ce chef d'État africain que le couple de Gaulle méprisait^[2].

Ne disposant quasiment plus d'aucun soutien, cet ancien prêtre quitta le pouvoir et laissa derrière lui l'image d'un président de la République excentrique, autoritaire et corrompu.

Sommaire

- 1 Origines et sacerdoce
- 2 L'ascension politique
 - 2.1 Un prêtre politique
 - 2.2 Entre élection et mystique
- 3 La conquête du pouvoir
 - 3.1 La course à la vice-présidence
 - 3.2 Tractations sur fond de tensions politiques
 - 3.3 Le coup d'État constitutionnel
- 4 À la tête de la République du Congo
 - 4.1 La mise en place du pouvoir personnel
 - 4.1.1 L'élimination de l'opposition parlementaire
 - 4.1.2 Répression, séduction et soumission
 - 4.2 La politique économique de Youlou
 - 4.2.1 Le partisan du libéralisme économique
 - 4.2.2 Corruption et grands projets
 - 4.3 Une politique étrangère « modérée »

- [4.4 La révolution des « Trois Glorieuses »](#)
 - [5 La retraite forcée](#)
 - [5.1 La détention et l'exil](#)
 - [5.2 Les coups d'État avortés et l'anathème](#)
 - [6 Ouvrages](#)

Origines et sacerdoce



Région du Pool d'où est originaire Youlou.

Youlou naît le [9 juin 1917](#)^[3] à Madibou dans le district de [Pool](#)^[4]. Cadet d'une famille de trois garçons^[5], il est un [Kongo](#) de langue [lari](#)^[4]. À l'âge de neuf ans, il est baptisé et reçoit le prénom de Fulbert^[6]. En [1929](#), il entre au Petit Séminaire de [Brazzaville](#)^[5]. Élève brillant, il est envoyé à Akono au [Cameroun](#), pour y terminer ses études secondaires^[5]. Par la suite, il intègre le Grand Séminaire de [Yaoundé](#) où il semble montrer de grandes capacités en philosophie^[5]. Il y rencontre l'[Oubanguien Barthélémy Boganda](#) élève comme lui de cette institution^[5].

Revenu au pays, il enseigne un temps au Séminaire de Mbamou avant de partir à [Libreville](#) terminer ses études de théologie^[5]. Il passe son dernier cycle d'études à Brazzaville^[5]. Le [9 juin 1946](#), Fulbert Youlou est ordonné prêtre^[6]. Il est affecté à la paroisse Saint-François de Brazzaville où, très dynamique, il dirige les diverses organisations de jeunesse, d'activités sportives et d'œuvres catholiques^[6]. Il prend également en charge l'aumônerie de l'hôpital général et celle de la prison^[6].

L'ascension politique

Un prêtre politique

Fulbert Youlou s'intéresse tôt à la politique. Encouragé par son protecteur le Père Charles Lecomte, il présente sa candidature, au sein du collège africain, aux élections territoriales de [1947](#), dans la circonscription du [Pool](#)^[7]. Mais alors que le Père Lecomte est élu sans difficulté au collège européen, Youlou enregistre un cuisant échec^[7]. Il comprend que s'il veut être élu, il ne doit plus se montrer trop ouvertement soutenu par l'administration ou les missions^[8]. Jusque-là homme de l'Église des Blancs, il se donne désormais l'image d'un résistant africain^[9].

Cette attitude ne plaît pas à ses supérieurs^[10], d'autant qu'en octobre [1953](#) une plainte est déposée à l'évêché à l'encontre du jeune abbé, surpris en flagrant délit d'adultère^[9]. Par

mesure disciplinaire, il est affecté le [20 novembre 1954](#), dans une mission de brousse à Mindouli^[111] où il occupe les fonctions de directeur de l'école catholique^[112].

Lors de son passage dans l'[église Saint-François d'Assise de Brazzaville](#), grâce à sa capacité à rassembler autour de lui les différentes factions, Youlou s'impose comme un orateur des Lari^[113]. Les Lari sont des adeptes du [matswanisme](#), un mouvement messianique remettant en cause le colonialisme et fondé par [André Matswa](#), mort en prison en [1942](#)^[113]. Le jeune abbé parvient habilement à se faire passer pour un interlocuteur de Matswa, ce qui lui permet d'exercer une certaine influence sur ses disciples^[114]. Par ailleurs, son investissement dans les associations lui permet de s'attacher la jeunesse lari^[114]. Finalement, la sanction ecclésiastique le conforte dans son rôle de leader car elle lui confère l'image d'une victime de l'Église congolaise dominée par une hiérarchie européenne^[112].

Entre élection et mystique

En octobre [1955](#), grâce à cette image de révolté, un conseil [kongo](#) (et non plus seulement [lari](#)) le choisit afin qu'il les représente aux prochaines élections législatives^[112]. À l'annonce de sa candidature, son évêque M^{gr} Bernard tente de l'en dissuader^[112]. Des sanctions sont prises : il n'a plus le droit de porter la soutane, ni de célébrer le culte^[111]. Dans ces conditions, les Kongo lui procurent une rente mensuelle ainsi qu'une voiture avec chauffeur afin de subvenir à ses besoins^[112].

Au début, Youlou est considéré par ses partisans comme la réincarnation de « Jésus-Matswa »^[14]. Cette idée est facilitée par le fait qu'il est abbé^[14]. Très vite, il devient lui-même un mythe vivant, symbole de l'opposition coloniale^[115]. Une légende le rattache aux chutes de Loufoulakari où le grand résistant kongo Boueta Mbongo fut décapité et jeté à l'eau par les colonisateurs^[112]. Il aurait pris l'habitude de s'y baigner en soutane pour prier et s'imprégner des puissances ancestrales. Il était prétendu que ses habits, bien qu'immergés, restaient secs^[116].

Le mysticisme se transpose dans la campagne législative. Les coups de force deviennent le mode d'action politique des militants [Bacongo](#) qu'il chapeaute^[116]. Ainsi, le [12 décembre 1955](#), des tracts youlistes appellent à « fouetter » les dirigeants matswanistes qui ne sont pas ralliés à l'Abbé^[117]. L'un d'entre eux, Victor Wamba, en fait les frais et voit sa maison incendiée le [18 décembre](#)^[117]. L'agitation s'accroît le [2 janvier 1956](#), jour de l'élection : à la sortie des bureaux de vote de Bacongo, des adolescents lari se mettent à rosser les électeurs qu'ils soupçonnent de ne pas avoir voté pour Youlou^[116]. Les autorités sont obligées d'envoyer les forces protéger les bureaux^[117]. Le calme ne revient pas pour autant à Brazzaville. Au cours des deux jours qui suivent, on dénombre une centaine de maisons détruites, quatre morts et plusieurs dizaines de blessés^[117]. Fulbert Youlou avec un de ses adversaires à la députation, [Jacques Opangault](#), lance un appel au calme par radio^[117].

Une semaine plus tard, les résultats sont annoncés^[116]. Le candidat sortant [Jean-Félix Tchicaya](#) est réélu député du Moyen-Congo avec 45 976 voix, soit 29,7 % des suffrages contre 43 193 voix pour [Jacques Opangault](#) et 41 084 pour Youlou^[118]. Une collecte est organisée afin qu'il puisse se rendre à Paris tenter d'invalider l'élection de Tchicaya^[119]. Le voyage lui permet de nouer quelques contacts^[119].

La conquête du pouvoir

La course à la vice-présidence



Le caïman, symbole de l'UDDIA.

Le [17 mai 1956](#), Fulbert Youlou fonde l'Union démocratique de défense des intérêts africains (UDDIA), concurrent du [Parti progressiste congolais](#) (PPC) de Tchicaya et de la section [SFIO](#) (transformée en janvier 1957 en Mouvement socialiste africain (MSA)) dirigée par Opangault^[20]. L'emblème du nouveau parti est le [caïman](#), un animal effrayant et puissant, lié aux récits de sorcellerie^[21]. Parti anticommuniste d'obédience chrétienne-libérale^[20], il compte 46 personnalités politiques^[19] dont 11 proviennent du PPC et 5 de la SFIO^[22]. Son assise politique, au départ limitée aux trois régions du [Pool](#), du [Niari](#) et de la [Bouenza](#), se voit renforcer de l'électorat du [Kouilou](#) avec le ralliement du secrétaire général du PPC [Stéphane Tchitchéllé](#)^[20].

Aux élections municipales du [18 novembre 1956](#), où les listes sont présentées au collège unique (Africains et Européens confondus), l'UDDIA remporte un franc succès en enlevant [Brazzaville](#), [Pointe-Noire](#) et [Dolisie](#)^[23]. Youlou est ainsi élu maire de Brazzaville face à [Jacques Opangault](#) avec 23 sièges contre 11 à la SFIO et 3 au PPC^[24].

En 1957 se tiennent des élections territoriales visant à désigner un dirigeant local, conformément à l'entrée en vigueur de la [loi-cadre Defferre](#) de 1956. Malgré ses précédents succès, l'UDDIA voit son vice-président [Simon Kikounga N'Got](#) quitter le mouvement et fonder son propre parti, le Groupement pour le progrès économique et social du Moyen-Congo (GPES)^[25]. Simon Kikounga N'Got emporte avec lui l'électorat du Niari, et se rallie à la coalition PPC-MSA^[25]. Ainsi, le [31 mars 1957](#), l'UDDIA arrive second avec 22 sièges contre 23 pour la coalition menée par Opangault^[26]. Après des négociations, un gouvernement de coalition MSA-UDDIA est finalement formé avec cinq portefeuilles ministériels attribués à chacun^[26]. La vice-présidence revient à Opangault^[26]. Pour sa part, l'Abbé prend l'Agriculture afin de tirer profit des nombreuses tournées dans le pays qu'implique ce poste^[26].

Tractations sur fond de tensions politiques



L'Ivoirien [Félix Houphouët-Boigny](#)

Lors des élections territoriales de mars 1957, les principaux colons du pays réunis dans l'Union du Moyen-Congo (UMC) avaient efficacement soutenu Youlou^[271]. En septembre 1957, ces derniers l'aident de nouveau en débauchant parmi les rangs du GPES un représentant du Niari, Georges Yambot^[281]. L'UDDIA devient ainsi majoritaire à l'Assemblée avec 23 sièges. Youlou s'empresse de réclamer la vice-présidence. Le MSA crie au scandale et demande la démission de Yambot^[281]. La crise atteint son paroxysme lorsque Yambot est enlevé le [24 novembre 1957](#) afin qu'il cesse de siéger à l'Assemblée^[281]. Le gouverneur Jean Soupault parvient à calmer le jeu : Opangault reste dans ses fonctions en contrepartie l'UDDIA conserve sa nouvelle majorité^[281].

En janvier [1958](#), les relations entre les deux partis s'enveniment de nouveau lorsque Youlou décide d'organiser les journées d'études de l'UDDIA à [Dolisie](#), fief du GPES^[281]. Des affrontements y ont lieu entre partisans socialistes et supporters youlistes, faisant au moins un mort et plusieurs blessés^[291]. [Paris](#), fatiguée de toutes ses querelles, somme les deux dirigeants congolais de tenir leurs hommes^[291].

En mai 1958, Youlou conforte encore sa position. Le [5](#) du mois, le député européen UDDIA Christian Jayle est élu à la présidence de l'Assemblée territoriale^[301]. Par ailleurs, à la suite du départ de [Jean-Félix Tchicaya](#) du [Rassemblement démocratique africain](#), parti inter-africain de [Félix Houphouët-Boigny](#), l'UDDIA remplace le PPC comme section locale du Moyen-Congo^[311]. Le parti de Youlou gagne ainsi l'appui des milieux parisiens et la bienveillance des autorités locales^[271].

Le coup d'État constitutionnel

Malgré une certaine réserve à l'égard du [général de Gaulle](#), l'abbé Youlou appelle à voter « oui » au référendum sur la [Communauté franco-africaine](#) du [28 septembre 1958](#), tout comme Opangault et Tchicaya^[321]. L'approbation l'emporte avec 99,3 % des suffrages exprimés^[331]. Par cet acte, le Moyen-Congo renforce son autonomie.

Le [28 novembre 1958](#), l'Assemblée territoriale se réunit en session ordinaire pour doter le pays d'institutions^[331]. La République est proclamée à 11H30, par l'adoption de la

Délibération 112-58 par tous les parlementaires (avec seulement 2 abstentions - Réf Journal Officiel de la République du Congo du 28 novembre 1958). Après la proclamation de la République, l'UDDIA et le MSA ne parviennent pas à s'entendre sur le contenu de la constitution^[34]. L'ambiance est très tendue, des sympathisants socialistes s'amassent autour du bâtiment officiel^[33]. Les députés en arrivent à s'échanger des insultes^[30]. Finalement, les élus socialistes quittent l'Assemblée en signe de protestation, laissant la place libre à la majorité UDDIA^[30]. Des lois constitutionnelles sont adoptées, l'Assemblée territoriale devient législative, conformément aux dispositions de la Constitution du 04 octobre 1958, et à l'unanimité des 23 députés, Youlou est porté à la tête d'un gouvernement provisoire^[30]. Le climat politique étant délétère à Pointe-Noire, la capitale du pays devient Brazzaville^[35].

Les opposants, Oppangault en tête, dénoncent un coup d'État constitutionnel^[33]. Le lendemain, les députés MSA se réunissent seuls à l'Assemblée de Pointe-Noire afin de déclarer illégales les décisions prises la veille par les députés youlistes^[36]. Cette action se solde par un échec. Des émeutes se produisent : des maisons sont brûlées, trois personnes trouvent la mort et plusieurs autres sont blessées^[36]. L'armée française est contrainte d'intervenir^[36].

À la tête de la République du Congo

La mise en place du pouvoir personnel

L'élimination de l'opposition parlementaire

Le 8 décembre 1958, Fulbert Youlou devient officiellement Premier ministre. Son gouvernement se veut représentatif de la société congolaise : il comprend au moins un élu de chaque région, des représentants des notables traditionnels ainsi que deux porte-paroles des jeunes et des syndicats^[37]. Deux députés européens du MSA, Albert Fourvelle et André Kerherve, y prennent également place^[35]. La majorité gouvernementale passe ainsi de 23 à 25 sièges.

Opangault, dont le parti ne compte plus que 20 sièges, espère redresser la situation grâce aux élections législatives prévues pour mars 1959 par les accords du 26 août 1958 passés avec Youlou^[38]. Devenu Premier ministre, Youlou refuse de les organiser^[35].

Le 16 février 1959, les députés MSA réclament une nouvelle fois la dissolution de la Chambre^[38]. À l'annonce du nouveau refus, des supporters MSA-PPC de Poto-Poto (quartier de Brazzaville contrôlé par les Mbochi, réputés être du nord du pays^[35]) s'en prennent à ceux qu'ils considèrent comme les partisans de l'UDDIA^[38]. Rapidement, ces affrontements embrasent tout Brazzaville et dérivent en une sanglante émeute entre bandes rivales Mbochi et Lari qui dépassent la simple rivalité MSA et UDDIA^[32]. Les combats font officiellement une centaine de morts ainsi que des centaines de blessés et de maisons détruites^[39]. Les combats cessent grâce à l'intervention de l'armée française qui parvient à rétablir le calme le 20 février^[32]. Ces massacres marquent la naissance d'une radicalisation entre Mbochi et Lari^[40].

Fulbert Youlou profite de ces événements pour faire arrêter Opangault, accusé d'incitation à la violence^[41]. Ce dernier est relâché cinq mois plus tard sans avoir été jugé^[41]. Entre-temps, Youlou a conforté sa position et quasiment éliminé l'opposition parlementaire. Le 20 février 1959, il fait adopter une constitution qui donne des pouvoirs étendus au Premier

ministre^[32], dont celui de dissoudre l'Assemblée^[41]. En avril 1959, le MSA enregistre deux nouvelles défections en faveur de l'UDDIA^[42]. Le 30 avril, l'Abbé dissout finalement la Chambre après avoir soigneusement redécoupé les circonscriptions électorales^[43]. Le 14 juin 1959, l'UDDIA accapare, avec 58 % des suffrages, 51 sièges à l'Assemblée contre 10 pour le MSA^[43].

Après ces élections législatives, l'Assemblée devient « nationale »^[44]. Elle reconduit Youlou dans ses fonctions de Premier ministre puis, le 21 novembre, l'élit président de la République du Congo^[44]. Ayant triomphé de ses adversaires sur le plan parlementaire, il met au pas les irréductibles matswanistes qui ne veulent toujours pas voir en lui la réincarnation de Matswa^[32]. De juin à juillet 1959, ils sont pourchassés, arrêtés et soumis brutalement, on parle d'une trentaine de morts^[32].

Répression, séduction et soumission

Le 16 février 1960, afin de satisfaire l'opinion publique congolaise, le président de la République décide de renvoyer les membres européens du gouvernement^[45]. Sont concernés : le ministre des Finances Joseph Vial, celui des Affaires économiques Henri Bru ainsi que le secrétaire d'État à l'Information Christian Jayle^[45]. En revanche Youlou conserve dans son équipe Alfred Delarue, le chef du service « Documentation »^[46]. Ce dernier, ancien grand officier de la préfecture de Paris et collaborateur vichyste, organise avec l'Abbé l'élimination de l'extrême-gauche congolaise, regroupée dans la Confédération générale africaine des travailleurs (CGTA) et dans l'Union de la jeunesse congolaise (UJC)^[46]. Sous couvert d'un pseudo « complot communiste », Youlou fait arrêter le 9 mai 1960, les chefs de la CGTA et de l'UJC, Julien Boukambou et Aimé Matsika, ainsi que son éternel opposant Simon Kikounga N'Got^[47]. Le lendemain, l'Assemblée adopte une série de lois restreignant les libertés individuelles^[47]. Ainsi est désormais condamnable toute manifestation organisée contre le gouvernement ainsi que les publications incitant à ces démonstrations^[47]. Par ailleurs, ces lois permettent également à Youlou d'interner ou d'expulser légalement tout individu considéré comme dangereux pour la stabilité du régime^[47].

Mais si l'Abbé use de moyens coercitifs avec ses adversaires, il sait également les séduire. Le 17 juin 1959, après sa victoire aux législatives, il lance un appel à l'union :

« Les élections du 14 juin n'ont pas été la victoire d'un parti ou d'un programme dans le sens qu'on lui donne en Europe ; elles marquent le début d'une unité nationale, qui ne pourra que se renforcer^[48]. »

Le 3 juillet 1959, lors de la formation de son deuxième gouvernement, Youlou intègre des élus de l'opposition^[49]. Le 15 août 1960, Jacques Opangault y entre à son tour en tant que ministre d'État et vice-président du Conseil^[50]. Enfin, en janvier 1961, Simon Kikounga N'Got prend le portefeuille des Affaires économiques^[47].

Le 15 août 1960, la République du Congo accède à l'indépendance. Un culte de la personnalité se développe progressivement autour de son président avec, notamment, l'impression de timbres à son effigie. Dans le mois qui suit l'indépendance^[51], une motion de censure est déposée à l'Assemblée contre son gouvernement^[48]. Offusqué, Youlou sort en plein hémicycle, un revolver de sa soutane et force les impertinents députés à retirer leur

motion^[48]. L'affaire ne se reproduit pas, d'autant que le [2 mars 1961](#), une nouvelle constitution est adoptée ; elle consacre un régime présidentiel renforcé et institue l'indépendance entre le pouvoir exécutif et celui législatif : l'Assemblée ne peut pas renverser le gouvernement tandis que le président de la République ne peut plus dissoudre la Chambre^[46].

Le [20 mars 1961](#), Fulbert Youlou est le candidat de l'UDDIA et du MSA aux élections présidentielles. Il est réélu sans opposition avec 97,56 % des voix, au suffrage universel direct^[46]. Cette victoire marque, pour lui, la fin de la construction de l'unité nationale^[52]. Désormais, il peut se consacrer tout entièrement au développement économique et au progrès social^[52].

La politique économique de Youlou



Timbre congolais édité en 1907 de l'époque coloniale.

Le Congo est l'une des colonies françaises ayant le plus profité, économiquement, de la [colonisation](#) : entre [1946](#) et [1959](#), un certain nombre de travaux d'infrastructures sont réalisés tandis que quelques industries légères prennent pied^[53]. Ainsi, à l'aube de l'indépendance, l'Abbé hérite d'une structure économique relativement équilibrée avec 37,4 % du PIB réalisé dans le [secteur primaire](#), 20,9 % dans l'industrie et 41,7 % dans le tertiaire^[54]. Par ailleurs, le Congo compte en [1958](#), 30 000 cadres de qualification variable et plus de 80 000 élèves^[55]. Cette politique éducative forte est poursuivie par Youlou qui, en [1960](#), consacre 40 % des dépenses budgétaires à l'enseignement^[56].

Le partisan du libéralisme économique

Le dirigeant congolais est un ardent partisan du [libéralisme économique](#). Dès sa prise du pouvoir, il adopte une politique modérée, s'efforçant ainsi d'attirer les investissements dans son pays, comme en témoigne un discours du [8 décembre 1958](#) :

« Nous sommes prêts à formuler toutes garanties pour que s'investissent sans crainte, et dans la plus grande confiance, les capitaux publics et privés sans lesquels il n'est pas possible de concevoir la mise en place de grandes sources d'énergie et des usines de transformations^[57]. »



Fulbert Youlou en 1963.

Entre 1960 et 1963, le Congo enregistre 38 milliards de francs CFA d'investissements bruts sur son territoire^[58], pour un PIB estimé en 1961 à 30 milliards de francs CFA^[59]. Les richesses minières attirent à elles seules, 21 milliards de francs CFA avec l'exploitation du manganèse par la Compagnie minière de l'Ogooué (COMILOG) et de la potasse par la Compagnie des potasses du Congo (CPC)^[58]. Les 17 milliards de francs CFA restant sont, quant à eux, investis pour 3 milliards (18 %) dans le secteur primaire, 2,7 milliards (15 %) dans l'industrie, 6,3 milliards (37 %) dans le tertiaire, et 5 milliards (30 %) dans des programmes non économiques tels que l'éducation, la santé, l'urbanisme ou le logement^[60]. Malgré une politique libérale, ces 17 milliards ne proviennent qu'à hauteur de 5,5 milliards (32 %) de capitaux privés ; l'aide internationale (notamment la France) en fournit 7 milliards (41 %) et le gouvernement congolais 4,5 milliards (27 %)^[61].

Au niveau de la balance commerciale, la situation semble s'améliorer durant la présidence de Youlou. Alors qu'en 1960, le déficit commercial est de 5,7 milliards de francs CFA, en 1963 il n'est plus que de 4,1 milliards^[62]. Chaque année, les exportations congolaises (diamants exclus) augmentent, passant entre 1960 et 1963 de 6,1 à 7,9 milliards de francs CFA^[62]. Elles se composent pour moitié de leur valeur de bois^[62]. Les produits de l'industrie légère, tel que le sucre, en représentent quant à eux plus du quart^[63]. Par ailleurs, le déficit commercial est fortement atténué par les recettes du transit^[64]. Le Congo tire en effet de forts revenus de ses infrastructures ferroviaires et portuaires qui permettent de desservir les pays frontaliers. En 1963, ce transit rapporte 2,3 milliards de francs CFA au Congo^[64].

Corruption et grands projets

En ce qui concerne le déficit budgétaire, l'administration Youlou n'est pas très rigoureuse. En cumulant les années de 1960 à 1963, il s'élève à 2,4 milliards de francs CFA^[65]. La France le finance gracieusement à hauteur de 1,2 milliard^[66]. Le reste est couvert par des avances du Trésor français^[66]. Pour assainir la situation financière, la pression fiscale passe de 17 % du PIB en 1960 à 26 % en 1963^[65] tandis que des mesures d'austérité sont prises dans l'administration : les chefs de service se voient supprimer leurs véhicules de fonction, les frais de mission ne sont plus remboursés et les avances sont bloqués^[11]. Le président de la République, les ministres et les députés en sont exemptés^[11].

Afin que le gouvernement soit représentatif de la société congolaise, nombre de nominations de ministres obéissent davantage à un critère régional qu'au critère de compétence, posant des problèmes pour le bon développement du pays^[11]. Par ailleurs, ces derniers sont souvent sujets à des scandales financiers, Youlou le premier^[11]. Le chef de l'État congolais a un sens aigu de la mise en scène ; conscient que son aspect religieux lui octroie une force politique, il ne quitte jamais son costume ecclésiastique, si bien qu'outre le surnom d'« Abbé », on l'appelle également « Kiyunga » (soutane en lari)^[67]. On rapporte, concernant sa garde-robe, qu'elle contiendrait toute une collection de soutanes de couleurs blanches, noires, bleues et écarlates, provenant du grand couturier [Christian Dior](#)^[68]. Il est aussi dit que pour une visite officielle en France, l'Abbé aurait débloqué 30 millions de francs CFA pour ses dépenses personnelles^[11]. L'économie du pays fait les frais de cette mauvaise gestion des deniers publics. La croissance est trop modeste pour absorber le chômage que l'urbanisation a accéléré^[69].

Pourtant, le Congo dispose d'atouts remarquables pour son développement^[70]. Outre ses richesses minières et son bois, le pays dispose de formidables possibilités hydro-électriques à Sounda, près de [Pointe-Noire](#), sur le fleuve Kouilou-Niari^[70]. La construction d'un barrage sur ce site pourrait permettre la production électrique de huit milliards de kilowattheures par an et le développement d'industries lourdes créatrices d'emplois avec l'installation de complexes électrométallurgique et chimique^[71]. Enthousiasmé par ce projet, Youlou doit toutefois faire face à deux problèmes majeurs : tout d'abord son coût, estimé à 100 milliards de francs CFA^[71] ; ensuite l'insuffisance du Congo à s'approvisionner en [bauxite](#), une matière première au cœur du projet^[72]. Le dirigeant congolais tente d'y remédier par le biais d'une politique étrangère active.

Une politique étrangère « modérée »

Par une politique anticommuniste et pro-occidentale, dite « modérée », Youlou cherche à attirer les investisseurs étrangers dans son pays^[32]. Dès l'indépendance, il affirme sa volonté de poursuivre une politique de coopération avec la France et les autres pays de l'Afrique francophone^[73]. Du [15 au 19 décembre 1960](#), est même organisée dans la capitale congolaise une conférence intercontinentale, rassemblant les chefs d'État francophones « modérés »^[32]. À l'issue de celle-ci est créé le « groupe de Brazzaville », bloc anticommuniste et ancêtre de l'Organisation commune africaine et malgache (OCAM)^[32].



Le président guinéen Sékou Touré

Parmi les invités de cette conférence, se trouvent le président de la République démocratique du Congo [Joseph Kasa-Vubu](#) et le leader katangais [Moïse Tshombe](#)^[74]. L'Abbé les réunit sans doute en vue d'isoler le nationaliste congolais [Patrice Lumumba](#), accusé de sympathie communiste^[74]. Bien que tous deux conviés, Youlou tient plus en estime le très controversé Tshombe que Kasa-Vubu^[32]. Pourtant son homologue de [Léopoldville](#) est un [Kongo](#) comme lui ; ils paraissent même, un temps, caresser l'espoir de reconstituer un grand État bakongo^[32]. L'Abbé prend d'autres positions tout aussi discutées ; alors que l'[Angola](#) subit la violente répression coloniale, il est le seul à appeler au dialogue avec le dictateur portugais [Salazar](#)^[95].

Malgré son anticommunisme viscéral, le président de la République cherche à nouer des relations avec le « révolutionnaire » [Ahmed Sékou Touré](#). Il compte en effet beaucoup sur les mines de [bauxite](#) de [Guinée](#), indispensable au projet du barrage de Kouilou^[76]. Ainsi, en [1962](#), il se rend en Guinée^[76]. Le [5](#) et [6 juin 1963](#), c'est au tour de Sékou Touré de venir au Congo où il est acclamé par les militants syndicaux et les jeunes^[77]. À l'occasion de ce voyage, le dirigeant guinéen fait d'encourageantes promesses économiques :

« La Guinée est riche en minerais et elle est disposée, je le dis, à mettre à disposition du Congo toutes les quantités de bauxite ou de fer nécessaires à la réalisation du Kouilou et plus tard à la rentabilité de l'usine qui sera construite^[77]. »

La révolution des « Trois Glorieuses »

Avant même l'indépendance, le Congo-Brazzaville vit de facto sous le régime du parti dominant^[32]. En août 1962, Fulbert Youlou annonce son intention d'institutionnaliser le [parti unique](#) « afin de sceller la réconciliation et l'unité nationale réalisées »^[78]. Il ne rencontre aucune opposition, bien au contraire, cette décision semble enthousiasmer le dirigeant du MSA [Jacques Opangault](#)^[78]. Dans ce but est organisée le [3 août 1963](#) une [table ronde](#) rassemblant les dirigeants des trois partis existants (UDDIA, MSA et PPC), les responsables syndicaux, les représentants de l'Assemblée nationale et ceux de l'armée congolaise^[79]. Les syndicalistes, bien que non opposés au principe de parti unique^[80], refusent les statuts proposés par le chef de l'État ; pour eux, ils ne semblent servir que les intérêts de Youlou^[79].



Le général [de Gaulle](#).

Afin de signifier leur désapprobation, les syndicalistes décident d'organiser le [13 août](#) un « arrêt de protestation » à la Bourse du Travail de Brazzaville^[181]. La veille de ce mouvement, dans la nuit, Youlou fait arrêter les principaux dirigeants syndicaux^[182]. À l'annonce de cette nouvelle, le simple meeting se transforme en une véritable manifestation antigouvernementale^[183]. Les protestataires prennent d'assaut la maison d'arrêt afin de les libérer, provoquant des affrontements avec les forces de l'ordre^[184]. Trois syndicalistes y trouvent la mort^[185]. Finalement, lorsqu'ils y parviennent, il s'avère que les dirigeants arrêtés la veille ne s'y trouvent pas^[185]. La manifestation antigouvernementale tourne à l'émeute ; le pays est paralysé^[186]. L'armée française se joint à la gendarmerie congolaise pour rétablir le calme^[186]. Le soir, l'Abbé décrète le [couvre-feu](#) ainsi que l'[état de siège](#), et lance un appel au calme par radio^[187].

Le lendemain, à midi, le président de la République déclare à la radio :

« En raison de la gravité de la situation, je prends en mon nom personnel les pouvoirs civils et militaires. Un comité restreint, placé sous l'autorité du chef de l'État, aura pour tâche le rétablissement de l'ordre, la reprise du travail et la mise en place des réformes qui s'imposent^[188]. »

Dans la soirée, le gouvernement est dissous^[189]. Toutefois, les ministres Jacques Opangault, Stéphane Tchitchélé et Dominique Nzalakanda sont reconduits dans leur fonction^[189]. À l'annonce du maintien du très impopulaire Nzalakanda dans le gouvernement, les militants youlistes décident de rejoindre les manifestants^[190]. Le [15 août](#) au matin, la foule se dirige vers le palais présidentiel afin de réclamer la démission de Youlou^[190]. Des pancartes aux slogans tels que « À bas la dictature de Youlou » ou « Nous voulons la liberté » sont brandies^[191]. Les syndicalistes parviennent à gagner la sympathie des deux capitaines commandant l'armée congolaise^[192] ; l'un deux, le capitaine Félix Mouzabakani, est pourtant le neveu de Fulbert Youlou^[193]. Le chef de l'État demande par téléphone au [général de Gaulle](#) l'aide de la France, en vain^[194]. Résigné, il finit par signer sa démission en tant que président de la République, maire de Brazzaville et député à l'Assemblée^[195].

Le nouveau régime qualifie les journées insurrectionnelles du 13, 14 et 15 août 1963 comme « révolutionnaires »^[96]. Il les nomme les « Trois glorieuses »^[96].

La retraite forcée

La détention et l'exil

Le soir même de sa démission, l'ancien président de la République est interné dans le camp militaire « Fulbert Youlou »^[97]. Quelques semaines plus tard, il est transféré avec sa famille au camp de gendarmerie « Djoué »^[98]. Il semble être bien traité^[98]. Mais rapidement, un climat de terreur s'installe avec le nouveau régime socialiste^[99]. Apprenant que les jours de l'Abbé sont comptés, le successeur de Youlou à la tête de l'État [Alphonse Massamba-Débat](#) l'aide à s'enfuir vers [Léopoldville](#), le [25 mars 1965](#)^[99]. Le Premier ministre de la République démocratique du Congo, [Moïse Tshombe](#), lui accorde immédiatement l'asile politique^[99].

Le [8 juin](#) 1965 commence son procès au Congo-Brazzaville par un tribunal populaire^[100]. Il est accusé de détournement de fonds publics et de l'utilisation à des fins personnelles d'un avion de guerre de type Héron qu'il aurait reçu du gouvernement français^[101]. Par ailleurs, il est tenu pour responsable de la mort des trois syndicalistes lors de la prise d'assaut de la maison d'arrêt le 13 août 1963^[101]. Enfin, il est également inculpé pour avoir apporté son soutien à la sécession [katangaise](#) menée par Moïse Tshombe^[101]. Le verdict le condamne à mort par contumace, et ordonne la nationalisation de tous ses biens, c'est-à-dire la ferme de Madibou et deux hôtels particuliers à Brazzaville^[101]. L'Abbé se défend de ces accusations avec la publication en [1966](#) d'un livre *J'accuse la Chine*, véritable pamphlet anticommuniste.

En novembre 1965, il fait part de son souhait au gouvernement français de s'installer à [Nice](#) pour recevoir des soins^[102]. Mais l'ancien dirigeant congolais n'est pas en cour à Paris^[2]. [Yvonne de Gaulle](#), fervente catholique, n'apprécie guère ce prêtre excentrique^[2] défroqué qui continue de porter la soutane malgré l'interdiction de l'Église^[11], et qui affiche ouvertement sa [polygamie](#) (il a au moins quatre femmes officielles)^[15]. Contre l'avis du général de Gaulle^[102], il débarque le [29 janvier 1966](#) au [Bourget](#)^[103] avec femmes et enfants^[104]. Malgré les recommandations de son conseiller aux affaires africaines [Jacques Foccart](#), le chef de l'État français envisage sérieusement de le renvoyer à Léopoldville^[104]. Finalement, l'Abbé est envoyé en Espagne où le régime de [Franco](#) veut bien l'accueillir^[104]. Afin qu'il subvienne à son existence, le contribuable français met à sa disposition 500 000 francs^[104].

Les coups d'État avortés et l'anathème

Pendant ce temps là, le Congo-Brazzaville ne connaît toujours pas la stabilité politique. Après les manifestations « pro-youlistes » de février [1964](#), les partisans de l'ancien régime tentent un coup de force le [14 juillet 1966](#) puis de nouveau en janvier [1967](#)^[32]. C'est finalement le capitaine [marxiste Marien Ngouabi](#) qui évince [Alphonse Massamba-Débat](#) du pouvoir. À peine installé à la présidence, ce dernier dénonce des complots youlistes en février et novembre [1969](#) qui auraient été respectivement organisés par le capitaine Félix Mouzabakani (neveu de l'Abbé) et [Bernard Kolelas](#)^[105]. Le [22 mars 1970](#), un coup d'État youliste est perpétré par le lieutenant [Pierre Kinganga](#) ; il échoue et est abattu^[106].

Fulbert Youlou est tenu pour responsable de tous les maux du pays par les régimes socialistes et révolutionnaires qui se succèdent^[106]. Tout ce qui le rappelle est effacé^[106]. C'est dans cette atmosphère que l'Abbé décède à [Madrid](#) le [5 mai 1972](#), d'une [hépatite](#)^[106]. Immédiatement, les Lari exigent le retour de son corps afin de lui administrer les cérémonies funéraires nécessaires^[107]. Le président de la République [Marien Ngouabi](#) accepte afin d'éviter que ne se reproduise un mouvement messianique à l'image du [matswanisme](#)^[107]. Le [16 décembre 1972](#), après que sa dépouille a été exposée trois jours durant dans la cathédrale de [Brazzaville](#), il est enterré dans son village natal de Madibou, sans aucune cérémonie officielle^[107]. Sa mémoire a été réhabilitée à la Conférence nationale de [1991](#)^[108].

Ouvrages

- *Le matsouanisme*, Imprimerie centrale de Brazzaville, [1955](#), 11 p.
- *Diagnostic et remèdes. Vers une formule efficace pour construire une Afrique nouvelle*, Éditions de l'auteur, [1956](#)
- *L'art noir ou les croyances en Afrique centrale*, Brazzaville, sans date
- *L'Afrique aux Africains*, Ministère de l'Information, [1960](#), 16 p.
 - *J'accuse la Chine*, La table ronde, [1966](#), 253 p.
 - *Comment sauver l'Afrique*, Imprimerie Paton, [1967](#), 27 p.
- (en) « Youlou, Fulbert (1917) », notice du *Dictionary of African Biography*, [extrait en ligne \[archive\]](#), ([ISBN 9780199857258](#))

Hailé Sélassié I^{er}

ቀዳማዊ ኃይለ ሥላሴ



Haïlé Sélassié I^{er} en 1971.

Titre

Empereur d'Éthiopie

3 avril 1930 – 12 septembre 1974
(44 ans, 5 mois et 9 jours)

Couronnement	<u>2 novembre 1930</u> (<u>Cathédrale Saint-Georges d'Addis-Abeba</u>)
Premier ministre	<i>Lui-même</i> <u>Wolde Tzaddick</u> <u>Mekonnen Endelkachew</u> <u>Abebe Aregai</u> <u>Imru Haile Selassie</u> <u>Endelkachew Makonnen</u> <u>Mikael Imru</u>
Prédécesseur	<u>Zewditou</u>
Successeur	<u>Aman Mikael Andom</u> (de facto, président du Derg)

Régent d'Éthiopie Prince héritier d'Éthiopie

27 septembre 1916 – 2 avril 1930
(13 ans, 6 mois et 6 jours)

Prédécesseur	<u>Lidj Iyasu</u>
Successeur	<u>Asfaw Wossen Tafari</u> (prince héritier)

Gouverneur du Hararghe

3 mars 1910 – 13 août 1916
6 ans, 5 mois et 10 jours

Monarque	<u>Menelik II</u> / <u>Iyasou V</u>
Prédécesseur	Dejazmatch <u>Balcha Safo</u>

Biographie

Titre complet	<u>Roi des rois d'Éthiopie</u> , Seigneur des Seigneurs, Lion conquérant de la Tribu de Judah, Lumière du Monde, Élu de Dieu
Dynastie	<u>dynastie salomonide</u>
Nom de naissance	Tafari Mekonnen
Date de naissance	<u>23 juillet 1892</u>
Lieu de naissance	Ejersa Goro, <u>province du Harar</u> , <u>empire d'Éthiopie</u>

Date de décès	27 août 1975 (à 83 ans)
Lieu de décès	Addis-Abeba (Éthiopie)
Père	Ras Mekonnen Welde Mikaél
Mère	Yeshimebet Ali Abba Jifar
Conjoint	Menen Asfaw
Enfants	Princesse Romanework Princesse Tenagnework Prince Asfaw Wossen Princesse Tsehaywork Princesse Zenebework Prince Makonnen Prince Sahle Selassie
Héritier	Amha Selassié (<i>de jure, couronné en exil</i>)
Religion	Église éthiopienne orthodoxe
Résidence	palais Guenete Leul, palais du Jubilé
	
Présidents du Conseil des ministres d'Éthiopie Monarques d'Éthiopie	

Tafari Makonnen (ge'ez : ተፈሪ መኮንን ^{Écouter}), né le [23 juillet 1892](#) à [Ejersa Goro](#), une ville de l'[Empire d'Éthiopie](#), et mort le [27 août 1975](#) à [Addis-Abeba](#), a été le dernier [empereur d'Éthiopie](#) de [1930](#) à [1936](#) et de [1941](#) à [1974](#). Il règne sous le nom de **Haïlé Sélassié I^{er}** (ge'ez : ቀዳማዊ ኃይለ ሥላሴ ^{Écouter} « Puissance de la Trinité »).

La plupart des [rastas](#) le considèrent comme le « dirigeant légitime de la Terre » (*Earth's rightful ruler*) et le [Messie](#), en raison de son ascendance selon la tradition éthiopienne de la dynastie dite « salomonide », qui remonte aux rois [Salomon](#) et [David](#) par la [reine de Saba](#).

Haïlé Sélassié I^{er} n'a jamais reconnu l'[occupation italienne de son pays](#), entre 1935 et 1941, et considérait qu'il régnait encore pendant cette période, niant l'administration coloniale italienne.

Sommaire

- [1 Biographie](#)
 - [1.1 Enfance et famille](#)
 - [1.2 Une lente ascension vers le trône](#)

- [1.2.1 L'apprentissage du pouvoir](#)
- [1.2.2 Régent et héritier du trône](#)
- [1.3 Un couronnement retentissant](#)
- [1.4 Une politique de modernisation de l'empire](#)
- [1.5 Seconde Guerre italo-éthiopienne et retour d'exil](#)
 - [1.6 Un homme d'État africain](#)
 - [1.7 Développement et crise](#)
 - [1.8 Chute de l'empereur](#)
 - [1.9 Bilan du règne](#)
 - [1.9.1 Exil](#)
- [2 Résidences impériales](#)
- [3 Le ras Tafari et les Rastafariens](#)
 - [4 Distinctions](#)
 - [4.1 Titres éthiopiens](#)
 - [4.2 Titres rastafariens](#)
 - [4.3 Titres étrangers](#)
 - [4.4 Décorations](#)
 - [4.5 Intitulés](#)
 - [5 Notes et références](#)
 - [5.1 Notes](#)
 - [5.2 Références](#)
 - [5.3 Bibliographie](#)
 - [5.3.1 Sources](#)
 - [5.3.2 Ouvrages généraux](#)
 - [5.3.3 Ouvrages spécialisés](#)
 - [5.3.4 Articles](#)
 - [5.4 Jeux vidéo](#)

Biographie

Enfance et famille

Tafari Makonnen est né le [23 juillet 1892](#) à [Ejersa Goro](#), dans la [province du Harar](#) dans l'est de l'[Éthiopie](#). *Täfäri* (ተፈሪ) signifie « celui qui est redouté » et *Mäk'ännən* (መክንን), le nom de son père, signifie « grand, noble ». Il prend un nom de règne le [3 avril 1930](#), lors de son accession au trône d'Éthiopie.



Lidj Tafari et son père, ras Makonnen.

Son père est le ras [Makonnen](#), gouverneur du [Hararghé](#). Sa mère, [woyzero](#) Yeshimebet Ali Abba Jifar, meurt du [choléra](#) le [14 mars 1894](#) alors qu'il n'a pas encore deux ans^[1]. Son père meurt le [21 mars 1906](#), laissant Tafari, âgé de 14 ans, aux bons soins de l'empereur [Menelik II](#)^[2]

Jeune homme intelligent, il reçoit une éducation complète et ouverte sur l'extérieur, profitant de ce que le Harar devient la porte du pays avec la construction du [chemin de fer](#) qui atteint [Dire Dawa](#) en 1902. Dans son entourage se trouve monseigneur [André Jarousseau](#), évêque capucin français et vicaire apostolique de Harar qui avait acquis la confiance de son père dès les premières années de son séjour au Hararghé^{[3][4]}. En 1906, le « père André » dépêche auprès du jeune homme un précepteur d'origine éthiopienne, séminariste catholique à Harar : *ato* Samuel^[Note 1] qui resta auprès de lui durant dix années^[5]. Tafari en garde une bonne connaissance du français qu'il avait commencé à apprendre auprès du docteur [Joseph Vitalien](#)^[5].

Le [3 août 1911](#), Tafari, âgé de 19 ans, épouse en secondes noces [Menen Asfaw](#), fille du [jantirar](#) Asfaw d'Ambassel et petite-fille par sa mère du ras [Mikaél](#) du [Wollo](#)^[6]. Tafari et Menen eurent six enfants :

1. la princesse [Tenagnework](#) ;
2. le prince Asfaw Wossen, prince héritier (couronné en exil, après la révolution, sous le nom d'[Amha Selassie](#)) ;
3. la princesse Tsehaywork ;
4. la princesse Zenebework ;
5. le prince Makonnen, duc de Harar ;
6. le prince Sahle Selassie.

Haïlé Sélassié a également une fille issue de son premier mariage :

1. la princesse Romanework.

Une lente ascension vers le trône

L'apprentissage du pouvoir

Jugé trop jeune, en ce mois de mai 1906, pour succéder à son défunt père au gouvernorat de Harar, le jeune [dejazmatch](#), nommé par l'empereur gouverneur de la province du [Selalé](#), s'installe au *gebbi* impérial pour y continuer sa formation^[7]. Il profite de son long séjour à Addis-Abeba pour rencontrer diverses personnalités politiques et religieuses, pour acquérir de l'expérience dans le traitement des affaires politiques et administratives et pour se familiariser avec la modernité de la capitale impériale^[8]. Après la mort de son frère le dejazmach Yelma, en octobre 1907, qui avait été nommé gouverneur de Harar, Tafari récupère le gouvernorat de la province du [Sidamo](#) où il se rend effectivement pour y exercer son mandat et rendre la justice^[9]. Un an après son arrivée, Tafari, ayant appris que l'empereur était gravement malade, rentre à Addis-Abeba, en avril 1909. Il se retrouve alors au milieu d'intrigues liées à la succession de Ménélik, devenu incapable de parler ou de se mouvoir à partir du [28 octobre 1909](#). L'[impératrice Taytu](#) tenta de s'imposer mais c'est le *ras bitwaddad* Tässäma Nado qui réussit à se positionner comme régent plénipotentiaire, offrant la perspective du trône au petit-fils de Menelik II et cousin de Tafari, [ledj Iyasu](#). C'est dans ce contexte qu'il obtient enfin le gouvernorat de son père, dans le Hararghe, le [3 mars 1910](#)^[10], non sans avoir conclu auparavant un pacte avec son cousin, en présence de l'abouna Mattewos. Celui-ci avait pour but, d'une part, d'écarter toute tentation de Tafari, issu de la dynastie salomonienne, de briguer le trône impérial et, d'autre part, d'éviter qu'Iyasu ne s'en prenne à lui en l'accusant de rivalité ou en cherchant à lui enlever son gouvernorat^[11]. Le [12 mai 1910](#), Tafari fait son entrée dans Harar, accueilli par la population et les membres du Corps diplomatique présents dans la ville. Durant les années qui suivent, il entreprend de réformer l'administration politique, fiscale et militaire de sa province, et d'en moderniser l'économie, dans un territoire en contact direct avec les puissances européennes^[12]. Il donne aussi des gages de bonne volonté au régent et à son cousin prouvant, par son mariage avec *wäyzäro* Menen, la nièce d'Iyasu, qu'il n'était pas une menace pour le trône^[6].

Après la mort du *ras bitwäddäd* Tässäma, le 10 avril 1911, les rapports entre Tafari et Iyasu se dégradent progressivement^[13]. Le prince héritier néglige les affaires politiques de l'empire et, fuyant le poids exercé par le clergé du Shewa, séjourne longuement à Harar où il ne cache pas ses préférences pour l'[islam](#) et la population musulmane^[14], cherchant à déstabiliser Tafari au sein de sa province. Ainsi, le 13 août 1916, Iyasu réassigne Tafari à la province du [Kaffa](#) et décide d'assumer lui-même le gouvernorat de Harar^[15]. Présent à Addis-Abeba et refusant de se rendre dans le sud de l'empire, Tafari assiste, sans trop y prendre part, à la planification d'un coup d'État contre Iyasu, installé à Harar^[16].

Régent et héritier du trône



Tafari Makonnen le jour de son investiture comme prince héritier

Le [27 septembre 1916](#), [lij](#) Iyasu est déposé par une assemblée de nobles avec l'accord du patriarche de [l'Église](#), accusé de s'être converti à [l'islam](#) et d'être apostat^[171,181]. Selon certaines analyses, l'accession au pouvoir de Tafari Makonnen résulte d'un soutien par les ambassades occidentales, qui explique le coup d'État contre Iyasu^[191]. Quoi qu'il en soit, la France et la Grande-Bretagne, qui venaient de protester contre l'appui non dissimulé de Iyasu aux [Empires centraux](#), soutiennent la démarche^[201].

La fille de Ménélik II et tante d'Iyasu, [Zewditou](#) est proclamée impératrice d'Éthiopie sous le nom de Zewditou I^{re} et son cousin Tafari, prince héritier (*alga-wärash*) et régent de la couronne ([endärassié](#)).

Un couronnement retentissant



Ras Tafari Makonnen en 1923.

En tant que régent, [ras](#) Tafari exerça la réalité du pouvoir durant le règne de Zewditou. Il porte le titre de [negus](#) du [7 octobre 1928](#) au [2 avril 1930](#), date du décès de l'impératrice. Il peut dès lors être couronné empereur (*negusä nägäst*), ce qui fut fait le [2 novembre 1930](#) sous le nom de Haïlé Sélassié I^{er} (pouvoir de la Trinité) lors d'une cérémonie organisée à la [Cathédrale Saint-Georges d'Addis Abeba](#)^[211]. Il reçoit à cette occasion les titres de roi des rois d'Éthiopie, seigneur des seigneurs, lion conquérant de la tribu de Juda, lumière du Monde, élu de Dieu (*Gärmawi Qädamawi Haylä Sellassé, negusä nägäst zä'ityopya, moa anbessa zä'emnägädä yehuda, berhanä aläm, seyumä Egziabhér*).

Une politique de modernisation de l'empire



Timbre montrant Haïlé Selassie s'adressant par radio à l'empire en 1933 (publié en 1971).

Haïlé Sélassié poursuit la politique de modernisation progressive lancée par Ménélik II. Il obtient l'admission de l'Éthiopie à la [Société des Nations](#) en [1923](#) et réalise une première tournée diplomatique en Europe en [1924](#)^[22]. Il décrète la première constitution du pays en [1931](#). Comme ses prédécesseurs, il tente officiellement de supprimer la pratique de l'[esclavage](#) dans le pays par des décrets pris en 1918 et 1923^[23].

Seconde Guerre italo-éthiopienne et retour d'exil



Haïlé Sélassié I^{er} à son bureau du [palais de Le'ul Guenet](#), dans les années 1940.

La [SDN](#) réagit faiblement lors de l'invasion italienne de [1935](#) qui provoque la [seconde guerre italo-éthiopienne](#). Il s'exile en [Angleterre](#) après s'être rendu, en juin 1936, à la [SDN](#), où il prononce [un long discours](#) dans le but d'être soutenu : « Je suis venu en personne, témoin du crime commis à l'encontre de mon peuple, afin de donner à l'Europe un avertissement face au destin qui l'attend si elle s'incline aujourd'hui devant les actes accomplis »^[24]. Mais les puissances occidentales ne sont pas enclines à prendre des risques pour l'Éthiopie en 1936, et le *Négus* quitte le [palais des Nations](#) en « *roi nègre sans trône* »^[25]. Il vit à [Bath](#) du [5 mai 1936](#) au [5 mai 1941](#). Dans son exil, il reçoit une lettre de la future reine d'Angleterre, la [princesse Elisabeth](#), qui note : « Je pense à vous et je vous admire »^[26].

Les Éthiopiens occupés gardent une certaine amertume à la suite de l'exil volontaire du Négus à [Bath](#) car celui-ci avait juré publiquement de verser son sang pour l'[Éthiopie](#), alors qu'il a passé toute la durée de la guerre hors du pays^[19].

Le déclenchement de la [Seconde Guerre mondiale](#) permet la reconquête rapide du pays par les [Britanniques](#) secondés par des [Français libres](#) (emmenés par le [commandant Monnier](#)) attaquant au nord, tandis que les forces belges venues du [Congo belge](#) attaquent au sud et battent les Italiens qui se rendent à [Assosa](#). Haïlé Sélassié recouvre alors une totale souveraineté sur l'Éthiopie, sans pour autant que celle-ci soit considérée par les [Alliés](#) comme « co-belligérante » et « puissance victorieuse », statut réservé aux « Quatre grands » : [États-Unis](#), [Grande-Bretagne](#), [URSS](#) et [France gaulliste](#).

Un homme d'État africain



Haïlé Sélassié I^{er} en visite officielle à [Washington](#), le [1^{er} octobre 1963](#).

Entretien de bonnes relations avec le président américain [Franklin Roosevelt](#), qu'il avait rencontré le [13 février 1945](#) sur le [USS Quincy](#) en [Égypte](#)^{[27][28]}, et ses [alliés](#), l'empereur obtient l'entrée de l'Éthiopie dans l'[ONU](#) dès sa fondation. Bien que soutenu par les États-Unis, Haïlé Selassié se rapproche des non-alignés pendant la [Guerre froide](#), participant à la [conférence de Bandung](#).

En conflit avec l'Égypte nassérienne, en particulier sur la question du contrôle des eaux du [Nil](#), il est soucieux d'ancrer l'Éthiopie dans l'Afrique. Il œuvre à la création d'une organisation panafricaine. Lorsque l'[Organisation de l'unité africaine](#) (OUA), devenue depuis l'[Union africaine](#), est fondée en [1963](#) à son instigation, elle établit son siège à [Addis Abeba](#)^[29].

Développement et crise

En décembre [1960](#), à la suite d'une tentative de coup d'État à laquelle fut mêlée le prince héritier [Asfaw Wossen](#), il poursuit une politique plus conservatrice, alignant l'Éthiopie sur l'Occident contre les gouvernements africains plus radicaux, tout en initiant quelques réformes timides. Il souhaite moderniser le pays sans avoir à réformer. C'est l'un des arguments principaux des étudiants : « On ne peut développer un pays uniquement en construisant des usines modernes, sans donner la terre aux paysans et en pratiquant le [népotisme](#) »^[19].

Il remplace [ras Abebe Aregai](#), le Premier ministre abattu lors du putsch, par [Aklilu Habte-Wold](#), qui reste à cette fonction jusqu'en 1974, cumulant à partir de 1964 le portefeuille de l'Intérieur. Progressivement, Haïlé Sélassié se consacre à la scène internationale pour laisser son Premier ministre s'occuper des affaires intérieures.

Il envoie des troupes éthiopiennes participer à l'[Opération des Nations unies au Congo](#) lors de la [crise congolaise](#) de 1960.

En 1962, à la suite d'un vote contesté du parlement érythréen, l'Éthiopie annexe l'[Érythrée](#), ancienne colonie italienne avec qui elle était fédérée depuis 1952 par la résolution 390 de l'ONU de 1950^[30]. Cette décision conduit à la création de mouvements armés qui mènent une [guerre d'indépendance](#). Elle se termine avec le renversement du gouvernement militaire éthiopien en 1991 et l'indépendance de l'Érythrée en 1993.

Il préside en 1963 l'[Organisation de l'unité africaine](#), dont le siège est établi à [Addis-Abeba](#). Avec le président malien [Modibo Keita](#), il parvient à convaincre le [Maroc](#) et l'[Algérie](#) de

conclure les accords de Bamako (1964), mettant fin à la [guerre des sables](#). À la suite de conflits avec la [Somalie](#) à propos de l'[Ogaden](#), territoire éthiopien peuplé majoritairement de Somaliens, il signe un traité de défense mutuelle en 1964 avec le premier ministre kényan [Jomo Kenyatta](#).

Chute de l'empereur

Article connexe : [Révolution éthiopienne](#).

En février 1974, des manifestations étudiantes et des mouvements de grève chez les enseignants, chez les chauffeurs de taxi puis d'autobus touchent la capitale^[31]. L'armée elle-même s'en prend aux membres du gouvernement, réclamant le départ du premier ministre [Aklilu Habte-Wold](#), des officiers et sous-officiers demandant un relèvement de leur solde et contestant l'autorité de leurs généraux. Accédant à la demande des enseignants, puis procédant à des arrestations, le gouvernement peine à calmer les troubles qui s'étendent à l'Érythrée à partir du 26 février 1974, où des officiers prennent le contrôle de lieux stratégiques^[32]. Le lendemain, l'armée prend le contrôle de l'aéroport, de la gare, des télécommunications et des principales banques d'Addis-Abeba. Démissionnaire, le premier ministre Aklilu est remplacé par *ledj* [Endelkachew Makonnen](#), perçu comme un homme libéral et cultivé, le [28 février 1974](#)^[33]. Aux mois de mars et d'avril, des mouvements de grève touchent l'ensemble du pays et paralysent les secteurs d'activité vitaux (chemins de fer, port d'[Assab](#), textile, cimenteries, compagnies pétrolières, aviation civile, administrations, télécommunications) ainsi que l'[Université d'Addis-Abeba](#)^[34].

Le [25 avril 1974](#), une délégation militaire demande à l'empereur d'établir l'état d'urgence puis, sans attendre la réponse du souverain, investit les locaux du gouvernement. Le 27 avril 1974, les membres du gouvernement Aklilu sont arrêtés, tandis que des membres du comité de coordination militaire tiennent une conférence de presse et contrôlent les actes du gouvernement Endelkachew^[35]. Les apparences du pouvoir impérial sont maintenues jusqu'en septembre 1974, les comités militaires successifs affirmant leur loyauté envers l'empereur durant ces quelques mois. La dernière intervention publique d'Hailé Sélassié a lieu le [5 mai 1974](#), à l'occasion de la commémoration de la fin de l'occupation italienne trente-trois ans plus tôt. Appelant à l'unité nationale, il critique la dissidence de membres de l'armée « contre le souverain et le peuple éthiopien »^[36].

Le comité de coordination militaire procède, au début du mois de juillet 1974, à des arrestations de ministres et de membres de l'aristocratie. Le [5 juillet 1974](#), il prend le nom de Comité national militaire, ou [Derg](#), après avoir obtenu de l'empereur la nomination du général [Aman Mikael Andom](#) comme chef d'état-major général^[37]. Il adopte une doctrine officielle d'inspiration [marxiste-léniniste](#), diffusée à la presse et aux ambassades étrangères, et un slogan : «Ethiopia Tikdem» (Éthiopie d'abord). Durant les semaines qui suivent, les arrestations se multiplient, et le premier ministre Endelkachew est contraint à la démission le [22 juillet 1974](#).

Gontran de Juniac explique comment le Derg et la Commission d'enquête, créée le 19 juillet 1974, organisèrent une campagne de dénigrement contre l'empereur à compter du mois de septembre 1974. Reprochant au gouvernement de n'avoir pas organisé les secours vers les régions touchées par la sécheresse, les nouvelles autorités font afficher le 2 septembre, dans la capitale, des photographies le représentant en train de nourrir ses chiens,

à côté d'un squelette symbolisant la famine ayant sévi au Wollo^[Note 2]. Ces images firent ensuite le tour de la presse internationale, contribuant ainsi à dégrader l'image du souverain dans l'opinion. La campagne se poursuivit, brocardant les richesses de la famille impériale puis l'âge avancé du souverain et la démocratie de façade mise en place par la constitution de 1955, jusqu'à la destitution de l'empereur, le 12 septembre 1974 qui se déroule dans le palais du Jubilé, renommé «Palais du Peuple» en août 1974^[38]. La constitution est alors suspendue, le parlement dissous et la loi martiale est proclamée^[39].

Ce coup d'État révolutionnaire provoque des réactions variées dans le monde. Une majorité des États de l'OUA exprime sa désapprobation vis-à-vis de l'armée éthiopienne, tandis que les pays européens insistent sur les précautions à prendre quant aux conditions de détention d'Hailé Sélassié I^{er}. Dans le contexte de la guerre froide, la Chine salue un mouvement non-aligné porté par les masses populaires^[40]. Ce n'est que le 17 mars 1975 que le Derg décide d'abolir la monarchie. Entretemps, le général Tafari Benti et le colonel Mengistu Haile Maryam sont devenus les hommes forts de l'Éthiopie.

Les médias relayèrent la nouvelle de la mort de l'empereur en prison le 27 août 1975, évoquant tantôt les complications d'une opération de la prostate, tantôt une mort par strangulation, mais le régime communiste empêchant toute enquête indépendante, il ne fut pas possible de vérifier les circonstances de sa mort. Sa dépouille est dissimulée dans les soubassements du palais impérial, où elle est découverte en 1992, un an après la chute du régime de Mengistu défait en 1991^[41].

Bilan du règne



Sarcophage de l'empereur, de style axoumite

Le corps de Hailé Sélassié, dont les restes momifiés ont été retrouvés en 1992, repose depuis 2000 dans la cathédrale de la Sainte-Trinité à Addis-Abeba^[42], où d'autres membres de sa famille sont aussi inhumés, notamment l'impératrice Menen. L'édifice avait été érigé près du gebbi dans les années 1930 et 1940 par Hailé Sélassié pour devenir son lieu de sépulture, mais aussi pour être le symbole de l'indépendance de l'Église tewahedo orthodoxe, ainsi que le lieu de mémoire des patriotes éthiopiens tués pendant l'occupation

italienne. Pendant dix ans, le corps de Haïlé Sélassié demeure dans l'église de [Bhata](#), le mausolée de Ménélik II. Les funérailles de l'empereur, organisées le [5 novembre 2000](#) par la «Emperor Haile Selassie I Foundation», en présence de l'abouna Paulos, ont rassemblé environ 7 000 spectateurs, parmi lesquels d'anciens combattants de 1935 à 1941, et des membres de la communauté rastafarienne, dont [Rita Marley](#).

Le gouvernement éthiopien de [Meles Zenawi](#) a refusé la tenue de funérailles d'État, critiquant le souverain pour l'oppression et la brutalité ayant caractérisé son règne durant 45 années^[41]. D'autres critiques renvoient au mode de vie fastueux de la cour impériale, en dépit de la situation de [malnutrition](#) chronique et des [famines](#) ayant touché le pays, notamment en 1973.

Exil

Après un exil de plusieurs années au Royaume-Uni, la famille impériale revient en Éthiopie en 2000^[réf. nécessaire].

Résidences impériales

Les principales résidences de l'empereur sont le [palais Ménélik](#), le [palais Guenete Leul](#) et le [palais du Jubilé](#).

Le ras Tafari et les Rastafariens

Article connexe : [Mouvement rastafari](#).

Le fait que l'Éthiopie soit le seul État africain à avoir résisté à la [colonisation européenne](#), et qu'elle soit chrétienne depuis 1 500 ans, fait d'Haïlé Sélassié, aux yeux des [rastafariens](#) (groupe qui s'est développé dans les [années 1930](#) en [Jamaïque](#) sous l'influence du mouvement « Back to Africa » (Retour vers l'Afrique ou Repatriation) de [Marcus Garvey](#) et [Leonard Percival Howell](#)) une sorte de « [messie](#) noir » montrant à la [diaspora](#) et aux peuples africains les voies de la [liberté](#).

Haïlé Sélassié, [chrétien orthodoxe](#) pratiquant, n'a pas reconnu les croyances rastafari. Il souhaitait convertir les rastafariens au [christianisme tewahedo éthiopien](#). Avant sa visite d'État en [Jamaïque](#), le 21 avril [1966](#), des rastafariens présents dans des pays d'[Amérique centrale](#) ont été reçus en Éthiopie. Après son passage, l'[Église éthiopienne orthodoxe](#) s'installe dans l'île pour convertir les rastafariens, avec un succès limité. Cependant, une communauté jamaïcaine s'installe en Éthiopie, à [Shashamané](#)^[43].

La chanson [War](#) de [Bob Marley](#), sur l'album [Rastaman Vibration](#), s'inspire du discours prononcé le [4 octobre 1963](#) par Haïlé Sélassié devant l'Assemblée générale des Nations-Unies à [New York](#)^{[44],[45],[Note 3]}.

Entre 1974 et 1991, le mouvement rastafarien était très mal vu du régime communiste du général Mengistu, qui les considérait comme des royalistes à expulser. De nos jours, il reste moins de cinquante rastafariens en Éthiopie, présents surtout à Shashamané. Certains sont originaires de Jamaïque, les autres sont issus de plus de dix pays du [Commonwealth](#)

[britannique](#). Entre 1966 et 2011, plus de 250 Rastafariens sont partis de l'Éthiopie pour rentrer dans leur pays. [\[réf. nécessaire\]](#)

Distinctions

Titres éthiopiens

- Empereur d'Éthiopie ou Negusa Nagast (Roi des Rois)
 - Seigneur des Seigneurs
 - Lion Conquérant de la Tribu de Juda
 - Élu de Dieu
 - Défenseur de la Foi
 - Lumière du Monde

Titres rastafariens

- Chef de l'Ordre Ancien de NyaBinghy
- Grand Prêtre selon l'Ordre de Melchisédech

Titres étrangers

- Maréchal à titre honorifique de l'armée britannique (1965)
 - Docteur en droit de l'université de Cambridge
 - Docteur en droit civil de l'université d'Oxford

Décorations



Intitulés

 [Allemagne](#)

- Grand-croix de l'[ordre du Mérite de la République fédérale d'Allemagne](#) (1954)

 [Belgique](#)

- Grand Cordon de l'[ordre de Léopold](#), 1924

 [Bolivie](#)

- Collier de l'ordre national du Condor des Andes

 [Brésil](#)

- Grand-Collier de l'ordre de la Croix du Sud

[Danemark](#)

- Chevalier de l'[ordre de l'Éléphant](#), 1954

[Espagne](#)

- Collier et grand-croix de l'[ordre de Charles-III](#)

[États-Unis](#)

- Commandeur en chef de la [Legion of Merit](#) 1945

[Éthiopie](#)

- Grand cordon de l'ordre de Salomon, 1930
- Grand-croix de l'ordre de la Reine de Saba.
- Grand-croix de l'ordre de la Sainte Trinité.
- Grand-croix de l'ordre de l'Empereur Ménélik II.
- Grand-croix de l'ordre de l'Étoile d'Éthiopie.

[Finlande](#)

- Collier de la Rose Blanche

[France](#)

- [Grand-croix de l'ordre de la Légion d'honneur](#), 1924
- [Médaille militaire](#) 1954

[Grèce](#)

- Grand-croix de l'[Ordre du Sauveur](#)

[Iran](#)

- Grand collier de l'ordre des Pahlavi (1964)
- Médaille du 2500^e anniversaire de la fondation de l'empire perse 1971

[Italie](#)

- Collier de l'[ordre suprême de la Très Sainte Annonciade](#) (Maison de Savoie), 1928
- Grand-croix de l'[ordre du Mérite de la République italienne](#)

[Japon](#)

- Collier de l'ordre du Chrysanthème

[Kenya](#)

- Grand-commandeur de l'ordre du Cœur d'Or du Kenya

 [Liban](#)

- Grand-croix de l'ordre national du Cèdre

 [Liberia](#)

- Grand-Chevalier de l'ordre des Pionniers du Liberia

 [Libye](#)

- Collier de l'Ordre d'Idris I^{er} de Libye

 [Luxembourg](#)

- Chevalier de l'ordre du Lion d'or de la Maison de Nassau

 [Mexique](#)

- Collier de l'[ordre de l'Aigle aztèque](#), 1954

 [Nigeria](#)

- Grand-commandeur de l'ordre de la République fédérale du Nigéria

 [Norvège](#)

- Grand-croix de l'[ordre de Saint-Olaf](#), 1949

 [Pays-Bas](#)

- Grand-croix de l'[ordre du Lion néerlandais](#)

 [Pérou](#)

- Grand-croix de l'ordre du soleil

 [Portugal](#)

- Grand-croix de l'Ordre du Christ du Portugal
- Grand-croix de l'Ordre de Saint-Jacques et Aviz du Portugal

 [Royaume-Uni](#)

- Chevalier de l'[ordre de la Jarretière](#) (KG), 1954
- Chevalier grand-croix de l'[ordre du Bain](#), 1924 (GCB)
- Chevalier grand-croix de l'[ordre de Saint-Michel et Saint-George](#) (GCMG), 1917
- Collier de l'[ordre royal de Victoria](#) (GCVO), 1930

 [Sénégal](#)

- Grand-croix de l'ordre du Lion du Sénégal

 [Suède](#)

- Grand-croix de l'[ordre des Séraphins](#), 1954

 [Syrie](#)

- Grand-Cordon de l'ordre des Omeyyades

 [Thaïlande](#)

- Étoile de l'ordre de la Maison Royale de Chakri

 [Togo](#)

- Grand-croix de l'[ordre du Mono](#) (1960)

 [Union soviétique](#)

- Chevalier de l'[ordre de Souvorov](#) 1959

 [Vatican](#)

- Collier de l'ordre de Pie IX

 [Venezuela](#)

- Collier de l'ordre du Libérateur Simon Bolivar

 [Yougoslavie](#)

- Grand-croix de l'ordre de l'Étoile yougoslave

Divers

- Encens de la Vierge
- Et d'autres décorations étrangères prestigieuses

Joseph Kasa-Vubu



Fonctions

Président de la République du Congo
(Congo-Léopoldville)

30 juin 1960 – 24 novembre 1965
(5 ans, 4 mois et 25 jours)

Premier ministre

Patrice Lumumba
Joseph Ileo
Justin Marie Bomboko
Joseph Ileo
Cyrille Adoula
Moïse Tshombe
Évariste Kimba

Prédécesseur

Fonction créée

Successeur

Mobutu Sese Seko

Biographie

Date de naissance

1917

Lieu de naissance

Tshela (Congo Belge)

Date de décès

24 mars 1969

Lieu de décès

Boma (République démocratique du Congo)

Nationalité

Congolais (RDC)

Parti politique

ABAKO

Père

Mpiana

Mère

Kangshe

Entourage

Gaston Diomi Ndongala, Patrice Lumumba, Joseph Iléo, Justin Bomboko, Mobutu Sese Seko

Diplômé de	louvanium
Profession	Enseignant, comptable
Religion	<u>Catholicisme</u>
	
<u>Présidents de la République du Congo-Léopoldville</u>	

Joseph Kasa-Vubu, né vers [1917](#) et mort le [24 mars 1969](#), est le premier [président de la République](#) du [Congo-Léopoldville](#) de [1960](#) à [1965](#).

Sommaire

- [1 Biographie](#)

Biographie

Né en 1917^[1] à [Dizi](#) près de [Tshela](#) centre dans le [Mayombe](#) ([Bas-Congo](#)), district du Bas-fleuve au Congo belge et décède le 24 mars 1969 à [Boma](#) ([Bas-Congo](#)).

Élève brillant et discipliné au [petit-séminaire](#) de [Mbata-Kiela](#), il a poursuivi ses études supérieures au grand-séminaire de Kabwe au Kasaï pour devenir prêtre catholique. Cependant, au cours de la dernière année de sa formation, il a été jugé trop indépendant et trop critique pour devenir [prêtre](#). Exclu du grand-séminaire sans motif valable à ses yeux et fort de sa formation en [philosophie](#), il s'engage alors dans l'enseignement colonial. S'estimant insuffisamment payé pour son niveau d'instruction, il abandonne la carrière d'enseignant, et devient employé dans la société Agrifor à Tshela pour ensuite devenir en [1942](#), comptable au service des finances du gouvernement colonial à [Léopoldville](#).

C'est là qu'il subit les influences parfois divergentes de divers groupes d'« évolués » congolais et du mouvement de la décolonisation africaine. Il a été le premier Congolais à réclamer auprès du colonisateur les droits des premiers occupants en 1947. Il s'est surtout révélé au grand public national et international en tant que dirigeant et président de l'Association de Bakongo, [ABAKO](#) en sigles, peuple qui constituait plus de 60 % de la population qui habitait la ville de Léopoldville dans les années 1950.

Association culturelle au départ, l'ABAKO s'est peu à peu transformée en parti politique vers 1955. Joseph Kasa-Vubu a, au nom de l'ABAKO, réagi au plan Van Bilsen qui demandait que l'élite congolaise soit préparée avant d'accéder à l'indépendance. Ce plan proposait 30 ans pour cette préparation.

En effet, le groupe congolais de la conscience africaine (Malula, Iléo, etc) répondit au plan Bilsen par un manifeste pour l'approuver tout en demandant l'intégration progressive du peuple congolais dans la gestion de la chose publique avant l'échéance de 30 ans. Par contre, l'ABAKO, à travers son contre-manifeste, voulait l'annulation du plan Bilsen et

avait demandé l'indépendance immédiate et sans condition du Congo conduisant à la première crise politique belgo-congolaise. Par cet acte, l'ABAKO était le premier parti politique à demander l'indépendance du Congo.

En [1958](#), après une élection largement remportée par l'ABAKO à Léopoldville, il devient le premier bourgmestre noir de la commune de [Dendale](#) (aujourd'hui commune de [Kasa-Vubu](#))^[2] situé au centre de la ville de Léopoldville (actuellement Kinshasa).

Le 4 janvier 1959, à la suite de l'interdiction par le pouvoir colonial du rassemblement politique de l'ABAKO devant être donné par Joseph Kasa-Vubu et les autres dirigeants de l'ABAKO, [de graves émeutes éclatent à Léopoldville](#). Les partisans de l'ABAKO revenant du lieu de l'évènement annulé, pour manifester leur colère, s'attaquent aux édifices coloniaux, commerces et magasins appartenant à des Blancs. Il s'est ensuivi un affrontement sanglant avec les forces de l'ordre lourdement armées. Ces émeutes font plusieurs morts et blessés, particulièrement du côté des manifestants.

À la suite de ces graves émeutes, Joseph Kasa-Vubu et les autres dirigeants de l'ABAKO ([Daniel Kanza](#), [Gaston Diomi Ndongala](#), Pindi, etc.) sont recherchés et certains d'entre eux arrêtés, mais à la suite de la pression populaire et politique de plus en plus montante, ils ont été vite libérés. La Belgique a alors ouvert des négociations avec les forces politiques locales, négociations dites de la « [table ronde de Bruxelles](#) », pour une indépendance immédiate.



Joseph Kasa-Vubu à la conférence de la table ronde de Bruxelles en janvier 1960.

Lors de la table ronde de Bruxelles, Joseph Kasa-Vubu s'est particulièrement illustré en demandant la libération immédiate de [Patrice Lumumba](#) et sa participation à la table ronde, menaçant de quitter lui-même la table ronde. Lumumba était incarcéré à la prison de Stanleyville pour un prétendu détournement des fonds de la société qui l'employait au profit de son parti politique. Grâce à son intervention, Lumumba a été libéré et a rejoint la table ronde.



Kasa-Vubu et le gouverneur général du [Congo belge](#) Cornelis.

À l'indépendance du pays (30 juin 1960), Joseph Kasa-Vubu est largement élu premier président de la jeune République du Congo par le premier Parlement congolais face à Bolikango. Il dirige le pays du 30 juin 1960 au 24 novembre 1965, dans un contexte de crises politiques, rébellions et tentatives de sécession. Il garde aujourd'hui en République démocratique du Congo une image généralement positive, et reste dans les mémoires comme un homme politique soucieux d'honnêteté et de transparence^[3].

Quelques mois après l'indépendance, un conflit ouvert éclata entre Joseph Kasa-Vubu et le Premier ministre Patrice Lumumba. Ce dernier était accusé de mauvaise gouvernance, mais aussi de vouloir conduire le pays vers le communisme et aussi d'entretenir l'anarchie dans le pays notamment en poussant les militaires à se révolter contre les partenaires et techniciens étrangers encore présents au pays - d'où la décision de Joseph Kasa-Vubu de révoquer Lumumba et de demander au Parlement de pouvoir choisir un autre Premier ministre. Ce dernier, à son tour, par un message diffusé à la Radio nationale tenta de révoquer Kasa-Vubu avant d'être mis en résidence surveillée, puis assassiné.

Après avoir été évincé par le coup d'État militaire de [Joseph Mobutu](#) en novembre [1965](#), Joseph Kasa-Vubu fut astreint à résidence par ce dernier et meurt de maladie et du manque de soins en [1969](#) dans sa résidence surveillée de [Kisundi](#), situé à Boma, dans l'actuelle province du Bas-Congo, à l'extrême ouest de la République démocratique du Congo.

Nana Akufo-Addo



Nana Akufo-Addo en juin 2017.

Fonctions

Président de la République du Ghana

En fonction depuis le 7 janvier 2017
(1 an, 9 mois et 16 jours)

Élection	<u>8 décembre 2016</u>
Vice-président	<u>Mahamudu Bawumia</u>
Prédécesseur	<u>John Dramani Mahama</u>

Ministre des Affaires étrangères

1^{er} avril 2003 – 27 juillet 2007
(4 ans, 3 mois et 26 jours)

Président	<u>John Kufuor</u>
Prédécesseur	Hackman Owusu-Agyeman
Successeur	Akwasi Osei-Adjei

Ministre de la Justice

7 janvier 2001 – 1^{er} avril 2003
(2 ans, 2 mois et 25 jours)

Président	<u>John Kufuor</u>
Prédécesseur	Obed Asamoah
Successeur	Papa Owusu-Ankomah

Biographie

Nom de naissance	Nana Addo Dankwa Akufo-Addo (William Addo Danquah Akufo-Addo)
Date de naissance	<u>29 mars 1944</u> (74 ans)
Lieu de naissance	Kyebi (<u>Ghana</u>)
Nationalité	<u>ghanéenne</u>
Parti politique	<u>Nouveau Parti patriotique</u> (NPP)
Père	<u>Edward Akufo-Addo</u>
Mère	Nana Yeboakua Ofori-Atta
Profession	<u>avocat</u>



Vice-présidents de la République du Ghana

Nana Akufo-Addo, né le [29 mars 1944](#) à Kyebi, est un [avocat](#) et [homme d'État ghanéen](#), membre du [Nouveau Parti patriotique](#). Il est [président de la République](#) depuis le 7 janvier 2017.

Sommaire

- [1 Biographie](#)
 - [1.1 Carrière politique](#)
 - [1.2 Course à la présidence](#)
 - [1.3 Président du Ghana](#)

Biographie

Nana Addo Dankwa Akufo-Addo naît à [Accra](#) d'une importante famille de la royauté et de la politique Ghanéenne. Il est le fils d'[Edward](#) et Adeline Akuffo-Addo^[1]. Son père [Edward Akufo-Addo](#), né à [Akropong-Akuapem](#) a été le troisième juge en chef du Ghana (de 1966 à 1970), le président de la Commission constitutionnelle (de 1967 à 1968) et le [président de la République](#) (de 1970 à 1972). Le grand-père maternel d'Akufo-Addo était [Nana Sir Ofori Atta](#), le Roi d'[Akyem Abuakwa](#), qui était un membre du Conseil Exécutif du Gouverneur de la Côte d'Or avant l'indépendance du Ghana. Il est le neveu de [Kofi Asante Ofori-Atta](#) et de [William Ofori Atta](#). Son grand-oncle, J. B. Danquah, est un membre de la Big Six^[2].

Il commence ses études primaires à l'école de garçons du Gouvernement à [Adabraka](#) et ensuite à l'école Rowe Road (maintenant appelé Kinbu), dans le quartier d'Accra Central. Il part ensuite en [Angleterre](#) pour étudier au [Lancing College](#) à [Sussex](#) pour l'obtention de son [O-level](#) et son [A-level](#), on le surnomme alors « Billy ». Puis, il commence un cours de [philosophie, politique et d'économie](#) au [New College](#) à [Oxford](#) en 1962, mais l'abandonne peu de temps après^[3]. Il retourne enfin au Ghana en 1962 pour enseigner à l'Accra Academy, avant d'étudier l'économie à l'[Université du Ghana](#) à Legon en 1964. Il obtient son baccalauréat en sciences de l'économie en 1967. Il rejoint ensuite le [Inner Temple](#) pour devenir avocat en vertu du programme de mentorat aux [Inns of court](#), où aucun diplôme officiel de droit n'était nécessaire^[4]. Il est admis au barreau de l'Angleterre ([Middle Temple](#)) en juillet 1971, puis au barreau du Ghana en juillet 1975^[5]. Akufo-Addo a travaillé avec la succursale parisienne du cabinet d'avocat américain [Coudert Brothers](#) et, en 1979, il cofonda le cabinet d'avocat Prempeh and Co^[6].

Carrière politique

La participation d'Akufo-Addo à la vie politique débute vers la fin des années 1970, lorsqu'il rejoint le [People's Movement for Freedom and Justice](#)^[7] (le Mouvement populaire pour la Liberté et la Justice), une organisation créée pour s'opposer au modèle d'un « gouvernement d'union » du Général Acheampong du [Supreme Military Council](#) (Conseil militaire suprême)^[8]. En mai 1995, il fait partie d'un vaste groupe d'élites, l'[Alliance for Change](#) (l'Alliance pour le Changement), une alliance qui a organisé des manifestations contre les politiques néo-libérales telles que l'introduction de la [taxe sur la valeur ajoutée](#), et

les violations des droits humains de la présidence [Rawlings](#)^[19]. L'organisation s'effondra plus tard en raison de luttes entre des membres pour les postes de directions. Dans les années 1990, il forme une organisation pour les droits civiques appelé le *Ghan's Committee on Human and People's Rights* (le Comité ghanéen pour les droits populaires et humains).

Course à la présidence

En octobre 1998, Akufo-Addo se proposa comme candidat à la présidence du NPP, mais il perdit contre [John Kufuor](#). Akufo-Addo devient alors le chef de campagne de Kufuor qui remporte l'élection présidentielle en décembre 2000, et assume ensuite la présidence du Ghana à partir de janvier 2001. Akufo-Addo deviendra le premier procureur général et ministre de la Justice de l'époque Kufuor. Il changera de poste plus tard pour travailler au ministère des Affaires étrangères et au [Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique](#) (NEPAD)^{[10],[11]}.

Aux primaires présidentielles de 2007, il est un candidat populaire du NPP, perdant de peu les élections^[12]. En 2008, il représente le NPP aux [élections chaudement disputées](#) qu'il perd contre [John Atta Mills](#), du [Congrès national démocratique](#) (NDC). Au premier tour, Akufo-Addo amasse 49,13 % des voix, en légère avance sur Atta Mills, en dessous du 50 % requis pour remporter la victoire^[13].

Il se lance à nouveau dans la course pour la présidence aux [élections nationales de 2012](#) contre [John Mahama](#) du NDC, qui succède à Atta Mills, alors décédé. Mahama, est déclaré vainqueur de l'élection. Un résultat qui a été juridiquement contesté par Akufo-Addo. L'affaire a suscité beaucoup de controverse, mais la Cour Suprême décida, à cinq contre quatre, que Mahama était le vainqueur légitime. Akufo-Addo accepte tout de même le verdict pour assurer le maintien de la stabilité économique et internationale^[14].

En mars 2014, Akufo-Addo annonce sa candidature à la présidence du pays pour la troisième fois, en vue des [élections de 2016](#). Il remporte la victoire aux primaires du NPP en octobre 2014 avec 94,35 % des voix^[14]. La même année il sert en tant que président de l'organisation du Commonwealth d'observation des élections pour les élections sud-africaine^{[15],[16]}.

Avec sa campagne électorale, il met l'accent sur l'économie en promettant la stabilisation du taux de change du cedi et la réduction du niveau de chômage^[17]. Le 9 décembre 2016, le président Mahama concède la défaite^[18] et Akufo-Addo est élu avec 53,83 % des voix contre Mahama, qui n'en remporta que 44,41 %^[19].

Président du Ghana

Akufo-Addo prend ses fonctions le 7 janvier 2017. Son intronisation a lieu au [Black Star Square](#) d'Accra. Douze présidents africains et européens ont assisté à la cérémonie, notamment [Edgar Lungu](#), [Abdel Fattah el-Sisi](#), [Ernest Bai Koroma](#), [Robert Mugabe](#), et [Muhammadu Buhari](#)^{[20],[21],[22]}. Akufo-Addo se fit critiquer sur la scène internationale, en particulier sur les [médias sociaux](#), pour avoir plagié des parties de son discours d'investiture en reprenant mot pour mot des discours des présidents américains [John F. Kennedy](#), [Bill Clinton](#) et [George W. Bush](#) ainsi que des remarques livrées par le Président [Nigérian](#), [Muhammadu Buhari](#) lors d'un événement de l'[Institut des États-Unis](#)

[pour la paix](#) en 2015^{[23][24][25][26][27][28]}. Son bureau de presse publia des excuses, son directeur de la communication décrivant la situation comme une « simple erreur qui n'était certainement pas délibérée »^{[29][30][31]}. À la suite de ce scandale, on découvrit qu'Akufo-Addo avait également plagié des parties de son discours de défaite en 2013 après que la Cour Suprême du Ghana eut donné la victoire au président [John Mahama](#) en copiant intégralement une partie du discours du vice-président [Al Gore](#) en 2000 lors de son discours de défaite après la décision de la [Cour Suprême américaine](#)^{[32][33][34]}.

En septembre 2017, Akufo-Addo lance un programme, le SHS, qui rendra gratuit l'[enseignement secondaire](#) pour tous les Ghanéens. Le président déclare qu'il s'agit d'un « investissement nécessaire à l'avenir des travailleurs du pays » et que c'est un programme qui va aider les parents qui sont incapables de payer pour l'éducation de leurs enfants en raison de difficultés financières. Le programme a bien été accueilli par la population, les parents et les élèves ont été ravis et enthousiastes, toutefois, les écoles privées se sont opposées au programme, avertissant qu'il allait faire diminuer le nombre d'étudiants inscrits dans le secteur privé^{[35][36]}.

Oussama ben Laden



Oussama ben Laden en 1997.

Surnom	ben Laden
Naissance	10 mars 1957 Riyad (Arabie saoudite)
Décès	2 mai 2011 (à 54 ans) Abbottabad (Pakistan)
Origine	Saoudien Yéménite
Allégeance	 Arabie saoudite (1979-1991)  Maktab al-Khadamāt (1984-1988)  Al-Qaïda (1988-2011)

Grade	<u>Émir</u>
Commandement	<u>Chef d'Al-Qaïda</u>
Conflits	<u>Guerre d'Afghanistan (1979-1989)</u> <u>Guerre d'Afghanistan (1989-1992)</u> <u>Guerre d'Afghanistan (2001-2014)</u>
Faits d'armes	<u>Bataille de Jaji</u> <u>Bataille de Tora Bora</u>
Famille	5 épouses (dont une dont il a divorcé) <u>Une vingtaine d'enfants</u> ^[1] 53 demi-frères et demi-sœurs

Oussama ben Laden (arabe : أسامة بن محمد بن عوض بن لادن, *Usāma bin Muhammad bin 'Awāḍ bin Lādin*)^[Note 1], né le 10 mars 1957 à Riyad (Arabie saoudite) et mort le 2 mai 2011, tué par un commando américain des SEAL^{[2].[3].[4]} à Abbottabad (Pakistan)^[Note 2], est un djihadiste apatride^[Note 3], membre d'une famille proche de la famille royale d'origine yéménite^[6], ayant fait ses premières armes contre l'URSS en Afghanistan^[7], et chef du réseau terroriste Al-Qaïda^[Note 4]. Il a revendiqué la responsabilité et l'idée des attentats du 11 septembre 2001 commis aux États-Unis^{[8].[9].[10]}.

Le FBI, qui l'a placé à partir de juin 1999 sur sa liste des dix criminels les plus recherchés à la suite des attentats des ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie, offrait 25 millions de dollars américains pour tout renseignement permettant sa capture, somme portée par le Sénat à 50 millions en 2007^{[11].[12]}. L'ONU a établi une liste, diffusée par Interpol en 2006, recensant les organisations et les personnes proches d'al-Qaïda, d'Oussama ben Laden et des talibans.

S'il a pu être considéré comme un héros par certains musulmans^[13], d'autres le rejetaient et le condamnaient. Al-Qaïda elle-même provoque des réactions variées parmi les mouvements islamistes, militarisés ou non^{[14].[15]}.

Sommaire

- 1 Biographie
 - 1.1 Jeunesse
 - 1.2 Guerre contre les Soviétiques (1979-1989)
 - 1.3 Rupture avec l'Arabie saoudite (1989-1993)
 - 1.4 Années troubles (1993-1998)
 - 1.5 Terrorisme de masse (1998-2001)
 - 1.6 Traque et communication (2001-2011)
 - 1.6.1 Après le 11 septembre 2001
 - 1.6.2 2004
 - 1.6.3 2005
 - 1.6.4 2006
 - 1.6.5 Recherches intensifiées des Américains (2007-2011)
 - 1.7 Mort

- [2 Organisation Al-Qaïda](#)
- [2.1 Membres de la famille impliqués dans l'activisme](#)
 - [3 Motivations](#)
 - [3.1 Origines revendiquées du 11-Septembre](#)
 - [3.1.1 Palestine et Liban](#)
 - [3.1.2 Première guerre d'Irak et embargo](#)
 - [3.1.3 Le 11-septembre](#)
 - [3.1.4 Ben Laden](#)
 - [3.1.5 Messages de ben Laden](#)
 - [4 Controverses](#)
 - [4.1 Attentats du 11 septembre](#)
 - [4.2 Patrimoine financier](#)
 - [4.3 Rumeurs sur la maladie ou la mort de ben Laden](#)
 - [5 Voir aussi](#)
 - [5.1 Bibliographie](#)
 - [5.2 Culture populaire](#)

Biographie

Jeunesse

Issu d'une riche [famille saoudienne](#) originaire du [Yémen](#), son père fonde le *Bin Laden Construction group*, entreprise de [bâtiment et travaux publics](#) détentrice de nombreux contrats d'exclusivité avec le gouvernement saoudien. Son père, Mohamed ben Laden, a par ailleurs été ministre d'État du royaume d'Arabie saoudite, dans le gouvernement formé en mai 1958^[16]. Sa mère, Alia Ghanem, est une [Syrienne alaouite](#) originaire de la région de [Lattaquié](#)^[17]. La fortune de la famille est estimée à 5 milliards de dollars américains^[18]. Selon les affirmations de l'un de ses demi-frères, Yeslam ben Laden, Oussama ben Laden aurait perçu de son père décédé, de 1974 à 1994, entre 12 et 15 millions de dollars^[19]. La proximité avec la [famille royale d'Arabie saoudite](#) participe à la fortune de l'entreprise qui, devenue une des premières entreprises de construction au monde, se diversifie et devient le *Saudi Binladen Group*^[20], aux nombreuses ramifications. Parmi elles, la *Bin Laden Telecommunications*, devenue depuis [1999](#) la *Baud Telecom Company* (BTC Networks)^[21].

Oussama ben Laden avait 53 demi-frères et demi-sœurs, son père [polygame](#) s'étant marié avec 22 femmes différentes. Lui-même a une vingtaine d'enfants dont Omar marié à une Britannique, Jane Felix-Browne, devenue Zaina Karkar ben Laden^[22]. Dans une interview donnée au cours de l'été 2018 sa mère explique que son fils était un « gentil garçon » qui aurait subi l'influence néfaste de personnes qu'il a rencontrées^[23].

A l'âge de 13 ans, Oussama ben Laden voyage pour la première fois en Occident pour un motif encore inconnu. L'année suivante, il séjourne dix semaines au Royaume-Uni pour étudier. Il aurait ainsi pris des cours d'anglais à [Oxford](#). Le frère aîné d'Oussama, Salem ben Laden, avait auparavant lui aussi séjourné dans la capitale britannique, à plusieurs reprises, et il y avait épousé une Anglaise, Caroline Carey^[24] (qui se tue dans un accident d'avion, en 1988)^[16]. Dans son journal, Oussama décrit sa visite de la maison de [William Shakespeare](#) à [Stratford-on-Avon](#) et son sentiment par rapport à la civilisation occidentale (« une société différente » de la sienne, aux « mœurs débridées », qui ne « l'impressionne pas »)^[25].

Le jeune homme fait des études commerciales et techniques à l'[université du roi Abdulaziz de Djeddah](#) de 1974 à 1978^[26], puis intègre le groupe familial vers le milieu des [années 1970](#).

Il étudie à cette période les textes principaux du [wahhabisme](#)^[27]. Cette forme de l'[islam sunnite](#), qui est née en [Arabie saoudite](#), est considérée comme étant particulièrement dure et fondamentaliste. En outre, elle organise et structure le [droit musulman](#) de la société saoudienne. Les étudiants saoudiens sont donc influencés par le wahhabisme ; dans ce contexte, il semble naturel que ben Laden l'ait été aussi^{[28][29]}.

Guerre contre les Soviétiques (1979-1989)

En 1979, alors que des membres de sa famille sont impliqués dans la [prise de la Grande Mosquée de La Mecque](#), il est approché par le prince [Tourki ben Fayçal Al Saoud](#) dit Tourki al-Fayçal, alors chef des services secrets de l'Arabie saoudite (de 1977 à 2001), ambassadeur d'[Arabie saoudite](#) à [Londres](#), et fils de l'ancien roi saoudien [Fayçal ben Abdelaziz Al Saoud](#) (de 1964 à 1975). À l'époque, le régime du [shah](#) d'Iran vient d'être [renversé par une révolution](#) qui porte à sa tête l'ayatollah [Khomeini](#), tandis que l'[URSS envahit l'Afghanistan](#) quelques mois plus tard. L'[islamisme](#) commence à devenir une force géopolitique importante, remplaçant peu à peu le [marxisme](#) et le [panarabisme](#) comme principale [idéologie](#) populaire au [Moyen-Orient](#). De nombreux [moudjahids](#) viennent combattre en [Afghanistan](#) contre l'URSS, soutenus par l'[Arabie saoudite](#) qui y voit une possibilité de diffusion du [wahhabisme](#), et le [Pakistan](#) via son [Inter-Services Intelligence](#) qui se verrait bien à terme à la tête d'une future internationale islamique.

Officiellement, la [CIA](#) a commencé à soutenir les [moudjahidines](#) en 1980, mais selon [Robert Gates](#), les services secrets américains ont commencé à les aider 6 mois plus tôt^[30]. Selon [Zbigniew Brzezinski](#), le président [Carter](#) aurait signé la première directive sur leur assistance clandestine le 3 juillet 1979, sans avoir pour but d'entraîner une intervention militaire des [Soviétiques](#) mais en sachant que cette aide la rendait plus probable^[31]. Le 24 décembre 1979, l'armée soviétique a envahi l'Afghanistan.

Le prince saoudien Turki al-Fayçal demande à ben Laden d'organiser le départ des volontaires pour l'Afghanistan et leur installation à la frontière pakistanaise. En arrivant sur place, le jeune homme découvre des militants motivés, mais très peu organisés.

L'amateurisme règne. Ben Laden aurait coordonné l'arrivée des militants à [Peshawar](#) via une organisation appelée « Bureau des services ». Il aurait mis en place une véritable organisation et assuré la formation militaire et idéologique des combattants (camps d'entraînement, mosquées, écoles) ainsi que l'approvisionnement en armes. Peu à peu, il aurait pris en charge les familles. Il se serait occupé de veuves et de l'éducation religieuse d'enfants. D'après [Noam Chomsky](#), les [moudjahidines](#) auraient en fait été entraînés, armés et organisés par la CIA, les services de renseignement français, l'Égypte, le Pakistan, etc., pour livrer une guerre sainte aux Soviétiques^[7].

C'est ainsi que le jeune homme timide prend de l'assurance, tandis que son prestige grandit.

Il aurait lui-même participé à quelques combats^[32]. En 1989, son mentor et ami, le Palestinien [Abdallah Azzam](#), est assassiné. Oussama ben Laden se retrouve alors à la tête de l'organisation. Elle est la base d'[Al-Qaïda](#), qui se transforme bientôt en logistique du [djihadisme](#) international, certains vétérans d'Afghanistan partant ensuite combattre sur

d'autres fronts (en [Tchéchénie](#) et [Yougoslavie](#)) Durant toute cette décennie, ben Laden rend régulièrement compte au prince Turki al-Fayçal, effectuant pour cela de nombreux voyages en Arabie saoudite.

L'organisation de ben Laden n'est néanmoins, à l'époque, que l'une des nombreuses factions existant en Afghanistan, pays obéissant davantage à des logiques tribales qu'idéologiques. Alors que dans beaucoup de régions afghanes, une version modérée de l'islam est respectée, beaucoup de moudjahidines se méfient de la venue d'étrangers véhiculant le [salafisme](#). Le [commandant Massoud](#), notamment, refuse toute alliance avec ben Laden car il estime qu'il soutient les [talibans](#), contre lesquels il se bat, et qu'il représente un danger pour la communauté internationale^{[33][34]}. Oussama ben Laden se rapproche alors de [Gulbuddin Hekmatyar](#), un chef fondamentaliste local et « principal bénéficiaire, selon [Noam Chomsky](#), des 3,3 milliards de dollars d'aide (officielle) des États-Unis aux rebelles afghans (un montant à peu près équivalent étant fourni par l'[Arabie saoudite](#)) »^[35]. Hekmatyar est aussi, à l'époque, soutenu par le [Pakistan](#) qui voudrait le voir à la tête du pays après le départ des Soviétiques.

En [février 1989](#), les Soviétiques annoncent leur retrait d'Afghanistan. Les djihadistes décident de poursuivre le combat jusqu'à la prise du pouvoir à [Kaboul](#). Cependant, les États-Unis qui ont atteint leur objectif, et l'Arabie Saoudite, stoppent le financement et le soutien logistique massif en [1990](#).

Rupture avec l'Arabie saoudite (1989-1993)

Oussama ben Laden retourne en Arabie saoudite, il est considéré comme un héros. Il organise des conférences dans les mosquées, dans les écoles, à l'université sur son « djihad » contre l'[armée soviétique](#).

Lors de la [guerre du Golfe \(1990-1991\)](#), Oussama ben Laden propose au [roi Fahd](#) d'utiliser sa milice pour défendre le pays contre une éventuelle invasion des troupes [irakiennes](#)^[36]. Ce dernier refuse et préfère ouvrir son territoire à l'[armée américaine](#), prêtant ainsi le flanc à l'accusation selon laquelle il aurait autorisé les « [infidèles](#) » à « souiller le sol sacré » de l'Arabie saoudite. Ben Laden se fait alors de plus en plus critique vis-à-vis de la famille royale, et va jusqu'à accuser les princes de corruption. Le ministère de l'Intérieur saoudien saisit son passeport pendant l'hiver de [1990 à 1991](#)^[37].

Oussama ben Laden quitte l'Arabie saoudite en [mai 1991](#)^[38].

Il choisit de s'allier à des opposants au régime wahabite installés en [Iran](#) et en [Syrie](#)^[39].

Interdit de séjour en Arabie saoudite, il vit alors à [Khartoum](#), au [Soudan](#), de [1992 à 1996](#)^[26].

Il y est accueilli par [Hassan al-Tourabi](#), qui dirige le [Front national islamique soudanais](#) (FNI). Il s'installe dans le pays, y investit et fait quelques affaires (routes, exportations agricoles, acquisitions foncières, activités bancaires en accord avec les principes de la [banque islamique](#)).

À plusieurs occasions entre [1992](#) et [1993](#), des membres de sa famille vont le rencontrer au Soudan pour lui demander d'abandonner son opposition à la famille royale et de revenir en Arabie saoudite, sans effet. En juin 1993, sa famille arrête sa participation dans les

compagnies familiales et ses parts sont vendues pour une valeur de 9,9 millions de dollars, somme qui est placée sur un compte bloqué, qui ne pourrait être utilisé qu'à son éventuel retour au pays, ou donné à ses héritiers après sa mort. En février 1994, sa famille répudie Oussama dans un communiqué^[40]. Au début d'avril 1994, l'Arabie saoudite le prive de sa nationalité^{[5].[41]}.

Il reste cependant en relations discrètes avec certains membres du régime saoudien, la famille royale étant en effet peu unie. Ces relations secrètes entretenues avec certains membres de la famille royale saoudienne et ou des forces de sécurités, sont illustrées par les attentats de Riyad du 8 novembre 2003. En effet, il y a « un mouvement croissant de luttes internes entre les amis et les ennemis de ben Laden au sein de la maison royale »^[42].

Années troubles (1993-1998)

Entre 1992 et 1995, ben Laden finance et arme les moudjahid bosniaques, notamment via l'organisation « humanitaire » autrichienne Third World Relief Agency (TWRA). Il aurait alors rencontré Alija Izetbegović et reçu un passeport bosnien en 1993^[43], ce que nie le gouvernement de Bosnie-Herzégovine^[44].

Ben Laden suit et finance les moudjahidine islamistes les plus radicaux revenus après la guerre d'Afghanistan dans leur pays d'origine (ils y sont surnommés « les Afghans »). Il finance également des camps d'entraînement. Dès décembre 1992, un groupe financé par ben Laden est responsable d'un attentat au Yemen contre les soldats américains en route pour l'opération Restore Hope en Somalie.

La même année, un attentat touche le World Trade Center, et fait 6 morts. Un groupe lié à Oussama ben Laden est soupçonné.

Pour autant, en tant que leader anti-soviétique le personnage de ben Laden continue de jouir d'une image plutôt positive auprès des pays de l'OTAN, et il fait l'objet le 6 décembre 1993 d'un article élogieux dans le quotidien britannique The Independent, titré « *Anti-soviet warrior put his army on the road to peace* »^[45].

Oussama ben Laden profite en effet de la politique d'une partie de l'administration Clinton, soutenue par le lobby pétrolier. Celle-ci a plusieurs objectifs : le soutien à des régimes stables en Astie centrale afin de permettre l'acheminement du pétrole et du gaz, la lutte contre l'influence russe dans la région et une politique résolument engagée contre l'Iran chiite^[46]. La poursuite de ce dernier objectif passe par un soutien à l'Islamisme sunnite notamment présent au Pakistan^[47] et en Arabie saoudite^[48]. Cet appui est concrétisé lors d'une déclaration de Bill Clinton, le 15 mars 1995. Il prétend alors que « les valeurs traditionnelles de l'islam sont en harmonie avec les idéaux les meilleurs de l'Occident »^[48]. C'est pourquoi Oussama ben Laden n'est pas perçu uniquement comme une menace^[réf. nécessaire]. Cette stratégie est cependant infléchie dans les derniers temps du mandat de Bill Clinton.

À la suite de la campagne d'attentats du Groupe islamique armé en France en 1995, la police belge découvre des documents de ce groupe dédiés à ben Laden^[49]. Selon une enquête parue dans le journal Le Monde, les services secrets français de la DGSE ont commencé à le surveiller à partir de cette période^[50].

Le 26 mai 1995, Al-Qaïda est soupçonné d'avoir participé à une tentative d'assassinat contre le président égyptien [Mohammed Hosni Moubarak](#)^[51].

En [février 1998](#), Oussama ben Laden lance un appel à attaquer les intérêts américains partout dans le monde. Il devient dès lors un ennemi officiel des [États-Unis](#), qui obtiennent son expulsion du [Soudan](#). Il se réfugie alors en [Afghanistan](#), passé sous contrôle des [talibans](#) depuis [1996](#).

Terrorisme de masse (1998-2001)



Image satellite du camp d'entraînement de [Zhawar Kili](#) visé par les frappes américaines de 1998.

Le premier [mandat d'arrêt international](#) lancé sur sa personne date de mi-avril [1998](#) ; il émane d'[Interpol](#) à la demande du gouvernement de la [Jamahiriya arabe libyenne](#), à la suite de l'assassinat en [1994](#) sur le sol libyen d'un couple de citoyens allemands, les Becker, des agents secrets de l'[Office fédéral de protection de la constitution](#)^[52] (*Bundesamt für Verfassungsschutz/BfV*). Depuis lors, l'[Espagne](#)^[53] et les États-Unis ont également demandé des *notices rouges* sur lui à Interpol^[54].

Les [États-Unis](#) le tiennent pour responsable des [attentats à la bombe dirigés contre les ambassades américaines de Nairobi au Kenya](#) (213 morts dont huit Américains) et de [Dar es Salam en Tanzanie](#) (onze morts, tous Tanzaniens) le [7 août 1998](#). À la suite de ceux-ci, le gouvernement américain met sa tête à prix pour 5 millions de dollars en octobre 1998. À chaque agression, ben Laden se réjouit des attentats, mais ne les revendique pas.

Une preuve tangible de la forte présence de l'[ISI](#) en Afghanistan a été donnée par la protestation officielle pakistanaise lors du [bombardement américain de représailles par missiles de croisière](#) contre les camps dirigés par ben Laden le [12 août 1998](#) qui tua cinq officiers de ce service^[55].

En [1999](#), deux colonels de l'[armée chinoise](#) le citent abondamment dans leur livre *La Guerre hors limites* où il est désigné comme un grave péril futur^[56]. Il est placé en juin de la même année sur la liste des [dix fugitifs les plus recherchés du FBI](#)^[57].

En [août 2001](#), le [Groupe islamique combattant marocain](#) fait allégeance à Oussama ben Laden, en particulier via des gens présents en Afghanistan, et qui vont par la suite vivre en Belgique^[58]. Le prince Turki est limogé durant la même période par le régime saoudien.

Épaulés par le Pakistan, les États-Unis négocient avec les talibans, qui tergiversent. Les [attentats du 11 septembre 2001](#) stoppent brutalement cette négociation.

Traque et communication (2001-2011)

Après le 11 septembre 2001



Oussama ben Laden et [Ayman al-Zawahiri](#), lors d'une interview à [Kaboul](#), le 8 novembre 2001.

Oussama ben Laden est considéré comme le principal responsable des [attentats du 11 septembre 2001](#) contre le [World Trade Center](#) et le [Pentagone](#). Il a lui-même reconnu une implication dans les attentats contre le [World Trade Center](#) du 11 septembre 2001, en avouant en être l'instigateur (« *Je vous le dis, Allah sait qu'il ne nous était pas venu à l'esprit de frapper les tours. Mais après qu'il fut devenu insupportable de voir l'oppression et la tyrannie de la coalition américano-israélienne contre notre peuple de Palestine et du Liban, j'ai alors eu cette idée* ») et s'est félicité de leur tenue.

À la suite des [attentats du 11 septembre 2001](#), et après que le gouvernement de l'[Émirat islamique d'Afghanistan](#) a refusé de livrer ben Laden, le président des États-Unis [George W. Bush](#) obtient la mise sur pied d'une [intervention internationale en Afghanistan](#) dans le but déclaré d'anéantir [Al-Qaïda](#).

Des mesures [diplomatiques](#) pour le contrer sont prises depuis la fin des [années 1990](#), notamment la création d'un [Comité des sanctions contre Al-Qaïda et les Talibans](#) (créé par la résolution 1267 en 1999, appelé aussi Comité 1267)^[59], les [résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies](#) 1377 du 12 novembre 2001^[60] et 1390 du 16 janvier 2002^[61] reliées à la position de l'[Union européenne](#)^[62].

Le 13 décembre 2001, le [gouvernement fédéral des États-Unis](#) porte à 25 millions de dollars son offre pour toute information conduisant directement à sa capture, et une prime additionnelle de deux millions de dollars est offerte conjointement par la « [Air Line Pilots Association](#) » et la « Air Transport Association »^[63]. À partir de ce moment, les États-Unis veulent officiellement ben Laden « mort ou vif ».

Malgré des recherches qui ont continué jusqu'en janvier 2002, ben Laden n'a pas été retrouvé lors de la [bataille de Tora Bora](#). Des chefs de guerre afghans, comme [Zaman Ghamsharik](#), sont soupçonnés de l'avoir laissé s'enfuir^[64]. Après sa fuite de Tora Bora, ben Laden parvient à échapper à ses poursuivants pendant une décennie.

La chaîne qatarie [Al Jazeera](#) publie le [12 novembre 2002](#) un message sonore reconnu par les autorités des États-Unis comme provenant d'Oussama ben Laden. Celui-ci met en garde

et menace plusieurs [pays occidentaux](#) de nouveaux attentats s'ils continuent à soutenir « le gang des bouchers de la [Maison-Blanche](#) ».

Selon les interrogatoires de son épouse Amal par les autorités pakistanaises après sa mort, après avoir fui Tora Bora, il serait allé à [Kohat](#) près de Peshawar, où il aurait rencontré [Khalid Cheikh Mohammed](#) au moins une fois. Ben Laden se serait déplacé régulièrement dans le [Waziristan](#) en 2003, puis dans la [vallée de Swat](#) pendant quelques mois.

Le [31 mai 2003](#), une lettre signée d'Oussama ben Laden est retrouvée sur le corps d'un militant tué dans un affrontement avec la police saoudienne et lié aux [attentats de Riyad](#). La lettre, vieille d'environ six mois, félicitait le groupe du militant^[65]

2004

En 2004 il se serait installé dans une maison à [Haripur](#) avant de s'établir définitivement dans une villa d'[Abbottabad](#)^[66] (ville située à 50 km au nord de la capitale [Islamabad](#)) en 2005, et ce pour plusieurs raisons : souffrant d'une grave infection amibienne intestinale, il pouvait être plus facilement soigné en ville ; devant l'efficacité des drones américains, [Ayman al-Zawahiri](#), n° 2 d'[Al-Qaïda](#), estimait que sa sécurité rapprochée n'était plus assurée dans ces zones reculées ; il pouvait y rencontrer facilement de nouveaux responsables d'Al-Qaïda, notamment [Ilyas Kashmiri](#) (en), son protégé et dont il voulait faire le fer de lance de son mouvement^[67]. Il aurait reçu une [transplantation de rein](#), sans qu'on sache où cette opération aurait eu lieu (à [Karachi](#) ou en-dehors du Pakistan).

Le [30 octobre 2004](#), une vidéo diffusée par la chaîne d'information en arabe [Al Jazeera](#) quatre jours avant les élections présidentielles aux États-Unis tendrait à montrer qu'Oussama ben Laden est toujours en vie au moment de l'enregistrement malgré les rumeurs persistantes de décès dans les montagnes à la frontière de l'Afghanistan et du Pakistan. Ce dernier renvoie dos à dos les deux candidats et annonce de futurs attentats. Il affirme que contrairement à la thèse de dirigeants américains, son but n'est pas de lutter contre la liberté, auquel cas il se serait attaqué à des États nordiques. Il estime que les attaques contre le [World Trade Center](#) sont une mesure de rétorsion contre les « tueries » organisées par les militaires américains.

Le [27 décembre 2004](#), la chaîne de télévision [Al Jazeera](#) a diffusé un enregistrement audio, attribué à Oussama ben Laden, désignant le Jordanien [Abou Moussab Al-Zarqawi](#) comme son adjoint en [Irak](#) et appelant à un [boycott](#) des élections prévues le [30 janvier 2005](#).

2005

À la suite des [attentats de Madrid](#), la Commission islamique d'Espagne lance une [fatwa](#) contre ben Laden et Al-Qaïda le 10 mars 2005 (soit la veille du premier anniversaire des attentats). Les terroristes y sont accusés d'[apostasie](#) : « Ben Laden, Al-Qaïda et tous ceux qui prétendent justifier le terrorisme en se fondant sur le Coran sacré sont hors de l'islam ». Dans cette même fatwa, la commission condamne le terrorisme, appelle tous les imams habitant en Espagne à condamner le terrorisme lors de leurs prêches du vendredi, et appelle les fidèles à collaborer avec les autorités espagnoles contre le terrorisme^{[68]-[115]}.

Le [19 janvier 2006](#), après un an de silence, [Al Jazeera](#) diffuse un nouvel enregistrement audio où Oussama ben Laden annonce la préparation de nouvelles opérations terroristes et propose une « trêve » en échange d'un retrait des troupes américaines en Irak et en Afghanistan : « Nous n'avons pas d'objection à vous offrir une trêve (*hudna*) de longue durée dans des conditions justes que nous respecterons, parce que nous sommes une nation à laquelle Dieu interdit la trahison et le mensonge ». Une trêve aussitôt refusée par la [Maison-Blanche](#). L'absence d'images alimente de nouvelles spéculations selon lesquelles Oussama ben Laden serait malade ou blessé et peut-être même mort.

Dans un autre enregistrement audio diffusé le [23 avril](#), Oussama ben Laden évoque pour la première fois la situation au [Soudan](#) en appelant ses partisans « à se préparer avec tout ce qui nécessaire à une guerre de longue durée contre les voleurs croisés dans l'ouest du Soudan » ; l'ouest du Soudan correspondant au [Darfour](#)^[69].

Deux nouveaux enregistrements audio attribués à Oussama ben Laden sont diffusés le [23 mai](#) et le [30 juin](#) : le premier discolpe [Zacarias Moussaoui](#) après sa condamnation à perpétuité dans le cadre des [attentats du 11 septembre 2001](#) et le second rend hommage à [Abou Moussab Al-Zarqawi](#) tué dans un raid américain à [Bakouba](#) le [7 juin 2006](#).

Selon la sénatrice américaine [Dianne Feinstein](#), présidente de la commission des Renseignements au Sénat, ben Laden avait quitté les montagnes depuis 2005 ou 2006 pour rejoindre un [complexe fortifié](#).

Recherches intensifiées des Américains (2007-2011)

Le [7 septembre 2007](#), la chaîne [Al Jazeera](#) diffuse, quelques jours avant le sixième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001, des extraits d'une vidéo d'Oussama ben Laden, la première depuis près de trois ans^[70]. Le chef d'Al-Qaïda, dont la voix a été officiellement identifiée par les services de renseignements américains, s'adresse aux [États-Unis](#) et évoque la situation actuelle en Irak^[71]. Ben Laden y mentionne les noms du président français [Nicolas Sarkozy](#), élu en [mai 2007](#), ainsi que du Premier ministre anglais [Gordon Brown](#) qui a succédé à [Tony Blair](#) en juin de la même année.

Le [30 novembre 2009](#), le [Comité des affaires étrangères du Sénat des États-Unis](#) rend public un rapport révélant qu'Oussama ben Laden aurait pu être capturé ou tué alors qu'il séjournait dans la région montagneuse de [Tora Bora](#) aux alentours du [16 décembre 2001](#)^[72] si l'armée américaine avait mobilisé massivement plusieurs milliers d'hommes dans la région au lieu d'opter pour une approche commando appuyés par les miliciens afghans et des frappes aériennes^[73].

Le [6 décembre 2009](#), le secrétaire [américain](#) à la Défense [Robert Gates](#) déclare que les autorités militaires américaines n'ont pas eu, depuis des années, le moindre indice sur la localisation de ben Laden^[74].

Le [24 janvier 2010](#), dans un nouvel enregistrement audio, ben Laden revendique la responsabilité de la tentative d'attentat du [25 décembre 2009](#) sur un vol [Northwest Airlines](#) reliant [Amsterdam](#) à [Détroit](#), et menace les [États-Unis](#) de nouvelles attaques.

En 2011, sa première épouse, Khairiah Saber, l'aurait rejoint à Abbottabad après avoir été libérée par les autorités iraniennes qui l'avaient gardée en résidence surveillée pendant une décennie. Ben Laden entretenait un contact avec des chefs du [Lashkar-e-Toiba](#) ainsi que des talibans afghans^[75].

Mort

Article détaillé : [Mort d'Oussama ben Laden](#).



Célébration à [Times Square](#) à la suite de l'annonce de la mort d'Oussama ben Laden.

Le matin du [2 mai 2011](#), vers 1 h 30, heure locale, Oussama ben Laden a été tué dans la ville d'[Abbottabad](#) au [Pakistan](#)^[76] dans une coûteuse résidence fortifiée (*compound*), construite en [2005](#)^[77] et surveillée par les services de renseignement américains depuis août 2010^[78], à environ 50 kilomètres d'[Islamabad](#) et à moins de 140 kilomètres des [régions tribales](#), lors d'une opération militaire au sol ordonnée par le [président américain Barack Obama](#) et menée par une vingtaine de [SEAL](#) (commandos de l'[US Navy](#)). Au moins quatre autres personnes, des membres de sa famille (un de ses fils et des collaborateurs, deux messagers), auraient été tués lors de l'affrontement. Son corps a été récupéré par les forces spéciales américaines qui l'auraient ramené en [Afghanistan](#), avant d'[immerger](#) sa dépouille en [haute mer](#)^[79]. Le président des États-Unis a commenté la mort du terroriste lors d'une allocution le soir même, à 23 h 36 heure de [Washington](#), déclarant que « justice est faite ». Il a également salué la coopération des autorités pakistanaises à cette opération^[78].

L'annonce a provoqué plusieurs manifestations patriotiques spontanées à travers le pays, notamment au cœur de [New York](#), près de [Ground Zero](#) et à [Times Square](#), et au centre de [Washington, D.C.](#), sur la [Place Lafayette](#), près de la [Maison-Blanche](#). L'ancien président américain [George W. Bush](#), est sorti du silence qu'il observe depuis son départ de la présidence pour saluer une « grande victoire pour les États-Unis »^[80].

Trois jours avant l'élimination de ben Laden, le président Obama a annoncé un remaniement de son équipe de renseignement et de défense, entraînant notamment le départ de [Robert Gates](#), [Secrétaire de la Défense des États-Unis](#) nommé par [George W. Bush](#), et son remplacement par [Leon Panetta](#), directeur de la CIA depuis le 5 janvier 2009, date de l'accession de [Barack Obama](#) à la [présidence des États-Unis](#)^{[81],[82]}.

Quelques jours après la mort de ben Laden, [Leon Panetta](#) affirme que la [torture par l'eau](#) (*waterboarding*), autorisée par George W. Bush et appliquée par exemple à [Khalid Cheikh Mohammed](#) à 183 reprises pendant le mois de mars 2003, a permis la récupération d'informations ayant conduit à la cache de ben Laden^[83], en particulier le nom d'[Abu Ahmed al-Kuwaiti](#), identifié comme le messager de ben Laden^[84].

La [haut commissaire de l'ONU aux droits de l'homme](#), [Navi Pillay](#) souligne que les opérations antiterroristes devaient respecter le droit international mais considère que ben Laden avait assumé la pleine responsabilité pour ses actes, incluant des massacres de civils pouvant être qualifiés de [crime contre l'humanité](#)^[85].

Le 5 mai 2011, le président Obama a rendu à [Ground Zero](#) un hommage solennel aux victimes des [attentats du 11 septembre](#). Il avait invité son prédécesseur [George W. Bush](#) à se joindre à lui, mais ce dernier a décliné l'invitation^[86].

[Al-Qaïda](#) a confirmé, le vendredi 6 mai 2011, la [mort d'Oussama ben Laden](#) dans un communiqué diffusé sur les sites islamistes^[87]. Le [Tehrik-e-Taliban Pakistan](#) avait promis dès le [2 mai](#) de venger la mort du dirigeant d'Al-Qaïda^[88]. Le mouvement revendique l'[attentat du 13 mai 2011 à Shabqadar](#) au nord-ouest du [Pakistan](#) qui tue 98 personnes, surtout de jeunes recrues d'un groupe paramilitaire de police, blesse plus de 140 personnes. De plus, celui-ci précise que l'attaque constitue une vengeance pour la mort de ben Laden^{[89],[90]}.

À la suite de son décès, la justice fédérale des États-Unis a formellement mis fin, le 17 juin 2011, aux poursuites engagées contre lui^[91].

Organisation Al-Qaïda

Le choix de cibles particulièrement spectaculaires, dans le cadre de ses opérations terroristes, montre tant un sens de la préparation tactique que de l'utilisation des [médias](#).

Concernant la conceptualisation du [terrorisme](#) et le volet « [idéologique](#) » d'Al-Qaïda, le « cerveau » est [Ayman al-Zawahiri](#)^[92]. Ben Laden se serait contenté de financer les [attentats du 11 septembre 2001](#), et l'opération aurait été proposée et orchestrée par [Khalid Cheikh Mohammed](#), selon les aveux de ce dernier et les conclusions du [rapport final de la commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis](#)^[93]. Une vidéo diffusée par [Al Jazeera](#) le [7 septembre 2006](#) montrerait cependant ben Laden et ses lieutenants, dont [Mohammed Atef](#) (mort en [Afghanistan](#) en [novembre 2001](#)), préparant les [attentats du 11 septembre 2001](#).

Les cassettes enregistrées et diffusées, souvent par la chaîne [Al Jazira](#) en exclusivité, poursuivent plusieurs objectifs :

- maintenir la [psychose](#) du terrorisme dans les [démocraties occidentales](#), parfois en s'immiscant dans le jeu politique comme lors des [élections américaines](#) de 2004 ou des [élections espagnoles](#) de la même année.
- rappeler son existence aux opinions publiques des pays musulmans en abordant des thèmes qui les touchent, pour faciliter le recrutement d'Al-Qaïda.
 - réactualiser les objectifs du [djihad](#) d'Al-Qaïda.

Membres de la famille impliqués dans l'activisme

Saad ben Laden, troisième fils de ben Laden, né en 1979, aurait quitté l'[Iran](#) pour les zones tribales du Pakistan rejoindre son père et aurait été tué lors [d'une attaque d'un drone durant l'été 2009](#)^[94]. Plusieurs autres membres de sa famille sont en 2009 toujours en Iran. Une

liste de quatre-vingt-cinq suspects relié à al-Qaïda a été publiée par Interpol le 10 février 2009 à la demande de l'Arabie saoudite qui les considère comme une menace majeure pour le pays. On compte parmi eux un beau-frère de ben Laden et onze anciens détenus de la prison de Guantanamo^{[95][96]}.

En mars 2014, alors qu'il témoigne dans le procès qui lui est intenté à New York sous les charges de complot visant à tuer des Américains, complot visant à apporter un soutien à des terroristes et soutien matériel à des terroristes, [Souleymane Abou Ghaïth](#), gendre de ben Laden et ancien porte-parole d'al-Qaïda, explique qu'au soir du 11 septembre 2001 son beau-père lui a confié avoir organisé les attentats^{[97][98]}.

Motivations

Ben Laden condamne l'évolution de la [civilisation islamique](#) depuis la disparition du [califat](#) (le dernier [calife](#) était le sultan ottoman jusqu'en 1924)^[99]. Cet objectif passe par un renversement des gouvernements arabes « [laïcs](#) » et « [impies](#) » protégés par les États-Unis qu'il considère comme les « [croisés occidentaux](#) ». Lors de son interview^[100] par le journaliste [Robert Fisk](#) en [1996](#), il avait notamment déclaré :

« Le peuple comprend maintenant les discours des [oulémas](#) dans les [mosquées](#), selon lesquels notre pays est devenu une [colonie](#) de l'[empire américain](#). Il agit avec détermination pour chasser les Américains d'[Arabie saoudite](#). [...] La solution à cette crise est le retrait des [troupes américaines](#). Leur présence militaire est une insulte au peuple saoudien. »

Pour Oussama ben Laden, les bases militaires présentes en [Arabie saoudite](#) et au [Moyen-Orient](#) considérés comme des territoires sacrés (avec les lieux saints [Médine](#) et [La Mecque](#)) représentent un [sacrilège](#) car ces bases américaines devaient être provisoires, le temps de remporter la guerre contre [Saddam Hussein](#).

Origines revendiquées du 11-Septembre

Article détaillé : [Motivations des attentats du 11 septembre 2001](#).

Palestine et Liban

Article détaillé : [Guerre du Liban](#).

Oussama ben Laden utilise dans sa propagande la référence à l'occupation [israélienne](#) du [Liban du Sud](#) lors de l'[opération Paix en Galilée](#) en [1982](#). Il affirme avoir été affecté par les bombardements israéliens contre les [réfugiés palestiniens](#) au cours de la [guerre du Liban](#).

« Je vous le dis, [Allah](#) sait qu'il ne nous était pas venu à l'esprit de frapper les tours. Mais après qu'il fut devenu insupportable de voir l'oppression et la tyrannie de la coalition américano-israélienne contre notre peuple de [Palestine](#) et du [Liban](#), j'ai alors eu cette idée. Les événements qui m'ont affectés de manière directe ont commencé en [1982](#), lorsque l'Amérique a permis aux Israéliens d'envahir le Liban et que la [sixième division aérienne américaine](#) les a aidés. Ce bombardement a commencé et a fait de nombreux morts et blessés, ainsi que des personnes terrorisées et réfugiées. Je ne pourrai pas oublier ces

scènes, le sang, les membres déchiquetés, des femmes et des enfants gisant partout. Les maisons détruites ainsi que leurs occupants, des amoncellements de gravats sur leurs corps, des bombes qui pleuvaient sur nos maisons sans pitié. »

« Cette situation était comme un [crocodile](#) rencontrant un enfant sans défense. Est-ce que le crocodile peut comprendre une conversation qui n'inclurait pas une arme ? Et le monde entier a vu, et entendu, mais il n'a pas répondu. »

Oussama ben Laden exploite un sentiment de rancœur chez une grande partie des [musulmans](#) de [Palestine](#) et du [Moyen-Orient](#) face à ce qui est ressenti comme une agression israélienne soutenue par les [États-Unis](#). Il qualifie lui-même les opérations israéliennes de « tyrannie » et d'« oppression »^[101].

Première guerre d'Irak et embargo

Articles détaillés : [Guerre du Golfe \(1990-1991\)](#) et [guerre d'Irak](#).

Ben Laden a présenté l'[embargo économique](#) contre l'[Irak](#) et les bombardements réguliers de ce pays entre les deux guerres comme une preuve que les États-Unis, par l'intermédiaire de leur président [George H. W. Bush](#), étaient des « assassins d'enfants »^[102].

L'embargo contre l'Irak aurait fait 500 000 morts parmi les enfants irakiens, selon l'[Organisation des Nations unies](#) (ONU)^[103].

Le 11-septembre

Cette « agression » est initialement pour Oussama ben Laden une question religieuse : présence militaire en Arabie saoudite (profanation d'une terre sainte) et soutien à [Israël](#) qui occupe [Jérusalem](#) (lieu saint). La [rhétorique](#) sur la souffrance des Palestiniens ou des Irakiens est utilisée pour sensibiliser l'opinion des musulmans à son combat mais n'est pas au centre des préoccupations d'[Al-Qaïda](#).

« Avec ces images en tête, les événements du 11 septembre sont venus comme une réponse à ces terribles erreurs. Comment un homme pourrait-il être blâmé pour défendre sa maison ? Se défendre et punir l'agresseur est-il du terrorisme ? »

Ces actions terroristes, qui ont fait des victimes, sont condamnées par la plupart des musulmans.

En outre, la présence indirecte américaine, incarnée par le soutien à l'État israélien, justifie, pour Oussama ben Laden, des attaques partout dans le monde des intérêts américains. À l'instar du « Pensez à l'échelle mondiale, agissez au niveau local » de [Raymond Williams](#), Oussama ben Laden applique la stratégie inverse en pensant localement et en agissant globalement^[104].

Introduction du discours de ben Laden, novembre 2004, vidéo diffusée sur [Al Jazeera](#) :

« Avant de commencer, je vous dis que la sécurité est un pilier indispensable de la vie humaine, et que les hommes libres ne compromettent pas leur sécurité, contrairement à la

falsification de George Bush, qui dit que nous détestons la liberté. Si c'était le cas, qu'il explique pourquoi nous ne frappons pas, par exemple, la Suède ? »

« Non, nous combattons parce que nous sommes des hommes libres, qui ne peuvent dormir sous l'oppression. Nous voulons restaurer la liberté de notre nation. »

Ben Laden

Oussama ben Laden estime que [George Bush](#) cache les raisons des [attentats du 11 septembre 2001](#), et ce, afin de tromper le [peuple américain](#).

« Même si nous sommes dans la quatrième année après les événements du 11 septembre, Bush continue la désinformation, et vous cache les causes réelles [des événements du 11 septembre] [...] C'était le message que je cherchais à vous faire comprendre en faits et gestes, de façon répétée, et ce, bien avant le 11 septembre. Et vous pouvez lire tout cela, si vous le souhaitez, dans mon interview avec Scott, dans le [Time Magazine](#), en [1996](#), ou avec Peter Arnett, sur [CNN](#), en [1997](#), ou lors de ma rencontre avec John Weiner, en [1998](#). [...] Et vous pouvez lire mon interview avec Abdul Bari Atwan, et encore mes interviews avec [Robert Fisk](#). »

Il considère la nouvelle guerre d'[Irak](#) de [2003](#), comme une tentative de [George W. Bush](#) de « supprimer un vieil agent [Saddam Hussein](#), et de le remplacer par une nouvelle marionnette, qui permettra le pillage du [pétrole](#) d'Irak et d'autres outrages. »

Oussama ben Laden n'a aucun lien prouvé avec [Saddam Hussein](#) bien que celui-ci lui aurait proposé l'[asile](#) en [1999](#)^[105]. Au contraire, il semblerait que ben Laden considérait [Saddam Hussein](#) comme un « [socialiste](#) » [infidèle](#)^[106].

Messages de ben Laden

Depuis les [attentats du 11 septembre 2001](#), Oussama ben Laden s'est exprimé principalement par le biais d'enregistrements vidéo et audio. Certains des messages n'ont cependant pas pu être authentifiés^[107].

Quatre de ces enregistrements vidéos ont été diffusés :

- la première vidéo est datée du [9 novembre 2001](#) et est diffusée le [13 décembre 2001](#) : ben Laden assure que les destructions du 11 septembre ont dépassé ses attentes.
- la seconde est diffusée le 10 septembre 2003 : le chef d'Al-Qaïda apparaît marchant avec Ayman Al-Zawahiri.
- la troisième est diffusée le 29 octobre 2004 : quelques jours avant la présidentielle américaine, Al Jazeera diffuse une cassette dans laquelle ben Laden menace les États-Unis de nouvelles attaques.
- la dernière en date est diffusée le 7 septembre 2007 après avoir été découverte par le [SITE Institute](#) avant sa diffusion programmée par Al-Qaïda : annonce la défaite américaine en Irak et critique de toutes les forces politiques : « pour expliquer l'échec des démocrates à mettre fin à la guerre, je dis : ce sont les mêmes raisons qui ont empêché le président Kennedy d'arrêter la guerre du Viêt Nam. Ceux qui possèdent véritablement le pouvoir sont ceux qui ont le capital le plus important. Et puisque le

système démocratique permet aux grandes entreprises de soutenir les candidats à la présidence, on ne peut s'étonner - et on ne s'étonne pas - de l'échec des démocrates à arrêter la guerre (...) Vous sacrifiez vos soldats aux grandes entreprises^[108]. » Pour mettre fin à la guerre, il incite les Américains à s'islamiser : « le seul moyen d'obtenir la paix est de vous convertir à l'islam^[109] ». De sérieux doutes ont été émis quant à l'origine de cet enregistrement, de nombreux observateurs ayant remarqué que l'image de ben Laden est figée pendant la majeure partie de la vidéo. On y voit par ailleurs un ben Laden à l'aspect physique différent.

Puis trois enregistrements audio :

- Le mercredi [19 mars 2008](#), la presse se fait l'écho d'un message sonore de menaces accompagné d'une animation vidéo diffusée sur un site internet [As-Sahab](#) proche d'[Al-Qaïda](#) et sur laquelle on voit une lance transperçant la carte de l'[Europe](#) où se répand le sang. Selon la presse, ben Laden jugerait l'affaire des [caricatures de Mahomet du journal Jyllands-Posten](#) comme portant atteinte à l'[islam](#) et il prédirait à mots voilés des attentats d'une grande envergure en adoptant des paroles énigmatiques tels que « N'écoutez pas nos paroles mais regardez nos actes » ou « la riposte sera ce que vous verrez et pas ce que vous entendrez »^[110].
- Le [24 janvier 2010](#), il diffuse un message audio sur la radio [Al Jazeera](#) menaçant les [États-Unis](#) de nouvelles attaques si ces derniers continuent à soutenir l'État d'[Israël](#) et n'assurent pas la sécurité en [Palestine](#).
- Le [27 octobre 2010](#), il enregistre un message adressé à la [France](#) dans lequel il conteste la loi interdisant le port du voile intégral et demande aussi aux troupes françaises de se retirer d'[Afghanistan](#). Il explique que ces deux raisons justifient l'enlèvement de cinq Français au [Niger](#). Il a également indiqué que des attentats étaient préparés^[111].
- Le [7 mai 2011](#), après la mort de ben Laden dans son refuge pakistanais, les autorités américaines diffusent cinq cassettes^[112] de ben Laden (dont une où, très vieilli, il se regarde lui-même à l'écran)^[113]. Pour éviter toute exploitation des messages contenus dans les cassettes, celles-ci sont diffusées sans le son.

Controverses

Attentats du 11 septembre

Le *Guardian*, qui prend ses sources au quotidien français *Le Figaro*, affirme que ben Laden a — deux mois avant les attentats aux États-Unis — été soigné une dizaine de jours dans l'hôpital américain de Dubaï. Un agent américain de la CIA aurait été aperçu dans un ascenseur à proximité du service et se serait vanté d'une rencontre. Il a été rappelé à Washington peu de temps après. L'hôpital américain nie avoir accueilli ben Laden en tant que patient. Cette assertion est également niée par Washington^[114].

Patrimoine financier

Le chiffre de 300 millions de dollars comme estimation du patrimoine financier de ben Laden a été souvent repris. Il avait été cité en 1996 par un chargé de recherches du département d'État, qui a d'abord divisé les actifs globaux du [Groupe ben Laden](#), qu'il évaluait à 5 milliards de dollars, par le nombre des fils de la famille, qu'il estimait à vingt. Il

aboutissait ainsi à 250 millions de dollars, arrondis ensuite à 300 millions^[115]. Ce chiffre a été démenti par la publication en avril 2004 du [Rapport final de la commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis](#). Plusieurs chercheurs spécialisés dans le Moyen-Orient ([Ibrahim Warde](#), professeur associé à l'[université Tufts](#), ou [Alain Gresh](#)) jugent cette estimation fantaisiste^{[115].[26]}.

[Seymour Hersh](#), journaliste du [The New Yorker](#) qui avait déjà fait éclater le scandale de la [prison d'Abou Ghraïb](#), dans une conférence au [Caire](#), émet l'opinion que [Dick Cheney](#), [Elliott Abrams](#) et le prince saoudien [Bandar ben Saoud](#) continuent de financer des membres du réseau Al-Qaïda, dans des opérations secrètes au [Liban](#) et en [Iran](#) (deux pays à majorité [chiïte](#), le sunnisme n'est pas reconnu comme minorité religieuse en Iran), visant à déstabiliser ces deux pays en poussant à des luttes interconfessionnelles. Ils pousseraient également l'Iran à une manœuvre qui donnerait une raison à son attaque par les États-Unis^[116].

Rumeurs sur la maladie ou la mort de ben Laden

Ben Laden aurait souffert d'[insuffisance rénale chronique](#) nécessitant des traitements et aurait été sous [dialyse](#). Selon d'autres sources, il n'était pas sous dialyse et ne souffrait pas de problèmes de reins^[117].

Des observateurs ont considéré à plusieurs reprises comme possible la mort du chef d'Al-Qaïda. En [janvier 2002](#), le président du [Pakistan](#), [Pervez Musharraf](#) déclarait sur CNN que l'islamiste pourrait être mort de déficience rénale, et transportait avec lui en Afghanistan deux machines à dialyse^[118]. En [juillet 2002](#), le chef du [FBI](#) [Dale Watson \(en\)](#) pensait qu'il n'était « probablement plus de ce monde ». En [décembre 2002](#), c'est le chef de la diplomatie pakistanaise, [Khurshid Kasuri](#), qui affirme que ben Laden avait succombé à la suite d'opérations militaires américaines.

Le [23 septembre 2006](#), le quotidien français [L'Est républicain](#) révélait l'existence d'une note classée [confidentiel défense](#) de la [DGSE](#) qui indiquait que les services secrets saoudiens étaient convaincus qu'Oussama ben Laden était mort le [23 août 2006](#) d'une crise de [fièvre typhoïde](#). Le président [Jacques Chirac](#), surpris de la divulgation de l'information, déclara que « Cette information n'est en rien confirmée d'aucune façon que ce soit [...] »^[119].

Le [2 novembre 2007](#), [Benazir Bhutto](#), candidate à la présidence du [Pakistan](#), mentionne dans une entrevue avec [David Frost](#) sur les ondes d'[Al Jazeera English](#), le nom d'un homme « qui a tué Oussama ben Laden »^[120]. Cette affirmation au simple détour d'une phrase est généralement considérée comme un lapsus à la place duquel elle voulait probablement dire « Daniel Pearl »^[121].

Le [21 décembre 2008](#), lors d'un entretien à la chaîne de télévision américaine [Fox News Channel](#), [Dick Cheney](#), vice-président américain sortant, considérait ne pas être sûr qu'Oussama ben Laden soit encore vivant.

Mobutu Sese Seko



Mobutu Sese Seko en 1983.

Fonctions

Président de la République du Zaïre^[N1]

24 novembre 1965 – 16 mai 1997
(31 ans, 5 mois et 22 jours)

Premier ministre	<p><u>Léonard Mulamba</u> <u>Mpinga Kasenda</u> <u>Bo-Boliko Lokonga Mihambo</u> <u>Jean Nguza Karl-I-Bond</u> <u>Joseph Untube N'singa Udjuu</u> <u>Kengo wa Dondo</u> <u>Mabi Mulumba</u> <u>Sambwa Pida Nbangui</u> <u>Kengo wa Dondo</u> <u>Lunda Bululu</u> <u>Mulumba Lukoji</u> <u>Étienne Tshisekedi</u> <u>Bernardin Mungul Diaka</u> <u>Jean Nguza Karl-I-Bond</u> <u>Étienne Tshisekedi</u> <u>Faustin Birindwa</u> <u>Kengo wa Dondo</u> <u>Étienne Tshisekedi</u> <u>Likulia Bolongo</u></p>
Prédécesseur	<u>Joseph Kasa-Vubu</u>
Successeur	<u>Laurent-Désiré Kabila</u>

Biographie

Nom de naissance	Joseph-Désiré Mobutu
-------------------------	----------------------

Surnom	« Léopard du Zaïre », « Léopard de Kinshasa », « Aigle de Kawele », « Papa Maréchal »
Date de naissance	<u>14 octobre 1930</u>
Lieu de naissance	<u>Lisala (République démocratique du Congo)</u>
Date de décès	<u>7 septembre 1997</u> (à 66 ans)
Lieu de décès	<u>Rabat (Maroc)</u>
Nature du décès	<u>Cancer de la prostate</u>
Nationalité	<u>congolaise</u> (1930-1971) <u>zaïroise</u> (1971-1997)
Parti politique	<u>MPR</u>
Entourage	<u>Patrice Lumumba</u> , <u>Joseph Kasavubu</u> , <u>Justin Bomboko</u> , <u>Joseph Untube N'singa Udjuu</u> , <u>Étienne Tshisekedi</u> , <u>Kengo wa Dondo</u>
Religion	<u>Catholicisme</u>
Résidence	Palais du Camp Tshatshi, Kinshasa



Présidents de la République du Zaïre

Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu wa Za Banga^[1], né Joseph-Désiré Mobutu le 14 octobre 1930 à Lisala au Congo belge et mort d'un cancer le 7 septembre 1997 à Rabat au Maroc, est un homme d'État, militaire et dictateur qui préside la deuxième République démocratique du Congo, rebaptisée Zaïre, de 1965 à 1997.

Sommaire

- 1 Début
- 2 L'ascension
 - 3 Chute
 - 4 Fortune
- 5 Les héritiers
- 6 Surnoms
- 7 Particularités

Début

Joseph-Désiré Mobutu naît à [Lisala](#) en 1930. Son père, Albéric Gbemani, cuisinier pour un magistrat colonial de Lisala, meurt alors qu'il a 8 ans. Il est de fait élevé par son grand-père et son oncle. Il poursuit ses études dans une école catholique. À l'âge de 20 ans, il est enrôlé dans la [Force publique](#) à [Luluabourg](#). Il y obtient le brevet de secrétaire-comptable puis est affecté à l'état-major à [Léopoldville](#) en [1953](#).

À 25 ans, il se marie avec Marie-Antoinette Gbiatibwa Yetene âgée de 14 ans et avec qui il aura huit enfants^[2].

Après son passage dans l'armée, dont il sort sous-officier, il devient [journaliste](#) pour le quotidien libéral de Léopoldville [L'Avenir](#) en [1957](#) sous la supervision de l'un de ses mentors, le journaliste [Antoine-Roger Bolamba](#), qui le présente à [Patrice Lumumba](#). Il voyage pour la première fois en [Europe](#) lors d'un congrès de presse à [Bruxelles](#), où il reste quelque temps pour suivre une formation d'assistant social.

Au même moment, les représentants du [Mouvement national congolais](#) (MNC) menés par [Patrice Lumumba](#), négocient l'indépendance de la colonie, et lorsque ceux-ci arrivent à Bruxelles pour la tenue d'une table ronde, Mobutu rejoint leurs rangs avec [Antoine Kiwewa](#) en [janvier-février 1960](#). Il est confirmé membre effectif de la délégation du MNC à la Conférence de la Table ronde économique, financière et sociale (26 avril - 16 mai 1960). C'est à cette occasion qu'il est repéré par [Larry Devlin \(en\)](#) officier de la CIA et futur chef d'antenne de la [CIA](#) au Congo avec lequel il établit de bonnes relations^[3].

L'ascension



Mobutu en 1960

En [juillet 1960](#), il devient secrétaire d'État du [gouvernement indépendant](#) de [Patrice Lumumba](#). Il profite du désaccord entre les différents hommes politiques et du fait d'être l'un des seuls lumumbistes à avoir une quelconque expérience militaire pour évoluer très rapidement dans la hiérarchie militaire. C'est ainsi en tant que chef d'état-major, et sous l'influence de l'ambassadeur de Belgique, qu'il fait arrêter et assigner à résidence Lumumba en [1960](#). Ce [premier coup d'État](#) le 14 septembre 1960 comptera beaucoup dans les relations entre les Belges et Mobutu. Il met en place un gouvernement temporaire, le [Collège des commissaires généraux](#). Devant les caméras, Mobutu accuse ensuite Lumumba de sympathie pro-communiste pour s'attirer le soutien des États-Unis. Lumumba tente de s'enfuir à [Stanleyville](#), mais est rattrapé en chemin par les soldats. Mobutu le fait mettre en prison, où il est maltraité et torturé. Il est ensuite envoyé au [Katanga](#) de [Moïse Tshombe](#), où il est assassiné le 17 janvier 1961, son corps perdu « en brousse » selon les

documents officiels. Sous la direction de [Pierre Mulele](#), des rebelles partisans de Lumumba partent en guerre contre Mobutu. Ils occupent rapidement deux-tiers du Congo, mais avec l'aide des [États-Unis](#), Mobutu parvient à reconquérir l'ensemble du territoire. Cette « victoire », qui n'aurait pas été possible sans l'aide occidentale, est habilement mise à profit en interne par un Mobutu se parant de la vertu de pacificateur, d'unificateur du territoire. Il pose ainsi son pouvoir sur deux piliers : à l'extérieur, le contexte de la guerre froide et à l'intérieur, la stabilité. Un autre moyen d'affermir son pouvoir est la prise de contrôle du pouvoir politique, dont le corollaire est la répression d'une partie des citoyens congolais.

Après avoir réorganisé l'armée, il mène le [24 novembre 1965](#) un coup d'État contre [Joseph Kasa-Vubu](#), premier président de l'ancien [Congo belge](#). Suivant une crise politique aiguë entre le président Kasa-Vubu et le gouvernement de Tshombe, ce coup d'État est acclamé et accepté de tous, Kasa-Vubu l'en remercie, Tshombe en est « absolument ravi », les syndicats CSLC, UTC et FGTK soutiennent le nouveau pouvoir de même que les organisations estudiantines UGEC et AGL. La population tant congolaise qu'étrangère applaudit le coup. À l'étranger, la Belgique et les États-Unis sont les premiers à reconnaître le nouveau président. Seules la Chine et l'URSS montrent des réticences^[4].

En tant que colonisé et ex-soldat de la Force publique, Mobutu représente ce qu'aime l'administration belge, il sait les caresser dans le sens du poil comme avec l'arrestation de Lumumba mais il sait aussi qu'il a besoin du soutien des populations congolaises et c'est ainsi qu'il fait de Lumumba le héros national, le premier martyr de l'indépendance économique et c'est en son nom que les toutes puissantes entreprises minières belges sont nationalisées en 1966. Avec Mobutu, le Congo est un partenaire des États-Unis, conditionné à la lutte contre la montée communiste en Afrique australe et à la non participation au [mouvement des non-alignés](#) (lequel reste dans les faits très léger). L'ambassade soviétique est ainsi fermée pendant les huit premières années du régime de Mobutu, des diplomates ont été à certaines périodes expulsés ou accusés de collusion avec des manifestants estudiantins et Mobutu n'a jamais effectué de visite diplomatique à Moscou. Le pays initie une diplomatie avec la Chine seulement après le virage pro-chinois de Nixon en 1972 et s'aligne plusieurs fois sur les votes américains à l'[Assemblée générale](#) des Nations unies. Même si le Zaïre proclame appliquer un « nationalisme économique », sa politique n'est en réalité pas anti-libérale. En 1991, les pays capitalistes rompent leurs coopérations avec le pays^[5].

Mobutu accueille dans sa capitale le gouvernement angolais en exil qui lutte pour son indépendance, mais les communistes du [Mouvement populaire de libération de l'Angola](#) (MPLA) en seront exclus. L'aide américaine aux guérilleros angolais du [Front national de libération de l'Angola](#) (FLNA) et de l'[Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola](#) (UNITA), pendant la [guerre civile angolaise](#) et la [guerre de la frontière sud-africaine](#) passera par le Congo.

Le 2 juin 1966, la population a pu mesurer toute la détermination de Mobutu qui fit pendre sur la place publique 4 anciens ministres accusés à tort de complot : Alexandre Mahamba, Jérôme Anany, Emmanuel Bamba ainsi que l'ancien Premier ministre [Évariste Kimba](#). Ce jour-là, la population a cessé d'acclamer Mobutu, tout le monde a eu peur. Son 2^e coup d'État n'était passé que de six mois.

En [1969](#), il fait écraser une révolte estudiantine. Les cadavres des étudiants abattus sont jetés dans des fosses communes et 12 étudiants sont condamnés à mort. L'université est fermée pendant un an et ses 2000 étudiants enrôlés dans l'armée où, selon la télévision nationale, « ils apprennent à obéir et à fermer leur gueule. »



Mobutu avec le prince [Bernhard des Pays-Bas](#) en [1973](#).

Il instaure un régime autoritaire à parti unique, « le [Mouvement populaire de la Révolution](#) » et en devient le maréchal-président en 1982. Un de ses souhaits est que le pays retrouve sa culture profonde, c'est alors la [Zairianisation](#) (décolonisation culturelle). En [1971](#), « l'année des 3 Z », il renomme à la fois le pays, le fleuve et la monnaie sous le nom de [Zaire](#). La même année, il impose un costume traditionnel, crée une version zairoise du costume occidental : « l'[abacost](#) » (à bas le costume) et il oblige les Zaïrois à choisir des prénoms d'origine africaine et locale (non chrétien), ce qu'il fait lui-même en devenant *Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendu Wa Za Banga*, c'est-à-dire « Mobutu le guerrier qui va de victoire en victoire sans que personne ne puisse l'arrêter »^{[6][7]}.

Les premières années, le régime est très bien vu sur le plan international, la personnalité affable du maréchal-président et les ressources naturelles du pays aidant un peu. Le Zaïre est alors considéré comme un exemple pour toute l'Afrique. Les investisseurs étrangers se précipitent sur les ressources naturelles dont le Zaïre est richement pourvu. L'État zairois lance alors une politique de grands travaux, les « [éléphants blancs](#) », qui donneront lieu à une importante corruption des élites politiques et administratives.

Chute

Au fil du temps, les méthodes du régime et le non-respect des droits de l'homme le déconsidèrent aux yeux des [démocraties](#). Au delà du soutien parfois difficile de la France et la Belgique^[8], Mobutu fait appel au début des années 1970 à la [Chine](#) communiste, à la [Corée du Nord](#) et à [Israël](#)^[9]. Les instructeurs de ce dernier état cesseront en 1972 d'instruire la division présidentielle quand Mobutu adoptera une politique pro-arabe^[9], puis reviendront quelques années plus tard^[10].

Ayant basé le développement du Zaïre sur le modèle d'une économie rentière, Mobutu ne peut qu'en constater les inconvénients lorsque se produit une subite chute des cours du cuivre. Les finances publiques étant d'un coup exsangues, Mobutu lance le Zaïre dans une politique de « [zairianisation](#) » de l'économie. Cette nationalisation brutale de l'économie a vu les chefs d'entreprises étrangers remettre leurs clefs à des membres de l'armée zairoise venus faire appliquer le décret de zairianisation. Les entreprises devenaient ainsi pour un

régime à bout de souffle un bon moyen d'acheter des fidélités. De nombreux bénéficiaires de la zaïrianisation, tous proches du régime, prirent ces entreprises pour leurs propriétés personnelles sans se préoccuper de leur gestion. La corruption fut ainsi de plus en plus endémique (on parle pour le régime mobutiste de « [kleptocratie](#) », littéralement « gouvernement par le vol »), dégradant la situation économique et sociale de l'écrasante majorité des zaïrois de façon dramatique.

En tant que pion des Américains face au communisme progressant, Mobutu envoie en 1975 face à la retraite militaire soudaine des Portugais en Angola, ses troupes pour soutenir le FLNA contre la guérilla du MPLA qui a déjà pris [Luanda](#), la capitale. 20 000 soldats cubains débarqueront néanmoins très rapidement au secours de Neto et repousseront les troupes de Mobutu. La situation s'aggrave et le Zaïre est maintenant impliqué dans la guerre froide soutenant les rebelles angolais (UNITA, FLNA) avec les États-Unis et le régime de l'apartheid face aux communistes (MPLA, Cuba, URSS). Pour déstabiliser Mobutu, [Agostinho Neto](#) lancera ses fameux gendarmes katangais en 1977 à [Kolwezi](#), puis de nouveau en mai 1978. C'est lors de cette opération qu'on verra la fragilité de l'armée zaïroise. À part la garde présidentielle bien entraînée par des officiers belges, les autres (45 000 hommes ou plus) sont absolument indisciplinés, sous-équipés, mal payés et fuient les combats. Mobutu tracera lui-même les plans de bataille, ignorant les conseils de ses officiers plus qualifiés. Les populations katangaises soutiennent les gendarmes pour des raisons ethniques et de lassitude de la dictature et n'hésitent pas à collaborer contre les troupes de Mobutu. C'est l'intervention française décidée par le président [Valéry Giscard d'Estaing](#) avec le saut opérationnel de 700 parachutistes du [2^e REP](#) avec à leur tête le colonel [Philippe Erulin](#), appuyée par des troupes belges, puis relayée par des troupes de différents pays africains qui sauvera Mobutu et permettra de repousser « les gendarmes ».

En [1986](#), une grave crise économique secoue le [Zaïre](#) et accentue une crise politique et une révolte latente, entre un peuple qui a faim et un chef multi-milliardaire [mégalomane](#) qui a utilisé la corruption comme mode de gouvernement. Le fossé est creusé entre la petite tribu de fidèles (à qui le chef donnait des faveurs) et le reste du pays.

Mais c'est l'inattendue fin de la guerre froide avec la chute du mur de Berlin qui va achever le régime mobutiste. Privé de ses généreux soutiens extérieurs qui le soutenaient comme « rempart au communisme » depuis son accession au pouvoir, Mobutu se retrouve en quelque sorte isolé face à son opposition intérieure.

En [1989](#), il publie *Dignité pour l'Afrique ?*, un livre d'entretiens, dans le cadre d'une fort onéreuse campagne de communication.

En [1990](#), comme dans de nombreux autres pays d'[Afrique centrale](#), le mécontentement populaire est grandissant et, en avril [1990](#), Mobutu autorise le multipartisme (l'opposition pourra dès lors le pousser au départ). La conférence nationale organisée à l'occasion devient un véritable tribunal populaire dénonçant les dérives flagrantes du système mobutiste. Les interventions d'[Étienne Tshisekedi](#) et d'autres opposants politiques marquent un tournant essentiel puisqu'elles ne sont pas suivies de répression contre leurs auteurs. Aux yeux des Zaïrois, le « seul Maréchal du Zaïre » n'avait ainsi plus le pouvoir d'opprimer son peuple pour assurer son pouvoir. L'état désastreux des finances publiques du pays causé par l'impéritie des politiques économiques mobutistes fait perdre petit à petit au système les moyens de s'alimenter financièrement. Vilipendé à Kinshasa, Mobutu se retire dans son

somptueux palais, au cœur de la jungle tropicale à Kawele à proximité de son village natal. Sa solitude devient dès lors évidente, aussi bien au Zaïre qu'à l'étranger. Sa maladie va encore renforcer cette impression de faiblesse, incitant ses opposants intérieurs et ses ennemis extérieurs à intensifier leurs actions. À la suite d'affrontements entre différentes unités militaires zaïroises dans la capitale et de l'assassinat de l'ambassadeur français, les conseillers militaires français, belges, israéliens et chinois quittent le pays en septembre 1991^[11].

En 1994, malgré le partage du pouvoir avec le président du Parlement, le pays s'enfonce dans la crise. Celle-ci s'aggrave avec l'arrivée de réfugiés [rwandais](#) fuyant d'abord la répression du [génocide au Rwanda](#), puis à partir de 1996 la progression de l'[Alliance de forces démocratiques pour la libération du Congo](#), bras armé congolais du [Front patriotique rwandais](#) et de l'Ouganda, emmenés par [Laurent-Désiré Kabila](#). Ceux-ci entrent à [Kinshasa](#) le [17 mai 1997](#), entraînant la chute définitive du pouvoir et la fuite de Mobutu Sese Seko, malgré une dernière tentative de négociation pour le partage du pouvoir parrainée par [Nelson Mandela](#) sur le navire Outenika. Après avoir été soigné pendant de longs mois en [Suisse](#) et en [France](#), Mobutu Sese Seko meurt d'un [cancer](#) de la [prostate](#) le [7 septembre 1997](#) à [Rabat](#) où il est inhumé au cimetière européen, quatre mois après son renversement et l'accession au pouvoir de [Laurent-Désiré Kabila](#), père de l'actuel chef de l'État congolais, [Joseph Kabila](#). Il laisse un pays économiquement exsangue, en conflit avec de nombreux pays voisins pour ses richesses et son espace et en pleine guerre civile.

Fortune

En 1993, les avoirs personnels à l'étranger de Mobutu sont estimés à environ 7 milliards de dollars (soit 70 % de la dette extérieure du Zaïre) par la cellule africaine de l'Élysée. En 1997, à sa mort, sa fortune personnelle est estimée par l'[UNODC](#) et [Transparency International](#), entre 5 et 6 milliards de dollars (alors que la dette publique du pays est de 12,5 milliards). Mobutu détenait notamment des propriétés en France, Belgique, Suisse, Italie, Espagne et au Portugal, dont plusieurs châteaux (dont le [château Fond'Roy](#) à [Uccle](#) en région [bruxelloise](#) de 1973 à sa mort). En Afrique, il aurait effectué des investissements au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Tchad et en Afrique du Sud^{[12][13]}.

Les héritiers

Le maréchal Mobutu s'est marié deux fois. Après le décès de sa première femme, Marie-Antoinette Gbiatibua Yetene, le [22 octobre 1977](#), il a épousé Bobi Ladawa le 1^{er} mai 1980. Quatre de ses fils issus de son premier mariage sont décédés : Nyiwa, Konga, Kongulu en septembre 1998 et Manda le [27 novembre 2004](#). Un autre de ses fils, né de son deuxième mariage, [Mobutu Nzanga](#) a annoncé en décembre 2005 sa candidature à l'[élection présidentielle de juin 2006](#), alors que [Giala](#) se présente lui aux [législatives](#) et siège actuellement à l'[Assemblée nationale](#). Ce dernier est à la tête de l'[Union des démocrates mobutistes](#) (Udém) et préside également les Forces du Centre, le groupe parlementaire dont fait partie l'Udém.

[Jean-Pierre Bemba](#) a, au cours de la [Deuxième guerre du Congo](#), accueilli au sein du [Mouvement de libération du Congo](#) de nombreux anciens militaires et hauts-dignitaires du régime mobutiste.

Une partie des biens de Mobutu gelés en Suisse depuis le 17 mai 1997 (8,3 millions de francs suisses) devaient être remis à sa famille le 15 décembre 2008 car aucune solution n'avait été trouvée avec le gouvernement [kino-congolais](#) ou auprès d'un des fils de Mobutu (numéro deux du gouvernement congolais) pour qu'il renonce aux fonds^[14]. Le Conseil fédéral a décidé le 12 décembre 2008 de prolonger le blocage des fonds jusqu'au 28 février 2009^[15]. Finalement, ces fonds bloqués devront être remis aux membres de sa famille, selon une décision datée du 14 juillet 2009^[16].

Surnoms

Président aux multiples surnoms : « Léopard du Zaïre », « Léopard de Kinshasa », « Aigle de Kawele » ([Kawele](#) étant sa résidence situé à [Gbadolite](#), à l'intérieur de la forêt équatoriale), « Papa Maréchal » (surnom découlant de son titre de Maréchal), « Roi du Zaïre » et autres.

Dans son roman *En attendant le vote des bêtes sauvages* (1998), [Ahmadou Kourouma](#) le dénomme « l'homme au totem léopard ».

Particularités

- La toque en peau de léopard est une sorte de couronne bantoue, l'attribut des rois, empereurs ou autres aristocrates. Dans la tradition bantou, le léopard est considéré comme un animal rusé et sa peau est sacrée.

Paul Kagame



Paul Kagamé en 2014.

Fonctions

Président de l'Union africaine

En fonction depuis le **28 janvier 2018**
(8 mois et 24 jours)

Prédécesseur

Alpha Condé

Président de la République du Rwanda^[N 1]

En fonction depuis le **24 mars 2000**
(18 ans, 6 mois et 28 jours)

Élection	<u>17 avril 2000</u> (par le Parlement)
Réélection	<u>25 août 2003</u> <u>9 août 2010</u> <u>4 août 2017</u>
Premier ministre	<u>Bernard Makuza</u> (au suffrage universel) <u>Pierre Habumuremyi</u> <u>Anastase Murekezi</u> <u>Édouard Ngirente</u>
Prédécesseur	<u>Pasteur Bizimungu</u>

Vice-président de la République rwandaise

19 juillet 1994 – 24 mars 2000
(5 ans, 8 mois et 5 jours)

Président	<u>Pasteur Bizimungu</u>
Prédécesseur	<i>Fonction créée</i>
Successeur	<i>Fonction abrogée</i>

Ministre de la Défense

19 juillet 1994 – 24 mars 2000
(5 ans, 8 mois et 5 jours)

Président	<u>Pasteur Bizimungu</u>
Prédécesseur	Augustin Bizimana
Successeur	Emmanuel Habyarimana

Biographie

Date de naissance	<u>23 octobre 1957</u>
Lieu de naissance	Tambwe, <u>Province du Sud</u> (<u>Ruanda-Urundi</u>)
Nationalité	<u>rwandaise</u>
Parti politique	<u>Front patriotique rwandais</u>
Conjoint	<u>Jeannette Nyiramongi</u>
Religion	Catholique romaine ^[réf. nécessaire]



Présidents de la République du Rwanda Présidents de l'Union africaine

Paul Kagame (prononcé [pɔl kagame]^[1], né le 23 octobre 1957 à Tambwe (Province du Sud, Rwanda)^[2], est un homme d'État rwandais, président de la République depuis le 17 avril 2000, après avoir été vice-président et ministre de la Défense de 1994 à 2000. Il est également président de l'Union africaine depuis le 28 janvier 2018.

Sommaire

- 1 Biographie avant la guerre civile
 - 1.1 Formation militaire
- 2 Guerre civile et entrée sur la scène internationale
 - 2.1 Première phase de la guerre civile (1990-1993)
 - 2.2 Deuxième phase de la guerre civile durant le génocide rwandais
- 3 « L'homme fort » du Rwanda depuis 1994
 - 3.1 Vice-présidence de la République (1994-2000)
 - 3.2 Présidence de la République depuis 2000
- 4 Controverses sur son régime et le respect des droits de l'homme
 - 4.1 Arguments de ses partisans
 - 4.2 Critiques et accusations de ses opposants
 - 4.3 Affaires juridiques contre Paul Kagame
 - 4.3.1 Enquête en France
 - 4.3.2 Enquête en Espagne
 - 5 Distinctions

Biographie avant la guerre civile



Jeannette Kagame en février 2008.

Né dans une famille tutsi^[1] le 23 octobre 1957 sur la colline de Nyarutovu dans la commune de Tambwe, province du Sud (ancienne préfecture de Gitarama) près du centre de Ruhango, Paul Kagame quitte son pays avec sa famille en 1961 après son indépendance, à l'âge de quatre ans, à la suite des persécutions des Tutsi depuis la

révolution rwandaise en [1959](#)^[4]. La famille s'installe à Gahunge, dans le district de [Toro](#) en [Ouganda](#). Paul Kagame aurait fait ses études secondaires successivement à la Ntare School de [Mbarara](#), puis à la Old School de [Kampala](#) de 1972 à 1976.

À l'âge de 22 ans en [1979](#), il rejoint les maquisards venus de [Tanzanie](#) sous la direction du futur président ougandais, [Yoweri Museveni](#), dans un mouvement de résistance au régime d'[Idi Amin Dada](#), qui devint la NRA, *National Resistance Army*, soutenue politiquement, économiquement et militairement par les [États-Unis](#). Plusieurs réfugiés rwandais font aussi partie du noyau de cette rébellion qui renverse ensuite, en 1985, le président [Milton Obote](#), puis en 1986 le président [Tito Okello](#). Après le coup d'État de la NRA en 1986, Yoweri Museveni devient président de la République de l'Ouganda et plusieurs de ses compagnons d'armes rwandais deviennent officiers dans l'armée ougandaise. Paul Kagame est gradé major et obtient un poste important de directeur adjoint des services de renseignement militaire de l'armée ougandaise.

En [1988](#), il épouse à Kampala [Jeannette Nyiramongi](#), dont la famille était réfugiée au [Burundi](#). Ils sont parents de quatre enfants^[4].

Formation militaire

Après son mariage, Kagame est envoyé, en juin 1990, aux [États-Unis](#) pour un stage de commandement militaire (Command Staff) à [Fort Leavenworth](#) au [Kansas](#)^[4].

Guerre civile et entrée sur la scène internationale



Paul Kagame et [George W. Bush](#), en [avril 2005](#) à la [Maison-Blanche](#).

Première phase de la guerre civile (1990-1993)

Venant d'[Ouganda](#), le [1^{er} octobre 1990](#), le [Front patriotique rwandais](#) (FPR), formé dans les années 1980 par des exilés rwandais arrivés depuis [1959](#) et dirigé par [Fred Rwigema](#), entre au Rwanda par la force, après des négociations sans succès pour leur retour au pays, déclenchant ainsi la [guerre civile rwandaise](#). Dès le 2 octobre 1990, Fred Rwigema est tué pendant les combats^[N 2]. La mort de ce dirigeant emblématique est cachée plusieurs jours aux combattants du FPR. Le président ougandais, [Yoweri Museveni](#), parrain du FPR, dont plusieurs responsables se sont illustrés comme officiers dans les rangs de son armée, impose son chef des renseignements militaires, Paul Kagame, vieil ami de Fred Rwigema, pour résoudre cette crise circonstancielle du FPR. Paul Kagame entre sur la scène internationale en prenant les commandes du FPR qu'il avait créé avec Fred Rwigema.

De 1991 à 1993, alternant défaites et victoires militaires, Paul Kagame négocie parallèlement les [accords d'Arusha](#) avec le président [Juvénal Habyarimana](#), poussé à la discussion par l'[ONU](#) afin de mettre un terme à la [guerre civile](#). Il négocie par l'intermédiaire de [Pasteur Bizimungu](#) qui deviendra président de la République pendant la première partie de la période de transition, après le [génocide](#). Avant la période de ces négociations et lors d'un séjour à [Paris](#) du 17 au 23 septembre 1991, Paul Kagame est arrêté par les services français une douzaine d'heures, pour terrorisme, juste après avoir été reçu par [Jean-Christophe Mitterrand](#) et [Paul Dijoud](#) conseillers du gouvernement français pour les Affaires africaines auprès de l'[Élysée](#). [Paul Dijoud](#) justifie cette arrestation : « Les accompagnateurs du major Kagame, qui circulaient avec des valises de billets, s'étaient fait repérer par la police et ont été arrêtés, sans que le Quai d'Orsay en ait été averti, puis libérés le soir après l'intervention du ministre des Affaires étrangères »^[4]. De son côté Paul Kagame affirme que Paul Dijoud l'avertit que s'il n'arrêtait pas les combats tous les siens seraient massacrés^[6].

Deuxième phase de la guerre civile durant le génocide rwandais

En 1994, à la suite de l'[attentat](#) contre le président [Juvénal Habyarimana](#), se déclenche le [génocide des Tutsis du Rwanda](#)^[4]. Paul Kagame mène dès lors les troupes du FPR à la victoire militaire contre les [Forces armées rwandaises](#) et le [gouvernement génocidaire](#) malgré des troupes inférieures en nombre (15 000 hommes contre 50 000) et des moyens militaires moins importants, par son sens stratégique et sa fermeté. L'embargo sur les armes adopté par le conseil de sécurité de l'ONU embarrassait peu les forces gouvernementales, car des réseaux clandestins les approvisionnaient via Goma, au Congo, mais elles mobilisaient beaucoup de leur énergie dans la conduite du génocide des Tutsi qui fit environ 10 000 morts par jour pendant cent jours et extermina environ 90 % des [Tutsi](#) de l'intérieur du Rwanda. Il a aussi été mentionné des « massacres de civils... et exécutions sommaires par les forces du FPR, apparemment commises à titre de représailles »^[7], mais sans commune mesure avec le génocide^[8].

Par la suite, Paul Kagame a été accusé d'avoir commandité l'assassinat du président [Juvénal Habyarimana](#), notamment par la France et par les anciens collaborateurs de Kagame comme Ruzibiza, [Patrick Karegeya](#)^[8], le juge antiterroriste français [Jean-Louis Bruguière](#), et par des officiers dissidents du FPR, tel [Faustin Kayumba](#)^[9]. Cette thèse est remise en question en janvier 2012 par l'enquête des experts nommés par le successeur du juge Bruguière, même si l'expertise elle-même est discutée^[10].

« L'homme fort » du Rwanda depuis 1994

Vice-présidence de la République (1994-2000)

Suite à sa victoire militaire, le FPR établit un gouvernement d'unité nationale, sur la base des [accords d'Arusha](#), mais excluant les partis qui soutenaient les forces génocidaires : la CDR et le MRND. [Pasteur Bizimungu](#) devient président de la République le [19 juillet 1994](#), [Faustin Twagiramungu](#) devient Premier ministre et Paul Kagame, souvent appelé l'« homme fort du Rwanda », devient vice-président et ministre de la Défense. Ce trinôme est perçu comme symbole de la réconciliation entre Hutu et Tutsi.

Paul Kagame est ensuite l'artisan de la « reconstruction » du Rwanda, complètement détruit et vidé par le [génocide](#). Il chasse les dirigeants « [hutu](#) » ayant organisé et conduit le génocide des [Tutsi](#), et contribue à la mise en place d'un régime où les femmes ont une place parfois majoritaire, comme au Parlement. Ses opposants qualifient ce régime de « [tutsi](#) », alors même que la référence politique « Hutu - Tutsi » est anticonstitutionnelle depuis l'adoption de la constitution de 2003^[11] (la majorité des ministres et des députés avaient, dans l'ancienne république exclusivement « hutu », une carte d'identité « hutu »). En fait, depuis une dizaine d'années, tous les Premiers ministres qui se sont succédé sont « hutu » d'origine ainsi que la majorité du haut état-major^[réf. nécessaire].

Il est aussi l'un des principaux artisans du renversement de son homologue du [Zaïre](#) en [1997](#), le président [Mobutu Sese Seko](#), dont le pays est quatre-vingt-dix fois plus grand que le Rwanda. À la suite du [génocide des Tutsi au Rwanda](#) et de la déliquescence du régime de Mobutu, faits majeurs ayant entraîné les Grands lacs dans le chaos, il est l'un des principaux acteurs des deux [guerres du Congo](#). Des proches de ses officiers racontent qu'au départ les Rwandais, alliés avec l'Ouganda et l'[AFDL](#) de [Laurent-Désiré Kabila](#), n'avaient pas l'intention de renverser [Mobutu Sese Seko](#), mais que la faible résistance qu'ils auraient rencontrée au [Zaïre](#) les aurait alors décidés d'aller jusqu'à [Kinshasa](#) lors de la [Première guerre du Congo](#).

Présidence de la République depuis 2000

Paul Kagame est choisi comme président de la République par le [Parlement](#), le 17 avril 2000, après la démission de Pasteur Bizimungu^[12]. À la suite de l'instauration d'une [nouvelle constitution](#) par [référendum](#), il est élu au [suffrage universel](#) direct le [25 août 2003](#) (95 % des voix) et réélu le [9 août 2010](#) (93 % des voix)^[13].

Beaucoup d'observateurs accordent à Paul Kagame le mérite d'avoir apporté la stabilité et la croissance économique de ce pays dévasté. L'efficacité de la lutte contre la corruption au Rwanda, y compris contre des proches de Paul Kagame, est maintenant reconnue au niveau international. Par contre, des ONG, telles que [HRW](#) et [Amnesty International](#), critiquent avec insistance ce qu'elles considèrent comme des manquements au respect des droits de l'homme, notamment en ce qui concerne la liberté de la presse et le climat des périodes électorales. Ses opposants considèrent son régime comme une autocratie répressive favorisant la minorité tutsie au prix d'assassinats encore inexplicables.

En novembre 2015, Kagame fait voter une modification constitutionnelle qui lui permet de se présenter à l'[élection présidentielle de 2017](#). Fin décembre 2015, Kagame annonce qu'il sera effectivement candidat à l'élection présidentielle de 2017^[14]^[15]. Cette décision permet théoriquement à Paul Kagame de rester au pouvoir jusqu'en 2034, et ce alors que de graves entorses à la démocratie sont constatées au Rwanda^[16].

Israël noue des relations commerciales avec plusieurs pays africains dont le Rwanda. En 2017, Kagame se félicite qu'Israël « continue à accroître ses engagements en Afrique »^[17].

Il est réélu pour un troisième mandat le [5 août 2017](#)^[18] (98,8 % des voix).

Le [28 janvier 2018](#), il est désigné [président de l'Union africaine](#)^[19].

Controverses sur son régime et le respect des droits de l'homme

Article détaillé : [Front patriotique rwandais](#).

Article détaillé : [Droits de l'homme au Rwanda depuis 1994](#).

Arguments de ses partisans

Paul Kagame est le seul dirigeant à avoir mis fin concrètement au génocide des Tutsi. Il est bien placé pour dénoncer la démission de la communauté internationale malgré la [convention pour la prévention et la répression du crime de génocide](#) adoptée à Paris en 1948 par les [Nations unies](#).

Les partisans du régime Kagame accusent les ONG et institutions internationales de faire parfois le jeu du [négationnisme](#) en ne soutenant pas la lutte contre l'idéologie du génocide. Cette lutte contre l'[ethnisme](#) est un des thèmes du FPR et de Paul Kagame, bien avant le génocide de 1994. Ce combat contre l'idéologie de l'ethnisme est inscrit dans la nouvelle Constitution de 2003. La majorité des responsables rwandais actuels, à tous les niveaux de la société, étaient qualifiés de « Hutu » dans l'ancienne république dite « hutu ».

Le développement économique, la mise au travail intensif des Rwandais, la lutte contre la corruption et l'exigence de « bonne gouvernance » sont des axes majeurs de sa politique^[N4].

La recherche d'une démocratie ancrée dans les traditions africaines ne doit pas être nécessairement calquée sur les idéaux occidentaux. Kagame intervient parfois directement dans des conflits locaux pour obliger les responsables à respecter les paysans.

En 2014, 51 des 80 sièges de la chambre des députés, soit 63,75 %, sont occupés par des femmes, 30 % des ministres sont des femmes^[20].

Critiques et accusations de ses opposants

Lors de la campagne en RDC contre les forces génocidaires et les civils innocents hutu qui fuyaient les atrocités du FPR qui s'y étaient réfugiées (miliciens [interahamwe](#) et anciennes Forces armées rwandaises), les troupes de l'armée patriotique rwandaise sont accusées de s'être livrées à des massacres de civils^[21] ^[22]. En 1996-97, Kagame est accusé d'ingérence dans les affaires internes du [Zaïre](#) du maréchal Mobutu et d'en violer la souveraineté nationale. Cette ingérence débouche sur la [première guerre du Congo](#) et la chute de Mobutu^[23]. Selon ses opposants, le sentiment de culpabilité de la communauté internationale vis-à-vis du génocide de 1994, qui a causé 800 000 morts selon l'ONU, n'y est probablement pas étranger.^[réf. nécessaire] Le gouvernement de Kagame est accusé d'utiliser le prétexte de l'argument sécuritaire afin de piller les ressources naturelles de l'est du Congo, région où vivent les [Banyamulenge](#), Congolais rwandophones, immigrés au Congo en 1896^[24].



Paul Kagame en 2010.

En décembre 2008, un rapport de l'ONU accuse le Rwanda de soutenir la milice tutsi de [Laurent Nkunda](#) en RDC^[25].

L'ancien président de la République [Pasteur Bizimungu](#) a été emprisonné pour quinze ans, six mois avant l'élection présidentielle de 2003, par la justice rwandaise. Il est gracié trois ans plus tard par Kagame. On déplore la disparition de plusieurs opposants et des assassinats^[26]. D'autres ont été maltraités pendant la campagne électorale.

À l'approche de l'[élection présidentielle](#) du [9 août 2010](#), plusieurs opposants de Paul Kagame sont assassinés^[27]. Un certain nombre d'associations, dont [Reporters sans frontières](#), ont demandé de faire pression sur le Rwanda pour qu'il n'y ait plus d'assassinat politique^[28]. Condamnant notamment le meurtre du journaliste [Jean-Léonard Rugambage](#), assassiné alors qu'il enquêtait sur une tentative de meurtre contre [Faustin Kayumba Nyamwasa](#), autre opposant à Paul Kagame, Reporters sans frontières rappelle qu'il classe le Rwanda à « la 157e place, sur 175 pays, du classement mondial 2009 de la liberté de la presse », et dénonce « le climat de terreur, l'escalade de la répression contre les voix indépendantes et la dérive totalitaire au Rwanda » sous Kagame^[29]. Au nombre des opposants tués, figure [André Kagwa Rwisereka](#), ancien membre du FPR, chef d'un parti d'opposition au FPR de M. Kagame, retrouvé presque décapité, une machette à côté de son corps^[30].

Le président du gouvernement espagnol, [José Luis Rodríguez Zapatero](#), a refusé de recevoir Paul Kagame le 16 juillet 2010 à la suite de manifestations d'ONG protestant contre sa venue alors que certains proches de M. Kagame font l'objet de mandats d'arrêt pour génocide déposés par un juge espagnol^[31]. Ces mandats sont levés par le [Tribunal suprême espagnol](#) le 24 septembre 2015^[32].

Le [9 août 2010](#), à la suite de l'[élection présidentielle](#), Kagame est réélu [président du Rwanda](#) avec 93 % des voix^[13].

Le 1^{er} janvier 2014, l'ancien responsable des services de renseignement rwandais, entré en dissidence au milieu des années 2000, [Patrick Karegeya](#), est retrouvé mort dans sa chambre d'hôtel, à Johannesburg. Le général Kayumba Nyamwasa, ancien chef d'état-major de l'armée rwandaise lui aussi en exil, dénonce un assassinat politique^[33].

Affaires juridiques contre Paul Kagame

Enquête en France

Une enquête est ouverte en France concernant l'attentat contre le président [Juvénal Habyarimana](#) en avril 1994. En 1998, les familles des trois membres d'équipage français de l'avion présidentiel abattu ont porté plainte pour « assassinats en relation avec une entreprise terroriste »^[34].

Le 21 novembre 2006, le parquet de Paris donne son accord au juge d'instruction [Jean-Louis Bruguière](#) pour qu'il délivre des mandats d'arrêts internationaux contre neuf proches du président rwandais Paul Kagame, dont [James Kabarebe](#), chef d'État-major général des Forces rwandaises de défense, Charles Kayonga, chef d'état-major de l'armée de terre^[35] et [Rose Kabuye](#). Néanmoins, le juge d'instruction est dans l'incapacité d'engager de poursuites contre Paul Kagame en raison de l'immunité accordée en France aux chefs d'État en exercice, sauf à demander à l'ONU de saisir le [Tribunal pénal international pour le Rwanda](#) (TPIR) en [Tanzanie](#) pour engager contre celui-ci une procédure judiciaire. L'enquête de Bruguière, censée conforter cette accusation, est partiellement remise en cause par deux enquêtes balistiques : celle d'experts du Royaume-Uni pour le compte du Rwanda et celle d'experts français nommés par le successeur du juge Bruguière, le juge [Marc Trévidic](#). Ces conclusions sont elles-mêmes discutées^[réf. nécessaire].

Juillet 2014 les juges d'instruction Nathalie Poux et [Marc Trévidic](#) ont décidé de mettre fin à l'instruction concernant l'attentat de l'avion Falcon survenu le 6 avril 1994^[36].

Début octobre 2016, selon l'[Agence France Presse](#)^[37], les juges d'instruction Jean-Marc Herbaut et Nathalie Poux ont pris la décision d'envoyer une nouvelle commission rogatoire internationale à l'[Afrique du Sud](#) pour faire entendre Faustin Kayumba, ex-général rwandais^[38].

Enquête en Espagne

Un peu plus d'un an après l'enquête du juge antiterroriste français Jean-Louis Bruguière accusant Kagame d'avoir commandité l'attentat du 6 avril 1994^[N.5], et s'appuyant sur des éléments de cette enquête, la justice espagnole met en cause le chef de l'État rwandais et son entourage. Notamment, l'enquête espagnole désigne Kagame et le FPR comme responsables de l'attentat du 6 avril.

L'Audience nationale, la principale instance judiciaire espagnole, a annoncé des poursuites contre 40 militaires rwandais, dont 11 généraux, pour « génocide, crimes contre l'humanité et terrorisme » commis après le génocide des Tutsi en RDC contre des ressortissants espagnols. Saisi en 2005 de l'assassinat, entre 1994 et 2002, de neuf Espagnols, six religieux et trois humanitaires, le juge Fernando Andreu, qui a instruit en vertu du principe de « compétence universelle », se livre à un réquisitoire de la méthode de prise de pouvoir puis de son exercice par le Front patriotique rwandais (FPR) de Kagame. Le président Kagame, dont la responsabilité serait désignée sans ambiguïté, est épargné, pour l'instant, en raison de son statut de chef d'État en exercice.

Le juge accuse le mouvement rebelle tutsi d'avoir commis, entre 1990 et 1994, des attentats contre les politiques et intellectuels hutus, afin de « provoquer la terreur et tester la réaction de la population civile », qui se livrait en représailles à des massacres de Tutsis.

S'exprimant au sujet de l'enquête espagnole, Paul Kagame déclare : « Imaginez l'arrogance que cela implique - comment un juge espagnol siège dans une ville ou village en Espagne et voit qu'il est de son devoir de mettre en accusation la direction entière d'une nation »^[39].

Le 24 septembre 2015, le [Tribunal suprême espagnol](#) ordonne la levée des mandats d'arrêt (abandon des poursuites) visant ces 40 militaires rwandais^[32].

Distinctions

- Juin 2016 : décoré de l'Al-Wissam Al-Mohammadi — ordre de la Souveraineté^[40] — de classe exceptionnelle (grand cordon) par le roi du Maroc [Mohammed VI](#)^[41].

Kwame Nkrumah



Portrait de Kwame Nkrumah lors de sa visite au président J. F. Kennedy, le 8 mars 1961.

Fonctions

Président de la République du Ghana

1^{er} juillet 1960 – 24 février 1966
(5 ans, 7 mois et 23 jours)

Élection

27 avril 1960

Prédécesseur

Poste créé

Successeur

[Joseph Arthur Ankrah](#) (président du Conseil national de libération)

Premier ministre ghanéen

6 mars 1957 – 1^{er} juillet 1960
(3 ans, 3 mois et 25 jours)

Monarque	Élisabeth II
Gouverneur	Sir Charles Arden-Clarke Comte de Listowel
Prédécesseur	<i>Poste créé</i>
Successeur	Kofi Abrefa Busia (indirectement)
Biographie	
Nom de naissance	Kwame Nkrumah
Date de naissance	21 septembre 1909
Lieu de naissance	Nkroful (Côte-de-l'Or)
Date de décès	27 avril 1972 (à 62 ans)
Lieu de décès	Bucarest (Roumanie)
Nationalité	ghanéenne
Parti politique	Convention People's Party
Conjoint	Fathia Nkrumah
Profession	Chargé d'enseignement
Religion	catholicisme
	
Présidents de la République du Ghana	

Kwame Nkrumah, né le [21 septembre 1909](#) à [Nkroful](#) (alors [Côte-de-l'Or \(colonie britannique\)](#) et actuel [Ghana](#)) et mort le [27 avril 1972](#) à [Bucarest \(République socialiste de Roumanie\)](#), est un [homme d'État](#) indépendantiste et [panafricaniste](#) qui dirigea le [Ghana](#) indépendant, d'abord comme [Premier ministre](#) de [1957](#) à [1960](#), puis en qualité de [président de la République](#) de [1960](#) à [1966](#).

Sommaire

- [1 Biographie](#)
 - [1.1 Études et premiers engagements politiques](#)
 - [1.2 Le père de l'indépendance du Ghana](#)
 - [1.3 Président de la République](#)
 - [1.3.1 Artisan du panafricanisme](#)
 - [1.3.2 Politique économique](#)
 - [1.3.3 Politique éducative et culturelle](#)
 - [1.3.4 Politique familiale et politique sur les droits des femmes](#)
 - [1.3.5 Régime politique](#)

- [1.3.6 La chute et l'exil](#)
- [1.3.7 Postérité](#)

Biographie

Études et premiers engagements politiques

Kwame Nkrumah est né en 1909 en « [Côte-de-l'Or](#) », nom donné par l'Empire britannique au Ghana. En dépit de son origine sociale modeste, Kwame Nkrumah bénéficie d'une scolarisation pourtant payante et essentiellement destinée aux enfants des notables traditionnels, celle-ci devant permettre à l'administration coloniale britannique de s'appuyer sur une classe privilégiée d'indigènes dont seraient extraits ses agents locaux. Après avoir suivi ses premières années d'études chez les jésuites, Nkrumah devient à 17 ans moniteur-élève et est remarqué par un inspecteur qui l'envoie poursuivre ses études dans la banlieue d'[Accra](#). En 1935, quelques années après sa sortie de l'université, il peut embarquer pour les États-Unis afin de compléter ses études à l'université de Lincoln. Après avoir multiplié les petits boulots parallèlement à ses études (il décrit sa vie aux États-Unis comme des « années de misère »), il obtient une licence en économie et en sociologie en 1939^[1].

Il est également membre d'une association d'étudiants africains qu'il contribue à transformer en *Association des étudiants africains des États-Unis et du Canada* et en est le président entre 1942 et 1945. Le journal de l'association se fait le relais des idées panafricaines. Nkrumah s'intéresse en effet aux questions du colonialisme et de l'impérialisme. Si la lecture de [Marx](#) et [Lénine](#) l'impressionne car, dit-il, « j'avais la certitude qu'ils avaient développé une philosophie de caractère à résoudre ses problèmes », il est principalement intéressé par les théories du « Retour en Afrique » et de « l'Afrique aux Africains » de [Marcus Garvey](#). Toutefois, il rejette le concept de « pureté de la race noire » avancé par Garvey et sa rencontre avec [W. E. B. Du Bois](#), lors d'une conférence de la NAACP (organisation dirigée par Du Bois) à laquelle Nkrumah participe en tant que représentant de la Côte-de-l'Or, représente également une influence décisive^[1].

Peu avant de quitter les États-Unis pour la Grande-Bretagne, où doit se tenir le congrès panafricain de 1945, il rédige la brochure *Vers la libération nationale* dans laquelle il développe son analyse du colonialisme : celui-ci est décrit comme conséquence des besoins du capitalisme d'accéder à des matières premières au moindre coût, de disposer d'une main d'œuvre bon marché et d'écouler ses surproductions. Les discours sur la mission civilisatrice et sur l'éducation des indigènes ne sont pour lui que des prétextes pour dissimuler la réalité du colonialisme. À Londres, il adhère au syndicat des étudiants d'Afrique occidentale (la WASU) et entreprend brièvement d'étudier le droit mais se trouve rapidement absorbé par ses activités politiques. Il est co-rédacteur, avec le militant communiste [George Padmore](#), de la déclaration finale du congrès panafricain de Manchester^[1].

Le père de l'indépendance du Ghana



Kwame Nkrumah, portrait photographique dans les [Archives nationales \(Royaume-Uni\)](#).

Il retourne en [Côte-de-l'Or](#) en [1947](#) et devient secrétaire général du parti indépendantiste, l'UGCC (United Gold Coast Convention). Le parti est cependant essentiellement constitué de notables indigènes, relativement désintéressés par les problèmes des plus pauvres et aux objectifs arrangeants avec les colonialistes. Nkrumah décide de transformer l'UGCC en parti de masse : trois journaux de propagande sont créés et rencontrent un succès croissant, le parti se dote d'une branche jeunesse et Nkrumah multiplie les conférences.

L'administration coloniale réagit par la répression : six dirigeants du parti sont incarcérés, ses publications sont censurées. En février 1948, la police ouvre le feu sur des manifestants, provoquant une vingtaine de morts et des centaines de blessés. Les dirigeants de l'UGCC prennent peur et démettent Nkrumah de sa fonction de secrétaire général^[11]. Il est incarcéré pendant deux mois avec d'autres dirigeants de l'UGCC^[12].

Le 12 juin 1949, avec le soutien de l'organisation de jeunesse de l'UGCC, Nkrumah annonce devant 60 000 personnes la fondation d'un nouveau parti la [Convention People's Party](#) (CPP). Souhaitant l'indépendance, Nkrumah appelle au [boycott](#) et à la [désobéissance civile](#), ce qui lui vaut d'être arrêté par les autorités britanniques en 1950 et condamné à trois ans de prison. Pourtant, les grèves et manifestations organisées par la CPP aboutissent cette même année à la promulgation d'une nouvelle Constitution prévoyant une assemblée législative dont 75 membres seront Africains et des élections municipales. Le 8 février 1951, le CPP obtient 34 des 38 sièges du conseil municipal d'Accra et remporte également les législatives^[13]. En dépit de son incarcération, Nkrumah profite d'une faille juridique pour être candidat à Accra central et y obtient 95 % des voix. Il est finalement libéré et désigné pour constituer un gouvernement^[12].

Nkrumah multiplie les concessions pour rassurer l'administration britannique, contrainte de l'accepter comme son principal interlocuteur^[14]. Se basant sur la politique d'« Africanisation de l'administration et de panafricanisme », il décide de développer les infrastructures de son pays grâce aux excédents de l'Office de commercialisation du cacao^[14]. Ainsi, le domaine de l'éducation et celui de la santé enregistrent de véritables progrès^[15]. Les femmes obtiennent le [droit de vote](#) en 1954^[16].

Président de la République

Après les élections législatives de [1956](#), le CPP, qui compte plus de 700 000 membres, remporte les trois quarts des sièges. Nkrumah, fort de son succès, oblige alors le Royaume-Uni à concéder l'indépendance, qui est proclamée le [6 mars 1957](#)^[31]. La Côte-de-l'Or devient ainsi la deuxième colonie à obtenir son indépendance après le [Soudan](#) (1956). Il se marie fin 1957 avec [Fathia Rizk](#), une [copte égyptienne](#)^[71]. Le jour même de l'indépendance, Nkrumah décide d'abandonner le nom colonial du pays au profit de l'actuel, en référence à l'[Empire du Ghana](#)^[81]. En outre, contrairement à la Gold Coast (Cote de l'Or), ce nom n'est plus de nature à être traduit différemment en fonction des langues étrangères^[21]. Tout en demeurant dans le [Commonwealth](#), le Ghana devient, le [1^{er} juillet 1960](#), une république^[31].

Artisan du panafricanisme

Nkrumah est convaincu qu'aucun État ne peut résister individuellement aux grandes puissances. L'arbitraire des frontières des pays anciennement colonisés peut par ailleurs provoquer des guerres. Ami personnel d'un membre éminent du [panafricanisme](#), le caribéen [George Padmore](#)^[41], il organise avec lui les 6^e et 7^e conférences panafricaines en [1953](#) à [Kumasi](#) et [1958](#) à [Accra](#), qui est également la première conférence des États Indépendants d'Afrique^[91]. En plus de revendiquer l'indépendance immédiate de l'Afrique, il prône la formation d'une identité supranationale : les « États-Unis d'Afrique » qui permettrait au continent de devenir l'une des plus grandes forces du monde^[101].

Dans ce but, il s'engage en [1958](#), à poursuivre avec ses homologues africains « une politique africaine commune »^[91]. La même année, il est le premier à apporter son soutien à la [Guinée](#) indépendante d'[Ahmed Sékou Touré](#), en lui accordant un prêt de dix millions de livres sterling^[111]. Il tente un premier pas vers une réalisation concrète du panafricanisme en formant le [1^{er} mai 1959](#) une union avec la Guinée, rejointe le [24 décembre 1960](#) par le [Mali](#).

Mais si cette union n'est jamais dissoute, elle n'est que purement symbolique^[121]. En mars [1963](#), il participe activement à la rédaction de la charte de l'[Organisation de l'unité africaine](#), même si son idée de créer un gouvernement central africain n'est pas retenue^[111].

Il soutient, officieusement, le camp socialiste (bien que se déclarant [non-aligné](#)), en juillet [1962](#). Isolé à l'intérieur de son pays, il l'est également, de plus en plus, à l'extérieur. Ses initiatives lui valent l'hostilité des pays occidentaux (la CIA indique que « Nkrumah faisait plus pour saper nos intérêts qu'aucun autre noir africain »^[131]) mais également certains dirigeants africains qui l'accusent, dans ses projets de panafricanisme, de vouloir propager le communisme en Afrique^[101].

Nkrumah encourage les autres nationalistes africains à rejeter les méthodes violentes et défend l'idée que les deux phases successives de désobéissance civile puis de collaboration gouvernementale avec les colons constituent la meilleure méthode pour gagner l'indépendance. Les guerres en [Algérie](#), au [Cameroun](#), dans les [colonies portugaises](#) et le coup d'État contre le gouvernement nationaliste de [Patrice Lumumba](#) au Congo ne le font pas changer d'avis et il continue de défendre cette vision non-violente de la lutte anticoloniale jusqu'en 1966. En 1970, il revient dans son ouvrage *Les luttes de classes en Afrique* sur ses « illusions » passées : « à moins de s'y voir contrainte, les élites privilégiées ne céderont pas le pouvoir, même si elles acceptent d'effectuer quelques réformes, elles ne céderont jamais, si elles savent leur position menacée. Il n'est pas de grand événement historique qui n'ait été accompli au prix d'efforts violents »^[111].

Politique économique

L'indépendance du pays n'apporte pas de changement radical au système hérité de l'ancien colonisateur. Les infrastructures connaissent un développement significatif avec l'érection du [barrage hydroélectrique d'Akosombo](#) (912 MW), la réalisation à [Tema](#) d'un grand port en eau profonde relié à la capitale par une autoroute^[14], mais les fruits de cette industrialisation naissante ne sont pas directement perceptibles par la population^[4]. De plus, cette modernisation du pays entraîne une détérioration de la situation économique : le [déficit public](#) et celui de la [balance des paiements](#) s'accroissent et, bien qu'ayant adopté une économie d'inspiration libérale, les investissements étrangers sont quasi nuls. De plus, si jusque-là l'inflation est contenue, les salaires des planteurs de cacao ne font que régresser depuis [1954](#), accentuant ainsi la crise^[4].

Au début des années 1960, la chute des cours du cacao et l'augmentation significative des prix des produits importés décident Nkrumah à rompre avec le libéralisme économique. Il fustige « l'échange inégal », qui voit les grandes puissances s'attribuer à bas prix des matières premières et surfacturer les produits manufacturés. En effet, selon l'historien Basil Davidson, alors que la production de cacao au Ghana est passée de 350 000 tonnes en 1960 à 494 000 en 1965, les recettes réalisées en 1965 sont inférieures à celles de 1960^[21]. Alors que les relations avec les pays occidentaux se dégradent^[31], Nkrumah opte officiellement pour le marxisme lors de la XI^e conférence du CPP^[3]. Sous la doctrine du « consciencisme »^[4] (ou « nkrumahisme »), une économie planifiée est mise en place et un plan septennal est adopté en 1964, devant se traduire par une forte politique d'investissements publics de façon à réduire la dépendance économique vers l'étranger. Toutefois, le plan surestime largement les capacités du Ghana à mobiliser un capital intérieur et ne prévoit pas la nationalisation du commerce extérieur. Finalement, cette période est marquée par un gaspillage des ressources naturelles, un accroissement de la corruption^[14], une montée du chômage et la faillite du secteur agricole^[111]. Cette nouvelle politique économique entraîne une augmentation du coût de la vie de 48 % entre [1963](#) et [1966](#), ainsi que la désorganisation des marchés provoquant marché noir et ruptures de stocks^[4].

Politique éducative et culturelle

L'éducation est rendue gratuite et obligatoire en 1962, et l'éducation supérieure le devient en 1965^[15]. Le nombre d'élèves inscrits dans les écoles, qui ne dépassait pas 150 000 dans les années 1950, atteint 1 135 000 au milieu des années 1960^[16].

Kwame Nkrumah s'efforce également de promouvoir une culture panafricaine. Irrité par l'[eurocentrisme](#) des manuels et des institutions culturelles britanniques, il supervise la création d'un [musée national du Ghana](#) (National Museum of Ghana) qui ouvre le 5 mars 1957, d'un Conseil des arts du Ghana, d'une bibliothèque de recherche sur les affaires africaines en juin 1961, et de la Ghana Film Corporation en 1964^[17]. En 1962, il ouvre également un Institut des études africaines^[18].

Politique familiale et politique sur les droits des femmes

Une campagne contre la nudité dans le nord du pays, sous l'impulsion d'[Hannah Kudjoe](#), une des responsables de son parti et une militante qu'il avait encouragé à s'investir dans l'action politique, a reçu son attention particulière. Hannah Kudjoe a également formé la Ligue des femmes du Ghana, a travaillé sur la nutrition, sur l'éducation des enfants, outre le

port de vêtements. La Ligue des femmes a par ailleurs mené une manifestation contre les [essais nucléaires français](#) dans le [Sahara](#)^{[191][201]}. Mais Hannae Kudjoe est finalement marginalisée dans la structure du Parti, au profit d'organisations plus faciles à contrôler^[201].

Des dispositifs législatifs adoptés en 1959 et en 1960 créent des sièges réservés aux femmes, au sein du parlement. Quelques femmes sont promues au Comité central du CPP.

Un effort est fait pour faciliter l'entrée des femmes en université et dans certaines professions, au delà de l'agriculture et du commerce, notamment vers la médecine et le droit^{[191][211]}.

Régime politique

La répression sur la droite s'accroît progressivement^[41] : plusieurs dirigeants de l'opposition sont emprisonnés ou sont contraints de partir en exil (comme le chef de l'opposition unie [Kofi Busia](#))^[221]. En 1961, le gouvernement décide d'augmenter de 5 % les prélèvements sur les salaires pour financer les projets de modernisation des infrastructures.

Cette décision est d'autant plus mal accueillie par les syndicats que certains chefs d'entreprise ou responsables politiques manifestent sans retenue leurs richesses, sans qu'une contribution supérieure ne leur soit demandée. En réaction, des grèves éclatent que le régime fait réprimer et 17 syndicalistes sont emprisonnés^[231]. Nkrumah échappe à deux tentatives d'assassinat en août 1962 et en janvier 1964 qui le plongent dans une véritable [paranoïa](#)^[241]. Peu de temps après, tous les parlementaires de l'opposition sont arrêtés^[41], la presse est censurée^[251], l'indépendance du pouvoir judiciaire est restreinte et les adversaires du régime l'accusent de favoriser un [culte de la personnalité](#)^[261] (il se fait surnommer *Osagyefo* – le « Rédempteur » – par ses partisans). Il tente aussi de supprimer l'influence des origines tribales comme facteur de discrimination^[271].

Le CPP devient en 1964 un [parti unique](#) « ouvert à tous les Ghanéens de toutes classes sociales et de toutes idéologies », conformément à la vision de Nkrumah (qui se fait proclamer [président à vie](#)) de négation d'intérêts divergents au sein d'une même société. Il estime en effet que l'Afrique précoloniale était organisée selon un mode de vie « communaliste » et que la disparition du colonialisme permettra au continent d'évoluer naturellement vers une société égalitaire, sans que la lutte des classes n'intervienne.



Portrait de Kwame Nkrumah sur un timbre soviétique de 1989.

La chute et l'exil

Le [24 février 1966](#), alors qu'il est en voyage en [Chine](#), Nkrumah est renversé, sans aucune résistance^[4], par un coup d'État militaire qui pourrait avoir été incité par la CIA^[13]. Il se réfugie alors en Guinée, chez son ami [Sékou Touré](#) qui lui propose vainement la coprésidence du pays^[11]. Il fonde alors, dans son pays d'exil, une maison d'édition qui publie ses théories révolutionnaires et ses livres sur l'Unité africaine^[11]. Le [27 avril 1972](#), il décède dans un hôpital de [Bucarest](#), à la suite d'un cancer de l'estomac^[11].

Postérité

En décembre 2010, le président [John Evans Atta Mills](#) a inauguré la mise en production d'un nouveau [champ pétrolifère offshore](#) ; celui-ci permet au Ghana d'accéder au statut de pays exportateur de [pétrole](#). Le navire de soutien logistique ([FPSO](#)) associé à ce champ a été rebaptisé le Kwame Nkrumah^[28].

Œuvres et publications

- *Le Consciencisme*, Paris, Éditions Présence Africaine, 1976, 141 p. ([ISBN 978-2708703247](#))
- *Ghana*, New York, NY, USA, International Publishers Co, 1989, 320 p. ([ISBN 978-0717802944](#))
 - *L'Afrique doit s'unir*, Paris, Éditions Présence Africaine, coll. « Textes politiques », 2001, 256 p. ([ISBN 978-2708705791](#)), première édition : anglais : 1963 ; français : 1964
 - *Le néo-colonialisme : Dernier stade de l'impérialisme*, Paris, Éditions Présence Africaine, coll. « Le panafricanisme », 2009, 268 p. ([ISBN 978-2708707948](#))
- Kwame Nkrumah, *Autobiographie*, Paris, Éditions Présence Africaine, coll. « Le panafricanisme », 2009, 291 p. ([ISBN 978-2708707962](#));

Napoléon I^{er}



Napoléon dans son cabinet de travail, Jacques-Louis David, 1812.

Titre

Empereur des Français

20 mars – 22 juin 1815
(3 mois et 2 jours)

Prédécesseur Louis XVIII (roi de France)

Successeur Napoléon II (prétendant)
Louis XVIII (roi de France)

18 mai 1804 – 6 avril 1814
(9 ans, 10 mois et 19 jours)

Couronnement 2 décembre 1804,
en la cathédrale Notre-Dame de Paris

Prédécesseur *Lui-même* (Premier consul de la République)

Successeur Louis XVIII (roi de France)

Roi d'Italie

17 mars 1805 – 11 avril 1814
(9 ans et 25 jours)

Prédécesseur *Lui-même* (président de la République italienne)

Successeur Victor-Emmanuel II
(roi d'Italie en 1861)

Protecteur de la Confédération du Rhin

12 juillet 1806 – 19 octobre 1813
(7 ans, 3 mois et 7 jours)

Prédécesseur	<u>François II</u> (<u>Empereur des Romains</u>)
Successeur	<u>Confédération germanique</u>

Médiateur de la Confédération suisse

19 février 1803 – 19 octobre 1813
(10 ans et 8 mois)

Prédécesseur	<u>République helvétique</u>
Successeur	<u>Confédération des XXII cantons</u>

Président de la République italienne *Napoléon Bonaparte*

26 janvier 1802 – 17 mars 1805
(3 ans, 1 mois et 19 jours)

Vice-président	<u>Francesco Melzi d'Eril</u>
Prédécesseur	<u>République cisalpine</u>
Successeur	<i>Lui-même</i> (roi d'Italie)

Premier consul de la République *Napoléon Bonaparte*

10 novembre 1799 – 18 mai 1804
(4 ans, 5 mois et 8 jours)

Prédécesseur	<u>Directoire</u>
Successeur	<i>Lui-même</i> (empereur des Français)

Biographie

Dynastie	<u>Maison Bonaparte</u>
Nom de naissance	Napoleone Bonaparte (sur l'acte de baptême)
Date de naissance	<u>15 août 1769</u>
Lieu de naissance	<u>Ajaccio</u> (<u>France</u>)
Date de décès	<u>5 mai 1821</u> (à 51 ans)
Lieu de décès	<u>Île Sainte-Hélène</u> (<u>Royaume-Uni</u>)
Père	<u>Charles Bonaparte</u>
Mère	<u>Maria Letizia Ramolino</u>

Conjoint	Joséphine de Beauharnais (1796-1809) Marie-Louise d'Autriche (1810-1821)
Enfants	Napoléon Bonaparte , <i>prince impérial, roi de Rome</i>
Héritier	Prince Napoléon , <i>prince impérial</i>
Religion	Catholicisme romain
	
	
Monarques de France · Monarques d'Italie	

Napoléon I^{er}, né le 15 août 1769 à [Ajaccio](#), et mort le 5 mai 1821 sur l'[île Sainte-Hélène](#), est le premier [empereur des Français](#), du 18 mai 1804 au 6 avril 1814 et du 20 mars 1815 au 22 juin 1815. Second enfant de [Charles Bonaparte](#) et [Letizia Ramolino](#), **Napoléon Bonaparte** est un militaire, [général](#) dans les armées de la [Première République](#) française, née de la [Révolution](#), commandant en chef de l'armée d'Italie puis de l'armée d'Orient.

Parvenu au pouvoir en 1799, par le [coup d'État du 18 Brumaire](#), il est [Premier consul](#) jusqu'au 2 août 1802, puis consul à vie jusqu'au 18 mai 1804, date à laquelle il est proclamé empereur par un [sénatus-consulte](#) suivi d'un [plébiscite](#). Il est sacré empereur, en la [cathédrale Notre-Dame de Paris](#), le [2 décembre 1804](#), par le pape [Pie VII](#).

En tant que général en chef et chef d'État, Napoléon tente de briser les [coalitions](#) montées et financées par le [royaume de Grande-Bretagne](#) et qui rassemblent, depuis 1792, les [monarchie européennes](#) contre la France et son régime né de la Révolution. Il conduit pour cela les armées françaises d'[Italie](#) au [Nil](#) et d'[Autriche](#) à [la Prusse](#) et à [la Pologne](#) : ses nombreuses et brillantes victoires

([Arcole](#), [Rivoli](#), [Pyramides](#), [Marengo](#), [Austerlitz](#), [Iéna](#), [Friedland](#)), dans des campagnes militaires rapides, disloquent les quatre premières coalitions. Les paix successives, qui mettent un terme à chacune de ces coalitions, renforcent la France et donnent à son chef, Napoléon, un degré de puissance jusqu'alors rarement égalé en Europe, lors de la [paix de Tilsit](#) (1807).

Il réorganise et réforme durablement l'État et la société. Il porte le territoire français à son extension maximale avec 134 [départements](#) en 1812, transformant [Rome](#), [Hambourg](#), [Barcelone](#) ou [Amsterdam](#) en chefs-lieux de départements français. Il est aussi président de la [République italienne](#) de 1802 à 1805, puis roi d'[Italie](#) de 1805 à 1814, mais également médiateur de la [Confédération suisse](#) de 1803 à 1813 et protecteur de la [Confédération du Rhin](#) de 1806 à 1813. Ses victoires lui permettent d'annexer à la France de vastes territoires et de gouverner la majeure partie de l'[Europe continentale](#) en plaçant les membres de sa famille sur les trônes de plusieurs

royaumes : [Joseph](#) sur celui de [Naples](#) puis d'[Espagne](#), [Louis](#) sur celui de [Hollande](#), [Jérôme](#) sur celui de [Westphalie](#) et son beau-frère [Joachim Murat](#) à Naples. Il crée également un [duché de Varsovie](#), sans oser restaurer formellement l'indépendance polonaise, et soumet temporairement à son influence des puissances vaincues telles que le [royaume de Prusse](#) et l'[empire d'Autriche](#).

Objet, dès son vivant, d'[une légende dorée](#) comme d'[une légende noire](#), il doit sa très grande notoriété à son habileté militaire, récompensée par de nombreuses victoires, et à sa trajectoire politique étonnante^[a], mais aussi à son régime [despotique](#) et très centralisé ainsi qu'à son ambition qui se traduit par des guerres d'agression très meurtrières ([au Portugal](#), [en Espagne](#) et [en Russie](#)) avec des [centaines de milliers de morts et blessés, militaires et civils](#) pour l'ensemble de l'Europe. Il tente également de renforcer le régime colonial français d'[Ancien Régime](#) en outre-mer, en particulier avec le rétablissement de l'esclavage en 1802, ce qui provoque la [guerre de Saint-Domingue](#) (1802-1803) et la perte définitive de cette colonie, tandis que les Britanniques s'assurent le contrôle de toutes les autres colonies entre 1803 et 1810. Cet ennemi britannique toujours vaincu s'obstine à financer des coalitions de plus en plus générales, les Alliés finissent par remporter des succès décisifs en Espagne ([bataille de Vitoria](#)) et en Allemagne ([bataille de Leipzig](#)) en 1813.

L'intransigeance de Napoléon devant ces sanglants revers lui fait perdre le soutien de pans entiers de la nation française^[1], tandis que ses anciens alliés ou vassaux se retournent contre lui. Amené à abdiquer en 1814 après la [prise de Paris](#), capitale de l'Empire français, et à se retirer à l'[île d'Elbe](#), il tente de reprendre le pouvoir en France, lors de l'épisode des [Cent-Jours](#) en 1815. Capable de reconquérir la France et d'y rétablir le régime impérial sans coup férir, il amène pourtant, du fait de sa mise au ban de l'Europe, le pays dans une impasse avec la lourde [défaite de Waterloo](#) qui met fin à l'Empire napoléonien et assure la [restauration de la dynastie des Bourbons](#). Sa [mort en exil](#), à Sainte-Hélène, sous la garde des Anglais, fait l'objet de nombreuses controverses.

Une tradition [romantique](#) fait de Napoléon l'archétype du *grand homme* appelé à bouleverser le monde. C'est ainsi que le [comte de Las Cases](#), auteur du [Mémorial de Sainte-Hélène](#), tente de présenter Napoléon au Parlement britannique dans une pétition rédigée en 1818^[2]. [Élie Faure](#), dans son ouvrage *Napoléon*, qui a inspiré [Abel Gance](#), le compare à un « prophète des temps modernes ». D'autres auteurs, tel [Victor Hugo](#), font du vaincu de Sainte-Hélène le « [Prométhée](#) moderne ». L'ombre de « Napoléon le Grand » plane sur de nombreux ouvrages de [Balzac](#), [Stendhal](#), [Musset](#), mais aussi de [Dostoïevski](#), de [Tolstoï](#) et de bien d'autres encore. Par ailleurs, un courant politique français émerge au XIX^e siècle, le [bonapartisme](#), se revendiquant de l'action et du mode de gouvernement de Napoléon.

Sommaire

- [1 Biographie](#)
 - [1.1 Jeunesse](#)
 - [1.1.1 Naissance](#)
 - [1.1.2 Enfance et formation militaire](#)
 - [1.1.2.1 École royale militaire de Brienne \(1779-1784\)](#)
 - [1.1.2.2 École militaire supérieure de Paris \(1784-1785\)](#)
 - [1.1.2.3 Affectation au régiment d'artillerie de la Fère \(1785-1791\)](#)
 - [1.1.3 Premières armes](#)
 - [1.1.4 Siège de Toulon \(1793\)](#)

- [1.1.5 Bonaparte, jeune général victorieux^{\[30\]}](#)
 - [1.1.6 Paris et le 13 vendémiaire](#)
 - [1.1.7 Bonaparte et Joséphine](#)
 - [1.1.8 La campagne d'Italie \(1796-1797\)](#)
 - [1.1.9 Campagne d'Égypte \(1798-1801\)](#)
 - [1.1.10 Retour à Paris, situation de la France](#)
 - [1.2 Consulat](#)
 - [1.2.1 Coup d'État](#)
 - [1.2.2 La Constitution](#)
 - [1.2.3 Du Consul à l'Empereur](#)
 - [1.3 Empire](#)
 - [1.3.1 Symboles impériaux](#)
 - [1.3.2 Napoléon et l'Église](#)
 - [1.3.3 Napoléon et l'économie](#)
 - [1.3.4 Napoléon et les femmes](#)
 - [1.3.5 L'Empire victorieux](#)
- [1.3.6 Campagnes de la péninsule Ibérique et d'Autriche](#)
 - [1.3.6.1 Guerre d'Espagne](#)
 - [1.3.6.2 Guerre contre l'Autriche](#)
- [1.3.7 Napoléon, souverain du « Grand Empire »](#)
- [1.3.8 Campagnes de Russie et d'Allemagne](#)
- [1.3.9 Campagne de France et première abdication](#)
 - [1.3.10 Les Cent-Jours](#)
 - [1.3.10.1 La route Napoléon et le « Vol de l'Aigle »](#)
 - [1.3.10.2 Retour au pouvoir et défaite finale](#)
 - [1.3.11 La bataille de Waterloo](#)
- [1.4 Exil à Sainte-Hélène et mort](#)
 - [1.4.1 Retour de ses cendres en France \(1840\)](#)
- [1.5 État de santé de Napoléon](#)
 - [1.6 Cause de sa mort](#)
- [2 Héritage napoléonien](#)
 - [2.1 Rétablissement de l'esclavage](#)
- [3 Réalisations de Napoléon Bonaparte](#)
 - [3.1 Sous le Consulat](#)
 - [3.2 Sous l'Empire](#)
 - [3.3 Œuvre législative](#)
 - [3.4 En architecture et urbanisme](#)
 - [3.4.1 À Paris](#)
 - [3.4.2 En dehors de l'Île-de-France](#)
- [4 Regards des contemporains](#)
 - [4.1 Surnoms](#)
- [5 Vie privée](#)
 - [5.1 Influences historiques](#)
 - [5.2 Napoléon et la spiritualité](#)
 - [5.2.1 Napoléon et le catholicisme](#)
 - [5.2.2 Napoléon et l'islam pendant la campagne d'Égypte](#)
 - [5.2.3 Regard personnel de Napoléon sur l'islam](#)
 - [5.2.4 Napoléon et la franc-maçonnerie](#)

- [5.3 Correspondance](#)
 - [5.4 Famille](#)
 - [5.4.1 Ascendance](#)
 - [5.4.2 Parents](#)
 - [5.4.3 Frères et sœurs](#)
 - [5.4.4 Neveux et nièces](#)
 - [5.4.5 Oncle](#)
 - [5.5 Mariages et enfants](#)
 - [5.6 Ordre de succession au trône impérial en juillet 1815](#)
- [6 Conservation des archives personnelles de Bonaparte et sa famille](#)

Biographie

Jeunesse

Naissance



Le blason de la [famille Bonaparte](#) (avant Napoléon I^{er}).



Portrait de Charles Bonaparte, père de Napoléon.

Napoléon Bonaparte naît à [Ajaccio](#), dans la maison familiale (transformée aujourd'hui en musée^[4]), le 15 août 1769 ([jour de la Sainte-Marie](#), la patronne de la [Corse](#)). Ce jour-là, [Letizia Ramolino](#), âgée de dix-huit ans, assistait aux fêtes de l'[Assomption](#). D'un coup, vers midi, elle sort de la messe, et rentre à la maison (qui se trouve à une centaine de mètres de la cathédrale), et, avant de pouvoir atteindre sa chambre elle accouche précipitamment du petit Napoléon^[4].

Napoléon est né un an après le [traité de Versailles](#) par lequel [Gênes](#) cède la [Corse](#) à la [France](#)^[6], l'île est donc devenue récemment française. [Ondoyé](#) à domicile, il a pour nom de baptême *Napoleone Buonaparte* (prénom donné en mémoire d'un oncle mort à [Corte](#) en 1767)^[4], et n'est baptisé à la [cathédrale Notre-Dame-de-l'Assomption d'Ajaccio](#) que le 21 juillet 1771. Issu d'une famille faisant partie de la [noblesse](#) de robe récente (son grand-père n'ayant été anobli qu'en 1757, soit 11 ans et demi avant la naissance de Napoléon)^[5] italo-corse dont la présence sur l'île est attestée depuis la première moitié du XVI^e siècle^[6] avec un certain [Francesco Buonaparte](#) (la [maison Bonaparte](#) est d'origine [toscanes](#)^[7]), il est le quatrième enfant (second des enfants survivants, après Joseph) de [Charles Bonaparte](#), avocat au Conseil supérieur de l'île et greffier au tribunal, et de Maria Letizia Ramolino, dont le mariage avait été célébré en 1764. Dans la généalogie des Bonaparte, aucun militaire n'apparaît, c'est une famille de fonctionnaires. Mais lors de son retour d'Égypte en 1799, Napoléon avancera à [Monge](#) qu'il est peut-être le fils d'un général français, un certain [comte de Marbeuf](#). Cette déclaration, qui avantagait Napoléon dans sa généalogie

est fausse, le père de Napoléon étant bien Charles Bonaparte. Néanmoins, Marbeuf a bien été l'amant de Letizia Ramolino pendant quelque temps^[15].

Plus tard, Napoléon fera de sa date de naissance, le 15 août, un jour férié^[18].

Enfance et formation militaire

La famille Bonaparte vit à [Ajaccio](#), rue Malerba (rue de la Mauvaise-Herbe, aujourd'hui rue Saint-Charles), dans une petite maison traditionnelle du XVIII^e siècle, que Napoléon qualifiera lui-même de « misérable ». La Casa Buonaparte est habitée au rez-de-chaussée et au premier étage par les Bonaparte et au deuxième étage par leurs cousins, les [Pozzo di Borgo](#). Ce voisinage est très insupportable, et les deux familles vivent dans une brouille continuelle. On raconte qu'un jour, une Pozzo di Borgo aurait jeté le contenu d'un pot de chambre par la fenêtre, sur Madame Letizia^[19].

Les Bonaparte ne sont pas riches du tout. Dans ce milieu rural, les ressources matérielles de la famille sont essentiellement fondées sur les récoltes et les échanges.

À l'école, Bonaparte est un enfant turbulent, bagarreur avec ses camarades, mais sera très vite reconnu comme étant un enfant avec de grandes capacités pour le calcul.

Le 8 juin 1777, Charles Bonaparte est élu député de la noblesse de Corse. En cette qualité, il fait partie de la députation que l'Assemblée générale des états de la Corse envoie à Versailles auprès du roi [Louis XVI](#). Le 15 décembre 1778, il part pour Versailles où Louis XVI le reçoit en audience une seconde fois^[10], la première rencontre avec le roi datant de 1776. À cette occasion, le [comte de Marbeuf](#), gouverneur de l'île, fait obtenir, auprès du ministre de la guerre le [prince de Montbarrey](#), une bourse pour faire entrer le deuxième fils de Charles à l'école militaire, l'aîné Joseph étant destiné à suivre une carrière ecclésiastique^[11].

Arrivés en France le 15 décembre 1778, c'est le 1^{er} janvier 1779 que Charles Bonaparte fait entrer provisoirement ses deux fils Joseph et Napoléon au collège d'[Autun](#). Napoléon y reste trois mois, le temps pour son père de faire les démarches permettant de le faire admettre à l'école militaire. Pour obtenir une bourse du roi, il faut fournir les preuves de sa noblesse et de quatre degrés d'ancienneté^[12]. Le dossier fut examiné par le juge d'armes Antoine-Marie d'Hozier de Serigny^[13]. De plus, c'est à Autun que réside Monseigneur [Alexandre de Marbeuf](#), évêque d'Autun et neveu du gouverneur de la Corse^[14].

Arrivé au collège d'Autun, Napoléon ne sait pas parler français, il ne parle qu'un dialecte corse. La légende veut qu'à ce moment là, Napoléon ait appris le français en trois mois^[14], ce qui est très peu probable^[15]. Napoléon gardera toute sa vie son accent italien, et sa mauvaise orthographe^[14].

Après trois mois et vingt jours passés à Autun il ira à l'[école militaire de Brienne](#), où il restera 5 ans. C'est un épisode douloureux pour Napoléon qui devra se séparer de son [frère](#).

École royale militaire de Brienne (1779-1784)

Charles Bonaparte ayant fourni les preuves de noblesse de la famille, Napoléon est agréé par le ministère de la Guerre pour entrer au collège militaire de [Tiron](#), mais, à la suite de

défections, il est finalement admis à l'[école royale militaire de Brienne-le-Château](#) (aujourd'hui dans l'[Aube](#))^[13]. Napoléon y entre le 15 mai 1779 en classe de septième^[16] étant âgé de presque 10 ans. C'est l'un des douze collèges de France qui accueillent les enfants de la petite noblesse. Il va y rester cinq ans. Bonaparte n'aurait pas été très apprécié de ses camarades, souffrant de moquerie à cause de son fort accent, faisant des fautes de langage, il vivra dans un isolement presque total et en gardera un souvenir assez malheureux^[4]. De plus, Bonaparte ne cache pas son admiration pour [Pascal Paoli](#)^[17]. Selon Jacques Godechot, les témoignages sur le séjour de Brienne sont contradictoires et sujets à caution^[18]. Élève assez moyen en général, bon en mathématiques, il montre tout de même déjà une propension à l'art du commandement, en organisant des jeux militaires dont il prend la tête. Une bataille de boules de neige, qu'il aurait dirigée un hiver, fait partie de sa légende^[19]. Son frère Joseph, ayant abandonné son projet d'entrer au séminaire, étudie le droit, [Lucien](#) entre au séminaire d'Aix-en-Provence et ses sœurs sont éduquées par [M^{me} Campan](#).

Son père lui rend une seule visite le 21 juin 1784^[20]. Le 22 septembre de la même année, le sous-inspecteur des écoles Marie-Antoine-Sérapion Reynaud des Monts fait passer aux élèves cadets de Brienne l'examen d'entrée à l'[École militaire de Paris](#), où après un an d'études ils pourront être affectés à un régiment d'artillerie, du génie ou de la marine^[21]. Napoléon est jugé apte à y entrer ainsi que quatre de ses condisciples.

École militaire supérieure de Paris (1784-1785)

Il quitte l'[école de Brienne](#), à l'âge quinze ans, le 17 octobre 1784 et arrive cinq jours plus tard à Paris où il intègre la compagnie des cadets gentilshommes^[22] de l'école militaire de Paris. Le jeune Napoléon est très impressionné par les magnifiques bâtiments de l'école et par les appartements.

Napoléon se distinguera en mathématiques en maîtrisant en dix mois « le [fameux Bezout](#) », traité mathématiques étudié habituellement en trois ans. Doué en mathématiques, il ne présente aucune disposition pour les langues vivantes en négligeant les cours d'allemand. Comme à Brienne, Napoléon, ce petit noble, souffre des inégalités et ira même jusqu'à proposer au directeur de l'école un projet de règlement qui interdirait les démonstrations liées aux privilèges de la fortune^[4].

Le 24 février 1785, Charles Bonaparte meurt d'un cancer de l'estomac dans d'atroces souffrances ; le rôle de chef de la famille échoit alors à l'aîné Joseph, mais Napoléon le juge d'un caractère trop faible pour diriger la famille^[23]. En septembre, il passe l'examen de sortie de l'école ; l'inspecteur des Écoles, [Agathon Guinement](#), chevalier de Keralio, le juge apte à être affecté à un régiment de la marine, mais la mère de Napoléon refuse et il est finalement intégré à un régiment d'artillerie^[24] interrogé par le mathématicien [Pierre-Simon de Laplace](#).

Affectation au régiment d'artillerie de la Fère (1785-1791)

Article détaillé : [Séjour de Napoléon Bonaparte à Auxonne](#).

Il est reçu sous-lieutenant (42^e sur 58), à l'examen de l'artillerie. Il reçoit son ordre d'affectation au [régiment d'artillerie de la Fère](#) alors en garnison à [Valence](#)^[24]^[25], qu'il rejoint le 3 novembre 1785.

L'été suivant, il obtient un congé de six mois à partir du 1^{er} septembre 1786. Le 15 septembre 1786, sept ans et neuf mois après son départ, il repose les pieds sur l'île de Corse à l'occasion de son congé de semestre. Il ne rejoindra son régiment que treize mois plus tard, soit le 30 septembre 1787. Dès novembre 1787, il demande un nouveau congé de six mois, qu'il obtient. Il ne réintègrera son régiment que le 15 juin 1788. Le 1^{er} juin 1788, il s'embarque pour rejoindre son régiment de La Fère en garnison à [Auxonne](#) et apprendre son métier d'artilleur. Dans ses loisirs, il travaille assidûment. Ses nombreuses lectures ([Plutarque](#), [Tite-Live](#), [Cicéron](#), [Montaigne](#)...), qu'il accompagne de *Notes*^[26] témoignent du sens dans lequel il a dirigé ses études et des sujets qui l'ont particulièrement attiré.

Le 9 septembre 1789, il quitte Auxonne pour un nouveau congé de six mois. Il ne réintègre son régiment que le 11 février 1791. Le 1^{er} septembre 1791, il demande un nouveau congé de trois mois pour ne jamais revenir à son régiment^[27].

Premières armes

Article détaillé : [Guerres de la Révolution française](#).

Lorsque la [Révolution](#) éclate en 1789, le lieutenant Bonaparte a dix-neuf ans. Il est présent depuis le 15 juin 1788 au régiment de La Fère, alors à l'école royale d'artillerie à [Auxonne](#) dirigée par le maréchal de camp-baron, [Jean-Pierre du Teil](#). Ce dernier lui confie la [répression de la première émeute de la faim](#) qui éclate dans la ville le 19 juillet 1789.

En 1791, le lieutenant Bonaparte répond à l'ouverture de l'armée russe aux émigrés français ordonnée par la [tsarine Catherine II](#). Son offre est rejetée car la tsarine, qui se méfie des républicains, est également rebutée par le caractère prétentieux du lieutenant qui demande son intégration dans son armée avec le grade de major^[28].

Napoléon retourne à plusieurs reprises en Corse, où les luttes de clans avaient repris, les [paolistes](#) soutenant la monarchie à l'anglaise, et les [Bonaparte](#) la Révolution. Napoléon se fait élire, dans des circonstances floues (522 voix sur 492 inscrits), lieutenant-colonel du [2^e bataillon de volontaires de la Corse](#) à Ajaccio le 1^{er} avril 1792^[29]. Les troubles qui suivent cette élection amènent les autorités de l'île à éloigner Bonaparte en lui confiant une mission sur le continent au moment où la France déclare la guerre au [roi de Bohême et de Hongrie](#). Présent ponctuellement à Paris, le jeune officier est spectateur de l'[invasion des Tuileries](#) par le peuple le 20 juin 1792 et aurait manifesté alors son mépris pour l'impuissance de [Louis XVI](#). Ce dernier signe, quelques jours plus tard, son brevet de capitaine ; ce sera l'un de ses derniers actes publics.

De retour à Paris, Bonaparte est nommé capitaine le 13 juillet 1792, dans le contexte de la guerre, où l'on a besoin de soldats. De plus, il ne reste que 14 officiers sur 80 dans son régiment, le 4^e d'artillerie.

La guerre prend de l'ampleur à l'automne 1792 avec la constitution d'une [coalition](#) des monarchies européennes contre la toute nouvelle République française, coalition à laquelle participe le [royaume de Sardaigne](#). C'est à ce poste de commandant en second du bataillon [Quenza](#)-Bonaparte que ce dernier fait ses premières armes en février 1793, participant à la tête de l'artillerie à l'expédition de [La Maddalena](#). Malgré l'efficacité et la détermination de Napoléon, l'opération commandée par [Colonna Cesari](#), un proche de [Paoli](#), est un échec cuisant. Cet événement et l'[exécution du roi](#) en janvier 1793 attisent la division avec les [paolistes](#), provoquant une révolte des indépendantistes.

Les désaccords entre Paoli et Bonaparte s'accroissent à la suite d'une lettre de [Lucien Bonaparte](#) à la [Convention](#) pour dénoncer Paoli. Paoli l'apprend, et c'est la rupture entre lui et Bonaparte. La famille de Napoléon, dont la maison a été mise à sac et incendiée le 24 mai 1793^[124] par les paolistes, est contrainte de se réfugier dans une autre résidence, leur petite ferme de Milleli. Quelque temps plus tard, le 11 juin 1793, ils décident de quitter l'île précipitamment à destination de la France continentale, Napoléon déclarant « Ce pays n'est pas pour nous », en parlant de la Corse. Cela va faire naître chez Napoléon une véritable rancune envers les Corses, qu'il évitera tout au long de sa vie. Il déclarera, quelques mois avant sa mort en 1821 au [maréchal Bertrand](#) : « La Corse n'est pour la France qu'un inconvénient, une verrue qu'elle a sur le visage »^[130].

Débarqués en France le 13 juin 1793, les Bonaparte s'installent d'abord près de Toulon, puis dans la région de Marseille, en pleine guerre fédéraliste. La famille qui vient de quitter sa Corse natale a beaucoup de mal à vivre en France, sans argent, sans aucune situation stable.

Napoléon Bonaparte, ce jeune capitaine en garnison à Nice, obtient un rappel de solde de 3 000 livres. Il est affecté auprès de l'armée chargée de mater l'[insurrection fédéraliste](#) du Midi. Il s'active à approvisionner l'artillerie de Nice en munitions et en poudres durant l'été 1793, ce matériel étant bloqué à Avignon par les [girondins](#).

Le 29 juillet 1793, Bonaparte est à Beaucaire, et c'est à cette période qu'il rédige le fameux [Souper de Beaucaire](#), pamphlet politique pro-jacobin et anti-fédéraliste, dans lequel un militaire discute avec des bourgeois, en leur disant qu'ils doivent se rallier à la Convention nationale. Ce pamphlet sera d'ailleurs utilisé comme instrument de propagande de la Convention.

Le 28 août 1793, alors que Marseille vient d'être reprise par les Républicains jacobins et que la famille Bonaparte s'y installe, [Toulon](#), tenue par les fédéralistes et les royalistes, se livre aux troupes britanniques et espagnoles. L'arsenal, la flotte française est livrée aux anglais.

Article détaillé : [Siège de Toulon \(1793\)](#).

Siège de Toulon (1793)



Bonaparte pendant le [siège de Toulon](#).

Bonaparte est [capitaine](#) d'artillerie lorsqu'il se présente au [général Carteaux](#), chargé de diriger le siège de la ville. Celui-ci ne l'écoute pas et ne suit pas ses conseils^[24]. Bonaparte obtient, à la demande des commissaires [Augustin Robespierre](#) et son compatriote [Salicetti](#), le commandement de l'artillerie, avec le grade de [chef de bataillon](#). Bonaparte s'oppose aussi à [Louis Fréron](#), qui, par sa mauvaise gestion des affaires militaires, contribue au lancement de sa carrière. Il rencontre lors de ce siège de jeunes officiers comme [Marmont](#) ou [Victor](#) et le sergent [Junot](#)^[24] qui accompagneront la suite de sa carrière. L'artillerie est dirigée par [Dommartin](#), mais Bonaparte est nommé commandant à sa place, le 19 octobre 1793. Le 23 novembre, il parvient avec ses hommes, à capturer le général anglais [Charles O'Hara](#)^[24]. Après l'échec d'un assaut contre Toulon, Napoléon soumet un plan d'attaque au général [Dugommier](#), qui a pris le commandement du siège. L'application de ce plan permet la [reprise de la ville](#) aux troupes royalistes et britanniques le 18 décembre, après la prise du *Petit Gibraltar*^[24]. Ses ordres contribuent à forcer la flotte britannique à quitter la [rade de Toulon](#) et à priver ainsi les insurgés d'un soutien précieux. Il est fait [général de brigade](#) le 19 janvier 1794, après avoir refusé au commissaire [Augustin Robespierre](#) (frère de [Maximilien de Robespierre](#)) son protecteur, le commandement de l'armée de Paris^[24]. Augustin dira d'ailleurs à son frère, par une lettre, que Bonaparte est « un mérite transcendant et Corse ». Le nom de « Bonaparte » est désormais connu de Maximilien de Robespierre.

Bonaparte, jeune général victorieux^[30]

Après cette victoire, Bonaparte suscite l'admiration auprès de la Convention, mais aussi auprès de la gent féminine. Il se mettra à fréquenter [Désirée Clary](#), qui deviendra sa fiancée^[24].

Il obtient une mission de ravitaillement à [Gênes](#) le 15 juillet 1794. En réalité il s'agit d'une mission qui vise à se renseigner sur les forces militaires de Gênes. Le [27 juillet 1794 \(le 9 thermidor an II\)](#), il rentre à Paris, le jour où Robespierre s'écroule.

Ses amitiés avec les [jacobins](#) lui valent d'être brièvement arrêté le 9 août 1794 après la [chute de Robespierre](#), à [Antibes](#), au [fort Carré](#)^[24].

La situation reste mauvaise pour Bonaparte, il rentrera dans la franc-maçonnerie en avril 1795. Il remonte ensuite à Paris, et se présente au ministère de la Guerre qui lui propose d'aller faire de la répression en Vendée, mais Bonaparte refuse, car il a l'esprit tourné vers

l'Italie. Pour éviter d'y aller de force, il se présentera malade de la gale, accompagné d'un certificat médical.

Au mois de juillet 1795, il espère aller en Turquie à la demande du [sultan](#) pour devenir officier instructeur. Cela échouera, il n'est pas retenu.

Le 15 septembre 1795, il est renvoyé brusquement, (ou il a démissionné, la cause reste encore floue). Désormais sans affectation et sans solde, c'est une catastrophe pour lui. Mais Bonaparte ne tardera pas à reparaître, un certain [5 octobre 1795, le 13 vendémiaire an IV](#).

Paris et le 13 vendémiaire

Article détaillé : [Insurrection royaliste du 13 vendémiaire an IV](#)

Une fois Bonaparte libéré, [François Aubry](#), membre du comité militaire, lui propose en 1795 un commandement en [Vendée](#) mais il refuse et lui dit même « on vieillit vite sur le champ de bataille et j'en arrive »^[24]. Aubry le met alors en congé, mais sans solde. Par la suite, il erre à [Paris](#) sans commandement effectif ; sans argent, il va souvent dîner chez Bourrienne ou chez M^{me} [Panoria Commène](#), épouse Permon, une connaissance de Corse, avec [Junot](#), les deux étant devenus inséparables depuis le [siège de Toulon](#)^[24].

Le [13 vendémiaire an IV](#) (5 octobre 1795), [Barras](#) lui demande de réprimer l'[insurrection royaliste](#) contre la [Convention nationale](#)^[24]. En effet, 25 000 royalistes préparent une insurrection à Paris. À cette occasion, Bonaparte a sous ses ordres un jeune officier, [Joachim Murat](#), chef d'escadron, son futur beau-frère. Ce dernier joue un rôle déterminant, en transférant à temps les canons indispensables depuis les [Sablons](#) jusqu'aux abords des Tuileries. La canonnade de [Saint-Roch](#) — où les boulets ont été remplacés par de la mitraille plus « efficace » — disperse les forces royalistes, faisant trois cents morts^[31].

Quelques jours plus tard, Bonaparte est promu [général de division](#), puis nommé commandant de l'[armée de l'Intérieur](#), succédant à Barras qui devient l'un des cinq membres du [Directoire](#) (régime qui succède à la [Convention](#) en octobre 1795). Il s'installe alors à Paris, à l'hôtel de la XVII^e division, rue des Capucines^[24]. Bonaparte a fait ici une ascension extraordinaire en devenant en quelques semaines seulement, un personnage très important de la capitale.



[Joséphine de Beauharnais](#), premier grand amour de Napoléon.

Bonaparte et Joséphine

[Marie Joséphe Rose Tascher de la Pagerie](#) est veuve d'[Alexandre de Beauharnais](#), général de l'[armée du Rhin](#), accusé de s'être rendu au [siège de Mayence](#) de 1793. Il sera guillotiné en 1794, tandis qu'elle sera emprisonnée. Alexandre lui donnera deux enfants, [Eugène](#) et [Hortense](#). Née aux [Antilles](#), en [Martinique](#) en 1763, son [père](#) possédait une plantation de canne à sucre.

Après une première rencontre entre Bonaparte et Joséphine en 1795, une véritable passion va naître entre les deux amants.

Très rapidement ils décident de se marier. Bonaparte s'empresse donc d'écrire une lettre de rupture à [Désirée Clary](#), dont la [sœur](#) est mariée à [Joseph](#).

Bonaparte, en retard au mariage, arrive et s'écrie auprès du commissaire chargé de remplacer le maire « Mariez-nous vite », en le réveillant. Ils se marient le 9 mars 1796 à la mairie du II^{ème} arrondissement de Paris, d'un mariage républicain et non religieux. [Paul Barras](#), l'ancien amant de Joséphine, assiste au mariage. Sur leur certificat, les époux falsifient leur âge. Joséphine se donne quatre ans de moins et Bonaparte se donne 18 mois de plus. D'ailleurs le mariage ne sera pas réglementaire, étant donné que le commissaire n'est pas habilité à dispenser les mariages^[3].

Deux jours plus tard, Bonaparte rejoint son armée d'Italie à Nice, en passant par Marseille pour annoncer à sa mère la nouvelle de son mariage.

La campagne d'Italie (1796-1797)

Article détaillé : [Campagne d'Italie \(1796-1797\)](#).



Bonaparte au pont d'Arcole,
par [Antoine-Jean Gros](#) (ca. 1801), [musée du Louvre](#),
Paris.



Napoléon Bonaparte à la bataille de Rivoli,
par [Philippoteaux](#).

Le 2 mars 1796, Bonaparte avait obtenu sa promotion de général en chef de la petite [armée d'Italie](#), appelée en principe à ouvrir un simple front de diversion^[24]. Officier d'[artillerie](#) de formation, il innove à cette époque dans l'utilisation de l'artillerie ([canon de Grébeauval](#)) comme force mobile d'appui des attaques d'infanterie. Il sait motiver ses hommes^[32] et fait, sur le terrain qu'il avait reconnu en 1793-94, une campagne d'exception qui reste étudiée dans toutes les écoles de guerre.

C'est la première grande campagne de Bonaparte, à laquelle il attachera beaucoup d'importance tout au long de sa vie. Stendhal dira même qu'il s'agit de la période la plus brillante de la vie de Bonaparte. L'armée que l'on confie à Bonaparte n'est pas censée être très importante. Il s'agit d'une campagne de diversion, tandis que deux armées du Rhin bien plus puissantes contournaient les Autrichiens par le nord. Il remportera victoire sur victoire et réorganisera le nord de l'Italie^[33].

En un peu plus d'un an, il bat cinq armées autrichiennes, fréquemment à un contre deux, et décide seul du sort de la guerre, les armées françaises du Rhin étant battues par les [Autrichiens](#) qui doivent affaiblir leurs troupes sur ce front pour envoyer des renforts en Italie.

Il bat séparément quatre généraux piémontais et autrichiens (dont [Colli von Beaulieu](#) et [Argenteau](#) à [Millesimo](#), [Montenotte](#)), après s'être emparé du [massif de l'Authion](#) avec [Masséna](#), là où les généraux [Gaspard Jean-Baptiste Brunet](#) et [Jean-Mathieu-Philibert Sérurier](#) avaient échoué, à la baisse de [Turini-Camp d'argent](#) et signe l'[armistice de Cherasco](#) avec le premier royaume.

Dans une deuxième phase, il bat une nouvelle armée autrichienne envoyée en renfort et commandée par [Sebottendorf](#) à [Lodi](#) et Beaulieu à [Borghetto](#). Le 15 mai 1796, le jeune Bonaparte entre dans [Milan](#), à la tête de son armée.

Dans une troisième phase organisée autour du [siège de Mantoue](#), il bat deux nouvelles armées autrichiennes commandées par [Quasdanovich](#) et [Wurmser](#) dans sept batailles, dont [Castiglione](#), [Roveredo](#). Enfin, les renforts commandés par [Alvinezy](#) sont à nouveau battus au pont d'[Arcole](#) et à [Rivoli](#).

C'est le 15 novembre 1796, que Bonaparte, âgé de 27 ans se bat aux côtés de ses soldats à la fameuse [bataille du pont d'Arcole](#). Les soldats surprennent l'ennemi autrichien, en marchant au pas de charge. [Muron](#), l'aide de camp de Bonaparte mourra à [Arcole](#), à l'âge de 22 ans^[34].

Tout en organisant l'Italie en [républiques sœurs](#) sur le modèle de la [République française](#), il marche sur l'Autriche et signe seul les [préliminaires de paix de Leoben](#). La rue qu'il habitait à Paris s'appelait rue Chantereine. Elle fut rebaptisée [rue de la Victoire](#), nom qu'elle a conservé à ce jour.

Pendant cette campagne, [Joséphine](#) s'est rapprochée d'un nouvel homme, le capitaine [Hippolyte Charles](#). Il est son amant peu après son mariage avec Bonaparte.

Campagne d'Égypte (1798-1801)

Articles détaillés : [Campagne d'Égypte](#) et [Deuxième Coalition](#).



Bonaparte visitant les pestiférés de Jaffa, Antoine-Jean Gros (1804).



Bonaparte devant le Sphinx, exécuté par Jean-Léon Gérôme en 1867-68.

À son retour d'Italie, en décembre 1797, Bonaparte est accueilli comme un héros par le [Directoire](#) qui organise une cérémonie officielle pour célébrer la [paix de Campo Formio](#). Sa popularité auprès des Français est de plus en plus importante et le 25 décembre 1797, il est élu membre de l'[Institut](#) dans la section des arts mécaniques de la classe des sciences physiques et mathématiques. En février 1798, le Directoire soumet à Bonaparte le projet d'une invasion de l'Angleterre. Celui-ci inspecte alors les côtes françaises de Boulogne, [Calais](#) et [Dunkerque](#), en vue de la réalisation du projet. Le 23 février 1798, le gouvernement abandonne le projet d'invasion de l'Angleterre sur les conseils de Bonaparte, qui, lui-même influencé par [Talleyrand](#), persuade alors le Directoire de porter la guerre en [Égypte](#), où il pourra couper la route des Indes à la Grande-Bretagne. Le 24 février 1798, le rapport est présenté à Barras. Le 5 mars, inquiet de la popularité de Bonaparte, le [Directoire](#) le charge de mener l'expédition en Égypte, avec l'arrière-pensée de s'en débarrasser. De même, l'assemblée électorale des [Landes](#) l'ayant choisi pour député en [avril 1798](#), son élection est invalidée le [22 floréal an VI](#) (11 mai 1798), avec celle de cent cinq autres députés, pour l'essentiel jacobins^[35].

En avril 1798 est créée l'[armée d'Orient](#), placée sous les ordres de Bonaparte. Le général Bonaparte organise son état-major et choisit, comme en Italie, huit officiers comme aides de camp : [Duroc](#), [Beauharnais](#), [Jullien](#)^[36], le polonais [Sulkowski](#), [Croizier](#), [Lavalette](#), Guibert et [Merlin](#). Les généraux [Kléber](#), [Desaix](#), [Murat](#), [Lannes](#), [Davout](#), [Menou](#), [Caffarelli](#), [Jullien](#), [Andréossy](#) et [Dumas](#) l'accompagnent, ainsi que des scientifiques qui formeront l'[Institut d'Égypte](#).

Le 19 mai 1798, Bonaparte quitte Toulon avec le gros de la flotte française et parvient à échapper à la poursuite de la flotte britannique de [Nelson](#). Les Français s'emparent d'abord de [Malte](#), les 10 et 11 juin 1798, pour assurer les communications ultérieures entre la France et l'Égypte. Le 19 juin 1798, après avoir laissé une garnison de 3 000 hommes sur place, la flotte met le cap sur [Alexandrie](#) qu'elle atteint le 1^{er} juillet 1798. Après une courte résistance, la ville est prise le lendemain^{[37][réf. insuffisante]}.

Bonaparte laisse trois mille hommes à Alexandrie et se dirige vers l'est, en longeant le delta du [Nil](#) jusqu'au fleuve qu'il remonte ensuite vers [Le Caire](#). Le premier véritable combat de la campagne d'Égypte a lieu à [Chebreiss](#) le 13 juillet 1798 où les cavaliers [mamelouks](#) sont défaits, grâce à l'artillerie de l'[armée d'Orient](#). Le 21 juillet, à la [bataille des Pyramides](#) de [Gizeh](#), Bonaparte bat à nouveau l'armée des mamelouks. Le 24 juillet, Bonaparte et son armée entrent en vainqueurs au Caire. Les 1^{er} et 2 août, la flotte française est presque entièrement détruite à [Aboukir](#) par la flotte de l'amiral Nelson. Désormais, les Britanniques sont maîtres de la Méditerranée et Bonaparte est prisonnier de sa conquête. À

la suite de cette défaite, les Turcs déclarent la guerre à la [France](#) le 9 septembre, car l'Égypte fait partie de l'[Empire ottoman](#), comme la majorité du [Proche-Orient](#).



Napoléon et ses généraux en Égypte, [Jean-Léon Gérôme](#).

Pendant qu'il décide de faire de l'Égypte un véritable État capable de vivre en autarcie, Bonaparte envoie le [général Desaix](#) poursuivre [Mourad Bey](#) jusqu'en [Haute-Égypte](#), complétant ainsi la soumission du pays. Poussés par les Britanniques et les Turcs, les mamelouks survivants influencent la population du [Caire](#) qui se révolte le 21 octobre contre les Français. Cette révolte est impitoyablement réprimée par les troupes françaises. Le calme revient et Bonaparte rétablit la situation en décrétant finalement une amnistie générale, non sans avoir fait couper bon nombre de têtes, exhibées à la foule terrorisée, et canonner la grande [mosquée Al-Azhar](#).

En février 1799, Bonaparte [se déplace en Syrie](#) pour affronter les troupes ottomanes que le [sultan](#) a envoyées pour attaquer les Français en Égypte. Le 10 février 1799, Bonaparte quitte Le Caire avec son armée et bat les Turcs aux combats d'[El-Arich](#) et de [Gaza](#). Le 7 mars 1799, la ville de [Jaffa](#) est prise et pillée par les Français. Napoléon ordonne l'exécution de quelque deux mille cinq cents prisonniers turcs qui sont fusillés ou égorgés faute de munitions^[38]. Par ce massacre, il espère impressionner ses adversaires. C'est à ce moment-là que la [peste](#) apparaît dans les rangs français. Napoléon est favorable à l'euthanasie des soldats agonisants à l'aide de fortes doses d'opium (utilisé pour calmer la douleur), mais son médecin, le baron [Desgenettes](#), s'y oppose énergiquement.

Le 19 mars 1799, Bonaparte met le [siège devant Saint-Jean d'Acre](#). Le 13 avril 1799, les cavaliers de [Junot](#) mettent en déroute les cavaliers ottomans à la bataille de [Nazareth](#) et le 16 avril 1799, Bonaparte et [Kléber](#) écrasent l'armée turque de secours envoyée par le sultan pour libérer le siège de Saint-Jean d'Acre à la [bataille du Mont-Thabor](#). Bien que victorieuse à cette bataille, le 16 avril 1799, l'expédition en [Syrie](#) est ensuite décimée par la peste puis arrêtée à Acre.

De retour à Acre, Bonaparte essaie, en vain, du 24 avril au 10 mai 1799, de prendre la ville. Le 17 mai, il décide d'abandonner le siège et retourne en Égypte. Le 14 juin, il arrive au Caire et, dans un retournement de situation, bat les Turcs le 25 juillet à la [bataille terrestre d'Aboukir](#).

La situation du [Directoire](#) lui paraissant favorable à un coup de force, Bonaparte, qui n'a plus qu'une armée de terre affaiblie, ayant perdu sa marine, abandonne le commandement de l'[armée d'Égypte](#) à [Jean-Baptiste Kléber](#).

Lors de cette campagne, Bonaparte va être accompagné d'un mamelouk qui le suivra pendant de nombreuses années. Il s'agit de [Roustam Raza](#)^[39].

Retour à Paris, situation de la France

Il rentre discrètement en France le 23 août 1799 à bord de la frégate [La Muiron](#), abandonnant au général [Kléber](#) une armée diminuée et malade. Il débarque à [Saint-Raphaël](#) le 9 octobre après avoir échappé aux escadres britanniques pendant les 47 jours de la traversée. Sur le chemin qui le mène à [Paris](#), il est acclamé par la population. [Jean-Baptiste Kléber](#) se révèle un excellent administrateur et parvient, le 20 mars 1800, à vaincre les Turcs à la [bataille d'Héliopolis](#). Cette victoire permet à la France de conserver l'[Égypte](#), mais Kléber meurt [assassiné](#), le 14 juin au Caire, le jour même de la victoire de Bonaparte en Italie à la [bataille de Marengo](#). Le successeur de Kléber, le [général Menou](#), capitule le 31 août 1801 devant les forces turco-britanniques après avoir perdu 13 500 hommes, principalement victimes des épidémies au cours des négociations de paix. Les soldats français restants sont rapatriés sur les vaisseaux britanniques vers la [France](#).

Consulat

Article détaillé : [Consulat \(histoire de France\)](#)

Coup d'État

Article détaillé : [coup d'État du 18 Brumaire](#).

Arrivé dans la capitale, le général s'entretient avec [Talleyrand](#), homme politique d'expérience et fin connaisseur des forces en jeu. Le schéma du [coup d'État du 18 Brumaire](#) (9 novembre 1799) prévoit les opérations suivantes : Bonaparte aura le commandement en chef de l'armée pour le maintien de l'ordre dans [Paris](#) et dans les [assemblées](#). On envisage de déplacer les assemblées au [château de Saint-Cloud](#) sous le prétexte d'un péril [jacobin](#). En effet, depuis 1789, les assemblées se trouvent toujours sous la menace de la population parisienne.

L'essentiel des événements se déroule le 19 brumaire à Saint-Cloud. Les révisionnistes avaient envisagé une démission collective des cinq [directeurs](#), mais les assemblées ont du retard car cette idée ne fait pas l'unanimité ; Bonaparte s'impatiente et décide d'intervenir.

Il tient un discours maladroit devant le [Conseil des Cinq-Cents](#), discours hué par les députés qui l'accusent de vouloir instaurer la [dictature](#). Bonaparte est alors contraint de quitter l'assemblée. Mais il prend rapidement la situation en main avec l'aide de son frère [Lucien](#) qui préside les Cinq-Cents. Lucien évite que Napoléon soit mis en cause par les députés qui veulent voter pour mettre hors-la-loi Bonaparte. Lucien retarde le vote et va chercher [Murat](#), qui vient avec la troupe et met de l'ordre dans les assemblées, disant que certains députés voulaient poignarder Bonaparte pour justifier une intervention de l'armée. Les représentations des députés sortant par les fenêtres et voulant poignarder Napoléon sont très répandues. Bonaparte est de fait l'homme fort de la situation, qui fait basculer un coup d'État parlementaire en un coup d'État militaire. Mais Bonaparte reste attaché aux formes juridiques et, dans la soirée du 19 brumaire, les députés restent à Saint-Cloud pour voter la décision de nommer deux commissions pour préparer une nouvelle constitution. On constate alors une volonté d'appuyer le régime sur le vote des représentants du peuple.



Bonaparte, Premier consul, par [Jean-Auguste-Dominique Ingres](#).

Le 20 brumaire, les trois [consuls](#) sont désignés : Bonaparte, [Sieyès](#) et [Ducos](#). C'est le début du [Consulat](#).

« *La Révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée : elle est finie*^[40]. »

— Bonaparte, 20 brumaire an VIII

Roger Ducos est tout acquis à Bonaparte, alors que Sieyès lui n'entend pas se résigner à abandonner le pouvoir à Bonaparte seul. Il entend bien jouer un rôle dans le gouvernement du Consulat. Pour contrecarrer son encombrant collègue, Bonaparte, multipliant les provocations, maintient aux portefeuilles ministériels les ennemis de Sieyès en offrant les Relations extérieures à [Talleyrand](#) et celui de la Police à [Fouché](#).

Le travail de rédaction de la Constitution est confié officiellement à deux commissions législatives formées de députés [des Cinq-Cents](#) et [des Anciens](#). Mais c'est Sieyès qui va proposer un projet. À l'examen, le projet s'avérera trop complexe, voire irréaliste. En effet, il prévoit l'instauration d'un régime démocratique fondé sur un pouvoir législatif fort représenté par trois chambres. L'exécutif sera, quant à lui, réduit à une magistrature à vie purement honorifique et à deux consuls aux fonctions limitées. Bonaparte profite des faiblesses de ce plan pour imposer son propre projet et se débarrasser de son encombrant rival. Du 4 au 13 décembre 1799, il réunit ainsi les deux commissions dans son bureau pour élaborer le texte de la nouvelle constitution.

La [Constitution de l'an VIII](#) est adoptée en comité restreint le 13 décembre 1799. Elle s'inspire en partie du projet de [Sieyès](#), mais intègre les idées politiques de Napoléon Bonaparte, notamment concernant le pouvoir exécutif. Sieyès, lui-même, est chargé de désigner les trois consuls de la République : Bonaparte comme Premier consul, puis [Cambacérès](#) et [Lebrun](#), comme respectivement 2^e et 3^e consuls de la République. Sieyès, quant à lui, est « relégué » au poste de président du Sénat.

La Constitution

La [Constitution de l'an VIII](#) entre en vigueur le 25 décembre 1799. Bonaparte établit la Constitution sous des apparences démocratiques, mais organise un [pouvoir autocratique](#), toutes les évolutions du régime ne feront qu'accentuer le caractère autocratique du pouvoir.

Le [pouvoir législatif](#) est divisé en trois assemblées ([tricamérisme](#)) :

- le [Tribunat](#) discute les lois sans les voter ;
- le [Corps législatif](#) (ou « Corps des muets ») adopte ou rejette les lois ;
- le [Sénat conservateur](#) est chargé de vérifier que la loi est conforme à la constitution.

La préparation de la loi appartient à l'exécutif, par le biais du [Conseil d'État](#), chargé de rédiger les textes législatifs. Le pouvoir fonctionne de manière autoritaire, les procédés de [démocratie semi-directe](#) (quelque peu fictive) sont soigneusement organisés et contrôlés. Le consul corrige lui-même les résultats s'ils ne sont pas satisfaisants.

Du Consul à l'Empereur



Bonaparte franchissant le Grand-Saint-Bernard par [Jacques-Louis David](#) (musée du [château de Malmaison](#)).

En 1800, Bonaparte attaque et vainc l'[archiduché d'Autriche](#) une nouvelle fois. Battus à [Marengo](#) par Napoléon et à [Hohenlinden](#) par [Moreau](#), les Autrichiens doivent signer le [traité de Lunéville](#) le 9 février 1801, ce qui amène les Britanniques à signer la [paix d'Amiens](#) le 25 mars 1802 (4 germinal an X, contresignée deux jours plus tard). Si son pouvoir était fragile au lendemain de Brumaire, la [victoire de Marengo](#) et ses suites consolident fortement la situation de Bonaparte.

Le 24 décembre 1800, alors que l'Empereur et sa famille étaient en route pour aller à l'opéra, ils sont victimes d'une « [machine infernale](#) » (bombe) qui les attend [rue Saint-Nicaise](#). Le cocher du Premier consul passe au grand galop. La bombe explose trop tard et seules les vitres du véhicule sont soufflées. Sur place, en revanche, c'est le carnage. On dénombre 22 morts et une centaine de blessés. [Fouché](#), alors ministre de la Police, réussit à prouver que l'attentat est l'œuvre des [royalistes](#), dirigé par un certain [François-Joseph Carbon](#), alors que Bonaparte est persuadé d'avoir affaire aux jacobins.

En 1802, Bonaparte met en branle son grand dessein pour l'Amérique. Il s'agit pour lui, profitant de la [paix d'Amiens](#) qui permet la libre circulation de la flotte française dans l'Atlantique, de développer la [Louisiane](#), cet immense territoire qui s'étend sur la rive droite

du Mississippi et qui revient de droit à la France depuis la signature secrète du [traité de San Ildefonso](#) en 1800.

Pour cela il lui faut une base d'opérations sûre. La colonie de [Saint-Domingue](#) est tout indiquée. De cette tête de pont de la France dans le Nouveau Monde, il pourra reprendre pied en douceur à [La Nouvelle-Orléans](#) sans brusquer le jeune État américain qui verrait son expansion vers l'Ouest définitivement circonscrite au [Mississippi](#).

Mais à Saint-Domingue, [Toussaint Louverture](#) est un obstacle à ce plan. Le général noir est gouverneur général de la colonie au nom de la France depuis 1797 et il est suspecté de connivences avec les [États-Unis](#) avec lesquels, au mépris du [principe de l'Exclusif](#), il commerce ouvertement depuis que la prospérité est revenue. D'ailleurs, l'année précédente il a fait voter par les grands planteurs, ses alliés objectifs, une constitution autonomiste qui le proclame gouverneur général à vie et a eu l'outrecuidance de l'envoyer en France pour simple ratification, une fois le fait accompli. Cet acte de rébellion ouverte d'un chef de guerre réputé invincible et fermement accroché à son île tombe à pic pour justifier l'importance des forces commises à l'expédition qui se prépare. Et la [raison d'État](#), froide et impérieuse, justifie également le rétablissement de l'esclavage dans les colonies du Nouveau Monde, étant argué que la grande Louisiane française devra se développer rapidement pour prendre de vitesse Anglais et Américains, ce qu'elle ne saurait faire sans la main-d'œuvre servile qui a si bien fait ses preuves à Saint-Domingue.

Voilà pourquoi deux flottes font voile vers les [Antilles](#). [Leclerc](#), propre beau-frère de Bonaparte, vers Saint-Domingue avec 20 000 hommes et [Richepance](#) vers la Guadeloupe avec 3 400 hommes. Ces chefs sont munis d'instructions secrètes fort explicites rédigées de la main même de Bonaparte. Ils doivent prendre le contrôle militaire des deux colonies et désarmer les officiers indigènes avant de rétablir l'esclavage. Des proclamations sont prêtes, en français et en [créole](#), qui visent à rassurer les populations indigènes de l'attachement personnel de Bonaparte à la liberté. Cette pléthore de précautions démontre que ce dernier avait compris que le succès ou l'échec dépendrait du secret et les faits lui donnèrent raison.

Après une résistance acharnée de trois mois, le vieux [Toussaint Louverture](#), trahi par ses officiers généraux habilement entrepris par Leclerc, dépose les armes. Capturé et déporté en France, il y mourra quelques mois plus tard, au [fort de Joux](#) près de Pontarlier. Leclerc peut passer à la deuxième phase du plan et désarmer les officiers de couleur mais [Richepance](#) à la Guadeloupe a rétabli l'esclavage sans attendre et la nouvelle de cette trahison de la parole du Premier consul fait basculer Saint-Domingue dans l'insurrection. Le corps expéditionnaire, affaibli par une épidémie de [fièvre jaune](#), recule partout. Leclerc obtient bien près de 20 000 hommes de renfort mais la maladie fauche un tiers des Européens qui touchent ces rivages. Le général en chef succombe lui-même le 2 novembre 1802. Dos à la mer, les débris de son armée seront bientôt contraints à la reddition par les soldats du [général Dessalines](#) qui proclamera l'indépendance de l'ancienne colonie sous son ancien nom indien d'Haïti.

Le temps de l'Amérique française est déjà passé. En ce début 1803, la paix avec l'Angleterre vacille et l'océan Atlantique est redevenu une mer hostile. Déclarant forfait, le 30 avril, Bonaparte solde la [Louisiane](#) aux [États-Unis](#) pour quatre-vingt millions de francs. Le prisonnier de Sainte-Hélène tentera de s'exonérer de ce monstrueux gâchis en prétendant, anachroniquement et fallacieusement^[41], avoir été contraint à l'usage de la force

par les actes séditieux de celui qui s'adressait à lui comme « le premier des Noirs au premier des Blancs ».



Pièce de 5 francs, l'an XI (1802-1803), Paris.

Après que Bonaparte eut étendu son influence sur la [Suisse](#) (qui retourne à une organisation décentralisée, après la tentative unitaire de la brève [République helvétique](#) (1798-1803) et sur l'[Allemagne](#), une dispute à propos de [Malte](#) sert de prétexte aux Britanniques pour déclarer une nouvelle fois la guerre à la France en 1803, et pour soutenir l'opposition royaliste à Bonaparte. Des agents royalistes, dont [Jean-Charles Pichegru](#), sont débarqués clandestinement en France et se mettent en rapport avec [Georges Cadoudal](#) et [Jean-Victor Moreau](#). Le complot est rapidement éventé et ses membres arrêtés. [Pichegru](#) meurt étranglé dans sa cellule ; les autres sont jugés et condamnés. [Cadoudal](#) est exécuté, [Moreau](#) banni. Mais le complot fait aussi une victime collatérale : le [duc d'Enghien](#), prince Bourbon. Le Premier consul le fait enlever en territoire étranger, juger sommairement par une commission militaire et exécuter, à la suite de déclarations recueillies auprès de [Cadoudal](#) après son arrestation. L'exécution qui se déroule à [Vincennes](#) ne suscite pas d'autres protestations que celles du [Royaume-Uni](#), de la [Russie](#) et de l'[Autriche](#).

Napoléon se couronne [Empereur](#) le [2 décembre 1804](#). À proprement parler, l'Empire naît à la demande du [Sénat](#). [Steven Englund](#) se rallie à l'opinion selon laquelle il s'agissait, initialement, de « protéger » la République. Le Consulat abattu, l'*ordre* se serait effondré avec lui. L'Empire, lui, était une institution scellant la pérennité des valeurs républicaines. Napoléon Bonaparte pouvait mourir : l'hérédité du titre était censée protéger le pays des bouleversements et de la perte des acquis révolutionnaires. C'est ainsi que les monnaies impériales portèrent la mention « Napoléon Empereur - République française » jusqu'en 1808.

En outre, une observatrice avisée de la mise en place du Consulat et de l'Empire, la [Comtesse de Rémusat](#), explique comment des « hommes fatigués des troubles révolutionnaires » aient vu en Bonaparte celui qui les « sauverait des dangers d'une anarchie tumultueuse » et leur apporterait « le repos sous la domination d'un maître habile, que d'ailleurs la fortune semblait déterminée à seconder »^[42].

Empire

Article détaillé : [Premier Empire](#).

Symboles impériaux



Le 2 décembre 1804 : [Le Sacre de Napoléon](#) par [David](#) (1807) ; cette scène, reconstituée à partir de croquis, montre le moment où Napoléon prend des mains de [Pie VII](#) la couronne impériale pour en coiffer sa femme l'[impératrice Joséphine](#).

Le sacre impérial, événement unique dans l'[histoire de France](#), représenté sur le tableau de [Jacques-Louis David](#), [Le Sacre de Napoléon](#), est lourdement chargé en symboles. Le passage de la République à l'Empire nécessite la création d'[armoiries impériales](#), ainsi que la création d'objets symboliques destinés à établir une tradition auparavant inexistante. Napoléon, qui se veut rassembleur, décide d'associer aux symboles de son règne les images qui ont pu représenter auparavant la [France](#), ainsi que les pouvoirs forts européens.

L'aigle est choisie en référence aux aigles romaines, portées par les [légions](#), mais elle est également le symbole de [Charlemagne](#), l'aigle éployée. La couleur rouge du manteau impérial est une référence directe à la pourpre de l'[imperium](#) romain. Napoléon se pose ainsi en héritier de l'[Empire romain](#) et de Charlemagne.

Les [abeilles](#) sont censées rappeler les [Mérovingiens](#) (des broches les représentant ayant été retrouvées dans des tombeaux de cette époque), et leur disposition sur les [armoiries](#) et le manteau impérial doit rappeler les fleurs de lys des Capétiens. La main de justice, utilisée par les [Capétiens](#) lors des sacres royaux, doit faire apparaître que l'Empereur est l'héritier de leur pouvoir. Napoléon veut montrer qu'il est le fondateur de la « quatrième dynastie », celle des [Bonaparte](#), après les [Mérovingiens](#), les [Carolingiens](#), et les [Capétiens](#). D'autres symboles utilisés pendant le sacre sont chargés de valeurs morales. Ainsi Napoléon tient-il un moment le globe de [Charlemagne](#) ; il porte la couronne de ce même [empereur](#) (ces deux éléments ayant été forgés de toutes pièces avant le sacre). Son épée et son sceptre sont dits « de Charlemagne » : ils ont été en réalité utilisés depuis plusieurs siècles par les [Valois](#) puis les [Bourbons](#) lors de leurs sacres.

Le [pape](#), présent à la cérémonie n'est ici que pour bénir son règne.

Napoléon et l'Église

Article détaillé : [Sacre de Napoléon I^{er}](#).



Napoléon se fait couronner roi d'[Italie](#) le 26 mai 1805 à [Milan](#), ici il est peint la main posée sur la couronne italienne, par [Andrea Appiani](#).

La signature du [Concordat](#) par le Premier consul en 1801 reconnaît le catholicisme comme la religion « de la majorité des Français », et non plus comme religion d'État. Les prêtres reçoivent désormais un traitement de la part de l'État. Afin de montrer sa puissance, Napoléon ne va pas se faire sacrer à [Rome](#), comme autrefois [Charlemagne](#) et les empereurs germaniques (jusqu'au XV^e siècle) ; c'est le pape [Pie VII](#) que l'on fera venir à Paris. Napoléon l'accueille en [forêt de Fontainebleau](#), à cheval et en habit de chasse, voulant faire croire au caractère fortuit de la rencontre.

Le rapprochement entre Napoléon et l'Église est le fruit d'un calcul politique de la part de l'Empereur. Au-delà de la valeur morale qui a pu avoir un sacre religieux aux yeux des catholiques, de la valeur symbolique d'un couronnement pontifical rappelant le sacre des empereurs germaniques, Napoléon se place à l'égal, voire au-dessus des rois européens comme successeur de Charlemagne et des empereurs de la Rome antique. La présence du pape au sacre donne une dimension morale et légitime supplémentaire à l'Empire. Celui-ci n'est plus simplement le fruit d'une révolution, c'est un couronnement divin comme celui des autres souverains européens mais qu'aucun d'eux ne peut égaler. Napoléon se place au même niveau que le souverain du [Saint-Empire romain germanique](#) avant de le dépasser pour devenir l'unique empereur en Europe. [François II](#) l'avait d'ailleurs bien compris puisqu'après la proclamation de l'Empire français, il décrète que l'Autriche, alors archiduché, devient aussi un empire.

La présence du pape est donc davantage un message aux pays européens qu'une profession de foi catholique de la part de Napoléon. Napoléon, d'ailleurs peu sensible au sort du pape, le retient plus tard prisonnier à [Fontainebleau](#). Dans l'idée d'affirmer la puissance de la France dans le domaine spirituel, il envisagea même de transférer la résidence du pape de [Rome](#) à [Paris](#), avant d'abandonner cette idée.

À la fin de sa vie, Napoléon recevra l'extrême-onction des mains de l'abbé [Jean-François de Kermagnan](#).

Napoléon et l'économie



20 francs or Napoléon à la tête laurée, Empire français, 1813, Bordeaux.

Napoléon met en place de nombreuses réformes dans le domaine sociétal et économique. Il est à l'origine de la [construction de la Bourse de Paris et de ses principales réglementations](#).

Il institue en particulier le [Code civil](#), appelé aussi « Code Napoléon », promulgué le [21 mars 1804](#) (30 [ventôse an XII](#)), qui reprend une partie des articles de la [Coutume de Paris](#) et du droit écrit du Sud de la France, en protégeant le [droit des obligations et des contrats](#). Il pousse aussi au développement des usines de [coton](#), installées dans les [biens nationaux](#), alors que les guerres ont suscité un besoin de textiles pour habiller les armées.

C'est l'industrie qu'il souhaite encourager le plus. Proche de [Gabriel-Julien Ouvrard](#), un prestigieux négociant et munitionnaire, qui exploite à [Nantes](#) des licences d'importation, ses projets industriels subissent cependant les conséquences du [blocus continental](#), décret napoléonien qui prétend interdire le continent européen à tout navire ayant touché un port anglais. Alors que le [Portugal](#), pays neutre, permet de se procurer du coton brésilien, via des négociants français^[43] l'[émigration au Brésil de la famille royale portugaise](#), en 1807, pour fuir l'armée française de 30 000 hommes commandée par [Jean-Andoche Junot](#) qui fait marche sur le [Portugal](#), a déclenché des mesures de rétorsion contre la France, privée du coton brésilien.

Napoléon soutient également les industries d'art. Il recrée en 1804 le [Garde-Meuble](#), institution en charge de l'ameublement des palais impériaux, et, par son entremise, il fait travailler menuisiers et ébénistes parisiens. Il se montre particulièrement attentif à eux lors des crises de 1807 et de 1810-1811^[44].



[Marie Walewska](#), la « femme polonaise » de Napoléon.

Napoléon et les femmes

Bien que marié deux fois, Napoléon cultivera tout au long de sa vie plusieurs maîtresses (51 d'après certains historiens) qui lui donneront des enfants illégitimes. Cette descendance est très importante pour lui, le confortant dans son idée qu'il n'est pas stérile. Deux femmes joueront un grand rôle dans sa vie.

La première grande maîtresse de Napoléon est [Éléonore Denuelle](#), dame du palais et lectrice de sa majesté impériale [Joséphine](#) qui lui donnera son premier enfant le 13 décembre [1806](#), prénommé [Léon](#)^[34].

La seconde, il la rencontrera pendant la [campagne de Pologne](#). Le 1^{er} janvier 1807, L'Empereur entre à [Varsovie](#). Une jeune femme se fraie un chemin jusqu'à l'Empereur, il s'agit de la [Marie Laczynska, comtesse Waleswka](#), âgée de 26 ans, épouse d'un vieil homme, Anastase Walewski^[41]. Lors d'un bal donné en l'honneur de l'Empereur, les polonais souhaitent que [Marie Walewska](#) se retrouve dans le lit de l'Empereur. Ils espèrent de cette façon que le sort la [Pologne](#), partagée entre la [Russie](#), la [Prusse](#) et l'[Autriche](#) change avec l'aide Napoléon. D'abord très réticente, elle finira par tomber amoureuse de Napoléon, et elle lui donnera un fils, [Alexandre](#), le 4 mai [1810](#)^[45].

Aux dires de [Joséphine de Beauharnais](#), Napoléon n'a aimé que deux femmes, [elle-même](#), et la [comtesse Walewska](#)^[41].

L'Empire victorieux

Articles détaillés : [Troisième Coalition](#) et [Quatrième Coalition](#).



Première distribution des décorations de la Légion d'honneur dans l'église des [Invalides](#), le 14 juillet 1804, par [Jean-Baptiste Debret](#).



Le 2 décembre 1805 : La [bataille d'Austerlitz](#), par [François Gérard](#).

En 1804, l'heure n'est donc pas encore aux vastes conquêtes, et, persuadé depuis longtemps que le seul moyen d'obtenir une paix définitive est de neutraliser le [Royaume-Uni](#), Napoléon met au point, avec l'[amiral Latouche-Tréville](#) (qui mourra avant d'avoir pu l'exécuter), un plan visant à l'invasion du Royaume-Uni. Cette ambition sombre définitivement à la [bataille de Trafalgar](#), où la flotte franco-espagnole commandée par l'amiral de [Villeneuve](#) est détruite par celle de l'amiral [Nelson](#). Le Royaume-Uni y gagne la domination des mers pour le siècle à venir.

En 1805, la [Troisième Coalition](#) se forme en [Europe](#) contre Napoléon. L'Empereur qui, à [Boulogne](#), supervisait les préparatifs en vue de l'invasion du Royaume-Uni, doit faire face à une guerre soudaine, et à l'autre bout de l'Europe. Il mène une offensive immédiate, acheminant la [Grande Armée](#) en [Autriche](#) à marche forcée, et s'assure une brillante victoire contre l'Autriche et la [Russie](#) le [2 décembre 1805](#) à la [bataille d'Austerlitz](#), dite « bataille des Trois-Empereurs ».

En 1806, la [Prusse](#) provoque un nouveau conflit. La campagne que mène Napoléon (« l'Esprit en marche », selon [Hegel](#)) est impressionnante de rapidité : il balaie l'armée prussienne à la [bataille d'Iéna](#) (doublée de la victoire de [Davout](#) à [Auerstaedt](#) où, avec 30 000 hommes, le Maréchal Davout bat les 63 500 Prussiens qui l'assailent). L'année

suivante, Napoléon traverse la [Pologne](#), remporte une victoire sur les Russes à [Friedland](#) et finit par signer, à [Tilsit](#), au milieu du [Niémen](#), au cours d'une entrevue dont la mise en scène est conçue pour frapper les esprits, un [traité](#) avec le [tsar Alexandre I^{er}](#), qui divise l'[Europe](#) entre les deux puissances.

Pourtant formé dans les écoles et par les maîtres de l'[Ancien Régime](#), officier de l'armée royale, Napoléon brise les anciennes conceptions militaires. Il ne s'agit plus pour lui de livrer une guerre de siège à l'aide de 30 000 à 50 000 hommes, mais de rechercher la bataille décisive, engageant plus de 100 000 hommes s'il le faut. Son objectif n'est pas de rester maître du champ de bataille, mais d'*anéantir* l'ennemi.

En 1808, Napoléon crée la [noblesse d'Empire](#) : bientôt ses [maréchaux](#) et généraux arboreront des titres de comte d'Empire, [prince de Neuchâtel](#), [duc d'Auerstaedt](#), [duc de Montebello](#), [duc de Dantzig](#), [duc d'Elchingen](#), [roi de Naples](#).

Du 27 septembre au 14 octobre 1808, Napoléon donne rendez-vous à Alexandre I^{er} à [Erfurt](#), pour un [nouveau traité](#), afin qu'ils s'unissent contre l'[empire d'Autriche](#) qui menace de redéclarer la guerre à la [France](#). Le tsar refuse en préférant que ce traité soit établi dans le but de renouveler l'alliance qui s'était forgée entre eux l'année précédente à Tilsit ; cela permet en fait à Napoléon de s'assurer encore plus longtemps de la fidélité d'Alexandre. Mais c'est un échec car l'empereur s'aperçoit bientôt de la trahison de [Talleyrand](#), qui avait approché le tsar en lui conseillant de résister à Napoléon, même s'il était séduit.

Articles détaillés : [Traité de Tilsit](#) et [Congrès d'Erfurt](#).

Campagnes de la péninsule Ibérique et d'Autriche

Articles détaillés : [Cinquième Coalition](#) et [Guerre d'indépendance espagnole](#).

Guerre d'Espagne



Le [Tres de mayo](#), par [Goya](#).

En réponse à l'attitude britannique vis-à-vis des navires de commerce français, Napoléon tente d'imposer le [blocus continental](#), qui vise à asphyxier l'industrie et le commerce britanniques, par le [décret de Berlin](#) du 21 novembre 1806. Le [Portugal](#), vieil allié des Britanniques depuis le [traité de Methuen](#) (1703), est resté neutre depuis la rupture de la [paix d'Amiens](#). Au travers de pressions diplomatiques, d'alliance resserrée avec l'Espagne voisine, et de concentration de troupes sur les Pyrénées durant l'été 1807, Napoléon menace le Portugal d'invasion s'il n'applique pas le blocus continental. Devant le silence portugais,

les [armées françaises envahissent le Portugal](#) (novembre 1807), commandées par le général [Junot](#) et s'installent également en Espagne, en allié, pour assurer un appui à cette opération selon le [traité de Fontainebleau](#). La cour et le gouvernement portugais se réfugient à [Rio de Janeiro](#) avec le soutien de la flotte britannique et le [Brésil](#) devient le siège du royaume jusqu'en 1821.

À partir de l'automne 1807, des tensions augmentent à la tête du royaume d'Espagne : le roi [Charles IV](#) menace son fils et héritier [Ferdinand](#), qui est opposé à la mainmise du chef du gouvernement, [Manuel Godoy](#), sur le couple royal et sur la politique de l'Espagne. Napoléon considère alors l'Espagne, alliée décevante dans la guerre contre la Grande-Bretagne, comme mûre pour un changement dynastique. Cette perspective panique la monarchie espagnole et Godoy. En mars 1808, le [soulèvement d'Aranjuez](#) place Ferdinand sur le trône, à la suite de l'abdication forcée de son père. Napoléon se positionne alors en arbitre de la famille des Bourbons d'Espagne, et profite de leur querelle pour leur imposer à [Bayonne](#) leur abdication complète. Napoléon place sur le trône espagnol son frère [Joseph](#), remplacé à Naples par [Joachim Murat](#), époux de [Caroline Bonaparte](#). La population espagnole se soulève : la [guerre d'Espagne](#) commence et va durer six ans. L'armée britannique commandée par le futur [duc de Wellington](#) débarque au Portugal et les Français connaissent des revers sérieux ([capitulation de Baylen](#) en Espagne, [bataille de Vimeiro](#) au Portugal) durant l'été 1808. Avec l'aide des patriotes espagnols, les Anglo-Portugais poussent peu à peu l'armée française hors de la [péninsule Ibérique](#).

Napoléon a reconnu par la suite qu'il avait commis une grave erreur en lançant la campagne d'Espagne : « Cette malheureuse guerre m'a perdu ; toutes les circonstances de mes désastres se rattachent à ce nœud fatal. Elle a compliqué mes embarras, divisé mes forces, détruit ma moralité en Europe »^[46]. De même, concernant Joseph, incapable d'être chef d'État et de maintenir l'ordre : « C'était l'homme le plus incapable et précisément l'opposé de ce qu'il fallait »^[47].

Guerre contre l'Autriche

Alors que les meilleures troupes de l'armée française sont engagées en Espagne, l'[empire d'Autriche](#) attaque une nouvelle fois la France en Allemagne et en Italie. Le maréchal [Lannes](#), compagnon et ami de Napoléon, périt à la [bataille d'Essling](#) qui apparaît comme le premier grand revers de Napoléon, puisque ses troupes doivent abandonner le champ de bataille pour se réfugier sur l'île de Lobau, sur le Danube, pour se reposer et se renforcer^[48]. L'armée autrichienne est finalement vaincue lors de la [bataille de Wagram](#) en juillet 1809.

Cette année 1809 a augmenté le sentiment de vulnérabilité du régime impérial : Napoléon a d'abord été blessé — légèrement au pied — à la [bataille de Ratisbonne](#), en avril 1809, rappelant sa vulnérabilité comme commandant en chef lors d'une bataille, puis a échappé à une tentative d'assassinat par [Frédéric Staps](#) lors d'une revue des troupes à [Schönbrunn](#), le 12 octobre 1809, à l'époque de la conclusion de la paix avec l'empire d'Autriche. La vulnérabilité du souverain français renforce le principe d'assurer un héritier direct à l'Empire. Le divorce de Joséphine est alors inéluctable, d'autant que Napoléon sait que la stérilité du couple n'est pas de son fait, depuis la naissance du petit [Léon](#), fruit d'une liaison en 1806, et de la grossesse toute récente de [Marie Walewska](#), autre liaison initiée lors de

la [campagne de Pologne](#) en 1807, venue à Vienne lors des négociations de paix (l'enfant, [Alexandre Walewski](#), naît en mai 1810).

Napoléon, souverain du « *Grand Empire* »



Mariage de Napoléon et Marie-Louise (cérémonie religieuse du 2 avril 1810 tenue dans le Salon carré du Louvre), par [Georges Rouget](#).

Quelques mois après la paix de [Schönbrunn](#), le 2 avril 1810, Napoléon épouse l'[archiduchesse Marie-Louise d'Autriche](#), fille aînée de son dernier ennemi. Le 20 mars 1811, elle lui donne un fils, au terme d'un accouchement long et douloureux, et cet enfant est baptisé « [Napoléon François Charles Joseph](#) » et on lui donne le titre de *roi de Rome*.

Articles détaillés : [Marie-Louise d'Autriche](#) et [Napoléon II](#)

Au début de l'année 1812, le « Grand Empire » compte 134 départements, de [Hambourg](#) à [Rome](#) et [Barcelone](#), ainsi que les [Provinces illyriennes](#) et une population de 70 millions d'habitants (dont 30 seulement sont de la France de 1793), et compte plusieurs états vassaux (le [royaume d'Italie](#), le [royaume de Naples](#), le [royaume d'Espagne](#), la [Confédération du Rhin](#) avec le [duché de Varsovie](#), la [Confédération suisse](#), la [principauté de Lucques et Piombino](#), la [principauté d'Erfurt](#), la ville libre de [Dantzig](#) et enfin [Corfou](#), île de [république des Sept Îles](#) encore sous contrôle français). L'Empire est alors à l'[apogée](#) de son extension territoriale, bien que ses colonies outre-mer soient tombées sous le contrôle des Britanniques.



L'Empire à son apogée en 1812 (en bleu foncé : la France ; en bleu clair : les territoires vassaux de la France).

Article détaillé : [Liste des départements français de 1811](#).

Campagnes de Russie et d'Allemagne

Article détaillé : [Sixième Coalition](#).

Alexandre I^{er}, poussé par la noblesse russe acquise aux Britanniques, refuse de coopérer avec Napoléon pour porter le coup final au [Royaume-Uni](#). Napoléon, croyant la guerre inévitable, envahit la Russie en 1812. La [Grande Armée](#), grossie de contingents [italiens](#), [allemands](#) et [autrichiens](#), devient gigantesque : ce sont 600 000 hommes qui franchissent le [Niémen](#). Les Russes, dirigés par [Koutouzov](#), appliquent la stratégie de la « terre brûlée », reculant sans cesse devant les troupes françaises. La [bataille de la Moskova](#), le 12 septembre, est indécise. Bien que les Russes abandonnent le terrain, les pertes sont presque équivalentes dans les deux camps.

Dès le lendemain de l'entrée des troupes françaises dans [Moscou](#), les Russes incendient la ville. Napoléon, espérant une démarche de la part d'Alexandre, s'attarde à Moscou. Lorsqu'il donne le signal de la retraite, l'hiver est dangereusement proche. La Grande Armée entame une course désespérée vers l'Allemagne à travers les régions dévastées qu'elle a parcouru à l'aller. Le froid, la neige et les cosaques provoquent d'effroyables pertes. Des 600 000 hommes qui entrèrent en campagne, seuls quelques dizaines de milliers franchissent la [Bérézina](#). La Grande Armée est détruite.

Article détaillé : [Campagne de Russie \(1812\)](#).

Encouragés par ce dramatique échec, les rois reprennent les armes contre la [France](#). Malgré deux victoires remportées en [Allemagne](#) ([Bautzen](#) et [Lutzen](#)), une partie de ses alliés allemands trahit Napoléon sur le champ de bataille même de la [bataille de Leipzig](#), aussi appelée « bataille des Nations », qui voit s'opposer 180 000 Français à 300 000 alliés ([russes](#), [autrichiens](#), [prussiens](#), [suédois](#)). La défaite subie ce jour-là est décisive. Le maréchal [Poniatowski](#), prince [polonais](#) et neveu de [Stanislas II](#), dernier [roi de Pologne](#), y perd la vie en tentant de traverser l'[Elster](#) avec ses hommes. On dénombre 100 000 morts et blessés.

Article détaillé : [Campagne d'Allemagne \(1813\)](#).

Campagne de France et première abdication

Articles détaillés : [Campagne de France \(1814\)](#) et [Première abdication de Napoléon I^{er} \(1814\)](#).



Première abdication, 12 avril 1814, conservée aux [Archives nationales](#).

En 1814 se forme une alliance entre le [Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande](#), l'[Empire russe](#), le [royaume de Prusse](#) et l'[empire d'Autriche](#). Malgré une série de victoires (batailles de [Champaubert](#), [Montmirail](#), etc.) remportées par Napoléon à la tête d'une armée de jeunes recrues inexpérimentées (les « [Marie-Louise](#) »), Paris tombe le 31 mars et les maréchaux forcent l'Empereur à [abdiquer](#). L'intention de Napoléon était de le faire en faveur de son fils ([Napoléon II](#)), mais les puissances alliées exigent une abdication inconditionnelle, qu'il signe le 6 avril 1814.

Napoléon, qui pense que les alliés vont le séparer de l'impératrice [Marie-Louise d'Autriche](#) et de son fils le [roi de Rome](#), prend, dans la nuit du 12 au 13 avril, une dose du « poison de Condorcet » qui doit lui permettre de se [suicider](#). On a longtemps cru qu'il s'agissait d'[opium](#) dans un peu d'eau, le docteur Hillemand pensant qu'il s'agit d'une absorption accidentelle trop grande d'opium destinée à calmer les douleurs abdominales^[48] mais il semblerait que ce ne soit pas le cas^[49]. Les troubles et la nature du malaise de Napoléon ne correspondent pas à une intoxication par l'opium. S'il choisit cette façon de mourir, c'est qu'il pense que son corps sera par la suite exposé aux Français : il veut que sa garde reconnaisse le visage calme qu'elle lui a toujours connu au milieu des batailles. Toujours est-il qu'il fait appeler [Armand de Caulaincourt](#) pour lui dicter ses dernières volontés^[50].

En plein malaise, l'Empereur se plaint du lent effet de la substance qu'il a avalée. Il déclare à Caulaincourt : « Qu'on a de peine à mourir, qu'on est malheureux d'avoir une constitution qui repousse la fin d'une vie qu'il me tarde tant de voir finir ! »^[51]. Les nausées de Napoléon sont de plus en plus violentes, il se met à vomir. À la venue du docteur [Alexandre-Urbain Yvan](#), Napoléon lui demande une dose de poison supplémentaire mais le docteur refuse, en disant qu'il n'est pas un assassin et qu'il ne fera jamais une chose allant à l'encontre de sa conscience. Le docteur a lui-même une crise de nerfs, s'enfuit à cheval, et personne ne le revoit plus. L'agonie de l'Empereur se poursuit, Caulaincourt sort de la pièce pour demander au valet de chambre et au service intérieur de garder le silence. Napoléon rappelle Caulaincourt en lui disant qu'il préfère mourir plutôt que de signer le traité. Les effets du poison se dissipent et l'Empereur peut reprendre ses activités normales^[d1].

Il est, par la suite, déchu par le Sénat le 3 avril et exilé à l'[île d'Elbe](#), selon le [traité de Fontainebleau](#) signé le 11 avril, conservant le titre d'Empereur^[e1] mais ne régnant que sur cette petite île. Son convoi de Fontainebleau jusqu'à la Méditerranée avant son embarquement pour l'île d'Elbe passe par des villages provençaux royalistes qui le conspuent, il risque d'être lynché à [Orgon](#), ce qui l'oblige à se déguiser^[52].



Représentation caricaturale de Napoléon sur l'île d'Elbe.



Vue de la maison de Napoléon (Palazzina dei Mulini) à [Portoferraio](#), sur l'[île d'Elbe](#).

Les Cent-Jours

Article détaillé : [Cent-Jours](#).

En France, [Louis XVIII](#) écarte « [Napoléon II](#) » et prend le pouvoir. Napoléon s'inquiète du sort de sa femme et surtout de son fils qui est aux mains des Autrichiens. Le gouvernement royaliste refuse bientôt de lui verser la pension promise et des rumeurs circulent quant à sa déportation vers une petite île de l'[océan Atlantique](#) sud. Napoléon décide donc de retourner sur le continent pour reprendre le pouvoir.

La route Napoléon et le « Vol de l'Aigle »

- 1^{er} mars 1815 : débarqués à [Golfe Juan](#), Napoléon et sa petite troupe gagnent [Cannes](#) où ils arrivent tard et d'où ils repartent tôt.
- 2 mars : voulant éviter la voie du [Rhône](#) qu'il sait hostile, Napoléon fait prendre alors la route de [Grasse](#) pour gagner, par les [Alpes](#), la vallée de la [Durance](#). Au-delà de Grasse, la colonne s'engage dans de mauvais chemins muletiers et s'arrête à [Saint-Vallier](#), [Escragnolles](#), et [Séranon](#).
- 3 mars : après une nuit de repos, la troupe gagne [Castellane](#) ; dans l'après-midi, elle atteint [Barrême](#).
- 4 mars : Napoléon trouve à [Digne](#) la route carrossable et fait étape le soir au château de Malijai, attendant avec impatience des nouvelles de [Sisteron](#) dont la citadelle, commandant le passage étroit de la [Durance](#), peut lui barrer la route.
- 5 mars : Sisteron n'est pas gardée et Napoléon y déjeune, puis quitte la localité dans une atmosphère de sympathie naissante. Le soir, il arrive à [Gap](#) et y reçoit un accueil enthousiaste.
 - 6 mars : il couche à [Corps](#).
- 7 mars : il gagne [La Mure](#), puis trouve en face de lui, à [Laffrey](#), des troupes envoyées de [Grenoble](#). C'est ici que se situe l'épisode fameux que commémore aujourd'hui un monument dans la « prairie de la Rencontre ». Le soir même, Napoléon fait son entrée à [Grenoble](#) aux cris de « Vive l'Empereur ».

Les armées envoyées pour l'arrêter l'accueillent en héros partout sur la route qui porte aujourd'hui son nom. Le [maréchal Ney](#), qui avait juré à Louis XVIII de lui ramener Bonaparte dans une cage de fer, s'incline devant son ancien souverain, ce qui lui vaudra d'être le seul maréchal exécuté pour trahison lors de la Seconde Restauration. Napoléon arrive *sans coup férir* à Paris. Cette montée à Paris est connue comme le « Vol de l'Aigle »,

inspiré des paroles de Napoléon : « L'[Aigle](#) volera de clocher en clocher jusqu'aux tours de [Notre-Dame](#) ». En 1932, la route Napoléon sera inaugurée entre Golfe-Juan et Grenoble. Des aigles volants jalonnent ce parcours.

Retour au pouvoir et défaite finale

Article détaillé : [Seconde abdication de Napoléon](#).

La fuite de Louis XVIII et le retour de Napoléon aux [Tuileries](#) le 20 mars 1815 marquent le début de la période dite des [Cent-Jours](#). Napoléon fait établir l'[Acte additionnel aux Constitutions de l'Empire](#) (rédigé le 22 avril 1815, approuvé le 1^{er} juin). Une [Chambre des représentants](#) est élue.

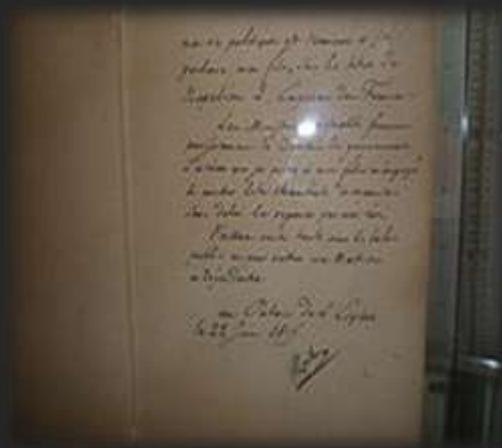
La bataille de Waterloo

Sur le plan international, Napoléon affirme ses volontés pacifiques, mais les alliés n'acceptent pas ce retour et reprennent les armes contre la France. Les grandes puissances européennes tels que l'Angleterre, la Prusse et l'Autriche, dont les représentants s'étaient réunis à [Vienne](#), décident de relancer la guerre contre l'Empereur qu'elles considèrent comme « Hors la loi des Nations ». Les Alliés envoient massivement des troupes en Belgique.

Le 18 juin 1815 a lieu la [bataille de Waterloo](#), au sud de Bruxelles, où Napoléon se prépare à affronter la coalition. Napoléon doit battre les armées prussiennes de [Blücher](#) et les armées anglaises de [Wellington](#)^[34].

Napoléon donne à [Grouchy](#) la mission de s'occuper des Prussiens, et [Ney](#) de s'occuper des Anglais.

Les deux commandants auront du mal à s'entendre dans leur stratégie, et enchaîneront les erreurs. La jonction des armées prussiennes et britanniques, que ne peut empêcher le maréchal [Grouchy](#), a raison des troupes impériales. Ney, lent, et mauvais dans ses mauvais choix, va faire perdre la cavalerie. Napoléon sent que l'issue de la bataille est la défaite. Les français reculent. L'armée française organise sa retraite par la route de Charleroi^[34]. Cette défaite oblige Napoléon I^{er} à abdiquer pour la seconde fois, le 22 juin 1815.



Texte partiel de la « deuxième abdication », [22 juin 1815](#), exposé lors de la Journée du patrimoine 2013 au [palais de l'Élysée](#).

Il rentre à l'[Élysée](#) le 21 juin. Le 22, il abdique, déclarant par écrit : « Je m'offre en sacrifice à la haine des ennemis de la France », et « je proclame mon fils, sous le nom de [Napoléon II](#), empereur des Français »^[53]. Devant le rapprochement de Paris des armées de la [Septième Coalition](#), il quitte le palais le 25 pour le [château de Malmaison](#) puis le 29 prend la route incognito en calèche isolée (habillé en bourgeois) pour [Rochefort](#), puis [Fouras](#), où l'attendent deux frégates *La Saale* et *La Méduse*, souhaitant rejoindre les [États-Unis](#). Le 8 juillet, il embarque pour l'[île d'Aix](#) et monte à bord de *La Saale*. [François Ponée](#)^[4], commandant de *La Méduse*, offrit à l'empereur de combattre le [HMS Bellerophon](#), pendant que *La Saale* commandé par [Pierre Philibert](#) passerait^{[54][55]}. Mais Philibert refusa de jouer ce rôle qui lui était réservé^[6]. [Joseph Fouché](#), président du gouvernement provisoire, alerte les Britanniques sur les risques de fuite de Napoléon. Plusieurs corvettes anglaises escortant le vaisseau le [Bellerophon](#) sont dépêchées dans le [pertuis d'Antioche](#), contraignant Napoléon à négocier



[HMS Northumberland](#).

Demandant l'asile au « plus constant de ses ennemis », l'Angleterre, il est d'abord pris en charge par le *Bellerophon*, puis transféré le 7 août 1815 sur le *Northumberland* qui le déposera à Sainte-Hélène. On ne lui donne pas l'occasion de poser le pied en [Angleterre](#), les ministres britanniques voulant absolument éviter que Napoléon puisse demander le droit d'asile en invoquant l'[Habeas corpus](#).

Le retour de Napoléon et sa défaite finale rendent encore plus précaire la situation internationale de la France. Celle-ci est traitée plus durement par les alliés en 1815 que lors des traités de Vienne. Napoléon laisse en effet une France exsangue. Démographiquement, elle a perdu environ 1 700 000 hommes depuis 1792, dont la majorité pendant les [guerres napoléoniennes](#). Elle est économiquement ruinée. Ses ports et ses arsenaux le sont également. Le pays a perdu toutes les colonies qui lui restaient de l'Ancien Régime. Son influence internationale, mise en place depuis Richelieu et Louis XIV, est réduite à néant. Le territoire national est ramené à une étendue moindre que sous Louis XVI. La Sarre et les villes de Marienbourg, Philippeville et Landau, acquises sous Louis XIV, sont cédées aux coalisés. De plus ce territoire est occupé, et le pays doit payer une lourde indemnité de guerre pour l'entretien des troupes étrangères établies sur son sol.

Exil à Sainte-Hélène et mort



Napoléon à Sainte-Hélène.



Testament de Napoléon I^{er},
conservé aux [Archives
nationales](#).

Articles détaillés : [Exil de Napoléon Ier à Sainte-Hélène](#), [Mort de Napoléon](#) et [Vallée du Tombeau](#).

Napoléon est déporté et emprisonné par les Britanniques sur l'[île Sainte-Hélène](#), commandée d'abord par l'[amiral](#) Cockburn puis par [Sir Hudson Lowe](#). L'Empereur est accompagné d'une petite troupe de fidèles, parmi lesquels [le grand maréchal du palais Bertrand](#), le comte de [Las Cases](#), [le général Montholon](#), et le général Gourgaud. Il se consacre à l'écriture de ses mémoires qu'il dicte à Las Cases. Il essaye aussi d'apprendre l'[anglais](#) ; il reçoit plusieurs visiteurs de passage à Sainte-Hélène, qui est alors une escale importante pour tout navire contournant l'[Afrique](#). Une fois installé à [Longwood](#), il évite de sortir car Lowe a donné l'ordre que l'empereur doit être partout sous garde.

Sur ce rocher, Napoléon se fera ami avec une jeune anglaise d'un quinzaine d'années, [Betsy Balcombe](#). Elle fait partie des derniers amis de l'Empereur, avant son retour en Angleterre en [1818](#). Elle emportera avec elle, une mèche de ses cheveux^[56].

Napoléon tombe progressivement malade et s'affaiblit. Dès janvier 1819, son état est critique mais plus ou moins bien diagnostiqué et soigné par les médecins présents sur l'île^[57]. Dans la seconde moitié du mois d'avril 1821, il écrit lui-même ses dernières volontés et plusieurs [codicilles](#), une quarantaine de pages au total.

Napoléon meurt un [samedi](#), le 5 mai 1821, « à 17 heures et 49 minutes », rendant ainsi « le plus puissant souffle de vie qui eut jamais agité l'argile humaine » (Chateaubriand). Ses derniers mots sont : « *France, armée, Joséphine* », ou, selon les *mémoires de Sainte-Hélène* : « tête... armée... Mon Dieu ! ». Nerval, dans son poème *À la mort de l'Exilé*, note : « Les dernières paroles de Napoléon mourant furent : « Mon Dieu et la nation française... française... mon fils... tête armée ». On ne sait ce que signifiaient ces mots. », et une version courante affirme qu'il aurait dit en fait : « tête d'armée », ce qui est bien moins énigmatique.

[Hudson Lowe](#), gouverneur anglais de l'[île Sainte-Hélène](#) et geôlier de Napoléon, déclara devant son lit de mort :

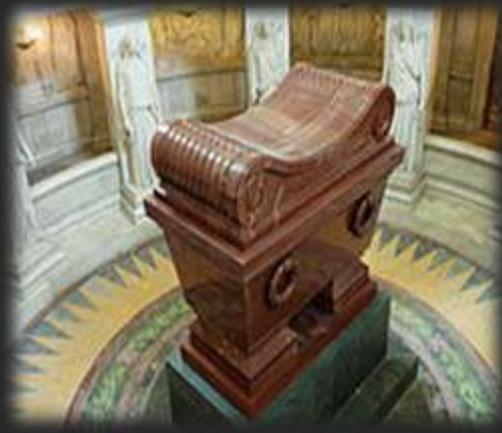
« Messieurs, c'était le plus grand ennemi de l'[Angleterre](#), c'était aussi le mien. Mais je lui pardonne tout. À la mort d'un si grand homme, on ne doit éprouver que tristesse et profond regret. »

Les causes de sa mort ont immédiatement fait l'objet d'une controverse : les médecins anglais ont officiellement conclu à une mort des suites d'un cancer de l'estomac, mais [François Antommarchi](#), médecin corse arrivé sur place en 1819, refusa de souscrire à ces conclusions après son autopsie détaillée — laquelle avait été commandée à l'avance par L'Empereur — qui montra, entre autres, une rate, un foie et une vésicule biliaire très dégradés, un estomac plein d'ulcères et un [ulcère perforé](#) miraculeusement obturé par le foie^[58]. La mort de Napoléon résulte donc de la combinaison d'une [hépatite chronique](#) ancienne, d'un [ulcère de l'estomac](#) lié au [stress](#) évoluant jusqu'à la perforation, d'une dégénérescence de cet ulcère en [carcinome](#) et, cause immédiate, l'aggravation du tout par une médication aberrante ([antimoine](#) et [mercure](#), le coup de grâce ayant été porté par le médecin anglais Arnott qui inflige au malade une dose extravagante de 10 grains de [calomel](#) alors que la dose normale est de un à deux grains, ce qui provoque une sévère hémorragie stomacale qui sera fatale^[57]. Une vive discussion oppose alors les différents médecins et les officiels, dont résulte une sorte de compromis politique présentant « le squirre cancéreux au pylore » comme la cause de la mort, ce qui permet d'imputer la mort de Napoléon à une prédisposition familiale, donc à une mort des plus naturelles, puisque son père et sa sœur Elisa sont morts de cette même maladie^[57].

Peut-être en raison des différences d'opinions qui se manifestent dans les récits ultérieurs des uns et des autres, la cause de la mort de Napoléon a fait l'objet de diverses théories [conspirationnistes](#). Une hypothèse fréquemment avancée est celle d'un empoisonnement délibéré de Napoléon au trioxyde d'[arsenic](#) mais, pour pouvoir être maintenue aujourd'hui, cette théorie fait clairement appel à des interprétations scientifiquement et historiquement hasardeuses^[57]. En outre [Michel Pastoureau](#) a pu démontrer que de l'arsenic était présent en quantité dans les papiers peints et tentures teintes en [vert](#) qu'affectionnait l'Empereur et utilisées à Longwood^[59].

Sa mort, en 1821, ne met pas fin à sa légende. En effet, des historiens ont montré l'existence d'une rumeur, persistante jusqu'au début de la Troisième République, selon laquelle l'Empereur ne serait pas mort^[60]. Signe de l'attachement du monde rural au mythe d'un Napoléon Sauveur, d'incessantes rumeurs parcourent en effet les campagnes françaises depuis la fin de la Restauration jusqu'à 1870, accréditant le bruit que l'Empereur, toujours en vie, serait sur le point de revenir au pouvoir pour préserver les acquis égalitaires de la Révolution française^{[61],[62]}.

Retour de ses cendres en France (1840)



Tombeau de Napoléon aux [Invalides](#).

Article détaillé : [Le retour des cendres de Napoléon](#).

Napoléon demanda à être enterré sur les bords de la [Seine](#), mais lorsqu'il mourut en 1821 il fut inhumé à [Sainte-Hélène](#).

Dix-neuf ans après la mort de Napoléon, le roi [Louis-Philippe I^{er}](#) put obtenir du [Royaume-Uni](#) la restitution des cendres de Napoléon. L'exhumation du corps eut lieu le 15 octobre 1840 et Napoléon quitta définitivement l'île de [Sainte-Hélène](#) le dimanche 18 octobre 1840^[63]. Son corps fut rapatrié triomphalement à Paris, au milieu d'une foule innombrable^[64], et enterré aux [Invalides](#), dans « un grand sarcophage [...] de [porphyre](#) rouge — en fait du [quartzite aventuriné](#) de [Finlande](#), proche du porphyre — posé sur un socle de granit vert des Vosges »^[65]. Le socle en marbre noir provient de la carrière de marbre de [Sainte-Luce](#). Le transport de ce bloc de 5,5 mètres de long, 1,20 mètre de large et 0,65 mètre d'épaisseur, ne se fit pas sans peine^[66].



Médaille gravée en 1840 par [Caqué](#) pour le retour des cendres de l'Empereur, bronze 52 mm.



Revers de la médaille.

Après 1854, l'[empereur Napoléon III](#) négocia avec le gouvernement britannique l'achat de [Longwood House](#) et de la [vallée du Tombeau](#) (Sainte-Hélène), qui devinrent propriétés françaises en 1858 et sont gérées depuis par le [ministère des Affaires étrangères](#).

État de santé de Napoléon

Si la mort de Napoléon a mis en avant les problèmes de santé dont il souffrait durant son exil à Sainte-Hélène, toute sa vie cependant fut marquée par des désordres pathologiques plus ou moins graves.

Lors de son autopsie on mesura sa taille qui était de 5 [pieds](#), 2 [pouces](#), 4 [lignes](#), ce qui correspond à 1,687 m^[671]. De constitution robuste et endurante, il pouvait monter plusieurs heures à cheval sans éprouver de fatigue^[68]. Le général Bonaparte apparaît dans sa jeunesse maigre et élancé, les années venant il s'empâte devenant presque obèse à l'époque de son exil.

En 1785, il souffre de fièvre alors qu'il se trouve à [Auxonne](#) comme lieutenant^[69]. À partir de 1786, il est atteint de [paludisme](#) et souffre de fièvre par crises intermittentes jusqu'en 1796^{[69][70]}. En 1793, il contracte la [gale](#) lors du [siège de Toulon](#) dont il garde des séquelles durant toute sa vie, l'obligeant à prendre des bains pour calmer des démangeaisons^[71]. [Talleyrand](#) et la comédienne [Mademoiselle George](#) ont été témoins de crises qui furent assimilées à l'[épilepsie](#)^[72].

Il souffre principalement de problèmes abdominaux dont une douleur chronique au côté droit, et hépatiques, ainsi que de [dysurie](#) dont l'aggravation est constatée lors de la [campagne de Russie](#)^[73]. Napoléon ne portait pas la main dans son gilet pour soulager une douleur à l'estomac^[71]. Ce geste rencontré dans les portraits officiels, était une posture inspirée de l'attitude oratoire du philosophe [Eschine](#), et que l'on retrouve dans d'autres portraits du [XVIII^e siècle](#)^[74]. C'était ainsi une posture régulièrement adoptée par les officiers dans leurs portraits officiels pour ne pas avoir les bras ballants, comme le recommande *Les Règles de la bienséance et de la civilité chrétienne*, livre écrit en 1702 par [Jean-Baptiste de La Salle](#)^[75].

Cause de sa mort



Napoléon sur son lit de mort, par [Horace Vernet](#) (? 1826).

Article détaillé : [Mort de Napoléon](#).

La cause officielle du décès de Napoléon était un cancer de l'estomac. L'Empereur montrait un certain embonpoint au moment de sa mort (75,5 kg pour 1,69 m).

En 1955, le journal de [Louis Marchand](#), le valet de Napoléon, fut publié. Il décrit les derniers mois de Napoléon jusqu'à sa mort et [Sten Forshufvud](#) conclut à sa lecture que

l'Empereur fut victime d'un empoisonnement à long terme à l'arsenic, qui l'aurait suffisamment affaibli pour que les traitements médicaux de l'époque puissent l'achever^[176].

Pascal Kintz, de l'institut légal de [Strasbourg](#), fit en 2001 une étude du niveau d'arsenic trouvé dans les cheveux de Napoléon après sa mort, de 7 à 38 fois le niveau normal, mais il ne conclut pas que cela soit le résultat d'un empoisonnement^[177] ; les analyses du magazine [Science & vie](#) montrent que des concentrations similaires d'arsenic peuvent être trouvées dans des échantillons prélevés en 1805, 1814 et 1821.

Des études françaises ont montré que Napoléon plongeait quotidiennement ses cheveux dans des bains d'arsenic car la croyance populaire voulait que l'arsenic prolonge la vie et l'éclat de la chevelure, ce qui expliquerait le taux anormalement élevé d'arsenic retrouvé dans ses cheveux.

Une analyse des mèches de cheveux de sources variées permet de reconstituer un histogramme détaillé du contenu d'arsenic dans le corps de Napoléon. La concentration est le plus souvent basse puis de temps en temps une concentration très forte apparaît, indiquant qu'une dose forte d'arsenic aurait été absorbée. Toutefois les cheveux étudiés ayant été prélevés sans le bulbe, il est impossible d'affirmer avec certitude que ce soient les vrais cheveux de Napoléon^[178].

En revanche, la thèse d'empoisonnement est rendue difficilement soutenable à la suite d'une étude clinico-pathologique le 12 janvier 2007 menée par des chercheurs suisses, américains et canadiens de l'université de Bâle et publiée dans la revue *Nature Clinical Practice Gastroenterology and Hepatology*, selon laquelle l'Empereur aurait été emporté par un cancer gastrique avancé avec envahissement des ganglions lymphatiques^[179]. Leurs travaux, se fondant sur les rapports des médecins présents à Sainte-Hélène, indiquent que son cancer serait survenu sur fond d'inflammation chronique de l'estomac causé par un micro-organisme, et non pas sur fond de prédisposition familiale. Toujours selon les descriptions contemporaines, la paroi de l'estomac présentait une lésion d'environ dix centimètres. Ce nombre paraît cependant fort exagéré car le rapport d'autopsie d'Antommarchi (la version officielle, et non celle truquée de son ouvrage) parle d'un ulcère ayant formé un trou de diamètre d'environ 3 lignes, soit 7 centimètres environ. Les rapports anglais, eux, parlent d'un trou suffisant pour y passer le petit doigt (il s'agissait du doigt du docteur Rutledge)^[180].

Héritage napoléonien

Si vous connaissez le sujet dont traite l'article, merci de le reprendre à partir de sources pertinentes en utilisant notamment les [notes de fin de page](#). Vous pouvez également laisser un [mot d'explication en page de discussion](#) ([modifier l'article](#)).



Buste de Napoléon I^{er}.

Article détaillé : [Légende napoléonienne](#).

Peu de personnages ont laissé une trace aussi importante que Napoléon Bonaparte dans l'historiographie et la pensée politique françaises. Cette empreinte semble due pour une grande part au [Mémorial de Sainte-Hélène](#), essai publié par [Las Cases](#) en [1823](#) deux ans après la mort de l'empereur, qui connut un grand succès éditorial. Pour [Jean Tulard](#), le *Mémorial* devint le bréviaire du [bonapartisme](#)^[81]. En 2014, quelque 80 000 titres ont été consacrés à l'Empereur, ouvrages laudateurs à quelques exceptions près même si actuellement il est abordé avec plus de recul critique^[82].

Au milieu de l'année 1799, l'état de la France est catastrophique. Le gouvernement français est secoué par des problèmes internes, les impôts n'arrivent pas dans les caisses de l'État, le brigandage s'est développé, les routes sont défoncées, les régions récemment conquises et les [États satellites](#) de la République française sont menacés du fait de l'offensive générale des armées de la [Deuxième Coalition](#) en Suisse, Italie, Allemagne du Sud et Hollande, le commerce est au plus mal, l'industrie (notamment celle de la [soie](#) à [Lyon](#)) ruinée, le chômage fait une percée, le prix du pain est trop élevé pour les ouvriers, les hôpitaux ne marchent pas... C'est le moment que Bonaparte, qui est à l'époque encore un général révolutionnaire, choisit pour abandonner son armée en Égypte et monter à Paris, fomenter un coup d'État, le 10 novembre 1799. Entouré d'une auréole de prestige (il vient de sortir vainqueur de la [campagne d'Italie](#) et la [campagne d'Égypte](#) est, pour le moment, encore une réussite), il ne trouve que peu de résistance et l'opinion publique ne le désavoue pas. Mais les républicains sont inquiets : Napoléon incarne-t-il l'avènement définitif des valeurs de la Révolution, ou promet-il, au contraire, la destruction de la pensée révolutionnaire ? On peut considérer aujourd'hui que Napoléon solidifiera à plus d'un titre l'héritage de la Révolution ; s'il en finit avec la République et arrête le mouvement révolutionnaire, il restera fidèle aux principes de la Révolution qu'il cherchera à exporter à l'échelle européenne voire mondiale. Le [Consulat](#), en somme, objective ce mouvement.

Le [Consul](#) Napoléon Bonaparte, grâce à une série de mesures, permet à la Révolution de s'installer dans le temps. Bonaparte va d'abord s'employer à créer des institutions neuves, lesquelles perdureront jusqu'à nos jours. La nouvelle [constitution](#) qu'il fait rédiger renforce le [pouvoir exécutif](#) au détriment du [pouvoir législatif](#), crée une administration centralisée, organisée en directions et ministères (dont le nouveau ministère de l'Intérieur, confié

à [Fouché](#)) spécialisés et uniformisés. Il garde les divisions administratives créées lors de la Révolution. Ces institutions solides permettent un renforcement de l'autorité de l'État, font revivre le pays et éloignent un peu plus le risque de retour à l'[Ancien Régime](#). Les caisses de l'État sont renflouées. Napoléon décide également de pacifier certaines zones conflictuelles en développant une politique de la ville novatrice. Ainsi, [Pontivy](#) fut agrandie et la ville de [La Roche-sur-Yon](#) est créée en 1804. La préfecture de la [Vendée](#) reste la seule ville entièrement de création napoléonienne.

Ensuite, Napoléon Bonaparte s'inscrit dans la lignée de la Révolution. Après le coup d'État, les institutions changent, mais la majorité des personnes qui vont occuper des postes étaient déjà en place lors du [Directoire](#) : dans les assemblées créées par la [Constitution de l'an X](#), la plupart des [sénateurs](#), [tribuns](#) ou membres du [Conseil d'État](#) avaient déjà des postes à responsabilité sous le régime précédent, les [préfets](#) sont choisis dans les assemblées révolutionnaires... Cela permet à Bonaparte de mieux contrôler l'opposition. Les réformes qu'il met en place sont la suite logique de celles déjà entreprises sous la Révolution. Les réformes financières et commerciales qui lui sont attribuées ont, pour une partie d'entre elles, été imaginées par les membres du Directoire.

Ceux-ci avaient déjà tenté le [blocus continental](#) que Napoléon mettra en œuvre contre le Royaume-Uni en 1806. Même certaines techniques de guerre utilisées par Napoléon et dont il est considéré comme l'inventeur avaient déjà été mises en application sous la Révolution.

La rédaction d'un [Code civil français](#) elle-même avait déjà été entreprise sous la Révolution. De plus, il stabilise le paysage politique en pacifiant le pays et garantit ainsi l'inscription dans la durée de son gouvernement. La paix signée avec les royalistes [vendéens](#), dès décembre 1799, marque un grand pas en avant dans l'apaisement du pays, aucun gouvernement auparavant n'avait réussi à l'obtenir.

La signature du [Concordat](#) en 1801 permet à Napoléon de s'assurer le soutien de beaucoup de catholiques qui étaient hésitants jusqu'alors, et les [royalistes](#) en perdent autant, l'une des raisons fondamentales de l'appui de la population à ce mouvement étant le caractère anti-catholique de la Révolution. Ce [Concordat](#), qui n'instaure pas le [catholicisme](#) comme religion dominante et qui aurait pu être vu comme une volonté de retour à l'[Ancien Régime](#), permet à Bonaparte d'obtenir une nouvelle légitimité et d'asseoir un peu plus son autorité. Le Concordat maintient la vente des biens nationaux. Grâce à ces deux traités, Bonaparte neutralise l'opposition royaliste et semble s'inscrire dans l'héritage révolutionnaire.

Finalement, le [Code civil français](#) est un ouvrage révolutionnaire. Commencé en 1800 et publié finalement en 1804, il remplace tout le droit antérieur, et conserve la [méritocratie](#), l'impôt égalitaire, la [conscription](#), la liberté d'entreprise et de concurrence ainsi que de travail, consacre la disparition de l'[aristocratie](#) féodale, et en principe l'égalité devant la Loi. En conservant et en inscrivant dans le Code tous ces acquis de la Révolution, Bonaparte leur permet de traverser les régimes et rassura une grande partie de la population.

Mais Napoléon a aussi supprimé bon nombre d'acquis révolutionnaires. Tout d'abord, les cultes révolutionnaires sont abolis. Les libertés [d'expression](#), de réunion, de circulation et de presse sont supprimées au profit d'un [État autoritaire](#) et d'une surveillance accrue de la population, orchestrée par [Fouché](#). L'égalité proclamée dans le Code civil n'est pas respectée : la femme dépend de son mari ; les patrons ont un très grand pouvoir sur les

ouvriers, le [livret ouvrier](#) les réduisant à être des quasi-[serfs](#) ; l'[esclavage](#) est rétabli dans les colonies ; les fonctionnaires sont privilégiés en matière de Justice... Ensuite, l'instauration des [préfets](#), qui sont l'équivalent des [intendants](#), la création du [conseil d'État](#), équivalent du [conseil du roi](#), d'une nouvelle noblesse basée sur la notabilité, les faux [plébiscites](#) organisés (des votes sont inventés, il n'y a pas de secret de vote, on ratifie un fait déjà accompli...) font redouter le pire aux [jacobins](#). Le spectre du retour à la [monarchie](#) les hante.

Finalement, en devenant tour à tour Premier consul, consul à vie puis [empereur](#), il en finit avec la République. La faveur publique lui permet de rédiger la [Constitution de l'an VIII](#), qui lui donne la réalité des pouvoirs et surtout ne fait pas mention de la [souveraineté nationale](#). Cette constitution divise le [pouvoir législatif](#), qui à partir de ce moment, perdra toute influence. C'est au cours de l'[an X](#) que s'est opérée la transformation du régime encore républicain en un [despotisme](#) auquel ne manquait qu'une couronne. Le poste de Premier consul à vie sonne le glas de la République. Ces changements de régime permettent surtout à Napoléon d'être de moins en moins dépendant de ses succès ou échecs et lui donnent une autre dimension vis-à-vis des autres dirigeants européens. Napoléon a donc aussi supprimé bon nombre d'acquis révolutionnaires.

Napoléon arrête le mouvement révolutionnaire mais non la Révolution. En obtenant la confiance des bourgeois (grâce à la vente des biens nationaux, à la paix maritime et continentale, à la création d'une noblesse méritocratique...), grâce au prestige de grandes victoires ([Marengo](#), 1800), à la bonne résolution des crises telle celle de 1802 (disette et chômage), Napoléon obtient le soutien populaire et s'affranchit peu à peu du processus révolutionnaire, qui ne lui est plus nécessaire. Au fil des années, alors que sa popularité ne va cesser de croître, il va monter en puissance et s'éloigner de la République. En 1804, après divers complots visant son assassinat et la reprise des hostilités avec le Royaume-Uni, il est perçu comme le seul rempart face aux ennemis de la Révolution, et la question de l'hérédité devient un sujet de préoccupations. Il en profite pour se faire sacrer Empereur (ou plutôt, se sacrer). Ce qui pourrait être vu comme l'aboutissement du projet d'un tyran ne l'est pas. En effet, lors du sacre, Napoléon déclare être dans la continuité de la Révolution, et est soutenu par les révolutionnaires eux-mêmes, malgré la fin du processus révolutionnaire.

Les guerres impériales ont perpétué la Révolution. Dans tous les pays conquis, Napoléon I^{er} impose le [Code civil](#) et par conséquent toutes les notions révolutionnaires qui en font partie. Il est considéré dans un premier temps comme le libérateur de l'Europe. Mais à partir de la [Quatrième Coalition](#), qui commence en 1806, le but de ces guerres ne sera plus la propagation des idées révolutionnaires. Malgré la défaite napoléonienne de 1815, les idées de liberté et d'égalité resteront fermement implantées dans les pays qui avaient été conquis, et de nombreux bouleversements au fil du XIX^e siècle en découleront.

Grâce à la modernisation des institutions françaises et européennes, à la pacification du pays, à ses victoires militaires et la conquête de la majeure partie de l'Europe, Napoléon a permis l'expansion et la perpétuation de la Révolution. Ainsi, malgré les nombreux changements de régime lors du XIX^e siècle, le [Code civil français](#) restera en vigueur dans l'Europe entière, et les nombreux principes révolutionnaires qu'il contient. Napoléon est donc plus le continuateur que l'assassin de la révolution, malgré l'impasse qu'il fit sur la

République. En supprimant les cultes et autres acquis révolutionnaires qui mettaient en danger l'œuvre de la révolution elle-même, il permit aux autres de traverser les époques.

Rétablissement de l'esclavage

La première [abolition de l'esclavage](#), dans les colonies le [4 février 1794](#) et ses conséquences économiques et politiques amènent le Premier consul à se saisir de la question. Dès leurs entrées en fonction, les trois Consuls assurent aux anciens esclaves que la liberté qui leur a été accordée par la Convention sera respectée. C'est le cas jusqu'en 1802, avec la signature de la [paix d'Amiens](#) le 25 mars 1802, quand le [Royaume-Uni](#) doit rendre à la France les colonies occupées. Parmi celles-ci se trouvent notamment [Sainte-Lucie](#) et la [Martinique](#) qui n'ont pas bénéficié de l'application de la loi d'abolition de l'esclavage. Face à cet imbroglio entre colonies avec et colonies sans esclavage, le pouvoir consulaire décide du *statu quo* : les colonies où il n'y a plus d'esclavage resteront libres, en revanche celles jusque-là occupées par l'Angleterre conserveront les lois antérieures à l'abolition, c'est-à-dire le [Code noir](#). Une commission composée de [Cambacérès](#) et des trois conseillers d'État [Dupuy](#), [Régnaud de St-Jean d'Angély](#) et [Bruix](#) travaille sur un projet qui allait dans le sens désiré par Bonaparte. Mais il apparaît difficile de faire cohabiter deux principes opposés dans le même projet de loi. Il est alors décidé de ne mentionner que le cas des territoires récupérés à l'occasion du traité d'Amiens, et de ne rien mentionner pour les colonies où l'esclavage était déjà aboli. Dans le maintien de l'esclavage en Martinique, le Premier consul est poussé notamment par ses ministres (tels [Decrès](#) et Talleyrand) et l'Intendant général aux colonies Guillemain de Vaivre, originaire de Saint-Domingue, mais aussi par son épouse [Joséphine](#), Martiniquaise dont la famille et plusieurs amis avaient de nombreux intérêts en Martinique. « L'esclavage ainsi que la [traite des Noirs](#) et leur importation dans les colonies restituées par le traité d'Amiens auront lieu conformément aux lois et règlements antérieurs à 1789 ».

Article détaillé : [Loi du 20 mai 1802](#).



Loi du 30 floréal an X rétablissant l'esclavage en territoire français.

Début juin, il fait arrêter et déporter [Toussaint Louverture](#), qui s'était distingué pendant la [révolte des esclaves](#) de [Saint-Domingue](#) onze ans plus tôt et qui, convaincu par l'abolition de l'esclavage de 1794, avait gardé la colonie à la France. L'Antillais devait mourir de froid un an plus tard au [fort de Joux](#), dans le [Doubs](#), département réputé pour la rigueur de ses hivers. Avec l'[expédition de Saint-Domingue](#), une deuxième phase de la guerre de [Saint-Domingue](#) débute, elle provoque bien des massacres de part et d'autre. Ce sont les Noirs et les [Mulâtres](#) de Saint-Domingue qui sortent victorieux de ces terribles combats et créent, en janvier 1804, la première République noire indépendante [Haïti](#).

À la fin de 1801 en [Guadeloupe](#), le Capitaine général [Lacrosse](#) inquiète en particulier la population noire jusqu'alors libre. Finalement, les troupes noires se révoltent, évincent Lacrosse et s'opposent ensuite à l'armée commandée par le [général Richepance](#) venue rétablir Lacrosse. Ces événements finissent en mai 1802 par la résistance de [Louis Delgrès](#), vivement réprimée et qui se termine par le suicide collectif des insurgés au [Matouba](#). Lacrosse et son successeur [Ernouf](#) réintroduisent progressivement l'esclavage sous la forme d'un travail forcé, puis de l'esclavage lui-même par le biais d'un arrêté de police rural du 22 avril 1803 qui fait référence à certains articles du [Code noir](#), et enfin avec l'adoption du décret du Premier consul, daté du 16 juillet 1802, qui énonce que « *La Colonie de la Guadeloupe et Dépendances sera régie, à l'instar de La Martinique, de Ste-Lucie, de Tabago, et des Colonies orientales, par les mêmes loix qui y étoient en vigueur en 1789* ». De 1802 à 1803, la Guadeloupe est passée d'un régime qui reconnaissait la présence de généraux et officiers noirs et mulâtres dans l'armée française à un régime qui n'accordait la citoyenneté qu'aux seuls Blancs.

Lors des [Cent-Jours](#) en 1815, Napoléon décrète l'abolition de la « Traite des Noirs », afin de complaire en particulier à l'opinion publique britannique largement traversée par le courant [abolitionniste](#). Son retour de l'île d'Elbe a en effet mobilisé l'ensemble des états européens contre lui, et Napoléon tente de perturber la [coalition](#) en acceptant des résolutions prises par les puissances européennes durant le [congrès de Vienne](#). Sa décision est confirmée par le [traité de Paris](#) le 20 novembre 1815. Néanmoins, à la [Restauration](#), cette abolition fut ignorée et seulement reconsidérée sous la pression des Britanniques à partir de 1817 pour aboutir en 1831.

Réalisations de Napoléon Bonaparte

Sous le Consulat

Le [Consulat](#) est essentiellement une période de pacification et de stabilisation de la France, après la décennie révolutionnaire. De nombreuses institutions sont fondées, qui vont ensuite survivre longtemps à leur créateur ; elles reprennent certains acquis de la Révolution et existent encore au début du XXI^e siècle en France.

Ainsi dès le 13 décembre 1799 (22 [frimaire an VIII](#)), la [Constitution de l'an VIII](#) rédigée par [Daunou](#) sur la base des principes énoncés par [Sieyès](#) et Bonaparte, crée en son article 52 le [Conseil d'État](#). Cet organe est au départ chargé de rédiger les lois pour décharger les ministères et doit conseiller le gouvernement sur la législation à entreprendre. Dans cette Constitution, Napoléon Bonaparte crée également le [Sénat](#), s'inspirant du [Sénat romain](#), il est chargé de veiller au respect de la Constitution et ses membres sont nommés par le Premier consul, puis par l'Empereur. En 1800, le Premier consul Bonaparte crée deux institutions importantes, existant toujours : d'une part, le 13 février (24 [pluviôse an VIII](#)), il instaure la [Banque de France](#) ; d'autre part, le 17 février (loi du 28 [pluviôse an VIII](#)), Bonaparte crée les préfetures avec à leur tête un [corps préfectoral](#) nommé par le Premier consul puis par l'Empereur et représentant de l'État. Toutes ces institutions permettent de réorganiser l'administration en France, qui ne fonctionnait plus depuis le début de la Révolution en 1789^{[[réf. nécessaire](#)]}. Cette réorganisation permet de ramener l'ordre et de relancer l'économie. Mais l'ordre intérieur sera totalement ramené le 15 juillet 1801, quand

Napoléon Bonaparte signe avec le pape [Pie VII](#) le [Concordat](#) réconciliant la France avec l'Église, tout en maintenant la liberté de cultes établie par la [Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789](#). Bonaparte souhaite réorganiser la société française dans de nombreux domaines :

- Éducation : il lance une grande réforme qui aboutit le 1^{er} mai 1802 (11 [floréal an X](#)) à la création des [lycées](#) et de l'[École militaire Saint-Cyr](#).
- Économie : le 24 décembre 1802, il instaure les vingt-deux [chambres de commerce](#) et institue une nouvelle monnaie, le [franc germinal](#) le 7 avril 1803 (17 [germinal an XI](#)).
- Justice et droit : Bonaparte métamorphose le système judiciaire français, il instaure les [cours d'appel](#) et le Tribunal de cassation devient la [Cour de cassation](#). Il réorganise les études de droit avec la création des écoles de droit et un diplôme accessible à tous, la [capacité en droit](#) le 13 mars 1804 (22 [ventôse an XII](#)). Enfin, le 21 mars 1804 (30 [ventôse an XII](#)), Napoléon Bonaparte promulgue le [Code civil français](#) qui définit de nouveaux droits et obligations pour les Français. Par la loi du 19 mai 1802, Napoléon Bonaparte instaure également la [Légion d'honneur](#)^[83], décernée aux personnes militaires et civiles que l'État souhaite récompenser par cette distinction, au titre de services rendus.

Sous l'Empire

- En 1806, l'empereur Napoléon I^{er} commande l'[arc de triomphe de l'Étoile](#).
 - Le 18 mars (21 [germinal an IX](#)), le premier [conseil de prud'hommes](#) est créé à [Lyon](#).
 - Le 10 mai, l'[Université](#) est recrée, après son abolition par la Révolution, sous une forme qui conduit aux actuelles [universités](#).
- En 1807, Napoléon confie à [Alexandre-Théodore Brongniart](#) la construction de la future [Bourse de Paris](#).
 - Le 9 février, il ressuscite la fonction de [Grand Sanhédrin](#) (ce qui facilite l'assimilation des [juifs](#) dans l'Empire). Napoléon a poursuivi l'œuvre de tolérance à l'égard des juifs amorcée par la Révolution.
 - Le 16 septembre, Napoléon crée la [Cour des comptes](#).
 - 1808 :
 - le 17 mars, Napoléon crée par [décret](#) le [baccalauréat](#).
 - 1810 :
 - le 12 février, le [Code pénal](#) est promulgué.

Œuvre législative

Bonaparte opère dès les débuts du Consulat de nombreuses réformes dans l'éducation, la justice, la finance et le système administratif. Son ensemble de lois civiles, rédigé par [Portalis](#), [Maleville](#), [Bigot de Préameneu](#) et [Tronchet](#) et connu sous le nom de Code Napoléon de 1804, a encore une forte influence dans de nombreux pays de nos jours. Il est assez largement influencé par les projets de Code civil qu'avait présentés Cambacérès pendant la Révolution, alors qu'il n'était pas encore second consul. Bonaparte a présidé beaucoup des séances d'élaboration du Code civil. Il le considérait avec fierté comme son œuvre majeure : « Ma gloire n'est pas d'avoir gagné quarante batailles... Ce que rien n'effacera, ce qui vivra éternellement, c'est mon Code civil, ce sont les procès verbaux du Conseil d'État. »^{[réf. nécessaire]^[84]}

Le [Code civil français](#) est toutefois très largement inspiré d'un éventail de lois et coutumes diverses déjà existantes sous l'[Ancien Régime](#) qu'il unifia. Son œuvre administrative se prolongea jusqu'en 1814. Entre autres réformes, il commença le travail de [cadastrer](#) le territoire français.

En architecture et urbanisme

À Paris



L'[arc de triomphe de l'Étoile](#).



L'[église de la Madeleine](#).

Napoléon fit ériger à [Paris](#) de nombreux monuments dont plusieurs à la gloire de la [Grande Armée](#) et de ses victoires. Il a fait construire après la victoire à la [bataille d'Austerlitz](#) deux arcs de triomphe après avoir déclaré à ses soldats : « Vous ne rentrerez dans vos foyers que sous des arcs de triomphe ». Le premier à être ordonné est l'[arc de triomphe de l'Étoile](#) en 1806 pour en faire le point de départ d'une avenue triomphale traversant le [Louvre](#) et la [place de la Bastille](#), il ne sera achevé qu'en 1836^[185]. Le deuxième est l'[arc de triomphe du Carrousel](#), construit de 1806 à 1808 et situé sur la [place du Carrousel](#), à l'ouest du [Louvre](#)^[186]. La bataille d'Austerlitz est aussi commémorée par la [colonne Vendôme](#), anciennement appelée *colonne d'Austerlitz* puis *colonne de la Grande Armée*, construite entre 1805 et 1810. Elle est surmontée d'une statue de Napoléon^[187].

L'[église de la Madeleine](#) devait être elle aussi un temple à la gloire de la Grande Armée, comme prévu en 1805. En 1812, après la campagne de Russie, Napoléon changea d'avis pour revenir au projet d'une église. Elle fut finie en 1842^[188]. Napoléon fit aussi construire de 1807 à 1825 le [palais Brongniart](#) de [style corinthien](#) pour accueillir la [Bourse de Paris](#)^[189]. Il fit aussi construire le [palais d'Orsay](#) de 1808 à 1840, où s'installe le [Conseil d'État](#)^[190].

Napoléon fit aménager la capitale. Il fit percer les rues [de Rivoli](#), de Castiglione et des Pyramides ainsi que [numéroter les immeubles de Paris](#). Il ordonna la liaison entre le [Louvre](#) et le [palais des Tuileries](#) et la finition de la cour carrée du Louvre (construction de l'aile ouest et sud) qui devient un musée. Il offrit au [palais Bourbon](#) une nouvelle façade, érigée entre 1806 et 1810. Il fit construire trois ponts (le [pont des Arts](#) (1801-1803)^[191], [d'Austerlitz](#) (1802-1806) et [d'Iéna](#) (1808-1814)) et plusieurs dizaines de fontaines comme l'[éléphant de la Bastille](#). Il fit embellir le [jardin du Luxembourg](#) et créer le [jardin des Plantes](#), le [canal de l'Ourcq](#), de [Saint-Martin](#) et de [Saint-Denis](#). Enfin, Il fit aménager le [cimetière du Père-Lachaise](#)^[192].

En dehors de l'Île-de-France



Le [pont de pierre](#), à [Bordeaux](#).



La [place Napoléon](#), à [La Roche-sur-Yon](#).

- La fondation de Napoléon (l'actuelle ville de [La Roche-sur-Yon](#)).
 - La transformation de la [place Bellecour](#) à [Lyon](#).
- La [colonne de la Grande Armée](#) près de [Boulogne-sur-Mer](#).
 - Le [pont de pierre](#) à [Bordeaux](#).
- La construction de la [place de la Paix \(Milan\)](#) à [Milan](#).
- La construction du Fort Napoléon à [La Seyne-sur-Mer](#).
 - Le [canal de Nantes à Brest](#) et de [Mons-Condé](#).

Regards des contemporains

D'après [Jean-Antoine Chaptal](#),

« Napoléon se servait lui-même des journaux pour faire la guerre à ses ennemis, surtout aux Anglais. Il rédigeait personnellement toutes les notes qu'on insérait dans [Le Moniteur](#), en réponse aux diatribes ou aux assertions qu'on publiait dans les gazettes anglaises. Lorsqu'il avait publié une note, il croyait avoir convaincu. On se rappelle que la plupart des notes n'étaient ni des modèles de décence, ni des exemples de bonne littérature ; mais nulle part il n'a mieux imprimé le cachet de son caractère et de son genre de talent. »

Surnoms

- *Nabulio* : surnom donné quand il était enfant par sa mère Letizia Ramolino ;
- *La paille-au-nez* : surnom donné par les camarades de Napoléon à l'[école de Brienne](#). En effet, avec son accent corse, Napoléon prononçait son prénom *Napoillioné* ;
- *Le général Vendémiaire* : surnom donné par d'autres généraux de la République en signe de mépris pour ce fait d'armes de répression intérieure de civils royalistes, après l'intervention de Bonaparte lors de l'[insurrection royaliste du 13 vendémiaire an IV](#) ;
- *Le petit caporal* : surnom donné par les soldats au soir de la [bataille du pont de Lodi](#), en 1796. Le grade de caporal utilisé comme surnom lui a été attribué selon un usage militaire d'affection pour saluer un comportement de bravoure¹⁹³¹ ;
 - *Boney* : sobriquet donné par les caricaturistes britanniques, diminutif de « Bonaparte ». Par référence au mot anglais « bone » (os), il peut ainsi être traduit par « l'osseux ». Ce surnom visait la maigre silhouette du général Bonaparte dans les premières années de sa carrière militaire jusqu'au Consulat. Ce surnom jouait sur le contraste avec le ventru [John Bull](#), symbole de l'Anglais et de son opulence face à une France perçue comme ruinée et affamée durant la Révolution ;

- *Le petit tondu* : surnom donné par les soldats à partir du Consulat et du début de l'Empire après que Bonaparte eut fait couper ses cheveux (au retour de l'expédition d'Égypte, en 1799) et eut fait appliquer un nouveau règlement pour la coupe de cheveux des militaires (abandon des cheveux longs et des perruques au profit de la « coupe à la Titus »^[11]) ;
- *Buonaparte* : reprise du nom corse orthographié ainsi dans les premières années de la vie de Napoléon Bonaparte, par ses adversaires royalistes français et par les Britanniques qui ne reconnaissaient pas sa dignité impériale acquise après la rupture de la [paix d'Amiens](#) (1803) et refusant ainsi de n'utiliser que son prénom, signe de sa titulature ;
- *L'usurpateur* : surnom provenant des milieux royalistes, à partir de l'établissement de l'Empire et de la prétention de Napoléon Bonaparte d'accaparer le pouvoir souverain. Le terme est surtout utilisé quand le rétablissement des Bourbons est réalisé, puis effectif, en 1814 puis en 1815 lors des [Cent-Jours](#) :
 - *Le tyran, l'Ogre* : surnoms couramment donnés par ses adversaires et ses caricaturistes, en particulier à la fin de l'Empire quand l'effort militaire de la conscription pèse de plus en plus fortement sur la population ;
 - *Le Père la Violette* : la [violette](#) est la fleur de l'amour caché. Après sa première abdication, on croyait qu'il reviendrait à l'époque où fleurissent les violettes, chose qui se réalisa ; la violette devint un signe de ralliement des bonapartistes après la Seconde Restauration ;
- *Jean de l'Épée* : sobriquet donné par les soldats de la Grande Armée, en particulier au sein de la Garde impériale au moment du retour de l'île d'Elbe^[14] ;
- *Nicolas* : surnom utilisé particulièrement par les royalistes du Midi de la France, où le Diable est parfois dénommé ainsi^[15]. Des caricatures de l'époque désignent ainsi Napoléon par cet autre prénom, avec l'effet renforcé par leur même lettre initiale « N » ;
- *Lou Castagnié* (« Le Châtaigner »), surnom donné dans le Midi de la France et qui fait référence aux origines corses de Napoléon, les châtaignes en étant une spécialité fameuse^[16].

Vie privée

Influences historiques

Durant sa jeunesse, Bonaparte se montre admiratif envers certains hommes d'État, notamment [Pasquale Paoli](#), indépendantiste corse, et [Mirabeau](#), révolutionnaire modéré. Il a aussi beaucoup admiré [Rousseau](#), disant même : « Oh ! Rousseau ! Pourquoi faut-il que tu n'aies vécu que soixante ans ! Dans l'intérêt de la vérité, tu aurais dû être immortel ! ». Il a par la suite renié ces idées, les idées de Rousseau s'avérant peu conformes au système consulaire puis impérial. Pendant la Révolution, il a l'espoir de pouvoir dépasser ses conditions de vie modeste grâce au nouveau régime mis en place et se montre donc favorable à cette évolution. Il écrit même sur une banderole tendue sur sa maison natale : « Vive la Nation ! Vive Paoli ! Vive Mirabeau ! »^[17].

Il est aussi reconnaissant envers les frères Robespierre, [Augustin](#) et [Maximilien](#), auxquels il doit en partie sa montée en grade rapide. Il envoie par la suite une pension à leur sœur. Il a écrit à Tilly : « J'ai été un peu affecté de la catastrophe de Robespierre que j'aimais et que je

croyais pur, mais fût-il mon frère, je l'eusse moi-même poignardé s'il aspirait à la tyrannie »^[98].

Bonaparte témoigne de plus d'une admiration pour de grands conquérants et des empereurs. Il se fait représenter coiffé d'une couronne de lauriers et vêtu d'une toge, pour se montrer tel que [Jules César](#) et qu'[Auguste](#) par exemple. Il est également fasciné par [Frédéric II](#).

Napoléon et la spiritualité

Napoléon et le catholicisme

Napoléon est né dans une famille catholique et est baptisé le 21 juillet 1771^[99].

Sa position envers le catholicisme semble parfois plus tenir du calcul politique que d'un choix personnel^[100], mais il déclare avoir un réel attachement pour sa religion natale :

« Il est sûr qu'au désordre auquel je succédais, que sur les ruines où je me trouvais placé, je pouvais choisir entre le catholicisme et le protestantisme ; et il est vrai de dire encore que les dispositions du moment poussaient toutes à celui-ci ; mais, outre que je tenais réellement à ma religion natale, j'avais les plus hauts motifs pour me décider. En proclamant le protestantisme, qu'eussé-je obtenu ? J'aurais créé en France deux grands partis à peu près égaux, lorsque je voulais qu'il n'y en eût plus du tout ; j'aurais ramené la fureur des querelles de religion, lorsque les lumières du siècle et ma volonté avaient pour but de les faire disparaître tout à fait. Ces deux partis en se déchirant eussent annihilé la France, et l'eussent rendue l'esclave de l'Europe, lorsque j'avais l'ambition de l'en rendre la maîtresse. Avec le catholicisme j'arrivais bien plus sûrement à tous mes grands résultats : dans l'intérieur, chez nous, le grand nombre absorbait le petit, et je me promettais de traiter celui-ci avec une telle égalité, qu'il n'y aurait bientôt plus lieu à connaître la différence. Au dehors, le catholicisme me conservait le pape : et avec mon influence et nos forces en Italie, je ne désespérais pas tôt ou tard, par un moyen ou par un autre, de finir par avoir à moi la direction de ce pape ; et dès lors quelle influence ! Quel levier d'opinion sur le reste du monde^[101] ! »

À la fin de sa vie, Napoléon recevra d'ailleurs l'extrême-onction des mains de l'abbé Vignali.

Napoléon et l'islam pendant la campagne d'Égypte

L'intérêt de Napoléon pour l'islam semble être dicté par le contexte. La [campagne d'Égypte](#) a été préparée sur le même mode que celle d'[Italie](#), c'est-à-dire en espérant provoquer un ralliement des populations locales à la cause française. Dans l'objectif de ce ralliement, tout est fait pour que les Égyptiens en majorité musulmans se sentent valorisés. Napoléon déclare d'ailleurs à ses soldats à bord du navire *l'Orient* le 22 juin 1798 que^[1] : « Les peuples avec lesquels nous allons vivre sont mahométans [...]. Ne les contredisez pas ; agissez avec eux comme nous avons agi avec les Juifs, avec les Italiens ; ayez des égards pour leurs muftis et leurs imams, comme vous en avez eu pour les rabbins et les évêques ». Cette stratégie est bien visible dans les proclamations destinées à la population comme celle du 2 juillet 1798 à [Alexandrie](#)^[kl] : « Peuples de l'Égypte, on vous dira que je viens détruire votre religion ; ne le croyez pas ! Répondez que je viens vous restituer vos

droits, punir les usurpateurs et que je respecte plus que les Mamelucks, Dieu son Prophète et l'Alcoran ». Pour le [général Dupuy](#) qui accompagnait Napoléon durant la campagne d'Égypte cet intérêt pour l'islam est simulé pour des raisons politiques : « Nous trompons les Égyptiens par notre simili attachement à leur religion, à laquelle Bonaparte et nous ne croyons pas plus qu'à celle de [Pie le défunt](#) »^[102].

Le 17 juillet 1799^[103], il s'adresse aux notables de la province d'[Aboukir](#) et prononce ce qui s'apparente à une déclaration de foi à l'Islam : « Il n'y a pas d'autres Dieux que Dieu et Mahomet est son prophète ». Cependant, si l'acte de conversion à l'Islam est définitif lorsque la [chahada](#) est prononcée, le croyant doit démontrer sa sincérité et sa détermination. Cette chahada prononcée par Napoléon relève pourtant de la ruse destinée à « diminuer le nombre de ses ennemis »^[104]. Aucune autre source ne permet d'affirmer qu'il s'est converti à l'Islam.

Regard personnel de Napoléon sur l'islam

Napoléon est fasciné avant tout par l'[Orient](#). En ce qui concerne la perspective de se convertir à l'islam, il déclare^[105] qu'« après tout, ce n'est pas impossible que les circonstances m'eussent amené à embrasser l'islamisme. [...] Mais ce n'eut été qu'à bonne enseigne ; il m'eut fallu pour cela au moins jusqu'à l'Euphrate. Le changement de religion peut se comprendre peut-être par l'immensité de ses résultats politiques ». D'une manière plus générale, Napoléon ne semble pas vouloir se convertir lorsqu'il s'exprime sur le [Concordat](#)^[106] « je tenais réellement à ma religion natale ». Napoléon met en avant la proximité des religions chrétienne et musulmane lorsqu'il dépeint^[107] le prophète : « Mahomet [...] qui marche si près sur les traces du christianisme, et s'en éloigne si peu » et relève les différences existant à [Sainte-Hélène](#)^[107] : « analysant de la manière la plus ingénieuse les deux religions de l'Orient et de l'Occident, il disait que la nôtre était toute spirituelle, et celle de Mahomet toute sensuelle ; que les châtiments dominaient chez nous : c'était l'enfer et ses supplices éternels, tandis que ce n'était que récompenses chez les musulmans : les [houris](#) aux yeux bleus, les bocages rians, les fleuves de lait ; et de là il concluait, en opposant les deux religions, que l'on pourrait dire que l'une était une menace, elle se présentait comme la religion de la crainte ; que l'autre, au contraire, était une promesse, et devenait la religion des attraits ».

L'ambivalence de Napoléon vis-à-vis de l'islam est due à la nécessité d'un double langage durant la [campagne d'Égypte](#) : d'une part les discours admiratifs de l'islam^[108] ou favorable à ses intérêts^[109] tenus aux autorités religieuses et d'autre part les confessions personnelles qui n'interviennent souvent que bien plus tard et donnent un point de vue que les années rendent distant.

Pour [Henry Laurens](#), si l'intérêt de Napoléon envers l'islam a été inspiré par des préoccupations politiques, il a néanmoins été « réellement fasciné par l'islam et par l'Orient [et] son admiration pour l'islam se porte essentiellement sur ce créateur de sociétés qu'est le prophète Mahomet »^[110].

Napoléon et la franc-maçonnerie

Parmi l'entourage militaire et intellectuel proche de Napoléon beaucoup sont francs-maçons (le [général Kléber](#) qui fonde la loge « Isis » au Caire, [Dominique Vivant Denon](#), membre de

l'Ordre sacré des Sophisiens et de la loge « La Parfaite Réunion », [Gaspard Monge](#) membre notamment de la loge militaire « L'Union parfaite »). Aussi une rumeur affirme que Bonaparte a pu être initié à la [franc-maçonnerie](#) lors de la campagne d'Égypte dans la loge « Isis », comme le suggère notamment le manuscrit *Le miroir de la Vérité* dédié à tous les maçons^[111], le fait qu'il soit louveteau (c'est-à-dire fils du franc-maçon [Charles Bonaparte](#)) et qu'il ne conteste pas de se faire par la suite appeler « frère » par différents membres des [1 200 loges maçonniques qui se développent](#) pendant le [Premier Empire](#)^[112], néanmoins les critiques envers les francs-maçons qu'il tient lors de son exil à [Sainte-Hélène](#) semblent prouver le contraire^[113].

Correspondance

Napoléon Bonaparte a entretenu une abondante [correspondance](#), en partie à usage privé, mais surtout une importante correspondance officielle. De son vivant, quelques unes de ces lettres ont été publiées, soit isolément, soit en recueils, mais souvent dans un but d'exaltation ou au contraire de polémique.

Dans les [années 1850](#), l'[empereur Napoléon III](#) fait publier la correspondance de son oncle. Si cette nouvelle publication a aussi un but de propagande, elle sera plus sérieuse que ce qui avait été fait jusque-là. Toutefois, certaines lettres n'ont pas été retrouvées, d'autres ont été volontairement omises, et le texte a parfois été expurgé sous divers prétextes. Lorsque paraît en 1869 le dernier volume de la correspondance de Napoléon I^{er}, l'officier [Louis Rossel](#) démontre que les livres de stratégie attribués à ce dernier par la commission chargée de publier la correspondance, ne sont pas et ne peuvent pas être de lui. Dans les années suivantes, de nouvelles lettres ont été publiées, souvent sous la forme de recueils spécifiques (lettres de Napoléon à un même correspondant). D'autres réapparaissent ponctuellement.

La [Fondation Napoléon](#) a entrepris depuis 2002 une vaste entreprise de publication scientifique de l'ensemble de la correspondance de l'empereur. Elle a lancé pour cela un appel afin de récupérer les documents qui pourraient se trouver dans différents dépôts d'archives ou bibliothèques, et surtout chez des particuliers.

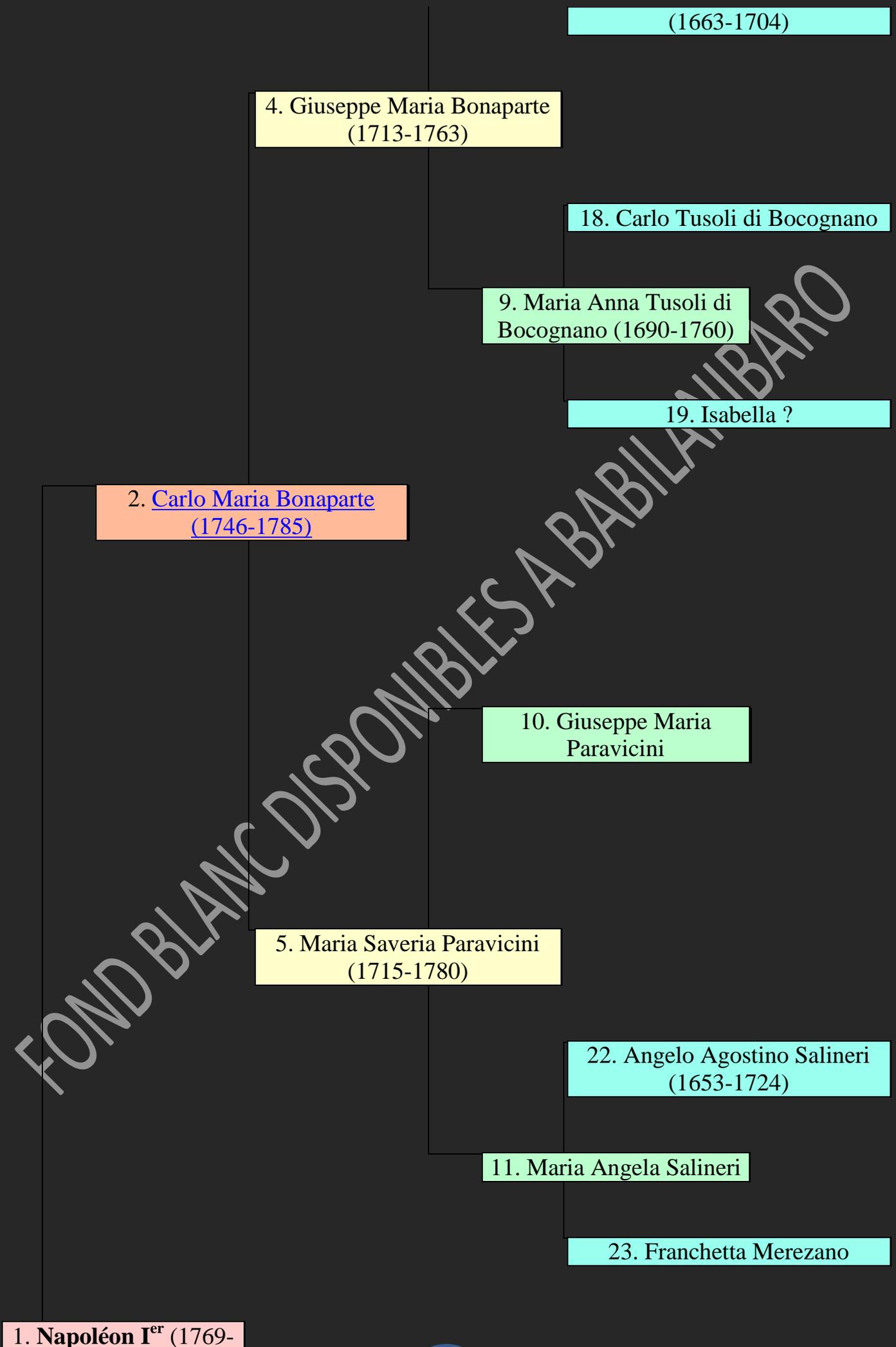
Pour les références des éditions, voir plus bas.

Famille

Ascendance

16. Giuseppe Maria Buonaparte
(1663-1703)

8. Sebastiano Nicolo
Buonaparte (1683-1720)



1821)

24. Giovanni Girolamo
Ramolino (1645-1699)

12. Giovanni Agostino
Ramolino (1697-1777)

25. Maria Laetizia Boggiana

6. Giovanni Gerolamo
Ramolino (1723-1755)

26. Andrea Peri (1669-1739)

13. Angela Maria Peri

27. Maria Madalena Colonna
d'Istria

3. [Maria Letizia Ramolino](#)
(1750-1836)

28. Giovan Antonio Pietrasanta
(1671-1704)

14. Giuseppe Maria
Pietrasanta (vers 1703-
1773)

29. Paola Brigida Sorba

7. Angela Maria Pietrasanta
(1726-1793)

15. Maria Giuseppa

Parents

- [Charles Bonaparte](#)
- [Maria Letizia Ramolino](#)

Frères et sœurs

- [Joseph Bonaparte](#)
- [Lucien Bonaparte](#)
- [Élisa Bonaparte](#)
- [Louis Bonaparte](#)
- [Pauline Bonaparte](#)
- [Caroline Bonaparte](#)
- [Jérôme Bonaparte](#)

Neveux et nièces

La liste ci-dessous donne les noms des 26 enfants légitimes des frères et sœurs de Napoléon, par ordre de naissance. D'autres enfants, ceux morts en très bas âge ou issus de relations hors mariage, ne sont pas indiquésⁱⁱⁱ.

1. Filistine Charlotte Bonaparte (1795-1865), fille aînée de Lucien ;
2. Dermid Leclerc (1798-1804), fils unique de Pauline ;
3. Christine-Egypta Bonaparte (1798-1847), fille cadette de Lucien ;
4. [Achille Charles Louis Napoléon Murat](#) (1801-1847), fils aîné de Caroline ;
5. [Zénaïde Bonaparte](#) (1801-1854), fille aînée de Joseph ;
6. Maria Letizia Joséphine Murat (1802-1859), fille de Caroline ;
7. [Napoléon Louis Charles Bonaparte](#) (1802-1807), fils aîné de Louis ;
8. [Charlotte Bonaparte](#) (1802-1839), fille cadette de Joseph ;
9. [Lucien Charles Joseph Napoléon Murat](#) (1803-1878), fils de Caroline ;
10. [Charles-Lucien Carlo Jules Laurent Bonaparte](#) (1803-1857), fils de Lucien (zoologiste) ;
11. [Napoléon Louis Bonaparte](#) (1804-1831), fils cadet de Louis ;
12. [Lætitia Bonaparte](#) (1804-1871), fille de Lucien ;
13. Louise Julie Caroline Murat (1805-1889), fille de Caroline ;
14. [Élisa Napoléone Baciocchi](#) (1806-1869), fille aînée d'Élisa ;
15. [Jeanne Bonaparte](#) (1807-1829), fille de Lucien ;
16. [Louis-Napoléon Bonaparte](#) (1808-1873), fils de Louis, empereur des Français (1852-1870) ;
17. Paul Bonaparte (1809-1827), fils de Lucien ;

18. [Louis-Lucien Bonaparte](#) (1813-1891), fils de Lucien ;
19. Jérôme-Frédéric-Félix-Napoléon (1814-1834), fils d'Élisa ;
20. [Jérôme Napoléon Charles Bonaparte](#) (1814-1847), fils aîné de Jérôme ;
21. [Pierre-Napoléon Bonaparte](#) (1815-1881), fils de Lucien ;
22. [Antoine Bonaparte](#) (1816-1877), fils de Lucien ;
23. Marie-Alexandrine Bonaparte (1818-1874), fille de Lucien ;
24. [Mathilde-Léizia Wilhelmine Bonaparte](#) (1820-1904), fille de Jérôme ;
25. [Napoléon Joseph Charles Paul Bonaparte](#) (1822-1891), fils de Jérôme ;
26. Constance Bonaparte (1823-1876), fille de Lucien.

Deux neveux moururent du vivant de Napoléon (Dermid Leclerc et [Napoléon Charles Bonaparte](#), ce dernier ayant été considéré comme héritier présomptif de la couronne impériale entre 1804 et 1807 selon la [constitution](#)), et deux naquirent après son décès.

Oncle

- [Joseph Fesch](#), cardinal, évêque de Lyon et primat des Gaules. Il est en fait [frère utérin](#) de la mère de Napoléon, [Maria Letizia Ramolino](#). La mère de celle-ci, Angèle-Marie Pietra-Santa, veuve de Jean-Jérôme Ramolino, se remaria avec François Fesch, officier suisse au service de la [république de Gênes](#).

Mariages et enfants



Divorcée de Napoléon et Joséphine,
estampe de Bosselman gravée
par [Charles Chasselat](#).



Caricature anglaise de
Rowlandson, 1810, Napoléon et
sa nouvelle épouse.

Napoléon s'est marié deux fois :

- [une première fois](#) le 9 mars 1796 avec [Joséphine de Beauharnais](#), qui est ensuite couronnée impératrice ; ce mariage restant sans enfants, il se conclut par un divorce, prononcé par un [sénatus-consulte](#) le 16 décembre 1809 ;
- une seconde fois, le 2 avril 1810^[m] avec l'archiduchesse [Marie-Louise d'Autriche](#), qui lui donne un fils onze mois plus tard : [Napoléon François Joseph Charles Bonaparte](#) (20 mars 1811-22 juillet 1832), roi de Rome, duc de Reichstadt, connu également sous le nom de Napoléon II, bien qu'il n'ait jamais régné qu'en théorie et ce pendant quinze jours, entre la deuxième abdication de Napoléon et la [Seconde Restauration](#)^[n].

Napoléon s'était fiancé le 21 avril 1795 à [Désirée Clary](#) (1777-1860), sœur de [Julie Clary](#) elle-même mariée en 1794 avec [Joseph Bonaparte](#). Mais Napoléon rencontre [Joséphine de Beauharnais](#) à [Paris](#), le 15 octobre 1795, par le biais de son ami [Paul](#)

[Barras](#), et le fait renoncer au projet de mariage avec Désirée, non sans mauvaise conscience comme en témoigne sa correspondance avec Désirée.

Napoléon a également eu au moins deux enfants naturels, qui tous les deux ont eu des descendants :

- [Charles, comte Léon](#) (1806-1881), fils de [Éléonore Denuelle de La Plaigne](#) (1787-1868).
- [Alexandre, comte Walewski](#) (1810-1868), fils de la [comtesse Walewska](#) (1789-1817).

Et selon des sources plus ou moins contestées :

- [Napoléon Louis Charles Bonaparte](#) (1802-1807), fils aîné de [Louis Bonaparte](#).
 - [Jules Barthélemy-Saint-Hilaire](#) (1805-1895) dont la mère reste inconnue.
- [Émilie Louise Marie Françoise Joséphine Pellapra](#) (1806-1871), fille de Françoise-Marie Leroy, épouse [Louis Marie Joseph de Brigode](#), et postérité ;
 - [Eugen Alexander Megerle von Mühlfeld \(de\)](#) (1810-1868), fils de l'autrichienne [Victoria Kraus \(de\)](#)
- Auguste Alfred le Pelletier de Bouhélier (1816-1868)^[115], employé, d'où deux enfants :
 - [Edmond](#) (1846-1913), journaliste, député de la Seine, maire-adjoint de [Bougival](#), dont postérité : l'écrivain [Saint-Georges de Bouhélier](#) et [Isabelle](#), qui devient l'épouse de [René Viviani](#).
 - Laure (née en 1852), qui épouse [Alphonse Humbert](#) (1844-1922), député de la Seine, et postérité.
- Joséphine de Montholon, fille de la comtesse [Albine de Montholon](#) (née à [Sainte-Hélène](#) le 26 janvier 1818, morte à [Bruxelles](#) le 30 septembre 1819)^[116].

Ordre de succession au trône impérial en juillet 1815

Avec Napoléon II, il y eut 25 napoléonides de la deuxième génération, dont 17 vivants aux [Cent-Jours](#). Après la chute de l'Empire, dans cette génération, il y avait quatre héritiers mâles, par ordre de succession :

1. [Napoléon II](#) (qui avait déjà brièvement hérité du trône impérial en 1815) ;
2. [Napoléon-Louis Bonaparte](#) ;
3. [Louis-Napoléon Bonaparte](#) (Napoléon III) ;
4. [Jérôme Napoléon Charles Bonaparte](#).

Pour l'ordre de succession des prétendants ultérieurs au trône impérial, voir : [Prétendants bonapartistes au trône impérial de France](#).

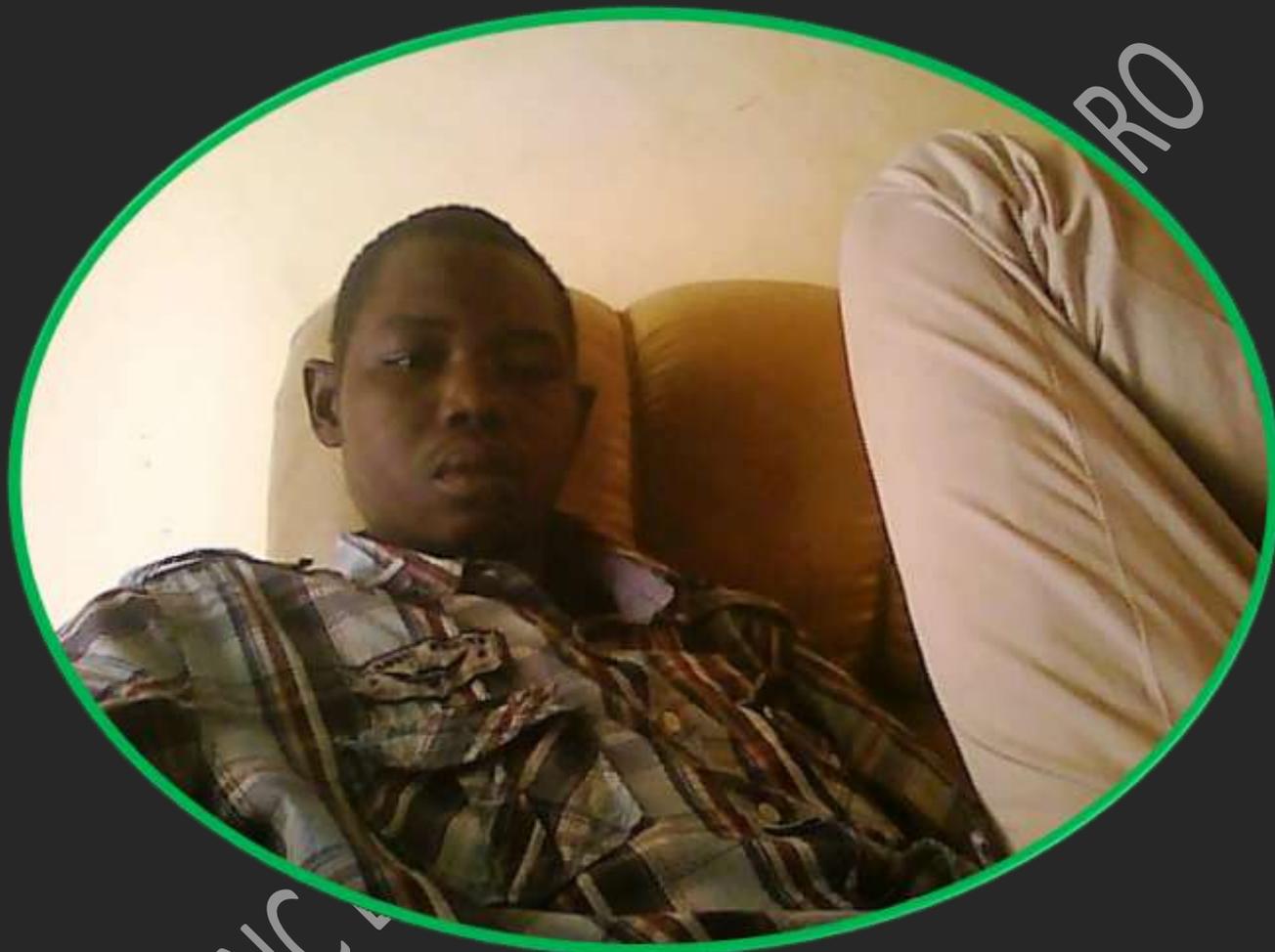
Conservation des archives personnelles de Bonaparte et sa famille

- Les papiers personnels de la famille Bonaparte dont de la correspondance de Napoléon I^{er} sont conservés aux [Archives nationales](#) sous la cote 400AP (Fonds Napoléon)^[117] et 176AP (Fonds Bonaparte)^[118].

BILLY NANKOUMAN TRAORÉ

LAPIN BLANC

<< **LE + malin des lapins** >>



FOND BLANC

RO